

EUROPE

Union soviétique

Trois personnes originaires de France demandent à revenir dans leur pays natal

De notre correspondant

Moscou. — Deux sœurs et leur frère vivant en Union soviétique depuis 1947 viennent de lancer un appel pour que les autorités soviétiques les autorisent à revenir en France. Ces trois personnes, auxquelles l'ambassade de France reconnaît la nationalité française, se heurtent depuis de nombreuses années au refus des autorités soviétiques.

Leur père, Leonid Agdantseff, était réfugié en France au début des années 1920, et avait obtenu la nationalité française en janvier 1939. Ouvrier à Dieppeville (Aube), puis à Océan-Perré (Seine-et-Marne), il se laisse convaincre en 1947 — ainsi que de nombreux autres émigrés russes — de rentrer en Union soviétique, ce qu'il fit le 21 août, accompagnant avec lui sa femme (d'origine polonaise mais naturalisée française) et ses six enfants.

Après le retour en U.R.S.S., commença le temps des déceptions. Agdantseff finit par échouer dans un kolchoz de la région de Kirovograd en Ukraine, puis dans une petite ville de la même région, Alexandria. En 1950 il fut tué dans un accident du travail. Le seul soutien de la famille fut à partir de ce moment-là la fille aînée, Marie-Louise, dite « Marie », mariée à un officier soviétique, Georges, jusqu'à présent été autorisé à quitter le pays. Il vit aujourd'hui à Orléans. Il est parti d'U.R.S.S. en 1966, et avait commencé ses démarches deux ans plus tôt, en même temps que son frère Jean, lequel vit toujours à Orléans. Depuis 1964, ce

Un recueil de textes de M. Brejnev sur « la science de gérer » est publié à Moscou

De notre correspondant

Moscou. — La Pravda de ce mardi 30 novembre annonce la publication d'un recueil de discours, de rapports et d'interventions de M. Brejnev. Certains de ces textes sont, semble-t-il, publiés pour la première fois. Le livre s'intitule : *Les Problèmes de la gestion économique d'une société socialiste évoluée*. Ce n'est sans doute pas un hasard si la publication de cet ouvrage précède de trois semaines seulement la célébration — le 19 décembre — du 70^e anniversaire du secrétaire général.

Le très long article de présentation de la Pravda n'est pas signé, ce qui lui donne une valeur officielle. Il est tout entier consacré à « la science de gérer ». Il ne contient pas d'éléments vraiment nouveaux mais il est remarquable par la critique de nombreux aspects de l'économie. Toutes ces critiques ont déjà été faites par M. Brejnev à diverses occasions, mais rassemblées en un seul article elles prennent encore plus de relief.

Selon M. Brejnev, cité par la Pravda, « une lutte persistante contre les défauts qui existent toujours dans les activités économiques de l'U.R.S.S. est indispensable. Cette lutte doit concerner notamment et en pratique des progrès scientifiques et techniques dans certaines branches, l'élimination des pertes de temps de travail, des à-coups dans le travail, la réduction de la mobilité du personnel, l'amélioration de la discipline au travail ». De tels faits sont « intolérables »

La nécessité de « sanctions sévères et automatiques »

La Pravda insiste sur la nécessité de relever le niveau de la planification, car « il faut donner aux consommateurs à tous les niveaux des possibilités larges d'influencer la production » ; il faut « utiliser plus scientifiquement les stimulants et les leviers économiques et les leviers sociaux ». De « déficiences, prix et primes ». A deux reprises l'article parle de la nécessité de « sanctions sévères et automatiques ».

Après avoir insisté sur la nécessité d'éliminer « certains maillons superflus et certaines procédures bureaucratiques », la Pravda ajoute : « Il faut combler toutes les brèches qui permettent encore à certains dirigeants économiques insoucients de se faire passer pour des dirigeants de choc ».

Pour la Pravda, le parti « ne se substitue pas aux organismes économiques, mais signale par tous les moyens possibles les institutions la lutte pour une plus grande efficacité, pour une plus grande qualité ». — J. A.

PROCHE-ORIENT

Liban

La Libye retire ses unités de la force arabe de dissuasion

Le gouvernement de Tripoli a décidé, lundi 29 novembre, de retirer du Liban le contingent libyen faisant partie de la force arabe de dissuasion. Un communiqué précise que cette décision a été prise en raison du changement de nature de la force arabe, qui était une « force de sécurité et de paix en départ, et qui devenait, après les « sommets » de Riyad et du Caire, une force de dissuasion ». « La Libye ne désirent conclure aucune forme de dissuasion, ni à l'égard des Libanais, ni à l'égard des Palestiniens », a déclaré de retirer ses troupes du Liban.

Les premiers soldats libyens — sur un total de sept cents — sont arrivés dans la soirée de lundi à l'aéroport de Tripoli.

D'autre part, selon le quotidien libanais *Al Nahar*, le déploiement des « forces arbes » dans le sud reprendra dans les prochains jours, à la suite d'un « arrangement » conclu avec Israël par

l'intermédiaire des Etats-Unis. Cet « arrangement » comporterait l'envoi, dans les régions proches de la frontière israélo-libanaise, de détachements « non armés » de la force arabe de dissuasion, qui, dit-on à Beyrouth, proviendraient probablement du contingent de l'Armée Saoudite et des Emirats arabes unis, attendu cette semaine, et dont les effectifs seraient d'un millier d'hommes.

Aucune allusion n'a été faite en Israël à cet « arrangement ». Mais le chef de la diplomatie israélienne, M. Allon, s'est prononcé lundi en faveur d'un accord avec le Liban qui ferait tomber la tension et maintiendrait le calme et la sécurité de part et d'autre de la frontière. « Il est de l'intérêt de tous deux pays de négocier au plus tôt », a-t-il précisé, soulignant que le Liban « devrait fixer dans le sud de son territoire ses propres forces, en pays indépendant et souverain, tandis qu'Israël maintiendrait ses forces de défense le long de sa propre frontière ». — (A.F.P.)

CHEF DU DÉPARTEMENT POLITIQUE DE L'O.L.P.

M. Kaddoumi préconise la création d'un État palestinien indépendant en Cisjordanie et à Gaza

M. Farouk Kaddoumi, chef du département politique de l'O.L.P., a été reçu lundi 29 novembre pendant plus d'une heure par M. François de Lauboulaye, directeur des affaires politiques au Quai d'Orsay, selon un communiqué du bureau de l'Organisation de libération de la Palestine à Paris. Les deux parties ont échangé, au cours de cet entretien, leurs points de vue sur le récent débat à l'ONU concernant la question palestinienne et sur la situation au Liban et au Proche-Orient.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ARABE DU YEMEN (du Nord) a annoncé, lundi 29 novembre, que la région de Bab-el-Mandeb était fermée à toute navigation étrangère, indiquant que l'Agence du Moyen-Orient, citant Radio-Sabaa, dans un communiqué diffusé par la radio du Yémen du Nord, le gouvernement de Sabaa précise que ses forces militaires feront feu sans sommations sur tout appareil qui survolerait la région de Bab-el-Mandeb. — (A.F.P.)

Le palatins social en Israël. — Douze mille ingénieurs du secteur public et semi-public ont déclenché lundi 29 novembre une grève de quarante-huit heures pour protester contre le bas niveau de leurs salaires. Dans les industries aéronautiques et militaires, cent ingénieurs occupant des postes-clés ont été mobilisés par les autorités. — (A.F.P.)

Dans une déclaration à l'A.F.P., M. Kaddoumi a catégoriquement rejeté l'idée d'une fédération englobant le futur État palestinien. « Nous insistons sur la création d'un État palestinien indépendant en Cisjordanie et à Gaza, lorsque ces deux régions seront libérées par Israël », a-t-il dit. M. Kaddoumi, qui a estimé que l'évacuation de ces territoires et la création d'un État palestinien sont un « préalable à tout règlement définitif du problème du Proche-Orient », a-t-il ajouté, pourra être élaboré à la conférence de Genève, mais il est hors de question que les Palestiniens y soient représentés autrement que par une délégation indépendante. « M. Kaddoumi a exclu l'idée que l'État palestinien puisse être démilitarisé : « Ce ne serait pas, a-t-il dit, un État indépendant. » Comme on lui demandait par quel moyen il pensait que serait obtenue l'évacuation des territoires par Israël, il a répondu : « L'Arabie Saoudite peut obliger Israël à se retirer en obtenant une pression des Etats-Unis sur l'Etat hébreu. Il a estimé que l'Europe devrait faire pression sur les Etats-Unis dans ce sens. » Les « superpuissances », a-t-il affirmé, devront donner des garanties aux Palestiniens, qui en ont plus besoin qu'Israël. » Enfin M. Kaddoumi n'a pas écarté la possibilité que la réunion du Conseil national palestinien (sorte de Parlement) qui devait avoir lieu dans la deuxième quinzaine de décembre puisse être reportée au début janvier.

DIPLOMATIE

ONU

Tous les délégués permanents au Conseil de sécurité vont être renouvelés

De notre correspondant

Nations unies (New-York). — M. Huang-Hua, ambassadeur de Chine auprès des Nations unies, a quitté New-York, lundi 29 novembre, à destination de Pékin. Il a été brusquement rappelé le jeudi 25 par son gouvernement, et n'a pas eu le temps en raison de la brevité du délai qui lui était imparti pour quitter le secrétaire général, M. Waldheim, ni de ses collègues d'heures, ni de ses collègues du Conseil de sécurité. Il s'est contenté de faire ses adieux aux membres du corps diplomatique onusien par lettre. S'il n'a pu, par ailleurs, honorer de sa présence les quelques dix occasions, il a néanmoins téléphoné à une dizaine de diplomates amis pour s'en excuser.

Depuis le déclenchement de la campagne contre la « bande des quatre », M. Huang-Hua était entré dans l'ombre et ne se faisait plus voir à l'ONU. Il invoquait des raisons de santé pour expliquer son absence, qui a continué avec celle, à Pékin, de son ministre des affaires étrangères (1).

Avec le rappel de M. Huang-Hua, c'est le Conseil de sécurité, tout entier, qui va changer de visage. M. Malik, le représentant soviétique, est arrivé lundi à New-York après une longue absence (à la suite d'un accident d'auto), mais seulement pour faire ses valises et ses adieux. Il sera remplacé à la fin de l'année par M. Oleg Troyanowski dont le style contraste nettement avec celui de son prédécesseur. M. Malik était un diplomate de choc, un vieux combattant de la guerre froide, dans la tradition des Vichynski et des Molotov. Son style tranchant, dénué de nuances et d'humour, son éloquence en coups de massue, ne lui valaient pas que des admirateurs aux Nations unies. Il rappelait à tout propos que l'U.R.S.S. était une grande puissance, ce qui lui valut d'être qualifié une fois par M. Ali Eshba de « star du tennis », les voitures, les réceptions — incertaines, parait-il, un visage plus souriant et détendu de la diplomatie.

M. Scranon, le délégué américain, dont la manière décontractée et le ton conciliant ont été d'autant plus appréciés cette année que les Nations unies ont franchement sur le style de son prédécesseur, M. Moynihan, sera remplacé après l'expiration du mandat de M. Carter. Le délégué britannique, M. Richards, n'a pas été officiellement remplacé, mais ses fonctions de président de la conférence sur la Rhodésie risquent d'être occupées à long terme par M. Oleg Troyanowski. (1) Selon un journal de Hongkong, M. Huang-Hua remplacerait M. Chiao Kuan-hua au poste de ministre des Affaires étrangères.

Une édition du « Monde diplomatique » en grec

Sous le titre ΔΙΕΘΝΗΣ ΠΟΛΙΤΙΚΗ (« Politique internationale »), les Editions Exantas, à Athènes, viennent de lancer une édition du *Monde diplomatique* en langue grecque. A côté du titre grec figure une reproduction réduite du titre français. Le contenu du journal est une traduction intégrale de l'édition française, avec toutefois, deux exceptions :

— Les dernières pages du journal, consacrées aux comptes rendus des activités des organisations internationales, sont réduites de moitié environ, les éditeurs grecs ne retenant que les organisations qui présentent le plus d'intérêt pour leur pays ;

— Les rubriques « Les livres du mois » et « A travers les revues » sont complétées par de courtes notices concernant les publications grecques.

Fort élégamment présentée sur papier satiné, cette édition, dont le responsable est M. Théodoros Banousis, élargira considérablement le public — plusieurs centaines de lecteurs de l'édition française — du *Monde diplomatique* en Grèce et dans les pays qui accueillent une importante immigration grecque. Rédacteur en chef de la publication, Claude Julien a présenté le premier numéro aux autorités et aux journalistes d'Athènes. Rappelons que, depuis le mois de janvier 1976, une édition portugaise du *Monde diplomatique* est publiée à Lisbonne par les Editions Dom Quixote, 119, rue Luciano-Cordeiro.

Les Editions Exantas, le *Monde diplomatique*, 4, rue Delion, Athènes. Prix du numéro : 40 drachmes ; abonnements pour le Grèce : un an, 500 drachmes ; six mois, 250 drachmes ; abonnements pour les autres pays : un an, 580 drachmes ; six mois, 290 drachmes.

1.200.000 exemplaires en France

V. Giscard d'Estaing

DEMOCRATIE FRANÇAISE

Fayard

DEMOCRATIE FRANÇAISE

va paraître :

aux U.S.A. : Doubleday

en Grande-Bretagne :

William Collins Sons & Co

en Allemagne : Fischer Verlag

au Japon : Diamond-Sha

en Argentine :

Juan Goyanarte Editor

en Espagne : Plaza e Janes

au Brésil :

Difusão Europeia do Livro

dans les pays Arabes :

Éditions Oueidat

en Italie : Rizzoli

en Grèce : Papyrus Graphic

aux Pays-Bas : Argon Elsevier

au Danemark : Samlerens Forlag

en Suède : Scientia Brombergs

et en Bengali

FAYARD

AFRIQUE

Rhodésie

MM. Nkomo et Mugabe refusent tout poste aux Blancs dans le gouvernement intérimaire

De notre correspondante

Genève. — Les négociations sur l'indépendance de la Rhodésie reprennent le mardi 30 novembre au Palais des Nations, dans une atmosphère tendue. En effet, le Front patriotique du Zimbabwe a précisé lundi qu'il s'opposait catégoriquement au contrôle de l'armée et de la police par des Rhodésiens blancs, au cours de la période intérimaire.

Alors qu'il avait été question, au début de la conférence, d'un gouvernement transitoire multiracial à qui incomberait la responsabilité de la passation des pouvoirs à la majorité noire, MM. Nkomo et Mugabe, dirigeants du Front, ont durci et précisé leur position : le pouvoir intérimaire doit être exclusivement africain. Pendant cette période, la minorité blanche n'aura aucun poste de responsabilité dans l'armée que dans la police. Lors d'une conférence de presse, les deux dirigeants africains ont violemment attaqué les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, qu'ils accusent d'avoir voulu mettre sur pied « un gouvernement noir de marionnettes ». Selon eux, seuls le ZAPU et le ZANU ont fait preuve d'une « opposition irréductible aux forces impérialistes et colonialistes ».

D'autre part, une certaine confusion continue de régner quant à la date de l'indépendance du Zimbabwe. Après avoir accepté, « en principe », la date du 1^{er} mars 1978, préconisée par Londres (le Monde date du 28-29 novembre), les chefs du Front patriotique ont tenu en effet à rappeler que, à leur sens, la date du 1^{er} septembre 1977 « conviendrait parfaitement », neuf mois suffisant pour conduire leur pays à l'indépendance et mettre au point toutes les structures constitutionnelles nécessaires. A la rigueur, ils s'accommoderaient du 1^{er} décembre 1977. — I. V.

Un missionnaire suisse, M. Paul Egli, a été arrêté par la police rhodésienne à Berekela et placé en détention préventive, à l'annonce d'un voyage prévu le 28 novembre au communiqué de la société missionnaire Bethléem à Jmmesse, dans le canton de Schwyz. Un directeur d'école africain a été arrêté en même temps que le missionnaire. Aucun motif n'a été fourni par les autorités.

L'ASSOCIATION FRANCE-ALGÉRIE

PRÉSENTE dans le cadre de l'opération nationale

LES RENCONTRES FRANÇAIS-ÉMIGRÉS

La 2^e rencontre 1976 la projection de deux films :

— **PRESIDENT BOUMEDIENE**

(Interview réalisée par Francis Jeanson pour FR 3)

— **LE CHARBONNIER DE BOUAMARI**

Au Centre CHAILLOT GALLIERA 23, avenue George-V, PARIS (8^e)

INVITATIONS A RETIRER au Secrétariat de

L'ASSOCIATION FRANCE-ALGÉRIE

223, bd Saint-Germain, PARIS (7^e)

Tunisie

Dans une pétition adressée au gouvernement

Deux cents intellectuels s'élèvent contre les mesures visant à « liquider le secteur agricole domanial »

Dans une pétition adressée au gouvernement de M. Nouri, deux cents intellectuels tunisiens (enseignants, chercheurs, ingénieurs, fonctionnaires, etc.) « attirent l'attention de l'opinion publique sur les nombreuses mesures prises depuis le mois de mai 1970 visant la liquidation du secteur agricole domanial au profit d'une minorité de gros possédants afin de mieux consolider la politique de pénétration du capital privé étranger dans le domaine agricole ». Les signataires estiment également que « les terres domaniales doivent être dotées des moyens nécessaires qui permettent leur exploitation dans de meilleures conditions (...) » et considèrent que « les problèmes du sous-développement dans les zones rurales ne peuvent trouver leur solution que dans le cadre d'une réforme agraire qui réponde aux aspirations des masses paysannes les

plus larges pour que la terre appartienne à ceux qui la travaillent ».

L'Office des terres domaniales (O.T.D.) est un organisme public qui gère directement quelque 150 000 hectares, ainsi que des fermes-pilotes et des combinats. Il prête également assistance à plus de deux cents coopératives. Le 13 octobre dernier, quinze mille travailleurs de l'Office, dont huit mille permanents ont, selon le journal des syndicats, Chaab, observé une grève de vingt-quatre heures pour réclamer une revalorisation de leurs salaires et protester contre un processus qui, selon eux, conduit à la liquidation de l'Office. Ce mouvement a été soutenu par l'Union générale des travailleurs tunisiens (U.G.T.T.), qui réclame l'application d'un statut signé en 1974. Celui-ci améliore considérablement la situation des travailleurs de l'Office. Les autorités estiment que l'O.T.D. supporte déjà des charges considérables et doit cesser d'être une lourde machine administrative. Elles souhaitent, dans le cadre de la décentralisation, rentabiliser les unités d'exploitation. Les syndicats font remarquer que l'Office est largement bénéficiaire. D. J.

OUTRE-MER

M. Mohammed Kamel Ali, porte-parole du Mouvement populaire de libération de Djibouti (parti marxiste ayant son siège dans le territoire), qui vient d'intervenir à New-York devant le Comité de décolonisation de l'ONU, nous adresse un communiqué affirmant notamment : « Nous avons dénoncé les manœuvres actuelles du colonialisme français tendant à retarder l'indépendance de l'indépendance de notre pays et à vouloir nous imposer à tout prix un simple changement de forme de la domination. Faire semblant de partir tout en continuant à exploiter notre peuple sous une forme déguisée, tel est aujourd'hui le projet du gouvernement français ».

Calculateurs Hewlett - Packard

Démonstration Vente sur stock

"A JAMARTINE"

118, rue de la Pompe,

75016 Paris - Tel. 727.3131

HEWLETT hp PACKARD

L'ARCADE CHAUMET

12 place Vendôme Paris 1^{er}

Fabuleuses TSUBA

(gardes de sabre japonaises)

Exposition de la Collection du Docteur Walter A. Compton

En raison de son succès l'exposition est prolongée jusqu'au 11 décembre ouvert de 10 h. à 18 h.

CASAMAYOR

A bas la vertu

"Lucide et courageux, corrosif et franc, provocateur et raisonnable, exaspéré et enthousiaste."

JEAN-MARC THEOLLEYRE "LE MONDE"

"Une vraie mine pour nos académiciens lorsqu'ils arriveront à la lettre V. On croirait presque lire La Rochefoucauld."

JEAN-VINCENT RICHARD

"LES NOUVELLES LITTÉRAIRES"

"Un de ces petits livres fulgurants, écrits au poinçon et qui libèrent"

MAURICE CHAVARDES

"TEMOIGNAGE CHRETIEN"

IDEE FIXE

JULLIARD

SPORTS D'HIVER

LOCATION

de STUDIOS, de CHALETS et d'APPARTEMENTS à VALES, ORSIÈRES, LA PEAGNE, CHAMROUSSE, MERIBEL, Tignes, etc.

A partir de 400 F par semaine

77, RUE DE ROME,

75017 PARIS (Métro : ROME).

Tél. : 293-60-09

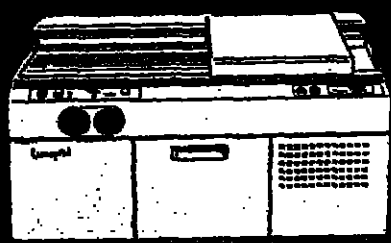
LA MAISON

DES VACANCES

Lumoprint

Les photocopieurs solides, fiables, rentables.

3 qualités allemandes.



EX 4 : l'un des modèles de la gamme Lumoprint. 30 copies/minute sur papier normal. Un rendement exceptionnel.

Documentation sur demande à :

Lumoprint France S.A.

6/8 rue du 4-Septembre, 92130 Issy-les-Moulineaux.

Tél. 645.21.91

Selon un sondage national SOFRES, les Français s'orientent vers les vins de qualité pour leur consommation courante.

Une profonde évolution s'opère dans la consommation du vin : les Français boivent moins (100 litres par habitants et par an en 1975, contre 140 litres en 1965), mais boivent « mieux ». Ces informations sont apportées par un grand sondage national, réalisé par la SOFRES, à la demande de la FÉDÉRATION NATIONALE DES SYNDICATS DU LIÈGE, dont les produits de bouchage ont une influence déterminante sur la maturité et la qualification des vins. Voici les principales réponses qui précisent cette évolution.

*

Un Français sur trois a découvert, pour sa consommation usuelle, des vins d'origine régionale ou vins de pays.

Le choix de ces « vins de pays » obéit aux critères définissant les vins supérieurs (V.D.Q.S.-A.O.C.), comme on le voit par les raisons invoquées :

- région d'origine : 80 %
- année de récolte : 49 %
- cru : 41 %

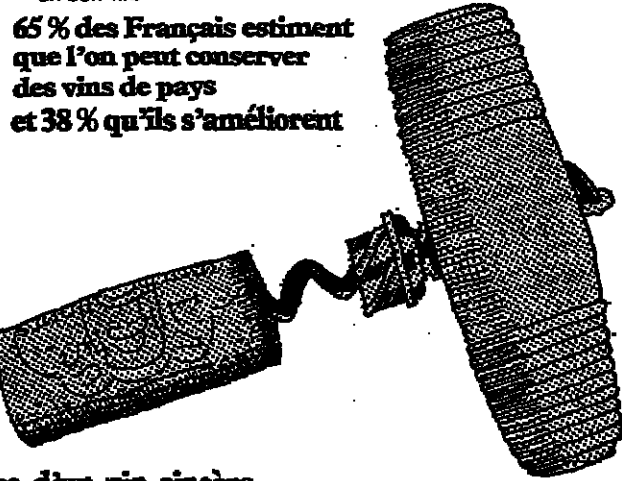
Les Français apprécient dans les vins de pays, la tradition, comme le montre l'association qu'ils font de ces vins au bouchon de liège traditionnel (contrairement au vin courant) :

Bouchage convenant le mieux à	un vin courant	un vin de pays	V.D.Q.S./A.O.C.
Bouchon de liège.....	40 %	89 %	95 %
Autres bouchages.....	57 %	7 %	—
Indéterminé.....	3 %	4 %	5 %

Le bouchon de liège est, par ailleurs, considéré comme indispensable pour permettre au vin « de respirer, de se faire, de vieillir », par 91 % des interviewés.

D'autre part : — 90 % des Français estiment que le vin français doit maintenir la tradition du bouchon de liège ; — 80 % pensent qu'un bouchon de liège authentifie un bon vin.

65 % des Français estiment que l'on peut conserver des vins de pays et 38 % qu'ils s'améliorent



Bouchon de liège... signature d'un vin sincère.

Fédération Nationale des Syndicats du Liège 10, rue du Débarcadere - 75052 PARIS CEDEX 17.

AMÉRIQUES

Chili

Les différentes méthodes de tortures utilisées par le régime sont dénoncées par une commission d'enquête des Nations unies

De notre correspondant

Nations unies (New-York). — Le groupe de travail chargé par l'Assemblée générale des Nations unies le 9 décembre 1975 d'enquêter sur la situation des droits de l'homme au Chili a déclaré récemment que la « communauté internationale doit prendre des mesures concrètes dans ce domaine » et « que la simple adoption de résolutions contenant des appels qui restent sans écho ne suffit pas ».

Le groupe n'a pas obtenu du gouvernement de Santiago l'autorisation de se rendre au Chili, et a fondé son enquête sur des milliers de pages de documents et des centaines de témoignages, dignes de foi. « A son grand regret », le rapport constate que « l'évolution de la situation par rapport à l'année dernière n'indique pas de progrès » et que « les affirmations du représentant du Chili auprès des Nations unies selon lesquelles il n'y aurait pas d'atteintes aux droits de l'homme dans son pays sont démenties par la masse de renseignements dont dispose le groupe ». Ce dernier a constaté au cours de son enquête « un total contraste entre les affirmations (du gouvernement chilien) et les faits, entre la façade et la réalité ».

Il dit : « Une grande partie de la population est persécutée ou exclue de la vie politique en raison de ses opinions réelles ou supposées et que l'on fait à des principes les plus élémentaires de la démocratie ». Le rapport des Nations unies identifie notamment un certain nombre de tortionnaires particulièrement cruels et sauvages, tels Osvaldo Romo, le lieutenant-colonel Rodrigo, le colonel Marcelo Moren, le capitaine Marchenko, le lieutenant Lorenz, le lieu-

tenant Pajillo et autre précisaient plusieurs centres où la torture est pratiquée de façon systématique y compris les sous-sol de la Banque nationale et du Congrès national.

Le groupe de travail a fourni d'abondants témoignages concernant les méthodes de torture utilisées lors des interrogatoires. Outre les mauvais traitements (coups), il s'agit surtout des décharges électriques. Cependant, le groupe est d'avis que les méthodes psychologiques de torture, y compris l'utilisation de stupéfiants, sont maintenant utilisées systématiquement.

Il a été signalé qu'on faisait prendre des drogues « dures », en général pendant plusieurs jours, « à ceux que l'on voulait faire parler », puis on cessait brusquement de leur en donner, de manière à créer un état de « manque ». Quand les symptômes de cet état apparaissent, les prisonniers étaient interrogés. Ces méthodes, et d'autres similaires, ont été exposées au vingt-et-unième congrès international de psychologie, qui s'est tenu à Paris en juillet 1976.

Une nouvelle forme de totalitarisme

Le groupe a reçu aussi, de source tout à fait fiable, des témoignages écrits portant sur le premier semestre de 1976 et reposant parfois sur des renseignements émanant de personnes actuellement détenues. Ces renseignements concernent les méthodes de torture souvent employées au cours de ce semestre :

- 1) Le « submarino » (sous-marin). Le détenu est plongé, pieds et poings liés, dans un tonneau contenant un liquide nauséabond (urine, eaux usées, pétrole), ce qui provoque son asphyxie temporaire ;
- 2) La « paloma » (pigeon). Le prisonnier, les mains liées derrière le dos, est pendu par les poignets (souvent les pieds liés également), puis roué de coups ou soumis à des secousses électriques. Cette méthode est employée également quand le prisonnier est plongé dans une baignoire ;
- 3) Un véhicule écrase les mains et les pieds des prisonniers, provoquant des fractures multiples, ou d'autres parties du corps, provoquant la mort ;
- 4) Coups portés sur une partie du corps de façon à provoquer la folie ;
- 5) Outrages sexuels, y compris le viol et l'utilisation d'animaux dressés pour la dépravation sexuelle ;
- 6) « Pau de aïra ». On attache ensemble les mains et les pieds du prisonnier et on le suspend à un bâton, les mollets étroitement serrés contre ce bâton. On retourne le prisonnier et on lui applique des décharges électriques ou la flamme d'un chalumeau aux organes gén-

taux, à la bouche, à la tête, etc., et des coups sur tout le corps ;

7) Décharges électriques dans une chaise. Cette méthode serait couramment utilisée parce qu'elle est simple et rapide. Elle est souvent pratiquée au domicile ou au lieu de travail du prisonnier. Quelques détenus, arrêtés en janvier 1976, auraient été ainsi torturés dans les locaux du Syndicat des chauffeurs de taxi de Santiago.

Le groupe des Nations unies a reçu des preuves concrètes de la « pusillanimité du pouvoir judiciaire au Chili ». Sur la simple déclaration du ministre de l'Intérieur qu'une personne est détenue aux termes de l'état de siège, les tribunaux rejettent systématiquement tous les recours en habeas corpus. La presse, selon le rapport, est bâillonnée. Son tirage aujourd'hui ne dépasserait pas 150 000 exemplaires contre 650 000 avant le coup d'Etat. A propos de la jeunesse, le rapport affirme que 200 élèves, de huit à dix-huit ans, ont été expulsés des écoles en mars 1976 parce que leurs parents avaient des idées de gauche. A l'université, plus de 20 000 étudiants auraient été expulsés pour des raisons politiques.

Le rapport apporte, par ailleurs, des précisions navrantes sur la suppression des droits économiques, sociaux et culturels au Chili. Il conclut que « la doctrine officielle qui prend corps au sein de l'Etat chilien ne peut que conduire à une nouvelle forme de totalitarisme qui présente bien des analogies avec des régimes que le monde voudrait oublier ».

LOUIS WIZNITZER.

Mexique

M. Lopez Portillo entre en fonction

(Suite de la première page.)

Cette agitation est en partie artificielle. Chacun des partisans économiques et sociaux du système mexicain sait qu'il peut aller trop loin. Banquiers, entrepreneurs, dirigeants des syndicats de la Centrale des travailleurs mexicains, leaders des organisations paysannes, tous connaissent les limites de leur rôle face à une administration qui arbitre, intervient et tranche. En secourant une tradition roulière, en ouvrant plus largement les portes de la résidence présidentielle, en offrant ouverture démocratique et dialogue à un pays traumatisé par les événements de 1968, en mettant l'accent sur l'aide aux paysans et aux secteurs les plus défavorisés, en accroissant considérablement la part du secteur public ; en exécutant des mesures de contrôle des investissements étrangers, M. Echeverría, qui a troublé le jeu traditionnel, s'est attiré l'hostilité de la bourgeoisie d'affaires.

Des efforts pathétiques

Celle-ci n'a pourtant pas trop à se plaindre. Les bénéfices des sociétés mexicaines ont été constants au cours des six dernières années. Les lois adoptées il y a trois ans sur le transfert de technologies et les investissements étrangers n'ont pas empêché les sociétés étrangères et les filiales mexicaines des multinationales de réaliser de beaux profits. Pour la 20^{ème} fois, si l'on en croit les statistiques du département du commerce américain.

En revanche, la dette extérieure est évaluée à 22 milliards de dollars. La balance commerciale est déficitaire d'environ 3 milliards de dollars en 1976. Le déve-

lopement du fait du peso, longtemps maintenu artificiellement à sa parité de 1954, était inévitable. Les causes de la détérioration économique sont intérieures, mais aussi extérieures : récession mondiale, décision du président Nixon de laisser, en 1971, flotter le dollar, crise énergétique, etc., et elles sont anciennes. « Echeverría, écrit l'hebdomadaire *Siempre*, qui n'est pas tendre pour le président sortant, a reçu en décembre 1970 une bombe à retardement : le processus de lente détérioration financière, politique et sociale. Reconnaissions que ses efforts ont été constants et pathétiques... ».

« Il n'est ni juste ni honnête, déclarent les membres du gouvernement Echeverría, de juger un mandat de six ans sur les trois derniers mois. D'abord, cette présidence a été exceptionnellement paisible, alors que les événements de 1968 pouvaient faire craindre une explosion généralisée. Les libertés publiques et la paix sociale ont été maintenues. Et les réformes sont là : la production industrielle a doublé en six ans ; pour la première fois, le Mexique est un pays exportateur de pétrole ; la production d'acier est passée de 3 millions à 6 millions de tonnes, la construction de nouveaux complexes sidérurgiques laissant espérer une production de 10 millions de tonnes d'ici trois ans ; 1 million d'hectares de terre ont été irrigués, soit le quart de ce qui a été fait en soixante ans dans ce domaine. Pour la seule année 1976, les crédits d'aide à l'agriculture atteignent 26 milliards de pesos. Enfin, l'adoption, par les Nations unies, de la charte des droits et des devoirs économiques des Etats a illustré la nouvelle diplomatie mexicaine, plus indépendante, plus soucieuse d'apaiser les tensions des nations en voie de développement, sans

renoncer aux alliances naturelles et traditionnelles. »

Le président sortant a terminé son mandat comme il l'a commencé, à un train d'enter, prenant presque chaque jour l'avion pour se rendre aux quatre coins du Mexique. La semaine dernière, il a inauguré une école en Basse-Californie et le nouveau pont international de Nuevo-Laredo, à la frontière américaine, en compagnie de l'ambassadeur des Etats-Unis. Il a assisté à l'ouverture de la nouvelle et très moderne ambassade de Cuba à Mexico. M. Carlos Rafael Rodríguez, vice-premier ministre, s'était déplacé, apportant le salut de M. Fidel Castro à un homme qui a beaucoup contribué à rompre l'isolement diplomatique de La Havane.

« L'un de mes fiertés, déclare M. Echeverría, est d'avoir accueilli plus de quinze cents exilés politiques chiliens au Mexique. » Il ajoute : « La vague de critiques ne me préoccupe pas. C'est le jeu normal de la politique. En ce qui me concerne, je me suis juré de ne pas intervenir personnellement pendant le prochain mandat présidentiel. Je tiendrai parole. »

Les délégations des quelque cent pays qui assisteront à la cérémonie du 1^{er} décembre arrivent à Mexico. M. Lescaudet représente la France. Mme Carter était attendue le 30 novembre. M. Kissinger, qui se repose à Acapulco, devait être à ses côtés. Les trente-cinq commandants des régions militaires de la Fédération seront tous dans la capitale le 1^{er} décembre. Ils seront cette année l'objet d'une attention un peu particulière de la part des Mexicains.

MARCEL NIEDERGAU.

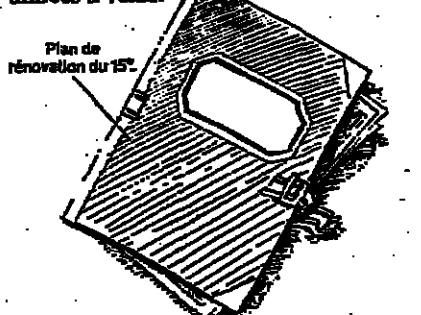
500F DE PLUS LE M² ?

15^{ème} Avenue : un programme qui n'est pas plus cher par hasard.

QUAND on parle de « bonnes affaires » en immobilier, la plupart des gens restent perplexes.

Pourtant, elles existent encore, car en dehors du rendement locatif immédiat, le capital constitué peut augmenter de façon très importante dans certains quartiers.

C'était le cas de Neuilly vers les années cinquante, du Marais plus récemment, du XV^{ème} aujourd'hui. Il suffit d'aller consulter les plans d'aménagement à l'Hôtel-de-Ville pour constater que cet arrondissement, privilégié entre tous, sera considérablement rénové dans les années à venir.



Dès lors, le meilleur placement consiste à investir dans une construction de très haute qualité, à l'abri du temps, afin de ne pas perdre en entretien et réparations ce que l'on gagne en plus-value.

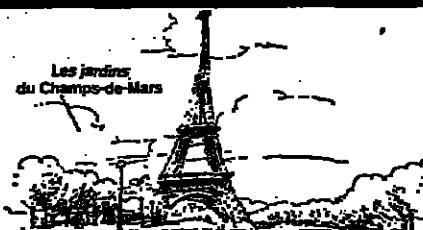
Ce genre de programme, dont les appartements par définition coûtent cher, est assez rare dans le XV^{ème} arr. Il en existe toutefois un au 46/62 de la rue Cambronne dont le prix de vente un peu supérieur à celui de ses voisins est, tous comptes faits, son meilleur argument de vente.

Le raisonnement financier tout autant que l'originalité de la construction méritent qu'on s'y attarde.

ORIGINAL, MAIS PAS AGRESSIF.

POUR qui arrive à pied, venant des jardins du Champ de Mars ou de l'Ecole Militaire, il est difficile au premier coup d'oeil de se faire une idée précise de ces quatre immeubles qui composeront le programme.

Côté rue, c'est moderne et même assez original, mais sans agressivité.



Avec des façades habillées de cette fameuse pierre de l'Yonne aux teintes feutrées, à laquelle se mêle le vert profond de la quartzite de Norvège, c'est plutôt du genre cosy. Rien de surprenant en cela, il faut l'admettre, quand on songe à la proximité immédiate du VII^{ème}.

Le choc, le coup de foudre si vous préférez, se produit à l'intérieur, au fur et à mesure que l'on découvre ce luxe et cette qualité qui dominent partout... jusqu'à cette vue qui s'ouvre devant les terrasses de l'autre façade sur un espace dégagé de plus de cent mètres de profondeur - sans la moindre rue.

Ce n'est pas tous les jours que l'on découvre dans un immeuble un tel souci de perfection : aussi présent dans la conception même des appartements que dans chaque détail de construction.

UN SILENCE REMARQUABLE.

La partie réception, entrée, séjour et salle à manger, avec un équipement sanitaire indépendant et un vestiaire pour les invités, est bien séparée de la partie privée des chambres. Dans ces immeubles, personne ne dérange personne... silence.

L'isolation phonique est particulièrement soignée. Entre votre plafond et la moquette de l'appartement supérieur, 18 cm de béton, une chape flottante en ciment épaisse de 4 cm posée sur 2 cm d'un isolant laineux.

La voisine du dessus peut faire tomber ses casseroles sur les tomettes de sa cuisine, le choc sera absorbé. Pas plus que vous ne serez dérangés par les robinetteries ou les ascenseurs. Des doubles vitrages, du molleton sous les tissus, des portes palières fermant sur des joints de caoutchouc... la paix règne en ces murs.

Conséquence et complément de cette isolation phonique :

15^{ème} AVENUE

Renseignements et ventes Gefic ALM 98.98 ou 267.68.73

Réalisation Lamarre-Ufic

l'équilibre thermique. Chaque appartement, isolé aussi bien de l'extérieur que des voisins, est équipé d'un chauffage électrique individuel modulable d'une pièce à l'autre.

C'est là encore un exemple parmi d'autres illustrant l'esprit dans lequel a été conçu ce programme : des installations onéreuses au niveau de la construction, mais économiques à l'usage et à l'entretien, et qui restent à l'abri des dégradations courantes.

QUE dire de la partie décoration, du choix des moquettes, des tentures, des carrelages qui remplacent sur les vastes terrasses privées le traditionnel béton ; que penser de ces mille détails qui flattent le regard ? Ils sont sans doute mieux étudiés qu'ailleurs. Mais ne vaut-il pas mieux les juger sur place.

Investir dans les immeubles de ce programme un peu plus chers que ceux qui se rangent parmi leurs concurrents, c'est finalement investir dans l'avenir.

Les années pourront passer, ici rien ne s'altère, rien ne changera. Rien si ce n'est le prix du mètre carré dans le quartier en raison de tous les aménagements projetés par la ville de Paris.

A commencer par l'élargissement de la rue Cambronne qui, avec ses rangées d'arbres pourrait s'appeler, pourquoi pas, l'Avenue Cambronne. Parfois, il est bon d'avoir du flair.

Bureau de vente et appartement modèle ouvert tous les jours de 10 à 19 h. Samedi et dimanche de 10 à 13 h. 46, 62 rue Cambronne

Du studio au 5 pièces et duplex.



MATELAS « SOMMIERS » ENSEMBLES

TRECA

Faites l'essai CAD du CAD

SOMMIER ARTICULE à télécommande électrique.

LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE DANS TOUTE LA FRANCE

EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI

CAPELOU

DISTRIBUTEUR

Seuls adresses de vente

37, AVENUE DE LA REPUBLIQUE PARIS 13^{ème} Métro Parmentier. Tél. 557.46.55

WILLIAM H. HINTON

Fanshen

la Révolution Communiste dans un village chinois

TERRE HUMAINE

COLLECTION PUBLIÉE PAR JEAN MALAURIE

PLON

Mao dans les campagnes



POLITIQUE

Le Rassemblement de M. Chirac se dotera d'un manifeste « progressiste » et d'un pouvoir « présidentiel »

Le « manifeste » qui constitue le préambule politique des statuts du rassemblement diffère assez sensiblement de la plate-forme initialement prévue (« le Monde » du 5 novembre). Si une référence est faite aux « institutions démocratiques », aucune référence n'est faite à la fonction du président de la République pour autant mentionnée par les gaullistes comme « la clé de voûte des institutions ».

L'Europe n'est plus évoquée comme une « confédération », mais seulement comme un « ensemble », alors que le respect de la souveraineté de chaque nation est souligné. Les références à la planification économique sont plus instantanées avec l'évocation des « objectifs planifiés » et des « disciplines fixées par l'Etat ».

Voici le texte du « manifeste » du rassemblement :

« Après s'être ressaisie à l'appel du général de Gaulle, après dix-huit ans d'efforts et de progrès, la France hésite. Toutes les certitudes semblent aujourd'hui s'estomper, tandis que croît la tentation du renouveau et de la facilité.

Nous voulons une société de liberté

« Pour que les Français restent libres, la France doit préserver son indépendance. Or, l'indépendance n'est qu'un mot si notre pays n'est pas doté d'institutions démocratiques et modernes qui assurent la stabilité politique et l'équilibre des pouvoirs. Le peuple de France se les est données en adoptant la Constitution de la V^e République. Leur défense intrinsèque reste une donnée permanente de notre action.

« L'indépendance n'est qu'un mot si la défense n'est pas efficace, c'est-à-dire si elle n'est pas fondée sur la dissuasion nucléaire, servie par une armée puissamment équipée et placée sous le commandement exclusif des autorités de la République.

« L'indépendance n'est qu'un mot si la politique étrangère n'est pas conduite dans le refus de toute allégeance extérieure. Il y va de l'intégrité et de la dignité de la France. Il y va aussi du bien de la communauté internationale à laquelle une France indépendante, cohérente dans ses choix, apporte des conceptions originales et généreuses exprimées notamment dans sa politique de coopération.

« En Europe, la France doit participer activement à l'édification d'un ensemble uni et fort, mais respectueux de notre souveraineté et de celle de chacune des nations qui le composent.

« L'indépendance n'est qu'un mot si le développement économique n'est pas assuré.

« Pour éviter que les hommes et les femmes de notre pays ne soient de plus en plus ensermés dans un réseau d'assistance et de contrainte qui les paralyse, nous voulons restaurer le sens de la responsabilité, principalement dans le travail, et celui de l'effort, garants essentiels de l'épanouissement de l'individu et du progrès de la nation.

de même que deviennent impératives la défense de la « valeur du franc » et la protection réelle de l'épargne. L'adjectif « politique » ne qualifie plus les passions dont la justice doit être dégagée.

L'intérêt de la diffusion de la propriété des moyens de production, la participation, sont l'objet d'assez longs développements, de même qu'est affirmée la nécessité du maintien de la politique contractuelle et de la « refonte complète » de la fiscalité.

Les membres du comité central se sont efforcés de donner à ce manifeste, dont M. Chirac prend l'entière responsabilité, un caractère « progressiste » en « gauchissant » leurs objectifs. Ce texte a été adopté à l'unanimité, dimanche

25 novembre (« le Monde » du 30 novembre).

Les statuts du nouveau rassemblement ont, eux, été adoptés à l'unanimité moins la voix de M. Chaban-Delmas, qui a voté contre, et celle de M. Robert Colomès, président du comité

fédéral de l'Aube, qui s'est abstenu. Et non M. Jacques Foccart, comme nous l'avons indiqué par suite d'une confusion dans « le Monde » du 30 novembre. Dans ces statuts, qui comptent quarante-six articles, le rôle du président du rassemblement, élu par les assises qui se réunissent tous les deux ans, est prépondérant. Il nomme le secrétaire général et les membres de la commission exécutive qui assiste le président. Assisté lui-même d'un « conseil politique », où siègent quinze membres élus par le comité central, des personnalités « qui ont

à l'organisation de leur travail et au partage des fruits de leurs efforts. Ils ont droit à une formation professionnelle qui ouvre des choix et garantit la promotion sociale. La fonction indispensable à l'impulsion et au fonctionnement de l'entreprise, qui est celle de l'investissement, doit être reconnue et renforcée. L'autorité de celui qui a pris la charge d'entreprendre et qui a la responsabilité de cette cellule de vie qu'est l'entreprise doit être réaffirmée et défendue.

Nous voulons une société où il n'y ait pas de privilèges

« Il est juste de reconnaître les différences de mérites, de compétence ou de travail.

« Mais il n'est pas juste que se perpétuent des inégalités qui empêchent certains de réaliser les possibilités que chacun porte en soi. C'est vrai notamment pour les femmes, auxquelles une réelle égalité, exclusive de tout esprit de ségrégation, doit être garantie. C'est également vrai pour les jeunes, dont les réflexions et les aspirations doivent, beaucoup plus que par le passé, inspirer les décisions qui façonnent aujourd'hui la société dans laquelle ils vivront demain.

« Il y a les privilèges de l'argent : il faut une refonte complète de notre système fiscal permettant sa simplification et un meilleur équilibre entre ce qui doit être prélevé sur la dépense, ce qui doit être sur le revenu et ce qui doit être sur la fortune.

« Il y a les privilèges du pouvoir : pour combattre la bureaucratie nous devons faire accomplir à l'Etat sa révolution, c'est-à-dire obtenir une simplification et une clarification radicales des textes et des procédures, et rendre l'administration à sa vocation qui n'est pas de se gérer elle-même mais de servir le citoyen, qui n'est pas d'empêcher mais de rendre plus facile l'exercice de tous.

« Il y a les privilèges du savoir : dans notre société moderne, où la connaissance et la compétence jouent un rôle de plus en plus prépondérant, ceux-ci ne doivent pas être l'apanage d'élites restreintes issues de milieux sociaux privilégiés. Les efforts déjà accomplis dans ce domaine doivent être activement poursuivis par la démocratisation de l'enseignement, l'égalité des chances données à tous, la possibilité pour tous de se former, de perfectionner sa formation initiale, et de se former tout au long de la vie.

« Il y a les privilèges que maintient le poids des habitudes. Il faut combattre les préjugés

qui empêchent certains de réaliser les possibilités que chacun porte en soi. C'est vrai notamment pour les femmes, auxquelles une réelle égalité, exclusive de tout esprit de ségrégation, doit être garantie. C'est également vrai pour les jeunes, dont les réflexions et les aspirations doivent, beaucoup plus que par le passé, inspirer les décisions qui façonnent aujourd'hui la société dans laquelle ils vivront demain.

Nous voulons promouvoir la démocratie dans tous les actes de la vie quotidienne

« Pour que les Français sentent la démocratie vivante et proche, pour qu'ils y puisent leur énergie, pour qu'ils aient à cœur de la défendre, il faut qu'elle leur parle un langage familier.

« Il est temps d'inventer la démocratie du quotidien. Nous l'assurons en faisant participer davantage les Français aux affaires qui les concernent directement. Les collectivités locales doivent recevoir des compétences nouvelles et disposer de ressources propres plus importantes afin de s'ouvrir pleinement aux citoyens et d'accueillir les initiatives de tous ceux qui animent le dévouement au bien public : pour nous, la démocratie est le contraire de l'humiliation.

« Nous l'assurons en alliant le respect de la diversité de notre peuple et la nécessité de son unité. Cela signifie la lutte contre la tentation du gigantisme ; contre toute forme de ségrégation, notamment dans l'habitat, le choix d'un urba-

ne concerté et non secret et imposé, le développement et l'entretien d'équipements publics créant les solidarités de voisinage. Cela veut dire aussi la protection de notre patrimoine commun : nos paysages, nos rivières et nos côtes, la réalité vivante de nos villes et celle de nos campagnes. Notre désir de diversité, notre droit à la différence, nous les exprimerons dans le respect exigeant de l'environnement. Nous les garantissons aussi dans l'épanouissement de toutes les formes de la culture, qui n'est pas le luxe d'une élite, mais la source de l'enrichissement individuel et de la communication entre les hommes.

Nous voulons promouvoir la démocratie dans tous les actes de la vie quotidienne

« Pour que les Français sentent la démocratie vivante et proche, pour qu'ils y puisent leur énergie, pour qu'ils aient à cœur de la défendre, il faut qu'elle leur parle un langage familier.

« Il est temps d'inventer la démocratie du quotidien. Nous l'assurons en faisant participer davantage les Français aux affaires qui les concernent directement. Les collectivités locales doivent recevoir des compétences nouvelles et disposer de ressources propres plus importantes afin de s'ouvrir pleinement aux citoyens et d'accueillir les initiatives de tous ceux qui animent le dévouement au bien public : pour nous, la démocratie est le contraire de l'humiliation.

« Nous l'assurons en alliant le respect de la diversité de notre peuple et la nécessité de son unité. Cela signifie la lutte contre la tentation du gigantisme ; contre toute forme de ségrégation, notamment dans l'habitat, le choix d'un urba-

ne concerté et non secret et imposé, le développement et l'entretien d'équipements publics créant les solidarités de voisinage. Cela veut dire aussi la protection de notre patrimoine commun : nos paysages, nos rivières et nos côtes, la réalité vivante de nos villes et celle de nos campagnes. Notre désir de diversité, notre droit à la différence, nous les exprimerons dans le respect exigeant de l'environnement. Nous les garantissons aussi dans l'épanouissement de toutes les formes de la culture, qui n'est pas le luxe d'une élite, mais la source de l'enrichissement individuel et de la communication entre les hommes.

« Il y a dans notre peuple une immense besoin d'agir ensemble. Il y a aussi la crainte devant les mutations du cadre de vie. Il y a surtout le doute de ceux qui sentent que malgré les progrès accomplis, la vie quotidienne est souvent dure aux humbles et qu'il y a des oubliés de la croissance. Nous ne pouvons pas que la dignité d'une nation se mesure également à la solidarité dont elle fait preuve à l'égard des plus démunis de ses membres.

« Cette volonté d'agir, il nous appartient de la rendre plus forte, de l'inclure dans le doute. Exprimons clairement ce que chacun ressent confusément : l'exigence de la dignité pour la France, le besoin de justice et de bonheur pour les Français. Sa chose que seul l'effort permet : aux hommes et aux femmes de notre pays de donner vie à cette image belle et généreuse de la France qu'ils portent au fond de leur cœur.

« Alors notre peuple retrouvera cette force qui l'a souvent dans le passé sauvé du désastre et qui le sauvera demain : celle de la France rassemblée. »

« Alors notre peuple retrouvera cette force qui l'a souvent dans le passé sauvé du désastre et qui le sauvera demain : celle de la France rassemblée. »

« Alors notre peuple retrouvera cette force qui l'a souvent dans le passé sauvé du désastre et qui le sauvera demain : celle de la France rassemblée. »

Mme Giscard d'Estaing chez les verriers de Baccarat

De notre correspondant

Nancy. — Mme la présidente à l'usine. Lundi 29 novembre Mme Giscard d'Estaing, qui avait offert à l'épouse du chef de l'Etat un service à jus de fruit « Harmonie » et un bloc de cristal gravé à ses initiales dans un écrin marqué à l'or fin, a déclaré qu'il était « très agréable » de visiter une entreprise de ce genre. Elle a été accueillie par le directeur de la verrerie, M. Baccarat, et par son épouse. Mme Giscard d'Estaing a été présentée à la famille Baccarat. Elle a été présentée à la famille Baccarat. Elle a été présentée à la famille Baccarat.

Les ouvriers qui habitaient à proximité. M. René de Chambrun, après avoir offert à l'épouse du chef de l'Etat un service à jus de fruit « Harmonie » et un bloc de cristal gravé à ses initiales dans un écrin marqué à l'or fin, a déclaré qu'il était « très agréable » de visiter une entreprise de ce genre. Elle a été accueillie par le directeur de la verrerie, M. Baccarat, et par son épouse. Mme Giscard d'Estaing a été présentée à la famille Baccarat. Elle a été présentée à la famille Baccarat. Elle a été présentée à la famille Baccarat.

M. JEAN-JACQUES SERVAN-SCHREIBER SOUHAITE « UN DIALOGUE PUBLIC ENTRE LES DEUX POLES DE LA MAJORITE »

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, ancien président du parti radical, a déclaré au TF 1, lundi 29 novembre : « Les propositions politiques faites aux Français par M. Chirac ne sont pas les nôtres. Il y a un autre pôle, disons réformateur, dans la majorité. Tout ce qui pourra y avoir entre ces deux pôles, c'est un dialogue public sur ce qu'il faut proposer aux Français. (...) L'opposition nous a donné un très bon exemple. (...) Il n'y aura pas d'affrontement entre l'U.D.R. et nous. Le dialogue Marchais-Mitterrand est une méthode politique qui a porté ses fruits.

« Quand il y a des élections législatives, il y a toujours un candidat communiste et un candidat socialiste. De même il y aura certainement pour la majorité deux candidats, un candidat de l'U.D.R. (qui ne s'appellera plus ainsi puisque M. Chirac veut en changer le nom) et un candidat

M. SANGUINETTI : déjà en 1966, M. Giscard d'Estaing...

M. Sanguinetti, ancien secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré, lundi 29 novembre, à l'RTL : « Quand nos convictions nous paraissent menacées, nous réagissons. Si nous nous couchons, nous aurons perdu toute crédibilité. Si nous perdons notre crédibilité, c'est la majorité qui sera battue.

« En fait, depuis que Jacques Chirac, en créant un précédent dans l'histoire de la V^e République, a quitté de son propre chef le poste de ministre, nous nous demandons : pourquoi nous trouvons dans la même situation que celle de Valéry Giscard d'Estaing à partir de 1966 : il était alors président de sa formation politique (depuis 1962) et il n'a pas cessé d'exercer son droit démocratique et citoyen et de contrôler, aboutissant à terme au départ même du général de Gaulle. Le précédent n'est pas si ancien que l'on puisse s'imaginer de nous voir exercer les mêmes droits. »

THE NEW YORK TIMES : la perte d'autorité du président. « Les sept élections partielles de ce mois se sont déroulées dans un climat marqué par la récession, l'inflation, un chômage élevé et des mesures d'austérité impopulaires. M. Chirac et la politique de polarisation des gaullistes en sont sortis renforcés. Le président Giscard d'Estaing, affaibli, doit faire face à une perte d'autorité et à des divisions accrues dans son coalition.

« Si le déplacement de 6 % des voix au profit de gauche qui a été enregistré se renouvelait à l'occasion des prochaines élections, nous aurons perdu toute crédibilité. Si nous perdons notre crédibilité, c'est la majorité qui sera battue.

« Les étudiants communistes protestent. — Le Mouvement de la jeunesse communiste de France (M.J.C.F.) vient d'écrire au préfet de Paris pour protester contre « la discrimination de caractère antidémocratique » dont serait victime l'Union des étudiants communistes (U.E.C.). En effet, le préfet a refusé à celle-ci l'au-

torisation d'organiser un rassemblement sur le Champ-de-Mars alors que les jeunes giscardiens de Génération sociale et libérale occupent, le 12 décembre, un chapiteau qui y sera planté. La préfecture de Paris déclare qu'une autorisation n'a été accordée à C.S.L. qui s'est entendue avec le cirque utilisait du chapiteau

Après les programmables TEXAS INSTRUMENTS SR56 SR52 Découvrez chez FRANKLIN le SR60 2000 UN CALCULATEUR CONVERSATIONNEL La plus extraordinaire et ordinaire des machines !

FRANKLIN 2000 Montparnasse 8 Rue de l'Arrivée 75015 PARIS 548.22.00 FRANKLIN 2000 Strasbourg 5 Rue de Metz 67000 STRASBOURG 548.22.00 FRANKLIN 2000 La Défense 15 Avenue des Nations 92400 LA DEFENSE 77.11.83

CLUB TEMPS NOUVEAUX

Club ouvert, aire de rencontres et dialogues : débats sur les grands problèmes de ce temps, salle du 66, bd Saint-Michel, avec patronage de toutes tendances, tous les mardis de 18 h. 30 à 20 h. 1^{er} décembre : JUDAÏSME ET SIONISME, avec M. Meyer, J.A.S. Grand Rabbin de Paris, et film. Participation : 10 F. Places à l'entrée de la salle. Le 8 : LA POLICE EN QUESTION. Ensuite : F. POTTECHER, Paul LEFEVRE, Jean HAMBURGER, AMNESTY INTERNATIONAL, Roger GARAUDY, André SANGUINETTI face au Général GALLOIS, Général BUIS face aux non-violents, Henri BARUC, Henri LABOUR, Mgr BRIEN, Pasteur DUMAS, R. LABREGÈRE, Président Libre Pensée, A. BEAUGNON, Président Union des Athlètes, Roger CHINAUD face à Robert BALLANGER, Mohamed ARKOUN, M. ISORNI face à Daniel MAYER (PETAÏN), Eugène IONESCO, René LEVY, Secrétaire d'Etat J. RIGAUD, Dir. UNESCO, A. HENRY, Sect. Gal. F.E.M., Richard DUPUY, Gd Maître Grande Loge de France, l'abbé PIERRE, etc. Pour programmes et conditions, écrire, en joignant enveloppe timbrée et libellée à « Temps Nouveaux », 8, rue Jules-Guesde (numéro 42), 91 Vigneux.

Hommes d'affaires, voyagez entre hommes d'affaires. Partez avec nous.

Pour aider les hommes d'affaires à réaliser leur voyage au Japon, JAL a conçu l'Executive Service. Si vous souhaitez en savoir plus sur tout ce que l'Executive Service peut vous apporter, téléphonez au 225.55.01 ou envoyez votre carte de visite à Japon Air Lines, 75 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris. Personne ne pourra vous aider au Japon mieux que nous. JAPAN AIR LINES

كانا موالا

POLITIQUE

LE BUDGET DES TRANSPORTS AU SÉNAT

Polémique sur les nationalisations

Le Sénat a voté, mardi 30 novembre, les crédits des transports (terrestres, aviation civile, marins, maritimes). Il n'a apporté aucune modification au projet gouvernemental, mais de nombreuses observations critiques ont été faites sur un budget d'austérité qui n'offre pas de perspectives d'avenir. Un discours important du ministre de l'équipement, M. Fourcade, précisant la politique du gouvernement à l'égard des entreprises publiques, a provoqué une vive controverse sur les nationalisations.

Premier rapporteur des crédits des transports terrestres, M. RAFFET (P.S.), estime qu'une coordination du rail, de la route et de la voie d'eau, permettrait de considérables économies d'investissement.

M. BILLIEMAZ (Gauche dém.), au nom de la commission des affaires économiques, s'insurge de la croissance continue du déficit de la S.N.C.F. La commission, dit-il, regrette l'orientation d'une politique qui aboutit au développement excessif du trafic routier.

M. CAVAILLÉ, secrétaire d'Etat aux transports, annonce que son objectif est d'augmenter de 15 % en cinq ans le trafic des transports urbains collectifs dans la

région parisienne, et de 60 % en province.

M. FOURCADE, ministre de l'équipement, décrit la situation des entreprises du secteur des transports et indique les orientations générales que le gouvernement s'est assignées dans ce domaine. « Mon diagnostic est pessimiste, commence-t-il : les cinq grandes entreprises (S.N.C.F., R.A.T.P., Air France, Aéroports de Paris et Compagnie générale transatlantique) connaissent toutes un déficit important. L'effort budgétaire est de 14 milliards 600 millions en 1976 pour les cinq, et de 11 milliards 300 millions en 1977 pour la S.N.C.F. et la R.A.T.P. seules, soit la moitié de la subvention totale aux entreprises publiques. »

« La contribution de l'Etat atteint 43 000 F par agent et par an. Il est impératif de stabiliser le phénomène ainsi opéré sur le budget. »

Une action de redressement passe par des interventions à trois niveaux, estime le ministre : contrôle, meilleure définition des rapports entre l'Etat et l'entreprise, action interne à l'entreprise. Il attend beaucoup du contrôle de la Cour des comptes, que le Sénat, sur l'initiative du président de sa commission des finances, s'est attaché à rendre plus efficace. Sur le second point, il importe que la notion de service public, avec les charges qui en découlent pour les entreprises, et que doit compenser l'Etat, ne se transforme pas, dit-il, « en une ventilation comode des déficits. »

Au sujet de l'action interne à l'entreprise, M. Fourcade déclare notamment : « L'effort de redressement ne peut être couronné de succès que si l'entreprise entière y adhère et y participe. Il ne doit donc pas être — et ne sera pas — dirigé contre les personnels des entreprises. »

« Il appartient néanmoins à ceux-ci de comprendre que la collectivité nationale et l'Etat ne peuvent accepter de voir se poursuivre l'évolution des dernières années. S'ils s'installaient dans la passivité et le déficit, ils risqueraient de voir compromettre les chances de développement de leurs entreprises. »

« On m'objectera que tout le mal vient des tarifs et tout déficit disparaîtrait s'ils étaient portés à un niveau adéquat. Ce raisonnement doit être manié avec précaution. D'une part, certaines entreprises — Air France et la Compagnie générale maritime — sont soumises, dans ce domaine, aux mêmes contraintes que leurs concurrents. Je constate que les résultats ne sont malheureusement pas comparables. »

« D'autre part, la S.N.C.F. et la R.A.T.P. ont certes des tarifs réglementés, mais il convient de rappeler que l'Etat verse à la Société nationale des compensations tarifaires pour les limitations et les retards d'augmentation des tarifs qu'il lui a imposés. L'Etat est donc prêt à définir de façon plus précise les obligations de service public qu'il impose aux entreprises du secteur des transports et les engagements financiers qu'il prend à ce titre. En contrepartie, et dans le cadre des objectifs ainsi fixés, l'entreprise doit rétablir sa situation financière et parvenir à l'équilibre d'exploitation. »

Le ministre explique ensuite ce qu'il attend de ces plans d'entreprises.

« On peut être pour ou contre les nationalisations, déclare M. EDOUARD BONNEFOUS,

président de la commission des finances, mais, à quelque école qu'on appartienne, il apparaît indispensable que la contribution soit clairement informée sur la gestion de ces entreprises. (...) »

M. FERRANT (Un. centr.) plaide en faveur de la baisse des tarifs des transports publics. M. SCHEMANS (P.C.) dénonce l'insuffisance des transports en commun dans la région d'Ile-de-France.

M. QUILLIOT (P.S.), maire de Clermont-Ferrand, se demande, à propos du désenclavement de sa région, si les transports individuels ne bénéficient pas d'une priorité excessive sur les transports publics.

M. HANBERT (non inscrit) pense qu'il faut démocratiser les tarifs aériens intérieurs plutôt que d'engager d'importantes dépenses pour développer les liaisons de luxe de la N.C.F.

M. GAUDON (P.C.) s'en prend vivement « à l'attitude contre le secteur nationalisé » du ministre de l'équipement.

A l'issue du débat, le groupe communiste publie une « déclaration » dans laquelle il proclame notamment : « Les plus récents sondages indiquent que l'opinion publique se prononce dans sa majorité en faveur des nationalisations. Avec l'approbation de la crise, le grand problème de la nationalisation démocratique du système financier et des grands secteurs de l'économie est au cœur du débat politique, parce qu'elle est la pierre de touche de tout changement. C'est le moment que choisit le gouvernement pour lancer une vaste campagne de service public qui constitue les grandes entreprises nationalisées du secteur public. »

M. PISANI (P.S.), qui s'oppose à l'orientation du P.C., affirme de son côté : « Il est inexact de dire que, pour la S.N.C.F. le

déficit est la conséquence de la nationalisation : c'est le contraire. La nationalisation, en 1936, a été la conséquence d'un déséquilibre structurel. Il y a donc supercherie à tenter le raisonnement inverse. (...) »

M. CAVAILLÉ, secrétaire d'Etat, défend le projet de loi nouvelle « Paris-Sud » qui mène Lyon à deux heures de la capitale, et qui a été critiqué par plusieurs orateurs. « Ce projet, précise-t-il, est né de la saturation des voies. Toutes les solutions ont été étudiées. La ligne nouvelle sera rentable. Une ligne classique coûterait 30 % de plus en raison des ouvrages d'art. »

M. FOURCADE reprend la parole pour affirmer notamment : « Notre budget est tellement chargé par la gestion des entreprises qu'il nous est difficile de dégager des sommes importantes. Je n'ai nullement attaqué le secteur public des transports, de 22 milliards. Mais un budget de 12 milliards de francs nouveaux, si est de mon devoir de ministre responsable de dire au Sénat qu'il n'est pas possible de laisser le déficit croître plus vite que les salaires et les prix, sous peine d'être accablés dans quelques années à des solutions désastreuses. »

M. PISANI : « Vous tentez de nous démontrer que le déficit comptable est déficitaire économique. Nous considérons, nous, que le concept de déficit n'a de sens que dans une comptabilité économique générale. Nous souhaitons donc disposer des instruments d'analyse permettant de faire ce départ. »

Mme BRIGITTE GROS (non inscrit) souligne que les crédits prévus pour les infrastructures des transports dans la région parisienne sont en diminution : la carte de l'Europe de 21 F, affirmant de son côté : « Votre budget, déclare-t-elle, est très insuffisant. »

Air France

Les crédits des transports terrestres sont ensuite votés, et le Sénat entame l'examen de ceux de l'aviation civile.

« Le projet de super-Concorde, déclare notamment le rapporteur M. PORTIER (app. U.D.R.), ne nous rassure pas. »

M. EDOUARD BONNEFOUS critique la politique des aéroports dans la région parisienne. M. LEBLANC (Gauche dém.) proclame au nom de la commission des affaires économiques et à propos du super-Concorde : « Attention à la super-aventure et à la super-erreur ! ». M. CAVAILLÉ répond qu'il s'agit de question de lancer un super-Concorde. « Il ne s'agit pas, affirme-t-il, comme certains commentateurs voudraient le laisser croire, du début du développement d'un super-Concorde ou d'un Concorde amélioré, mais seulement d'études destinées à maintenir un acquis technologique et à préparer l'avenir. »

À l'issue de l'examen des crédits de DC-9 et de DC-10 par Air France, le secrétaire d'Etat confirme nos informations. « Il est tout à fait exact, déclare-t-il, et je vote là rien de très étonnant, que les dirigeants de Douglas sont intervenus à plusieurs reprises, et en particulier auprès de moi, pour que la compagnie nationale s'équipât d'appareils DC-9 pour remplacer ses Caravelle et achète des DC-10 en plus de Boeing 747 comme l'ont fait un certain nombre d'autres compagnies aériennes importantes. Je ne refuse pour ma part à lier ce problème à celui de la coopération avec Douglas sur un nou-

et Douglas

veau programme d'action de transport. L'évolution de la flotte d'Air France doit faire l'objet d'études objectives s'établissant à priori aucune possibilité et les choix doivent être faits en fonction de critères économiques et avec la souci de la compétitivité d'Air France. »

Les crédits sont adoptés après les interventions de MM. Jean COLLY (Un. centr.), M. AUGRY (P.C.), M. MERIG (P.S.) et Eugène BONNET (ind.).

M. GAUDON, rapporteur des dispositions budgétaires concernant la marine marchande, souligne le soutien de la commission des finances de voir maintenir la présence dans le monde du pavillon français, insiste pour que l'on lutte contre les pavillons de complaisance, et proteste contre le fait que les armateurs français passent une grande partie de leurs commandes à des constructeurs étrangers, et cela, avec l'aide de l'Etat. M. TYON (Un. centr.) ne croit pas que ce budget puisse permettre une bonne politique maritime.

« La flotte française connaît une conjonction trouble. L'armement français conserve cependant un niveau satisfaisant », déclare M. CAVAILLÉ. On entend ensuite MM. ELLERS (P.C.), ANDRIEU (P.S.), OLLIARD (ind.) et Jean COLLY (Un. centr.). Puis, après une intervention de M. Fourcade, qui annonce des mesures nouvelles pour aider la construction navale, les crédits de la marine marchande sont adoptés.

ALAIN GUICHARD.

vient de paraître

DEUX DOCUMENTS SUR LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE

L'enseignement supérieur en RFA PPS n° 297 6 F

Actualité économique de la RFA PE n° 1497 3,50 F


maisons de presses, librairies et LA DOCUMENTATION

FRANCOISE 31 quai Voltaire 75340 Paris-Cedex 07

La Pompadour
QUINZAINE des MANTEAUX
tweed, camel, cashmere
MANTEAUX DE FOURRURES
PELISSES, PEaux LAINEES
TOUTES TAILLES
du 40 au 52
Prix exceptionnels
32 bis, Bd HAUSMANN
M^{re} Chaussée d'Antin
Paris 8

ANGLETERRE
NOËL 76 - ETUDIANTS
LOGEMENT EN FAMILLE
(Cours, conférences, excursions...)
795 F
+ voyage PARIS-PARIS : 250 F
APPRENDRE ET VIVRE
2, rue de l'Union 92240, Boulogne-Billancourt
Tél. : 702-87-78

Saudia:
6 vols hebdomadaires vers l'Arabie Saoudite.



Vols sur les appareils les plus modernes : TriStar, Boeing 707 "new look"
au départ de Paris/Charles-de-Gaulle

	LUNDI	MER.	VENDREDI	SAMEDI
	SV 772 MIXTE	SV 648 CARGO	SV 772 MIXTE	SV 648 CARGO
PARIS (PAR)	D 8707 1130 (CDG)	8707C 1830 (CDG)	8707 1030 (CDG)	8707C 2030 (CDG)
GENEVE (GVE)	A 1420	1420	1420	1420
ROME (ROM)	A 1535	1535	1535	1535
ATLANTA (ATL)	A 1535	1535	1535	1535
NEW YORK (NY)	A 1535	1535	1535	1535
RIYAD (RUH)	A 2135	2135	2135	2135
DHAHRAN (DHA)	A 2350	2350	2350	2350
RIYAD (RUH)	A 0415	0415	0415	0415
DJEDDA (JED)	A 0720	0720	0720	0720

Valable jusqu'au 21 Mai 1977

Consultez votre Agent de Voyages, votre transitaire ou Saudia
Informations et réservations passagers : 55 Avenue George-V 75008 Paris
Tél. 720.68.20 (téléphone multiples) - Téléc. 6300677
Réservations fret : 862.39.54 - Téléc. Saudia 691515F

saudia
SAUDI ARABIAN AIRLINES
Votre expansion au rythme de nos jets dans tout le Moyen-Orient.



„Venez partager les Jardins du Luxembourg avec le Président du Sénat... 8 rue Guynemer, Paris 6^e“

Cogedim vous offre une des dernières chances d'habiter en face du Luxembourg. Dans un immeuble neuf. Dans un très bel appartement, comme on n'en fait plus aujourd'hui. Un séjour de 70 à 80 m², sur deux niveaux, avec un salon de 4 m de hauteur sous plafond. Une salle de bains par chambre.

L'immeuble est achevé. Le hall d'entrée est décoré par M. Lapidouse et M. Stahly pour la sculpture. Venez visiter votre prochain appartement de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 19 h sauf dimanche et lundi.

Réalisation
COGEDIM
S.A. au capital de 60 millions de francs
21, rue d'Astorg 75008 PARIS
Tél. 266.36.00

Tél. sur place 544.24.09

POLITIQUE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

CLERMONT-FERRAND : le P.C.F. demande l'application de la proportionnelle

De notre correspondant

Clermont-Ferrand. — Les concertations entre les représentants des formations politiques signataires du programme commun pour la constitution de listes d'union de la gauche ont d'ores et déjà abouti à un accord dans de nombreuses communes du Puy-de-Dôme. C'est ce qu'a indiqué M. André Girard, premier secrétaire de la fédération du Puy-de-Dôme du parti socialiste et conseiller régional, au cours d'une conférence de presse, samedi 27 novembre à Clermont-Ferrand, à l'issue de la Convention départementale de son parti. M. Girard a précisé qu'au nombre des communes pour lesquelles les discussions demeurent en cours figurent les plus importantes du département, telles Thiers, Ambert, Issoire et Clermont-Ferrand. Mais, a-t-il affirmé, « pour toutes ces communes, les discussions sont en bonne voie, et l'on n'entrevoit pas de difficultés majeures ».

Cependant, en dépit des assurances données par M. Girard, il semble bien, en ce qui concerne Clermont-Ferrand, que le dosage politique de la liste soulève quelques difficultés. En effet, si d'emblée le principe de la constitution d'une liste conduite par M. Roger Quilliot, sénateur, maire et conseiller général (P.S.), et composée de socialistes, de communistes, de radicaux de gauche et de « personnalités de différents milieux », a été admis, et d'autre part la revendication du P.S. d'être le maître de la mairie clermontoise depuis trente ans de sa voir attribuer vingt-trois des quarante-trois sièges (1) à pourvoir ainsi que les postes de maire et de premier adjoint n'a apparemment pas provoqué d'objection, en revanche, la répartition des places restantes s'avère plus laborieuse. Le parti communiste a, en effet, formulé une option pour seize d'entre elles, en se fondant sur les résultats qu'il a obtenus lors des consultations intervenues depuis la signature du programme commun et cette demande de « représentation mathématique » du P.C. paraît constituer un point litigieux assez sérieux.

Au cours d'une réunion-débat organisée lundi 29 novembre à Clermont, M. Nicolas, secrétaire fédéral du P.C.F., a déclaré : « Rien n'est réglé, loin de là. Les socialistes prétendent qu'ils auront 23 sièges au moins. Nous, nous disons que l'application de l'accord national doit donner la répartition suivante à Clermont : 27 représentants de la gauche non communiste (P.S. et M.R.G.) et 16 sièges au parti communiste. Or les socialistes veulent nous réduire à 9 sièges après ne nous en avoir proposé que 8. Nous demandons l'application de la proportionnelle à l'intérieur de la gauche. Pour quel foudrait-il deux électeurs communistes là où un seul électeur socialiste suffit ? Nous faut-il bazararder notre électorat ? »

M. Canque (R.I.)
tête de liste
de la majorité

De son côté, la majorité présidentielle prépare la liste avec laquelle elle veut livrer l'assaut à la cité clermontoise constituée la mairie de Clermont-Ferrand. Le comité directeur de la fédération départementale des R.I. a fait connaître qu'il « apporterait son soutien actif à une liste de renouveau constituée dans un large esprit d'ouverture, à toutes les familles politiques, catégories sociales et personnes intéressées par l'avenir de leur cité, dans l'esprit défini par le président de la République ». Bien qu'aucune annonce n'en ait été faite officiellement, il ne fait guère de doute qu'une telle liste sera conduite par un républicain indépendant, M. Michel Canque, médecin ophtalmologiste à Clermont-Ferrand et actuellement conseiller municipal d'une commune voisine, Chamalières — dont le maire était M. Valéry Giscard d'Estaing avant son accession à la présidence de la République.

M. Michel Canque préside depuis une dizaine d'années aux destinées de la section basket-ball du Clermont université club, dont l'équipe fanion est constituée par les fameuses « demoiselles de Clermont », et au mois de septembre dernier, il a été nommé chargé de mission au cabinet de M. Solson, secrétaire d'Etat à la jeunesse et au sport.

Récemment, a été créée une Association pour la rénovation et

(1) Le conseil municipal élu en mars 1971 comprenait 37 membres dont 23 P.S., 8 radicaux, 9 « personnalités ». M. Quilliot a été élu maire en avril 1973 en remplacement de M. Gabriel Monpied (P.S.), qui avait donné sa démission de maire trois jours après sa nomination.

l'expansion de Clermont-Ferrand qui a désigné président M. Canque. Selon ses statuts, elle a pour but de « favoriser toutes études, recherches, initiatives et propositions visant à promouvoir l'intérêt de la ville de Clermont et de ses habitants, sur le plan économique, social, culturel et sportif, ainsi que d'une façon générale sur celui de la qualité de la vie ». De toute évidence, la nouvelle association jouerait un rôle majeur dans l'élaboration de la plateforme électorale d'une liste que conduirait M. Canque.

ANDRÉ TRONCHÈRE.

REIMS : M. Taittinger ne se représentera pas

Au cours de la réunion de la commission chargée, au sein du conseil municipal de Reims, d'examiner le budget pour 1977, M. Jean Taittinger, maire sortant U.D.R., ancien ministre, a fait part, lundi 29 novembre, de sa décision de ne pas se représenter aux prochaines élections municipales pour des « raisons personnelles ». M. Taittinger a conclu sa déclaration en soulignant que

« A RENNES (Ile-et-Vilaine), M. Jean-Pierre Chaudet (R.I.) conduira la liste de la majorité comme l'avait souhaité le maire sortant M. Henri Fréville, sénateur (Union centriste), qui a décidé de ne pas se représenter. L'U.D.R. a accepté ce choix et a demandé que le poste de premier adjoint revienne à l'un des siens, M. Jacques Cressard, député

sa « décision n'a aucun caractère politique, elle n'est fonction d'une situation locale ». M. Jean Falala, député U.D.R., vice-président du groupe gaulliste de l'Assemblée nationale et président de la fédération U.D.R. de la Marne, conseiller municipal de Reims, avait récemment annoncé son intention de conduire une liste de « large union » (Le Monde du 12 novembre).

U.D.R. M.M. Le Douarec, député U.D.R., et Champand, président du comité économique et social de Bretagne, dont les noms, ainsi que celui de M. Cressard, avaient été avancés pour conduire la liste de la majorité, ne seront pas candidats. M. Yves Fréville, fils du maire sortant, fera partie de la liste de la majorité.

NIMES : le P.C. se refuse à accorder le poste de premier adjoint au P.S.

M. Bernard Deschamps, secrétaire du parti communiste, nous a adressé une lettre à propos des déclarations de M. Flory, premier secrétaire de la fédération du Gard du parti socialiste (Le Monde du 18 novembre). M. Flory, qui avait expliqué les difficultés apparues lors des négociations entre son parti et le P.C. pour l'élaboration de listes d'union dans les communes gardoises de moins de vingt mille habitants, avait, d'autre part, souligné que le poste de premier adjoint au maire (actuellement M. Jourdan, P.C.) soit — comme aujourd'hui — attribué à un socialiste.

M. Deschamps écrit : « C'est le P.S. qui, dans son congrès de Dijon, a réclamé que le premier adjoint soit de la même tendance que le maire. Notre parti, du but de favoriser l'union, déclare, à l'époque, qu'il n'y a aucune objection. Les démocrates ne comprendraient pas qu'une telle mesure s'applique uniquement en faveur des municipalités à direction socialiste et non à Nîmes, dont le maire est communiste ».

M. Deschamps ajoute : « Notre parti fait des propositions très humaines conformes à l'esprit national signé le 28 juin. Nous proposons que notre parti a dans les listes d'union, la place qui convient aux résultats électoraux depuis la signature du programme commun. Nous réclamons nulle part une place supérieure à notre influence électorale ».

De son côté, M. Jean Chaut, secrétaire du comité de ville P.C. de Nîmes, dans une lettre qu'il nous a adressée, commente la désignation de M. Michel Grémard comme chef de file de la majorité : « Cette désignation estime M. Chaut, est la marque du mépris dans lequel la réaction tient la population nîmoise (puisque elle en appelle à un homme politique qui ignore tout des besoins et aspirations de la population, et apparaît purement et simplement comme un candidat parachuté ». « La désignation d'un ancien préfet, ajoute-t-il, au lieu d'être chargée de fonctions élevées dans un trust de l'automobile, confère toute sa signification politique à l'opération : il s'agit, une nouvelle fois, pour la droite tenter de faire main basse sur notre ville (...) ».

(Né en 1914, M. Grémard a au cours de sa carrière occupé le poste de directeur régional de la région Languedoc-Roussillon (1968) ; il est actuellement directeur des relations extérieures de Peugeot.

Au cours d'une journée d'étude

LE M.N.E.L.
VA METTRE AU POINT SON MANIFESTE

Le Mouvement national des élus locaux, qui regroupe principalement des maires et des conseillers municipaux et généraux membres de la majorité ou proche de celle-ci, organise une réunion nationale vendredi 3 décembre à Paris (1) au cours de cette journée d'étude M.M. Raymond Barre, Michel Rocard et Olivier Guichard prendront notamment la parole (le dernier présentera et défendra son rapport sur la réforme des collectivités locales).

Quatre commissions s'intéressent à la participation des administrés aux finances locales, au développement rural et à la répartition des charges entre l'Etat, les régions, les départements et les communes. Ces commissions prêteront chacune un des grands chapitres du manifeste municipal que le M.N.E.L. rendra public avant le scrutin de 1977, en ajoutant une partie générale consacrée à la « philosophie » de son projet (Le Monde du 2-4 octobre). Celui-ci se veut d'abord des grandes lignes tracées par rapport de M. Guichard.

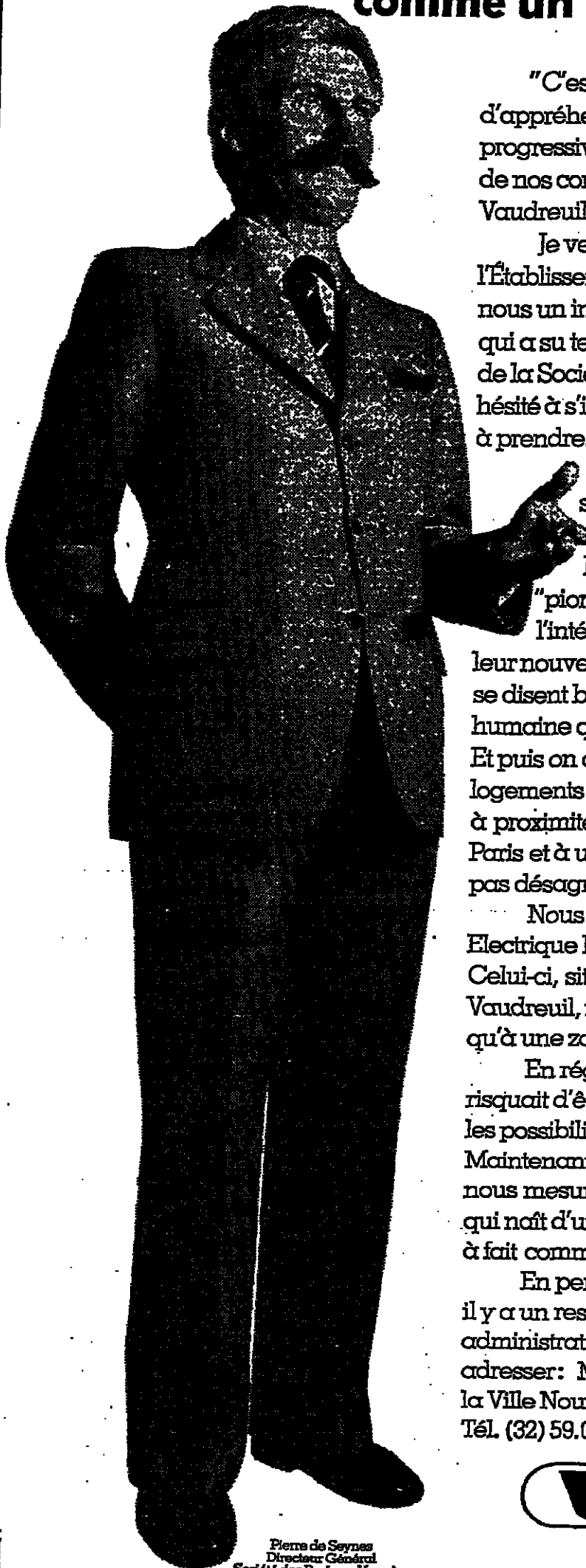
Le manifeste insistera sur le rôle privilégié que peut jouer le maire dans l'exercice de la démocratie, sous réserve que le maire ne soit pas « l'homme de la majorité ou de l'opposition », mais celui du « bien commun » et qu'il réclame, le M.N.E.L. compte insister dans son manifeste, comme lors de sa journée d'étude, sur les ressources humaines qui doivent, selon lui, accompagner l'exercice : un accompagnement technique, s'opposera, en outre, à tout groupement autoritaire des communes.

(1) A l'hôtel Méricourt, 83, boulevard Gouvion-Saint-Cyr, 75017 Paris.

● A PARIS, le comité de Paris de la fédération socialiste et libérale (G.S.L.) a affirmé samedi 27 novembre, après une réunion de son assemblée générale, son « appui total » à M. Michel d'Ornano candidat à la mairie de la capitale. Les jeunes générations de la capitale estiment que « la désignation par le premier ministre de M. Michel d'Ornano correspond à une évolution des méthodes politiques en dehors de tout querelle parisienne ».

● DANS LE VAR, la fédération départementale des républicains indépendants a décidé, après l'annonce par M. A. Marie Simon-Lorière, député U.D.R., de sa candidature aux prochaines élections municipales à Toulon, d'accorder « son soutien le plus total » à M. Maurice Arrecher (R.I.), maire sortant de Toulon. La fédération a, d'autre part, indiqué qu'elle apporte son soutien à M. Jean Bénéard, député U.D.R., à Hyères dont il est le maire sortant. Joseph Guigay, secrétaire de la fédération des républicains indépendants, à La Garde, et Arthur Facchi, conseiller général U.D.R. du canton de Saint-Mandrier, à La Seyne.

"Aujourd'hui, au Vaudreuil, notre décentralisation ne nous apparaît pas comme un exil."



Pierre de Seynes
Directeur Général
de la Ville Nouvelle de Vaudreuil

"C'est vrai, nous avions beaucoup d'appréhension; mais nous avons été progressivement rassurés, au fur et à mesure de nos contacts avec la Ville Nouvelle du Vaudreuil.

Je veux d'abord parler de l'accueil de l'Etablissement Public: nous avons en face de nous un interlocuteur unique et compétent qui a su tenir compte des problèmes spécifiques de la Société des Parfums Hermès et n'a pas hésité à s'impliquer dans les décisions à prendre. Tout a été fait pour simplifier nos rapports avec l'Administration, les services juridiques, les services techniques...

Il existe au Vaudreuil une sorte d'esprit "pionnier" qui facilite grandement l'intégration des nouveaux venus dans leur nouvelle communauté. Dans la rue, les gens se disent bonjour et l'on ressent une chaleur humaine qui n'existe plus en région parisienne. Et puis on apprécie aussi la variété des logements et le choix des loisirs sur place ou à proximité. Le Vaudreuil est à une heure de Paris et à une heure de la mer; ce qui n'est pas désagréable.

Nous partageons avec la Télémécanique Electrique le "Parc Industriel du Village". Celui-ci, situé entre l'Eure et le Village de Vaudreuil, ressemble plus à un parc de loisirs qu'à une zone industrielle.

En région parisienne, notre croissance risquait d'être freinée. Ici, au Vaudreuil, toutes les possibilités d'expansion nous sont offertes. Maintenant que nous sommes installés, nous mesurons tout ce qu'a de positif l'excitation qui naît d'une implantation nouvelle pas tout à fait comme les autres."

En permanence au Vaudreuil, il y a un responsable rompu aux démarches administratives. C'est à lui qu'il faut vous adresser: M. Viger, Etablissement Public de la Ville Nouvelle du Vaudreuil - BP 5 Lery. Tél. (32) 59.00.80.

Le Vaudreuil
VILLE NOUVELLE

هكذا من الأمل

LA RÉUNION A LILLE DU CONSEIL DES MINISTRES

Les déplacements dans la région des membres du gouvernement seront limités

De notre correspondant

emplois à court terme, qui sont des promesses renouvelées sans calendrier. Si le C.I.A.T. fait état de 500 millions de francs, il faut savoir que les seules propositions préférentielles sur les mêmes dossiers étaient de quelque 800 millions de francs, bien en deçà de ce que réclame le conseil régional. MM. Lecanuet et Ségard tiennent d'ailleurs des propos contradictoires sur ces mesures. Nous constatons ce désordre au moment où le président de la République et son gouvernement n'ont jamais été aussi fatigués. (...) Ces certaines choses à dire au président de la République. Je les lui dirai de toute façon... M. Mauroy, qui sera reçu avec le bureau du conseil régional par M. Raymond Barre mercredi matin, accueillera le président de la République devant la préfecture ce mardi à 19 heures pour participer au dîner à la table présidentielle. Rencontrera

protocollaire, sans doute, mais ce sera tout de même la première fois depuis le début de son septennat que M. Valéry Giscard d'Estaing conversera longuement avec un leader — le numéro deux — du parti socialiste.

M. Gustave Ansart, membre du bureau politique du P.C., a déclaré, pour sa part, que l'accueil du chef de l'Etat par M. Mauroy relève du « respect des usages républicains », mais que le parti communiste, pour sa part, sera « à la tête de la manifestation de protestation ».

GEORGES SUEUR.

M. Pierre Mauroy a déclaré, mardi 30 novembre, au micro d'Europe 1 : « Nous avons estimé qu'il convenait en la circonstance, lorsque le président de la République se déplace, de respecter les règles en usage à l'égard des corps constitués. C'est pour nous une façon d'honorer la République. (...) En politique, il n'est pas inutile d'avoir de bonnes manières. »

Diversions provinciales ?

(Suite de la première page.)

Mais une telle gerbe d'initiatives intrigue également. Comment s'empêcher de les rapprocher des échéances municipales de mars ? Comment ne pas penser que la vaste consultation des élus locaux dont a parlé à Strasbourg le président de la République participe de l'action de diversion, tandis que les communes se débattent tous les jours dans les difficultés concrètes de l'emploi, des finances et de l'urbanisme ?

Derrière les déclarations d'intentions du président et une fois les symboles ramassés à de plus justes dimensions, rien n'indique qu'il faille s'attendre à une relance régionale. L'accroissement des responsabilités des départements et des communes, la « nouvelle donne » des devoirs et des droits est une affaire de longue haleine qui se heurte d'abord au conservatisme des notables, surtout des maires. Le rapport Guichard risque de connaître le même triste sort — l'outil administratif — que les travaux de la commission Sudreau sur les entreprises. La politique d'aménagement du ter-

ritoire qui, dans son principe, n'est autre chose que l'illustration pratique d'une politique d'égalité des chances, s'effrite de jour en jour. Les priorités essentielles ne sont plus respectées et les objectifs à long terme de renouveau du territoire sont souvent sacrifiés aux exigences du moment. Depuis que la crise économique frappe indistinctement les régions développées et les provinces encore fragiles, il faut faire front au coup par coup avec partout la même diligence. Une usine centenaire de Thionville mérite autant d'être sauvée qu'un atelier qui vient juste de prendre racine dans les landes des monts d'Arrée. Du moins si l'on admet le principe élémentaire de l'égalité des Français devant le chômage, donc devant la solidarité nationale.

Cohérence, efficacité et lenace pendant dix ans, la politique d'aménagement du territoire se morcèle, s'étilde et retombe peu à peu dans la dangereuse tentation du saupoudrage au gré des circonstances. Après l'Ouest, prioritaire puisqu'il a quelques longueurs de retard, il ne faut pas oublier le Nord ou l'Est ou Rhône-Alpes, prioritaires eux aussi

puisque'ils doivent conserver leur avance, surtout face à l'Europe.

La ministre de l'Industrie, en première ligne dans la crise, reprend ses droits et veut conduire lui-même sa politique régionale. En raison de l'ampleur de la déflation sidérurgique dans l'Est, M. Giscard d'Estaing a demandé à M. d'Ornano de s'attacher un « Monsieur Lorraine » — un commissaire à l'expansion industrielle à Metz. A Fougères, enfant chéri mais turbulent de la DATAR, c'est le directeur général de l'industrie qui est venu vendredi annoncer des implantations d'usines et des créations d'emplois. La ministre de l'équipement et des transports qui gère des crédits considérables tient à garder la haute main sur les routes, les canaux, les ports et l'aménagement des villes. Quant aux services de l'agriculture, leur préoccupation primordiale consiste à rester les premiers exportateurs de France et à gagner des devises en sauvegardant la compétitivité de nos exploitations rurales.

Lâchée par ses alliés fidèles qui parlent de revanche, reléguée au rang d'un ministère comme les autres, assouffie après tant d'années de dynamisme et de performances politiques, la délégation à l'aménagement du territoire aurait grand besoin d'une énergique reprise en main. Son budget pour 1977 (moins important que le milliard de la préfecture de police) accuse une chute brutale par rapport à l'an dernier. Les comités interministériels d'aménagement du territoire semblent préparés à la hâte et réunis à la sauvette entre un voyage présidentiel et l'hommage gouvernemental à André Malraux. Le plan pour le Nord-Pas-de-Calais, dont on fait grand bruit à la veille de la réunion de Lille, ne contient rien d'autre qu'un catalogue d'orientations et de vœux que tous les responsables régionaux connaissent fort bien pour les avoir eux-mêmes longuement élaborés.

Il y a quatre ans, lorsque naquirent les régions, la DATAR a failli passer l'occasion de s'engager dans une salutaire conversion. Les esprits pourtant s'y étaient préparés qui reprochaient volontiers régionalisation et aménagement du territoire. M. Jérôme Monod, interrogé sur la célèbre formule des révolutionnaires de 1789 reprise depuis par tant de philosophes : « Si l'Etat est fort, il nous écrase ; s'il est trop faible, nous périssions », disait : « nous avons été centralisateurs par nécessité, nous serons décentralisateurs par vocation ». C'était le temps de l'expansion et les circonstances se prélaient alors aux transferts et aux redistributions des pouvoirs. Le risque était infime d'ouvrir la voie à l'éclatement de la nation, les garde-fous de la loi de juillet 1972 paraissent nombreux et solides. Mais les responsables de cette politique ont préféré lui garder un caractère centralisé et technocratique sans déléguer, par exemple, aux régions le moindre pouvoir pour l'emploi ou les implantations d'usines alors que le système actuel des primes à l'industrialisation démontre de jour en jour son inefficacité.

Aujourd'hui, pour affronter la crise, le gouvernement est nécessairement contraint à la rigueur et à l'autorité sans partage. Cette fermeté, on ne la retrouve malheureusement pas lorsqu'il s'agit de géographie volontaire, car sur ce chapitre la doctrine est hésitante, les choix fluctuants et l'action pusillanime.

Pour leur part, les régions qui se sont faites elles-mêmes comme des autarcies en dépit d'un climat désemparé, débattent de plus en plus souvent sur des affaires d'importance nationale : l'autoroute Bourgoigne-Lorraine, le canal Rhin-Rhône, les centrales nucléaires, la nouvelle voie ferrée Paris-Lyon, la façade atlantique. Elles ne sont pas prêtes à se saborder.

D'un côté, voilà l'Etat qui continue à contrôler les moindres détails de la vie publique. De l'autre, des régions qui se dressent contre l'Etat, leur bête noire, qui pas à pas trouvent leurs assises, cherchent à coopérer entre voisines et commencent à acquiescer une légitimité politique.

D'un côté... de l'autre... c'est dans de telles ruptures que germent les affrontements.

FRANÇOIS GROSCHARD.

Le conseil d'administration de la Fédération nationale des maires des communes rurales s'est réuni le samedi 27 novembre à Breilly (Somme). Il a pris position contre le rapport Guichard en adoptant une motion dans laquelle on lit : « Conçu en dehors de toute consultation des élus ruraux, ce projet accumule incohérences et charges. Il ne règle aucun des vrais problèmes des collectivités locales, à commencer par celui, essentiel, de leur indépendance financière. Par ailleurs, la solution préconisée consiste à créer une administration communale à deux niveaux, au profit de structures artificielles, nécessairement vouées à l'échec. » (Corresp.)

décembre 1976 : le dernier volume paraît

la Grande Encyclopédie Larousse

l'encyclopédie des générations montantes

Un nouveau type d'encyclopédie : ce qui fait son originalité absolue, c'est qu'elle est capable, non seulement de rassembler et d'expliquer, mais aussi de coordonner la multitude de faits et d'événements qui font de notre époque un monde si singulier, et parfois si déroutant.

Une encyclopédie cohérente : elle couvre tous les horizons (tous les domaines de connaissance, scientifiques ou culturels ; toutes les époques, dans leur relation avec le présent ; tous les pays, et en particulier ce qui concerne la France), avec un remarquable souci d'équilibre et de réponse aux problèmes actuels.

... et mieux qu'à jour : venant de s'achever, elle rend compte des derniers développements intervenus dans tous les domaines significatifs, éclairant ainsi les étapes à venir.

VOUS POUVEZ ENCORE SOUSCRIRE

Les conditions spéciales de souscription restent valables pour un temps limité

- vous bénéficiez encore des facilités de règlement exceptionnelles,
- vous recevrez gratuitement l'index dès sa parution.

Ce 21^e volume d'index (facturé pour les non-souscripteurs) contient plus de 400 000 références qui permettent de retrouver immédiatement dans l'ouvrage tous les noms et sujets traités dans les articles-dossiers.

chez tous les libraires

LA GRANDE ENCYCLOPÉDIE LAROUSSE

20 volumes à reliure de luxe (24 x 30 cm) d'environ 600 pages chacun, 8 000 articles-dossiers, près de 15 000 illustrations en couleurs ; + un 21^e volume d'index.

RIEN NE REMPLACE UN SIÈCLE D'EXPÉRIENCE



BON pour une documentation GRATUITE

A renvoyer à la LIBRAIRIE LAROUSSE 17, rue du Montparnasse - 75280 PARIS Cedex 06
 Gratuitement et sans engagement de ma part, je désire :
 • examiner votre remarquable documentation ;
 • connaître les facilités de paiement offertes à tout souscripteur de l'ouvrage.
 NOM : PRÉNOM :
 PROFESSION : ADRESSE :
 CODE POSTAL : VILLE :
 Valable pour la France métropolitaine, la Belgique, le Luxembourg et la Suisse romande.

6-6/9

FEU VERT POUR LE MÉTRO

(De notre correspondant.)

Lille. — Le feu vert est enfin donné pour le métro de Lille : après plusieurs années de négociations, M. Arthur Nébaut, président de la communauté urbaine, a annoncé, le lundi 29 novembre, qu'une subvention de 433 millions de francs (indexée) a été accordée pour la première ligne. Le tracé a été validé par le conseil régional (cité administrative) vers la place de la République, au cœur de Lille, pourra être mis en chantier au printemps 1977 et sera exploité jusqu'à la cité hospitalière, à l'extrémité de la ville.

En mai dernier, le Conseil d'Etat avait estimé que la communauté urbaine avait pris des risques financiers trop importants dans la concession signée par la compagnie des transports métropolitains du Nord (TRANENORD), qui avait été chargée de construire le métro et d'exploiter sa première ligne durant trente années.

Il faut désormais, pour le métro de Lille, préparer de nouveaux marchés et lancer des appels d'offres le plus tôt possible, car une année a déjà été perdue en procédure. La subvention d'Etat couvrira environ 41 % des dépenses de ligne civil. Le reste étant supporté par la communauté urbaine. — G. S.

Le Monde

REALISE CHAQUE SEMAINE

UNE SÉLECTION

HEBDOMADAIRE

réserve aux lecteurs

résident à l'étranger

Exemplaire spécimen aux dépensés

LETTRES

L'art littéraire français, depuis la guerre, fait dans le tourment. Tout ce qui se publie, ou presque, est en quête d'originalité. On dirait que les auteurs y mettent un point d'honneur, non sans commodité.

Voici deux exceptions. Deux œuvres que l'écriture peut servir à chercher, à transmettre, un accord apaisé avec le monde, et que ce sentiment n'a rien d'une pacotille orientale.

La sérénité. Marc Bernard a du mal à la conquérir. Un cancer généralisé lui a enlevé la seule femme de sa vie, après trente ans d'un amour sans nuages. D'autres auraient tourné la page, on survécu dans l'odeur de clerges soufflés de souvenirs incommensurables. Lui a trouvé une vraie paix. Après la mort de la bien-aimée (1972), *Au-delà de l'absence* nous dit comment.

Le secret ne veut pas seulement pour les lecteurs accablés par un deuil. Il modifie notre approche même de la mort, en crise comme tant d'autres notions en Occident. Pour échapper aux lieux communs qui guettent un si vieux sujet, il fallait la rencontre, devenue rare à ce point de nature, entre un cœur et un talent.

A façon dont on supporte la séparation d'un être cher dépend de celle dont on a vécu son agonie. Si Marc Bernard réussit à tromper le désespoir avec des souvenirs, y compris du temps de la maladie, c'est à répondre à sa suicide par respect de son propre corps et pour perpétuer le culte de leur amour, il supporte sans défaillance l'idée que la femme tant désirée pourrit au cimetière de Bagneux, c'est qu'ensemble ils ont occupé les cinquante semaines de vie commune à dénouer la mort de son horreur. Ensemble, ils ont appris à aimer jusqu'à la souffrance qui transfigurait la mourante en la défigurant.

Notre fin terrestre ne lui est pas apparue dans sa réalité terrestre, mais comme la promesse d'un paysage admirable, tout proche. En même temps que des portes se fermaient, d'autres lui semblaient s'ouvrir. Un

SÉRÉNITÉ « Au-delà de l'absence », de Marc Bernard « Le Sacré Corps », de Joseph Delteil

leur mystique prenait le relais de l'amour charnel, avec l'espoir indéfectible de retrouvailles.

EST-CE à dire que l'auteur croit en Dieu et en l'au-delà chrétien ? Pas exactement. Et tout l'intérêt du livre est dans l'entre-deux où il se tient à cet égard.

Croyant, il ne l'est pas au sens courant. Il n'a pas dressé de croix sur la dalle où dort la disparue. Il ne peut pas prier un Dieu qui « n'a jamais été ni ne sera jamais ». Il ne sait parler, dans l'absence, qu'à sa femme.

Si pourtant il s'adresse au Créateur, c'est qu'elle et lui semblent faits de la même substance, qu'ils ont la même manière de se manifester et de se dérober, d'être à la fois ailleurs et omniprésents, nulle part et partout. Puisque la survie mystique de l'être aimé s'appuie sur un vécu réel, il serait « étrange » que le « désespoir » de ne pas atteindre Dieu n'ait pas sa « matrice » en dehors de nous.

PARALLELEMENT aux souvenirs d'amour auxquels elle se trouve liée, l'existence de ce Dieu se cherche des preuves. Moins du côté des théologiens que des croyants d'occasion : Gide, qui refuse d'exclure, sur son lit de mort, ce qui n'est pas rationnel ; Paulhan, à qui Dieu paraît « l'hypothèse la plus vraisemblable » ; Einstein, pour qui la plus belle émotion que nous puissions éprouver est « mystique ».

A l'occasion, la démonstration emprunte aux sciences, ou du moins à

leurs limites. Pourquoi la connaissance rationnelle refuserait-elle d'admettre comme possible ce qu'elle ignore encore ? Quand on parle de matière, sait-on seulement de quoi l'on parle ? L'homme serait doué de raison uniquement pour découvrir que l'univers n'en a pas ? L'absurdité que nous lui trouvons, n'est-ce pas plutôt l'ombre projetée de notre ignorance ?

Par
Bertrand
Poirot-Delpech

Marc Bernard ne juge pas plus déraisonnable de croire au surnaturel que de le nier d'emblée. Ce monde-ci est-il si naturel ? Il admet qu'on a aimé beaucoup de bûches au nom de l'autre monde, mais pas autant qu'un nom de celui-ci. Il se demande même si le mal de ce siècle n'est pas « d'avoir incliné vers la terre seule ce qu'il y a dans l'homme de plus profond, de plus puissant ».

Non seulement le rêve d'une divinité est de ceux auxquels l'humanité ne saura jamais renoncer, mais la métaphysique, purgée des superstitions et des fables, domine, selon lui, ses réflexions à venir.

INDIVIDUALISTE de l'espoir et « anarchiste de la foi », comme il se qualifie lui-même, l'auteur se rattache en fait à une longue tradition panthéiste, dont Giono a été l'un des derniers représentants. C'est la diversité et la splendeur de l'univers, sujet de sa pensée intégrée par toutes ses œuvres, qui l'incitent à y présenter une logique transcendant la nôtre, un point d'horizon qui se réduirait à une illusion, d'où la beauté prendrait un caractère universel, d'essence divine.

Mais ce panthéisme classique, outre qu'il est associé à la perpétuation d'une passion unique, amoureuse, tire sa singularité, et la qualité de son expression littéraire, de la manière dont il s'inscrit et se ressourse dans la nature.

A l'exclusion de toute autre circonstance, le contact avec la disparue et le Grand-Tout s'opère dans la solitude, loin des villes, des hommes gaspillés et criards, au-dessus de la crête de Montjoux, où il a connu ses instants de plus haut bonheur.

Plus précisément, c'est au couchant que l'accord avec le cosmos abolit sa solitude et le comble jusqu'à l'extase. A défaut d'éternité, le paysage donne alors l'illusion de temps suspendu, de beauté concentrée. Il suffit d'un usage soudain, ennuagé, de la mer rouge pour la fin d'un gracieusement d'étoiles d'un sig-sag de charrie-souris, pour que le monde lui paraisse chargé, mondé, de sens.

JOSEPH DELTEIL connaît et fait partager les mêmes états de grâce de meilleur futuriste. Quelques contes de Noël, une poignée de poèmes,

de préfaces et de portraits, bref, ce qui, chez d'autres, rassemblerait à des fonds de tiroir, et nous voilà, au cœur de ce *Sacré Corps*, comme au centre de l'univers.

On retrouve un peu le Dieu intuitif de Marc Bernard, écho de l'homme sur la terre, évidence naturelle saine à travers sa création. « Tes œuvres sont merveilleuses ! » s'exclame Delteil, à la suite des Poèmes. Mais il n'ajoute à sa foi plus d'humour et de sensualité. L'un qu'on ne trouve ni dans les autres, l'autre se contente de humer le sol. « Qui voit le chène dans le gland voit Dieu dans le chène. » Tel est son credo.

Enfin, Delteil l'est au-delà du temps. C'est mal dire qu'il se souvient de la création des Alligonds : il y était. Sa mémoire enjambe les millénaires. Un morose de paléolithique se promène avec lui entre ses ceps du Languedoc, goûte la sève de son patach, s'il voit l'existence dans sa « nudité », comme Huxley dit que le peyotl permet de le faire, d'est que la durée s'écoule autour de lui à la façon d'un paysage, et le paysage à la façon d'un livre.

« Je me suis senti dans la littérature comme le porc dans les trilles. »

Tel est le secret, enfin, de son style. Si la prose de Delteil oscille à la fois le surréalisme et Miller, Céline et Péguy, c'est qu'elle se moque d'ajouter des phrases aux phrases. Il agit pour lui de charmer, de danser, de blaguer, non d'émousser les mots, mais de les faire s'écouler.

Ce qui signifie, et nous fait signe sous sa plume, c'est le rythme, le corps même du langage, l'odeur et la couleur de la parole, le cliquetis, le frémissement, les coups de pouce et d'arrêt.

Le sens a retrouvé sa liberté et ses ailes. Il ne répond plus aux injonctions de l'oiseleur. Le voir qui peut, l'entend qui veut. Il court entre les lignes, comme une message dans les oliviers. (Vendredi 26 novembre.)

* Au-delà de l'absence, de Marc Bernard, Gallimard, 216 pages, 23 F. Le Sacré Corps, de Joseph Delteil, Grasset, 230 p., 25 F.

André Malraux et le communisme

par JEAN LACOUTURE

« L'homme est rongé par les masses comme il l'a été par l'individu » (Malraux, en 1948). Qui a écrit une phrase moins marxiste que celle-ci ? Il est à peine besoin de la citer pour vérifier ce qu'affirmait l'auteur de *L'Esprit*, en décembre 1944 : « Philosophiquement, je ne suis pas du tout marxiste. Et si j'ai jamais été à l'université, c'est avec le concept marxiste de la lutte des classes » ? Comme l'écrit Gaston Fison en 1953, « Je ne l'ai jamais accepté comme tel », objectait Malraux en marge de l'essai de son ami d'alors.

Nulle part le concept de classe n'apparaît dans l'œuvre de Malraux. Les très rares prolétaires qu'on y aperçoit sont des terroristes ou des anarchistes. Ces révolutions sont faites par des

intellectuels sans patrie, dans un environnement social. Les seuls de ses personnages qui soient inscrits dans une qualité économique sont les personnages de l'escadillon de l'Esprit — et sont durement critiqués par l'auteur. Et quel essai historique de Malraux, même dans sa période « rouge », fit-elle la préface du *Temps du mépris*, siège du communisme, fait appel à d'autres moteurs de l'histoire que l'héroïsme individuel ou communautaire dressé contre une injustice beaucoup plus politique que sociale ou économique ?

Mais on peut être le moins marxiste des intellectuels de son temps — moins que Drieu, par exemple — et faire un excellent « compagnon de route » de la

III^e Internationale. Ce que fut Malraux de 1932 à 1939, environ. A cela plusieurs raisons : la première qu'il fait à la société bourgeoise, surtout depuis qu'elle a maltré en Indochine ; l'impact qu'a sur lui le romantisme révolutionnaire soviétique, qui s'incarne à ses yeux en Léon Trotski ; et une réaction très saine contre la montée des fascismes en Europe. Il faut y ajouter l'influence qu'exerce sur lui un homme auquel il voue l'admiration la plus sincère, Bernard Groethuyzen, philosophe hollandais, qui dirige chez Gallimard le département étranger, et qui, marxiste très convaincu et convaincant, partage la vie d'Alex Guillaumin, journaliste à l'Humanité.

La fréquentation de ce couple de personnages désintéressés et militants contribue à nourrir d'arguments, à la fois intellectuels et sentimentaux, ce qu'on pourrait appeler le projet de 1930 environ, le philocomunisme de Malraux.

C'est de décembre 1932 que l'on peut dater l'engagement de l'auteur à la III^e Internationale. Il est à noter que c'est le quartier général : il s'agit de l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires, l'une des organisations pro-soviétiques qu'anime en France Willi Münzenberg. Et bientôt le projet de pouvoir par les arts, en janvier 1933, la conduira plus avant dans cette voie : il s'agit, avec Gide, de l'Union internationale pour la libération du leader communiste allemand Thälmann et du dirigeant bulgare Dimitroff, prisonniers du régime hitlérien. Et parce qu'il est Malraux, l'homme qui reçoit d'écrits les contradictions dans de préceptuelles synthèses, sa rencontre avec Trotski, à Moscou, le 26 juillet 1933, ne fait que réaffirmer son admiration pour l'écrivain et les projets de la III^e Internationale. C'est aussi l'époque de la publication de *La Condition humaine*. Revenant à la préface, il écrit pour soutenir le rôle des communistes chinois qui ont tenu sa sympathie.

On en plus tard, à l'invitation de Gide, il est en 1933, au congrès des écrivains, et son intervention en faveur du parti de création lui vaudra une aide algérienne avec Karl Heller, ancien dirigeant du Komintern, devenu rédacteur des *Jeunes*, en attendant de disparaître dans les grâces purges staliniennes. Mais il rencontre le chef de l'Union internationale des écrivains, Ernst Renan, et affirme son adhésion intellectuelle pour tout ce que représente alors dans le monde le régime soviétique. L'année suivante, il sera, aux côtés de Gide et d'Aragon, l'un des animateurs du congrès des

écrivains antifascistes à Paris : pour la presse de droite de l'époque, il est devenu le type même de l'écrivain « bolchevique ». En 1935, la publication du *Temps du mépris*, dédié aux victimes du nazisme, et qu'il assortit d'une préface qui est un hommage à la « fertilité » du communisme, lui vaut, pour la première fois, une approbation sans réserve de la critique communiste, d'Aragon à Nizan. Et dans une publication de la III^e Internationale, un certain Ombrowski écrit, non sans imprudence, qu'« entre Malraux et Trotski se crée dans la commune ».

Dès avant la formation du Front populaire, Malraux est de la plupart des comités de vigilance qui se forment à partir de 1934, et on le voit, les 14 juillet 1935 et 1936, défiler en tête de groupes d'intellectuels sous des bannières saluant la lutte populaire. Mais c'est en Espagne que se manifestent tout sa solidarité avec la III^e Internationale. Non seulement parce qu'il se bat aux côtés de la République et la tête de l'escadillon qu'il a formé, mais parce qu'il tient à donner à cette unité un caractère politique communiste, Paul Nizan, qui est son ami et son gendre, du côté du P.C.E. Tout ce qu'il dit et fait à cette époque, comme le livre qu'il publie dans une intention très militante, *L'Esprit*, témoignent du choix qu'il fait alors, et qu'on peut résumer ainsi : les communistes sont les seuls à s'engager véritablement pour la combat et à disposer de l'appui d'une grande puissance, c'est à leurs côtés qu'il faut se battre : la victoire dépend de ceux qui savent organiser l'apocalypse, et non de ceux qui ont été pendant l'été 1939 l'illusion lyrique.

Et pourtant, c'est de cette époque que date la fêture entre André Malraux et ses compagnons de lutte. Certes, il a désapprouvé la publication du *Récit d'Ulysse* d'André Gide, et, réunissant Bernanos à la fin de la guerre d'Espagne, il se dit encore communiste. Mais Gaston Fison, l'intellectuel de combat, le trouve plus méditant à l'égard de ses compagnons de combat, l'année suivante, en août 1939, c'est la signature du pacte entre Hitler et Staline. Il refuse à Raymond Aron, qui lui en fait la demande, de s'associer à une dénonciation publique du pacte, pour ne pas se déclasser des communistes alors qu'ils sont joints et potterisés. Mais la dénonciation par le P.C.F. de l'écrivain Paul Nizan, son ami, qui a eu le courage de s'élever contre le soutien accordé par la plupart de ses camarades au pacte de Staline, ne peut que renforcer sa désapprobation et approfondir le différend.

C'est probablement à ces réserves, comme à l'espèce de désenchantement qu'a provoqué chez lui la défaite en Espagne, qu'il faut attribuer sa répugnance à s'engager d'abord dans la Résistance, parce qu'elle lui paraît trop marquée par l'influence et les initiatives communistes. Lors des contacts qu'il a, de 1942 à 1944, avec les clandestins, il constate que les représentants du P.C.F. assument des responsabilités beaucoup plus nombreuses et réelles que ne le fait croire l'organisation des réseaux. Sa méfiance s'en accroît et le rejette de plus en plus du côté de la Résistance expressément gaulliste, de l'Armée secrète (T.A.S.) : c'est sous ce drapeau qu'il se bat en 1944. Et quand, à la libération, il fait figure de leader de l'un des courants d'inspiration socialiste, il contribue, plus que personne, au congrès du M.L.N. (Mouvement de libération nationale) de janvier 1945 à empêcher la fusion des mouvements de résistance préconisée par le P.C.F., qui ne

peut qu'en tirer un surcroît d'influence.

Tout est prêt pour le ralliement de Malraux au gaullisme, ce qui ne signifiera sa rupture avec les communistes qu'à partir du printemps de 1947, quand ils sont rejetés dans l'opposition et quand de Gaulle fonde le R.P.F. dont l'anticonnisme fondamental ne cessera de s'approfondir jusqu'en 1953. C'est l'époque où l'Humanité le traite de fasciste, où l'un des plus célèbres intellectuels du parti le range aux côtés de Sartre et de Mauriac dans le camp des « fascistes ». C'est l'époque où il ne parle même de communisme qu'en tant que « séparatisme ». Et puis viendront les luttes pour l'indépendance nationale, la convergence entre gaullistes et communistes, les quelques interventions de Malraux contre la répression franquiste : ce sera, le 23 novembre 1976, le salut de l'Humanité au départ.

JEAN LACOUTURE (Jeudi 25 novembre.)

Les relations avec Charles de Gaulle

Malraux avait-il vraiment souhaité rejoindre la France libre en 1940 ? Son message à Londres ayant été intercepté, il s'enferma assez longtemps dans une sorte de neutralité jusqu'au moment où, vers 1943, son ami Orélie La Rochelle, qui était, on le sait, de l'autre bord, le découvrit « tombé dans le piège ». En mars 1944, c'est dans un tel état d'esprit qu'il entre pour se battre et pour égarer la libération comme une personnalité éminente de la Résistance non communiste.

La rencontre avec de Gaulle, dès lors inévitable, fut pitoyablement provoquée par le capitaine Guy, aide de camp du général, qui persuada chacun des deux hommes que l'autre souhaitait la rencontre. Elle eut lieu le 10 août 1945 dans le bureau du chef du gouvernement, rue Saint-Dominique. Les deux interlocuteurs se comprirent sans qu'on puisse d'abord parler de coup de foudre. Ils vont travailler ensemble, Malraux assumant d'abord la tâche d'une sorte de conseiller culturel avant de devenir, en novembre, et pour deux mois, ministre de l'Information du général.

Après le brusque départ de de Gaulle, le 20 janvier 1946, Malraux ne sera pas l'un des plus ardents à lui conseiller de reprendre le combat et de former un parti d'opposition. Il est plutôt tenté de lui conseiller la prudence. Mais, quand le général fonde le R.P.F., en avril 1947, il se range aussitôt à ses côtés et milite avec une fougue tout entière comme délégué à la propagande du mouvement. On l'entend partout soutenir l'Union soviétique, dont le général déclare que l'armée n'est

qu'à « deux étapes du Tour de France cycliste » de Paris.

Pour des raisons de santé, mais aussi politiques, il est de ceux qui se détachent, les premiers, du R.P.F., vers 1950, sans pour autant formuler la moindre critique publique, alors qu'un homme comme le général Catroux laisse savoir que, s'il s'éloigne du R.P.F., c'est en raison de sa très vaine réaction politique contre-cause.

Inventeur de la formule « la traversée du désert », Malraux vitait en chemin sans trop d'impudence apparente. Il a confié dans ses *André Malraux* que le retour au pouvoir du général en 1958 le surprit.

Il aurait alors souhaité se voir confier des fonctions beaucoup plus politiques que celles de ministre des affaires culturelles. Mais il affiche une fidélité sans réserve au régime et à l'homme qu'il sert, aussi bien à propos de l'Algérie jusqu'en 1962 que de la politique proche-orientale du général, qu'il bouvre trop anti-tendances, sans le faire publiquement savoir. Il signe notamment à la droite du chef de l'Etat, dont il recevait, on le sait, un hommage solennel qui n'a pas, sans le surprendre. Le jour où parut le dernier tome des *Mémoires* de Charles de Gaulle, il courut chez un ami avec une joie d'enfant pour lui lire le passage où le chef de la France libre saluait son « ami général ».

Tout naturellement, le général disparu, il se refait, déclarant rester ministre sous Pompidou, c'était dit « comme devoir colonial de la garde civile sous la République espagnole si nous avions gagné la guerre ! » — J.L.

Vient de paraître

ROMANS
ANDRÉ HALIMI : *Une nouvelle aventure*. — Deux premiers romans romanesques de l'auteur de *Chansons sans l'occupation*. (La Table ronde, 256 p., 40 F.)

POÉSIES
ANDRÉ LAURE : *Vers le matin des vers*. — Le lyrique d'André Laure, et l'humour pour les distiches, une poésie concrète où s'éprouve sans cesse le plaisir des mots. (Bibliothèque de la Pléiade, 62 p., 20 F.)

ESSAIS
MICHEL ROBERT : *Lettres ouvertes aux femmes politiques*. — L'ancien ministre des affaires étrangères de Georges Pompidou s'adresse à Jeanne d'Arc, comme à Brigitte Bardot, à Golda Meïr, comme à Margaret Thatcher, mais ignore ou oublie Françoise Giroud. (Albin Michel, coll. « Lettres ouvertes », 178 p., 25 F.)

LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE
ROALD DAHL : *A la recherche*. — Des nouvelles très anglaises, très humoristiques par l'usage de l'humour. *Beauvoir*, *Karl* et *de la Grande* *Estrogon* récemment publiés en français chez Gallimard, et dont Pierre Kory a rendu compte dans ces pages le 1^{er} octobre. Né en pays de Galles, Roald Dahl vient d'obtenir le vingt-cinquième Grand Prix de l'Académie française. (Gallimard, coll. « L'Imaginaire », 224 p., 32 F.)

ANNAÏS NIN : *Un tiers d'été*. — Après *La Maison de France* et

Le Cloche de verre, les Editions des Femmes continuent, avec ces trois romans nouveaux, la publication de l'œuvre romanesque de l'écrivain. Traduit de l'anglais par Elisabeth Jourdain. (Editions des Femmes, 235 p., 35 F.)

HISTOIRE
PIERRE MONATTE : *La Lettre grecque*. — Récit d'années d'une des figures les plus influentes du mouvement syndical français, dans les années de l'entre-deux-guerres, fondée en 1909, de la *Vie ouvrière* et en 1923 de la *Revolution prolétarienne*. Rédigée de Julien Chamberland. (Maspero, coll. « Bibliothèque socialiste », 320 p., 45 F.)

DOCUMENT
MOHAMMED REZA PARSIAVI : *Shah d'Iran. Le Lion et le Soleil*. — Exécutions avec Olivier Wertz. — Trente-cinq ans de lutte dans un pays peuplé presque sans tradition du Moyen Age à l'ère nucléaire. Les mille et une Nuits mêlées par les mille et un peuples. (Stock, 260 p., 38 F.)

CRITIQUE LITTÉRAIRE
PIERRE BARBERIS : *A la recherche d'un*. — Pierre Barberis complète son *Essai d'histoire littéraire*, une réflexion en style moderne publiée dans la collection « Thèmes et Textes » de L'Arrière par une volumineuse étude où, mêlant la vie, l'analyse des œuvres et l'histoire, il propose une nouvelle lecture de Chateaubriand où il trace les contours d'un monde. (Gallimard, 750 p., 195 F.)



LES RÉGIONS

Retour en Aquitaine

LE RÔLE DES ENTREPRISES DANS L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Les industriels peuvent réussir à la campagne

par FRANÇOIS CEYRAC (*)

« Une semaine en Aquitaine » dans le Monde — après des manifestations récentes telles que « L'Aquitaine à Paris » et « L'Aquitaine en Aquitaine », — témoigne de l'attitude résolument volontariste des habitants de cette région, qui entendent prendre en charge leur développement. Ce dynamisme des hommes est un gage certain de réussite. Il s'ajoute aux atouts naturels de cette région, à la diversité et à la qualité de ses productions, qui ont acquis une renommée mondiale. L'Aquitaine possède en plus une chance particulière : son cadre de vie. L'espace, la préservation de l'environnement naturel, une solide tradition de vie intellectuelle et culturelle, sont autant d'avantages à ne pas négliger lorsqu'il s'agit d'attirer les hommes et les entreprises. Mais le développement de l'Aquitaine pose le problème plus vaste de l'aménagement du territoire dans son ensemble et du rôle essentiel qu'y jouent les entreprises.

Sans les entreprises, l'aménagement du territoire n'est qu'une coquille vide. Ce sont elles qui apportent vie et activité ; grâce à elles l'aménagement des choses se transforme en animation des hommes. Par le choix de leur implantation, les entreprises peuvent en effet réduire les inégalités de développement entre les régions et au sein même des régions. Constatant le déséquilibre entre les régions de France pour instruire le procès du passé, c'est pour le moins insuffisant. Dans un contexte de concurrence internationale et de construction européenne, il est normal que l'aménagement du territoire soit surtout conçu pour renforcer l'appareil économique de notre pays et son armature régionale et urbaine.

Il y a eu convergence des comportements aussi bien de l'Etat que des collectivités locales et des entreprises pour favoriser ou donner la priorité à la restructuration et à la concentration industrielle et urbaine. Pour changer le cours des choses, aujourd'hui, il faut modifier ces comportements. Il nous appartient à tous de repenser le rôle que nous jouons dans l'aménagement du territoire.

Les entreprises ne peuvent pas tout faire, mais à leur niveau plusieurs types d'action sont possibles et méritent réflexion. Par leur décision d'investir, d'abord, les entreprises agissent sur l'espace : par le choix de leur implantation aussi bien que par le choix de la taille des établissements, elles modifient le territoire.

La liberté d'implantation n'est pas la même d'un secteur industriel à l'autre. Pour l'industrie lourde, la pétrochimie, les industries à très haute technologie par exemple, il existe des contraintes d'infrastructure et de main-d'œuvre que l'on ne peut ignorer. En revanche, d'autres secteurs, telles la mécanique, les industries agro-alimentaires et une partie du tertiaire, jouissent d'une certaine liberté de choix pour leur localisation.

Plusieurs expériences montrent d'ailleurs que vouloir mettre les usines à la campagne est moins que jamais une utopie. Les méthodes modernes de gestion et d'organisation du travail permettent aujourd'hui de répondre aux problèmes humains soulevés par l'aménagement du territoire et la mise en valeur de régions

insuffisamment développées. Les hommes, toutefois, doivent accepter les changements que cela suppose. Pour les cadres, d'abord, cela implique de vivre en dehors des grandes agglomérations. Il faut compenser leur éloignement des centres de vie intellectuelle et culturelle du moment par une extension réelle de leurs responsabilités dans le travail. Cela va dans le sens de l'action générale que nous menons actuellement pour donner à l'encadrement l'ensemble de ses responsabilités techniques et humaines : c'est un aspect essentiel de la décentralisation.

Mais il faut aussi que les salariés d'origine rurale, habitués à un travail autonome et souvent multiforme, s'adaptent au travail industriel. Les efforts entreprises pour améliorer les conditions de travail, et notamment l'enrichissement des tâches, la possibilité de définir en commun l'organisation du travail, doivent permettre à cette population une adaptation harmonieuse et rapide.

Un autre type d'action touche directement les relations de l'entreprise avec son environnement. L'entreprise n'est pas une cellule isolée qui ignore son milieu. Elle pose des problèmes nouveaux, suscite des tensions, bouleverse les habitudes. Pour que les transformations provoquées par l'existence même de l'entreprise soient acceptées, il est nécessaire qu'un dialogue réel s'établisse entre elle et son environnement.

Le premier dialogue, bien sûr, s'établit entre les entreprises. L'en-

Les petits budgets des grandes villes

Bordeaux étranglé par ses charges

« Vous êtes venus au cirque et nous sommes heureux de vous y accueillir. » C'est par cette phrase que M. Jacques Chaban-Delmas devait conclure son discours de réception de M. Paul Masson, nouveau préfet d'Aquitaine, à la Communauté urbaine de Bordeaux (C.U.B.). Ce discours a surpris. Non parce qu'il faisait allusion aux difficultés de financement des communautés urbaines (difficultés rappelées il y a quelques jours au Mans au colloque des neuf communautés urbaines). Mais parce que M. Chaban-Delmas a posé les problèmes spécifiques de cette communauté, avec une violence inhabituelle de sa part, et une franchise étonnante en période préélectorale.

Créée autoritairement, comme celles de Lyon, Strasbourg et Lille, la communauté urbaine de Bordeaux fut, plus que les autres, victime de l'implacable logique des métropoles d'équilibre : enfermée dans un périmètre arbitraire, Bordeaux a une population presque deux fois plus faible que ses trois autres consœurs.

« C'est le poignard que nous avons dans le dos », dit M. Robert Mandier, secrétaire général de la C.U.B. On ne peut pas demander à 600 000 habitants de supporter

la même charge qu'un million de personnes. Nous n'arriverons jamais à surmonter ce handicap.

Comme les autres, la C.U.B. a démarré sans fonds de roulement, sans moyens matériels, avec le lourd héritage des dettes communales. En contrepartie, elle avait le droit d'instaurer une fiscalité et de vivre de la « charte » des municipalités.

Les communes auraient dû réduire leur fiscalité dans des proportions identiques. Certaines ont maintenu leur pression fiscale. La charge a été aggravée pour le citoyen. Plus personne ne nie, maintenant, que c'est lui qui subit la fiscalité la plus lourde de toutes les communautés urbaines de France. M. Chaban-Delmas, lui-même, l'a reconnu le 29 octobre dernier.

Président de l'Assemblée nationale au moment de la fondation des communautés, M. Chaban-Delmas fut par la suite premier ministre. Ce fut pour lui l'occasion d'obtenir une majoration de 33 % des subventions, en faveur des communautés. Cette majoration n'est effective que si le taux de subvention est maintenu. Sur des travaux financés à 35 %, l'assainissement par exemple, les 33 % sont dérisoires.

« Du trapèze volant, sans filet »

M. Chaban-Delmas, depuis quelques temps si discret sur la politique gouvernementale, ne mâche plus ses mots : « Il ne s'agit pas de prendre Guichard en écharpe. Mais sa commission, surtout encadrée à gauche, de créer des communautés, ne s'est pas appuyée sur le drame des communautés existantes. Il faut aussi des propositions sur les communautés urbaines déjà en place, sinon nous continuerons à faire du trapèze volant, sans filet. Et par moments nous avons même l'impression de faire du trapèze volant sans trapèze, ce qui rend les choses très, très difficiles. » Le remède : tripler un effort déjà considérable. « Il faut compter entre 600 et 700 millions, et l'urgence est extrême. Nous ne pouvons pas le faire, et pourtant les travaux sont à faire », dit le maire de Bordeaux, qui voit là une première inadéquation entre les ressources de sa communauté et les travaux « babyloviens » qui lui sont confiés.

En matière de voirie, un certain nombre de priorités paraissent également bloquées. Les autorisations de programme, pour la rocade rive gauche, seraient « sautées ». La voie rapide dite « pénétrante » nord-sud paraît repoussée aux calendes grecques.

Noir tableau également pour ce qui concerne l'action économique. Des zones industrielles ont été créées. Elles ne permettent pas de compenser les suppressions par des créations d'emplois. Là, le maire de Bordeaux demande que la balance soit « clairement » renversée.

Après les problèmes d'adduction d'eau, trop onéreux, M. Jacques Chaban-Delmas cite les grandes opérations d'urbanisme. Principalement Méridadek et Bordeaux-Lac. Là, encore, l'argent manque. Et il dit, avec une nuance de regret dans la voix : « Cet ensemble est important historiquement. »

« C'est dit, la CUB fonctionne bien », conclut M. Chaban-Delmas avant de lancer au préfet : « Si déjà Lille et Lyon sont loin d'avoir les moyens dont elles ont besoin, nous, nous sommes forcement dans la misère. Car c'est une misère dont il s'agit. Le mot n'est pas trop fort. Qu'est-ce que vous voulez que nous fassions, monsieur le préfet, pitié ! »

Les élus de l'opposition n'en sont pas encore revenus. Eux qui disent se souvenir de l'époque où le préfet Gabriel Delannay, « le poète », venait chercher ses ordres à la mairie de Bordeaux. De l'époque où le préfet Doussin ne recevait d'ordres de personne. Avec le troisième préfet de région s'ouvre une nouvelle époque pour Bordeaux, celle où Jacques Chaban-Delmas dit « Monsieur le préfet, pitié ! ».

Les élus de l'opposition ont constaté cela avec plaisir. Tout comme ils avaient enregistré que Jacques Chaban-Delmas se installait plus facilement en colère. « C'est donc qu'il était moins sûr de lui. » Ils y trouvent bon augure pour la prochaine échéance électorale, espérant de plus en plus prendre le contrôle de la CUB.

Il est aussi quelques griefs contre Jacques Chaban-Delmas. Ils l'accusent d'avoir liquidé les bases industrielles de la rive droite, fief socialiste traditionnel. Ils lui reprochent d'avoir délégué ses pouvoirs à l'administration et non aux élus.

Il se plaint de ce que le secrétaire général de la CUB et un tout petit groupe de fonctionnaires et d'amis politiques dirigent tout. « On n'arrive même pas à savoir ce qui se trame sans passer par le secrétaire général. Personne d'autre que lui n'est au courant. » Ils déplorent d'avoir à payer « autant par tête d'habitant » que les grosses communes, c'est-à-dire Bordeaux.

Mais ils savent aussi que Bordeaux a été en grande partie victime de la CUB, qu'elle assume 85 % de la fiscalité alors que son poids démographique est tombé de 55 à 40 %. Par contre, ils ne disent guère que grâce à la CUB leurs communes ont trouvé un second souffle dans la mesure où elles ont été déchargées des gros investissements. Les piscines ne manquent pas dans la banlieue de Bordeaux.

Alors, s'ils enregistrent avec satisfaction le bilan négatif de M. Jacques Chaban-Delmas, ils appréhendent secrètement une hypothétique prise de contrôle de la CUB. Aussi, les quelques élus de l'opposition présents au discours de Jacques Chaban-Delmas pour la réception à la CUB du préfet Masson n'ont-ils manifesté aucun sentiment.

Quant au nouveau préfet, il a prononcé un discours qui a répondu pleinement à l'attente du président Jacques Chaban-Delmas. N'y était-il pas question de constituer un « groupe de travail » sur les problèmes de la communauté urbaine de Bordeaux ?

PIERRE CHERRUAU.

MISES AU POINT

N'avem prou de rentabilité

par MICHEL CHADEFAUD (*)

Nous avions demandé à M. Michel Chadeffaud de présenter la région du Béarn dans notre numéro du 18 novembre (Le Monde-Aquitaine). Du côté du Béarnais, les contraintes de place nous avaient obligés à ne publier qu'une partie de l'article qu'il nous avait proposé. Nous lui donnons de nouveau ci-dessous la parole.

C'est vrai que vous avez, Messieurs les journalistes parisiens, perdu le goût et l'accent ! Mais c'est vrai aussi que vous n'avez rien compris aux réalités vivantes de l'Aquitaine et du Béarn. Vous avez tout perçu en termes « parisiens », ruralistes, passésistes et folkloriques. Ainsi J.-M. Durand-Soufflard et La Reynière qui nous rappellent à s'y méprendre, ces Anglaises romantiques du dix-neuvième siècle à la recherche de quelque mythe barbare pyrénéen pour lithographier de salon ! Faisiblement le Monde éprouve beaucoup de difficultés à saisir les

réalités régionales. Ses lecteurs de province attendent autre chose d'un quotidien aussi prestigieux. Aussi permettez-moi d'oser vous adresser une suggestion de fidélité : changez vos méthodes d'investigation et vos « images » préfabriquées lorsque vous « descendez » enquêter chez l'indigène. « N'avem prou de rentabilité » (Nous en avons assez de la rentabilité).

Comment parler de façon « neutre » d'un département qui compte quinze mille chômeurs ? A propos d'un Béarn dont toutes les énergies (force de travail, hydroélectricité, forêts) ont été exportées. Car les processus aspirants mis en place depuis des siècles, correspondent aux mécanismes qui engendrent le sous-développement. Et ce, dans un pays développé. Seule une redistribution (c'est encore heureux !) permet aux Béarnais de conserver un niveau de vie fort différent de celui des zones sous-développées. Mais le transfert reste inégal et confine parfois (chômeurs, régions rurales, montagnes) à l'assistance ! Ce sont quelques-uns de ces processus et cycles économiques créateurs de ces disparités régionales, lesquelles interfèrent avec les inégalités de classes, que le texte initial proposé tentait de décrire. Mais vous avez cru devoir ne retenir en priorité que les passages relatifs à Henri IV, aux pasteurs montagnards et aux landes à moutons (tout un programme !). Nous profiterons de cet ultime temps de parole pour introduire un des passages sacrifiés et rappeler la conclusion originelle :

Parce que l'on a choisi d'utiliser le gaz comme source d'énergie et non comme matière première, les créations d'emplois en Béarn sont restées, malgré les apparences, à un niveau relativement modeste. Pourtant les travailleurs souhaitent être maintenus dans la région au moment où la stratégie qui se dessine ne manque point de les inquiéter. Dès 1980 la S.N.P.A. sera amenée à réduire ses livraisons de gaz. Le rythme choisi aboutit à une solution de mort lente (en 2000 ?) pour que l'opinion publique se fasse, doucement, à cette fatalité. Désormais la S.N.P.A., devenue S.N.B.A., se moque éperdument des Libyens du Béarn. Elle n'a d'ailleurs plus son mot à dire en matière de politique régionale depuis sa fusion avec ELF-Gaz. De la même façon, lors de leur grève de 1973, les six cent trente-cinq ouvriers de l'usine d'aluminium de Noyers se sont aperçus qu'ils ne pesaient pas lourd parmi les cent mille ouvriers que le groupe Pechiney-Ugine-Kuhlmann emploie dans le monde entier.

Exploités par les modes de production capitaliste, les hommes du Béarn ne se meuvent plus que dans des « espaces de sous-traitance ». Leur destinée est décidée ailleurs, en fonction d'intérêts et de stratégies qui ne les prennent jamais en compte. En guise d'ultime exemple, évoquons cette entreprise de chaussures de Salles-de-Béarn qui comptait six cent vingt-cinq employés en 1972.

Rachetée par le groupe « André » elle a vu disparaître ses bureaux d'études, son service commercial et informatique. Réduite au stade d'atelier de production excentrée en direction de Lyon et Paris (siège d'André), cette entreprise n'emploie plus que... trois cent quarante-deux employés ! En deux ans (1975-1976), trente-cinq entreprises de plus de dix salariés ont cessé leur activité dans les Pyrénées-Atlantiques. Conflits et licenciements se multiplient, notamment parmi les entreprises qui sous-traitaient pour la S.N.B.A. ou les constructions aéronautiques.

Ainsi, les hommes s'interrogent sur leur avenir. Conservateurs par tradition, convaincus que l'on peut toujours « s'arranger », les Béarnais ont adopté, ceux de vieille souche, plus que jamais, « ventiler vers le pays ».

(*) Maître-assistant de géographie à l'université de Pau et des pays de l'Adour.

BORDEAUX UNIVERSITY

A propos de l'article intitulé « Bordeaux University » (Le Monde du 18 novembre, page 21) M. Robert Esquirol, président de Bordeaux-III, nous écrit :

« Vous Agnès s'est fait l'écho, d'ailleurs fidèle, de quelques propos que je t'ai tenus au sujet du campus de Bordeaux. C'était, plutôt que des utopies, de ces boutades sérieuses qui sont la meilleure façon de parler au futur. Quant à la question de savoir qui paiera, serait-il inconcevable de dire qu'il paraîtrait normal que le domaine universitaire récupère une partie des impôts locaux des municipalités sur lesquelles il est implanté et auxquelles il apporte un élément important d'activité économique. »

SAINT-BENOIT ET LE XX^e SIÈCLE

Le Père abbé de Notre-Dame de Belloc (Le Monde du 30 novembre, page 24) nous demande de préciser que le terme d'industrie fromagère employé à propos de son abbaye recouvre mal la réalité. Il s'agit plutôt, selon son expression d'une « entité de type coopératif ». D'autre part, les terres de l'abbaye couvrent 110 hectares et non 310 comme une coquille nous l'a fait écrire.

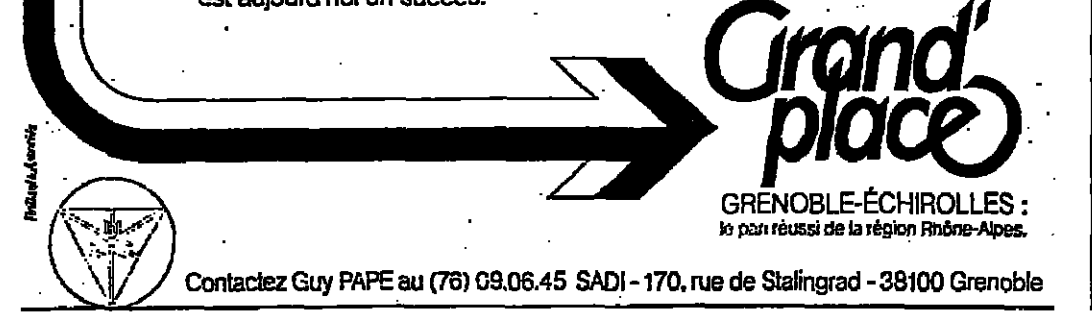
LE MAIRE D'AGEN

Dans l'article « Trois étoiles à Agen » (Le Monde du 17 novembre, page 25) une coquille nous a fait écrire que le docteur Esquirol, maire d'Agen, était « républicain indépendant » alors que nous voulions dire « indépendant ». Le docteur Esquirol nous précise : « Je ne suis et ne serai jamais républicain indépendant. Je suis non engagé à tendance radicale. »

A Grand'place, centre de vie et de commerce de Grenoble-Échirolles, les Nouvelles Galeries, le BHV, la FNAC... et 60 commerçants ont déjà réussi leur implantation.

Pourquoi pas vous ?

Ce qui semblait un pari audacieux le 27 août 1975 est aujourd'hui un succès.



Contactez Guy PAPE au (76) 09.06.45 SADI - 170, rue de Stalingrad - 38100 Grenoble

RELIGION

TÉMOIGNAGES

LE SOUVENIR DE JEAN GIRETTE

Polytechnicien, ingénieur des ponts et chaussées, ancien directeur du réseau de la S.N.C.F., Jean Girette, qui vient de mourir (le Monde du 9 novembre), était devenu ouvrier après la mort de sa femme, et, en

religion, Frère Jean-François du Prado. Il avait relaté son expérience de la vie d'usine dans un livre très remarqué, Je cherche la justice (éditions France-Empire).

M. René Parès, directeur à la S.N.C.F., et M. Lionel Stoleru, secrétaire d'Etat à la condition des travailleurs manuels, apportent ici leur témoignage sur Jean Girette.

J'étais, voici peu de jours, de ceux qui accompagnent Jean Girette, et qui, étonnés à ses côtés, durant la messe de ses obsèques.

J'avais reçu la veille, comme d'autres de ma génération et de mon métier, comme d'autres aussi qui l'avaient connu durant ses vingt dernières années, et différentes de celles d'aujourd'hui, l'avis de sa mort. Nous avions ouïlé, nous avions tous, sans doute, ouïlé qu'il vieillissait et, d'année en année, lui si longtemps plein de vitalité et d'alent, qu'il devenait plus fragile. Nous avions ouïlé qu'il était, silencieusement et pas à pas, déjà entré dans un grand âge.

Je ne cherchais pas, à dire, ici, de lui ce que d'autres, assurément, diront ailleurs. Je ne cherchais pas

à rappeler sa carrière et son brusque renoncement, et sa vie tout à coup vouée, ouï d'un seul coup vouée, et dans la plus extrême discrétion, au monde ouvrier où il était entré, à cinquante-ans, sans pourtant s'éloigner de ceux de ses proches qui, jusqu'au dernier jour, comme ceux de son métier, devaient rester les siens. Car s'il avait laissé, dans sa vie de chaque jour, se rompre les amarrages avec — faut-il le dire — le monde dont il était, la tendresse des siens et l'attachement des autres lui étaient restés, ou qu'il fût allé sans emporter d'autres biens ni d'autres richesses que celles qu'il portait en lui, plus nécessaires que le pain. Je ne dirai rien de cela que d'autres savent, que d'autres pourront dire. J'ai, d'ailleurs, peu de

litres à parler de lui. Et cependant à rester, ce soir, silencieux, je me sentais, envers moi-même, lourd de reproches.

J'avais autrefois, années de guerre, années passionnées de reconstruction du chemin de fer, et comme bien d'autres, servi non pas directement dans la hiérarchie qui relevait de son commandement mais dans une hiérarchie proche et qui, pour tous problèmes importants était après tout la même. J'avais été, plus tard, de ceux, peu nombreux, qui s'étaient trouvés dans la confiance de ses choix et de son départ pour la communauté du Prado.

Plus tard, plus tard encore, mais, de ces entretiens, je ne devais parler qu'à voix basse, ou plus tard encore, à la table où il s'asseyait pour partager, avec nous, quelque assiette de soupe, et qu'il quittait, les soirs d'hiver, à des heures tardives, refaisant toute aide de voiture pour regagner, de la banlieue éloignée qu'il était la nôtre, sa fraternité d'Aubervilliers, et reprenant, tout âgé qu'il fût, sa bicyclette confiée en consignation de gare, ou plus tard encore, je me disais, et, après des années, je me redis encore, combien je me sentais déchiré de ne pouvoir totalement entrer dans les convictions qui lui paraissaient si nécessaires qu'il s'y était tout entier donné.

Moins que jamais, aujourd'hui, je me sentais le droit de dire autrement que d'un mot, combien l'étais alors lié à lui, moi-même parce que la générosité qu'il mettait à rechercher dans l'association de tous — au partage des responsabilités — me paraissait à la dimension où il souhaitait que ce partage fût porté, passer les possibilités et les exigences de tout commandement.

Il était, du reste, trop lucide et trop soucieux lui-même des devoirs de tels commandements pour l'oublier vraiment, lui ce qu'un instant. Davantage même, il savait tout autant que chacun de nous qu'une entre-

prise est aussi fragile, aussi précieuse, faut-il oser dire aussi sacrée, parfois, que l'est une vie. Et cependant, sa charité le portait toujours au loin là-bas et franchissait toutes frontières vers le monde et la justice.

Je n'ai pas au-delà. De quel droit aller ce soir jusqu'à cette interrogation brûlante, sur le terrain même où Jean Girette avait engagé sa vie sans mesure, et où qu'il fût sans souci de se garder durant les vingt et une années qui l'ont conduit où nous l'avons, ces jours derniers, accompagné. Oui, que dire d'autre dont on ne se sent, tout aussitôt, plein de tourment.

Je voudrais seulement que beaucoup sachent, dans le métier qui a été le sien, et qui reste le nôtre, je voudrais aussi que beaucoup, ailleurs, sachent, qu'il a été, non pas dans le bruit ou les paroles vaines, mais jusqu'au fond de l'âme, de ceux qui ont cherché la justice. Est-il tant d'entre nous qui ayons, un jour — sans souci que qui que ce fût le sache, — laissé nos filets sur le rivage, pour partir sur de nouveaux chemins ? Est-il tant d'entre nous qui, les portes de l'atelier franchies, ayons choisi de prendre dans nos mains les outils, les mêmes outils que prennent, chaque jour, tout au long de leur vie, ceux dont ils sont les moyens de leur pain.

RENÉ PARÈS.

LA MORT D'UN JUSTE

Presque au moment même où M. Girette s'élevait dans le fracas de sa gloire, la mort venait chercher en silence un autre homme, Jean Girette. Un homme qui n'avait pas écrit la Condition humaine, mais qui avait écrit la justice, la justice, ce qui est un peu la même chose.

Ayant moi-même travaillé sur les problèmes de justice sociale, j'avais rencontré Jean Girette. Je l'avais, pour cette rencontre, invité à venir à mon bureau à l'Elysée et il n'avait pas voulu m'y rencontrer là : « Mes camarades de travail ne comprendraient pas », m'avait-il dit, en ajoutant : « Venez nous voir, chez nous, c'est là qu'est ma place ». Et j'avais été déçu avec lui et ses quatre camarades de vocation dans cette petite pièce qui servait à la fois de cuisine et de salle à manger, à l'ombre de cette église de banlieue que beaucoup ont connue. Il n'y

régnait pas le luxe, mais la chaleur humaine et la passion, on n'y disait pas la politesse mais la vérité, on n'y cherchait pas la voie d'une utopie planétaire mais celle de la justice terrestre. Comprendre. Faire comprendre. Comprendre qu'on a fait comprendre. Et recommencer inlassablement.

Dans la France de 1976, il n'est presque pas un de ces chefs d'entreprise ayant donné la priorité aux relations humaines dans leur entreprise qui n'ait été marqué par J. Girette et ne se réfère à lui. C'est dans doute là le plus bel hommage à lui rendre, lui qui n'avait comme force que sa pureté. Car, au fond, comme disait un jour Raymond Aron, on obéit aux forts, mais on ne respecte que les purs. Et quand la mort a fait son œuvre, il ne reste plus rien de la force, mais il reste la pureté. Pour toujours.

LIONEL STOLERU.

VOITURES D'EXPORTATION T.T.

• Citroën • Peugeot • Renault • Simca-Chrysler • Mazda • Toutes marques étrangères

• Finition exportation • Faible kilométrage • Garantie usine • Toutes possibilités de crédit-leasing

EXPO PERMANENTE DE 150 VÉHICULES DE 8 H À 19 H

DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE DUPONT

SEDAK - 3, rue Scheffer 75018 Paris - 727.84.64 + 553.28.51 + Société Européenne de diffusion automobile et d'exportation.

ODOUL
Garde-meubles
208.10-30

Appel en faveur de l'hebdomadaire « Réforme »

Jamais il n'a été davantage question de liberté d'expression. Jamais la liberté de la presse n'a davantage été menacée par les contraintes financières.

Depuis 1945, nombre de titres ont disparu. Aujourd'hui, l'existence de Réforme est en jeu. Hebdomadaire protestant indépendant, Réforme a acquis, en trente ans, une audience qui dépasse les limites du protestantisme français.

Réforme ne doit pas disparaître.

A vous de l'aider, si vous croyez que la presse chrétienne doit continuer à témoigner ; si vous croyez que la pratique de la démocratie exige des lieux de libre confrontation.

Jean COUSVOISIER, président de la Fédération protestante de France.

Cardinal MARTY, archevêque de Paris.

Métropolitain MELETIOS, évêque de S.S.

le patriarche œcuménique.

Hubert REUVE-MERY, Fondateur du Monde.

Jean GELAMUR, Directeur de la Croix.

Jean d'ORMESSON, Directeur du Figaro.

Adressez votre aide au Comité de soutien du journal Réforme, 53-55, av. du Maine, 75014 PARIS - C.C.P. Paris 4306-31 ou chèque bancaire.

La condamnation sauvage de Mgr Lefebvre

NUMÉRO SPÉCIAL DE LA REVUE « ITINÉRAIRES » qui contient le texte intégral des lettres de Mgr Lefebvre à Paul VI, des lettres de Paul VI à Mgr Lefebvre et des autres documents de ce drame, le plus grave et le plus instructif de tous ceux qui se déroulent actuellement dans l'Eglise.

Il n'est pas possible de le connaître simplement d'après des brefs « extraits ». Voici donc les textes dans leur intégralité.

Ces textes sont en outre expliqués et commentés en détail dans une série de notes documentaires et critiques par Jean Madiran.

A commander (9 F francs) à « Itinéraires », 4, rue Caramitres, 75006 Paris. Chèques postaux : Paris 13.335.73 R.

Savez-vous que pour le prix de vos dernières vacances vous pourriez, sans doute, vous offrir les Bahamas ?

Savez-vous que pour 2 250 F*, vous pouvez vous offrir une semaine à Nassau, capitale des Bahamas ce paradis de 700 îles que baigne une eau toujours bleue sous un soleil toujours caressant ?

Savez-vous qu'il suffit de nous retourner ce bon pour tout savoir sur vos prochaines vacances ?

Nom.....

Adresse.....

Air Bahama 32, rue du 4 Septembre, 75002 Paris, tél. 742.52.26/073.75.42

*1 semaine, transport DC et hôtel type "3 étoiles" complet Organisation L.A. 475, L.A. 494 et L.A. 704



Cette année, les Bahamas!

le Groupe CEGOS

Propose une carrière rapide de style profession libérale à ceux qui veulent entrer ou progresser dans le métier de consultant en organisation et formation.

Pour aider les entreprises à accroître leur efficacité dans des domaines en plein changement, nous voulons nous associer, aujourd'hui, quatre collègues capables d'innover dans leur technique et de négocier les interventions.

Nous cherchons des jeunes, ayant 3 à 5 ans d'expérience pour mener des actions de spécialistes :

développer les ventes sur le terrain

Dans le département « Ventes et Opérations Commerciales » (V.O.C.) le consultant-formateur recherché passera en charge et développera le domaine des produits publics : de consommation, d'équipement du foyer ou de la personne.

Son rôle : concevoir et réaliser des opérations de formation-action

- lancement et pilotage d'opérations commerciales sur le terrain
- accroissement de l'efficacité des forces de vente

Les candidats, de préférence diplômés d'une école commerciale, doivent avoir eux-mêmes vendu des produits publics et dirigé une équipe de vente.

Leur adaptation au rôle d'animateur est assurée.

Réf. LM 1

réaliser des systèmes souples de contrôle de production

A la division « Technique et Industries » l'ingénieur recherché aura à concevoir et réaliser des systèmes de contrôle de production adaptés aux cas de petites et moyennes séries d'ensembles complexes.

Son rôle : organiser la programmation de la production et la fonction ordonnancement-lancement (traduction des commandes clients, plans de charge des ateliers, émission et suivi des ordres de fabrication en recherchant les meilleurs équilibres coûts-délais).

Les candidats, ingénieurs grande école (X, Centrale, A.M.) doivent avoir participé à la conception, à la mise en place, et au rodage d'un système de contrôle de production, utilisant si possible l'informatique. Une brève expérience complémentaire en atelier ou aux méthodes est souhaitée.

Réf. LM 2

Selon expérience, la rémunération proposée est de 80.000 F à 120.000 F/an +

trouver des activités et des structures commerciales nouvelles

Dans le département « Développement commercial et marketing » le consultant recherché aura pour mission de guider, dans leur recherche d'activités et de structures commerciales nouvelles, des entreprises de taille importante produisant des biens industriels.

Son rôle :

- réaliser les études de marketing industriel et de développement commercial
- préciser les actions et les aménagements d'organisation nécessaires pour réussir
- animer des opérations de formation-action pour préparer au changement les chefs de produits ou d'affaires, les ingénieurs d'études et de fabrication.

Les candidats doivent être diplômés d'une grande école d'ingénieurs, formation complétée si possible par des études supérieures en gestion et marketing (ISA, INSEAD, MBA...) et avoir au moins 5 ans d'expérience comme chef de produits ou ingénieur recherche et développement.

Réf. LM 3

aider au choix stratégiques

A l'AUDOC, département spécialisé dans l'aide à la décision, le consultant recherché aura pour mission le développement de l'aide aux choix stratégiques des entreprises consultées.

Son rôle : approfondir et appliquer les concepts de prise de décision, de simulation, d'analyse de systèmes... en supervisant de jeunes ingénieurs.

Il faut avoir travaillé à des programmes d'études et de développement, et acquis une expérience très affirmée dans :

- les techniques de base de la R.O.
- l'informatique conversationnelle appliquée aux problèmes de gestion et de choix stratégiques.

Les candidats doivent être diplômés d'une grande école d'ingénieurs : X, Mines, Centrale.

Réf. LM 4

Adressez votre candidature à :

Pierre LEBOLLEUX directeur général d'IDET-CEGOS
33, quai Gallieni 92152 SURESNES

sous pli personnel : référence choisie, lettre manuscrite, CV détaillé et rémunération actuelle.

Garantie totale de discrétion. Réponse assurée.

sélé
CEGOS

Ces recrutements sont faits avec le conseil de

Le Monde

DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

Archéologie aérienne : les révélations de la sécheresse

La sécheresse exceptionnelle de l'hiver, du printemps et de l'été derniers a été catastrophique pour l'agriculture. Mais elle a été bénéfique dans un domaine probablement unique, celui de l'archéologie aérienne. Cette technique, utilisée à partir de la première guerre mondiale, s'est développée en France depuis près de vingt ans grâce à l'impulsion que lui a donnée le professeur Raymond Chevallier. Jusqu'à cette année, elle avait permis

Mais complètement livrés par des siècles de labours, une structure aménagée par l'homme laisse des traces dans le sol. Un fossé, un simple trou creusé pour planter un poteau se dessinent lentement. La granulométrie du remplissage est fine : la terre, en général, y recouvre l'espace. Sur le sol, les débris de céramiques, de briques et de tuiles apparaissent donc, le plus souvent, en brun foncé. Cependant, sur des sols alluviaux (gravier) ou limoneux nus, les traces peuvent ressortir en teintes plus claires.

Les céréales sont très favorables à l'archéologie aérienne : au printemps et au début de l'été, elles poussent mieux sur les zones humides ; elles y seront un peu plus hautes ; elles y deviendront vertes un peu plus tôt ; elles y commencent à mûrir un peu plus tôt également, mais parfois aussi un peu plus tard.

Répétitions et expériences

La présence de fondations de pierre dans le proche sous-sol se traduit, à l'inverse, par une végétation rabougrie au-dessus des restes de murs. Elle sera moins haute et en période sèche, elle y commencent à jaunir. Les débris de céramiques, de briques et de tuiles, pour autant qu'ils soient visibles, sont aussi très favorables à la reconnaissance de la silhouette approximative d'une ferme.

Enfin, l'hiver permet, parfois, des découvertes intéressantes. Ainsi, par temps de gel nocturne, juste au moment de la dissipation du brouillard matinal, des fossés comblés sortent du blanc de givre pendant quelques dizaines de mi-

de retrouver des milliers de vestiges préhistoriques ou historiques. Les conditions climatiques tout à fait inhabituelles de la fin de 1975 et des huit premiers mois de 1976 ont fait découvrir des centaines, des milliers peut-être, de nouveaux sites : enclos néolithiques ou villas gallo-romaines, enclos de l'âge de fer ou théâtres romains, villages gaulois ou structures agraires.

De même la neige, persistant plus longtemps sur une terre humide, dessinera-t-elle en blanc des plans parfois aussi précis que s'ils avaient été dessinés par des architectes.

Tout l'archéologie aérienne est faite de vols sans cesse répétés. La répartition des vestiges est en général très fugace. Il faut être là au bon moment et profiter de conditions d'éclairage très particulières. Les ombres portées par de faibles différences de hauteur ne peuvent être vues que si le soleil est bas sur l'horizon et presque de face. Au contraire les nuances, parfois infimes, de la couverture végétale sont mieux appréciées si le soleil est derrière l'opérateur. D'une manière générale, la lumière du milieu de la journée ne favorise pas la distinction d'un contraste entre des couleurs très voisines l'une de l'autre. Une bonne expérience est, au demeurant, indispensable.

La sécheresse exceptionnelle de cette année a eu pour effet d'accroître les contrastes des couleurs, parfois de les faire durer plus longtemps, ou de faire ressortir des traces d'humidité différentes tout à fait inhabituelles. Les villages tourbeux de marais picards, par exemple, ont été transformés en paillassons jaunâtres ; ainsi a-t-on pu y voir, pour la première fois, de grandes ensembles romains (villas, sanctuaires et, peut-être, thermes) grâce à l'herbe verte persistant, curieusement, au-dessus des murs enfouis. Toujours en Picardie, M. Roger Agache, le pionnier en France de l'archéologie aérienne, a découvert, en 1976, des structures agraires civiles rayonnantes autour des grandes villas gallo-romaines, des traces de fermes gauloises antérieures aux villas gallo-romaines et plus ou moins recouvertes par celles-ci, de grandes ensembles datant probablement des âges du bronze et du fer autour des embouchures de l'Aisne et de la Canche.

Dans la région de Châteaudun, c'est toute une ville gallo-romaine qui, cet été, est apparue à M. Daniel Jalmain, avec ses rues, son forum, sa basilique, sa paléstra, figurant dans l'exposition « L'archéologie ou comment la Terre raconte l'histoire », présentée au musée de Le Mans jusqu'au 8 janvier 1977. Ouvert de 10 h. à 12 h. et de 14 h. à 18 h., sauf le dimanche et le lundi. Entrée gratuite.

(1) Plusieurs dizaines de photos prises d'avion, cette année, au-dessus de la Vendée et des Deux-Sèvres, figurent dans l'exposition « L'archéologie ou comment la Terre raconte l'histoire », présentée au musée de Le Mans jusqu'au 8 janvier 1977. Ouvert de 10 h. à 12 h. et de 14 h. à 18 h., sauf le dimanche et le lundi. Entrée gratuite.

De ces villas-fermes est construite selon le même principe : un rectangle de 200 ou 400 mètres de long d'un petit côté est occupé par toute sa longueur par une très grande « maison de maître ».

La cour intérieure est divisée en deux parties inégales : la petite, devant la « maison de maître », devait être le « jardin » ; la grande, la cour de ferme proprement dite. Sur le côté de celle-ci, une autre maison importante, un peu moins grande toutefois que la demeure principale, était probablement destinée à l'habitat dispersé s'étendant pendant près de quatre siècles, jusqu'aux grandes invasions.

La découverte de ces villas a bouleversé les connaissances admises : avant de les voir, on pensait que les grands domaines n'avaient pas existé, pendant le Haut Empire, dans la moitié nord de la France. En fait, il semble bien que dès le premier siècle de notre ère il y ait pratiquement pas de villages dans la campagne gallo-romaine. Pas même autour des ensembles monumentaux (théâtres, temples, etc.) que l'on a trouvés, par exemple, à Ribemont-sur-Ancre et que fouille M. Jean-Louis Cadoux.

Ben entendu, les traces révélées par la photo aérienne ne s'arrêtent pas à la fin de la période romaine. On trouve aussi de nombreux vestiges médiévaux (fortifications, fermes médiévales et non plus rectangulaires) et jusqu'aux vestiges de l'époque moderne, par exemple tranchées de la Grande Guerre et trous d'obus de la deuxième guerre mondiale.

Avec les Romains, apparaissent camps, voies, temples, thermes et villas-fermes à sous-sollement de pierres. Plus d'un millier de ces villas ont été trouvés dans la Nord et la Picardie, que M. Agache surveille depuis plus de quinze ans. Chacune

AUX ÉTATS-UNIS Les recherches pour l'indépendance énergétique coûteront plus cher que la conquête de la Lune

LES chercheurs américains sont satisfaits de l'élection de M. Jimmy Carter à la Maison Blanche. Le président élu des États-Unis est un diplômé scientifique, ce qui n'avait pas été le cas depuis 1928, avec Herbert Hoover. D'autre part, les crédits de recherche, qui n'avaient cessé de décroître ou de stagner ces dernières années, ont recommencé à augmenter. Les dépenses fédérales pour la recherche et le développement seront, pour l'année fiscale 1977 (qui commence le 1^{er} octobre 1976), supérieures de 14 % à celles de 1976. Ce renouveau d'intérêt pour la science et la technologie aux États-Unis se reflète dans un autre chiffre. La communauté des chercheurs américains est une des moins touchées par le chômage. Moins de 1 % de la population des chercheurs est sans travail contre 8 % dans les autres secteurs.

Le domaine de recherche qui bénéficie le plus de l'accroissement des crédits fédéraux est celui de l'énergie. Le traumatisme de l'augmentation du prix du pétrole en 1973 a été durement ressenti aux États-Unis. Et les Américains ont décidé d'arriver au plus tôt à l'indépendance énergétique. Ils ont, dans ce but, appliqué diverses méthodes, et en particulier décidé de développer très fortement les recherches sur ce sujet. Depuis cette date, les crédits fédéraux de recherches sur l'énergie croissent à un rythme compris entre 20 et 30 % par an (dont 24 % en 1977 par rapport à 1976). Au total les dépenses fédérales pour 1977 atteindront 10 milliards de dollars (50 milliards de francs) pour l'énergie. Et une grande partie

de cette somme sera consacrée à la recherche. L'ERDA (Energy Research and Development Administration) consacrera près de 2,9 milliards de dollars (soit 14,5 milliards de francs) directement à la recherche sur un budget total de plus de 8 milliards de dollars (50 milliards de francs). Une comparaison fera comprendre l'énormité de la somme. Le programme Apollo pour la conquête de la Lune n'a jamais coûté aussi cher. Le maximum a été atteint en 1968, avec 2,9 milliards de dollars, c'est-à-dire la somme accordée cette année à la seule ERDA. Or, tous les spécialistes s'accordent sur le fait que le taux de progression exceptionnel des crédits de recherche sur l'énergie doit être maintenu au moins jusqu'au début des années 80 pour aboutir. La conquête de l'indépendance énergétique par la recherche coûtera plus cher aux Américains que la conquête de la Lune.

Les techniciens américains se sont en effet lancés dans une recherche énergétique tous azimuts. Pratiquement aucune direction n'est négligée. En France, au contraire, bien que l'objectif d'indépendance énergétique soit le même, les crédits de recherche sur l'énergie demeurent médiocres. Seule l'énergie nucléaire reste largement dotée, mais sans que l'augmentation soit très nette. Les crédits de recherche sur les énergies nouvelles passent de 174 millions de francs en 1976 à 194,2 millions de francs en 1977. La France préfère, semble-t-il, miser sur les économies d'énergie. Mais ce n'est là qu'un palliatif et non la solution de l'avenir.

Il est difficile, aux États-Unis comme ailleurs, de chiffrer exactement le budget des recherches sur l'énergie. Ces crédits sont, en effet, répartis dans divers organismes. De plus, la procédure budgétaire rend difficile la connaissance exacte des crédits. Ainsi, les représentants élus de la nation, sénateurs et députés, modifient souvent considérablement les propositions de l'ERDA. Il n'est pas rare que les crédits soient augmentés à cette occasion. C'est ce qui est arrivé, par exemple, pour le budget 1978 de l'énergie. Les sommes prévues pour l'énergie solaire par l'administration étaient de 89 millions de dollars. Le Sénat les a portées à 133 millions, la Chambre des représentants à 197 millions, et la somme finalement votée a été de 172 millions de dollars.

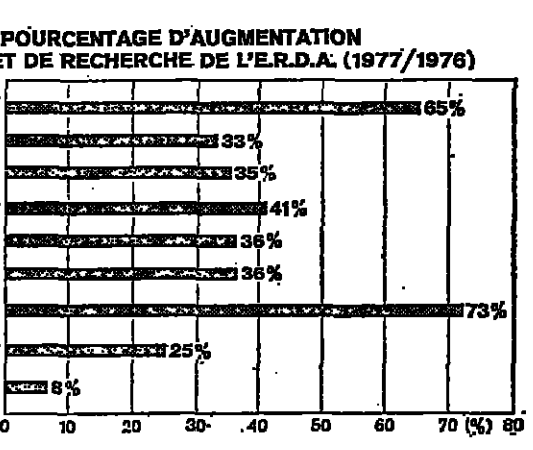
Souvent les administrations ne dépassent pas tout dans l'année. Il y a donc des reports. Le président, en outre, peut opposer son veto à certaines dépenses. Ce qui pourrait arriver pendant l'année 1977 : M. Jimmy Carter va avoir à travailler sur un budget préparé et voté pendant la présidence de M. Gerald Ford. Enfin la situation est encore plus complexe cette année, car l'ERDA passe de 2 060 millions de dollars, en 1976, à 2 865 millions de dollars en 1977. Soit une augmentation de 40 %. Tous les secteurs de recherche y sont en augmentation, le record étant détenu par les études sur le cycle des combustibles nucléaires et les études de sûreté des réacteurs qui croissent de 73 %. Le graphique ci-contre résume les pourcentages d'augmentation dans chaque secteur.

Aux États-Unis, comme dans la plupart des pays industrialisés, l'énergie nucléaire occupe une très grande partie des crédits : 823 millions de dollars pour les études sur les réacteurs à fission, 347 millions de dollars pour le cycle des combustibles et les études de sûreté et 393 millions de dollars pour les recherches sur la fusion.

Mais ces grands programmes sont concurrencés par les études sur les énergies fossiles (essentiellement pétrole, gaz et charbon), 477 millions de dollars ;

l'énergie solaire, 160 millions de dollars ; les études sur le stockage de l'énergie, 120 millions de dollars ; la géothermie, 100 millions de dollars ; l'influence sur l'environnement, 203 millions de dollars ; les études de base, 237 millions de dollars ; la technologie de l'environnement, 16 millions de dollars.

N'ont pas été compris dans ces chiffres d'autres programmes de l'ERDA : l'enrichissement de l'uranium (585 millions de dollars) (1), la physique fondamentale (226 millions de dollars), les programmes militaires (1943 millions de dollars).



Ces sommes considérables correspondent aussi bien à une multitude de petits programmes qu'à des opérations de plus grande envergure. Les principaux programmes sont :

- 1) L'installation de test à flux de neutrons rapides (Fast flux test facility) ;
- 2) Le réacteur à neutrons rapides de Clinch River ;
- 3) Le Tokamak pour l'étude de la fusion ;
- 4) Les usines de démonstration pour l'utilisation du charbon : Coalcon (combustion propre : 237 millions de dollars) ; usine de gazéification à haut pouvoir calo-

seront les retombées économiques de ces recherches, ni même si, et surtout quand, elles parviendront à leur but : assurer l'indépendance énergétique des États-Unis. Mais les sommes considérables qui sont consacrées à ces études démontrent qu'entre l'Atlantique la confiance dans la recherche est revenue, après la période de doute qui s'est installée au début de la décennie.

JEAN-LOUIS LAVALLARD.

Six mille ans d'histoire

LES quelques exemples de découvertes que nous avons données plus haut sans présenter au moment de leur découverte, ont permis de reconnaître six mille ans d'histoire. Des fouilles sont évidemment nécessaires pour dater les sites découverts par la photo. Du ciel on distingue des ornements caractéristiques d'époques bien définies, mais l'étude des fragments de poterie, des outils de pierre allégués ou polés, des armes et objets de métal, apporte des précisions chronologiques irremplaçables. En outre, par le nombre de sites qu'elle révèle, l'archéologie aérienne permet de se faire une idée d'ensemble du passé d'une région. Elle peut même, parfois, servir de base à des études statistiques. Enfin, elle n'est ni destructrice des sites, ni polluante, comme le sont forcément les fouilles archéologiques.

Les formes typiques les plus anciennes semblent être de grandes maisons rectangulaires du néolithique ancien ou moyen (— 3 800 à — 2 600) très rarement visibles d'avion. Cette année, M. Michel Bouxoux en a repéré cinq dans la vallée de l'Aisne, dont deux à Cully-le-Haudouard. Longues de 40 mètres, ces maisons ont été immédiatement fouillées par l'unité de recherche archéologique n° 12 du C.N.R.S., qui vient déjà travaillé au même endroit en 1974 sur une dizaine de maisons du même type, mais plus petites (— 3 000 à — 2 500) appartenant à des systèmes de fossés interrompus qui dessinent, sur les photos, de gros traits. Souvent doubles ou triples, ces fossés, rnis d'une palissade intérieure, ont une forme ovale irrégulière de 200 à 300 mètres de diamètre. Leur usage est encore inconnu.

L'intérieur de l'ovale, on ne voit pratiquement rien. En revanche, les fossés contiennent beaucoup de céramiques et d'outils en silex, on les archéologues britanniques

qui ont retrouvé, chez eux, de nombreux fossés interrompus, il pourrait s'agir d'enclos pour des sortes de marchés temporaires et périodiques.

A l'âge du bronze (— 1 500 à — 800), on devrait pouvoir attribuer une bonne partie des enclos circulaires de 5 à 30 mètres de diamètre, fréquents dans toute la moitié nord de la France. Simples doubles ou triples, ces enclos avaient un rôle funéraire et rituel : tout près des fossés, à l'intérieur ou à l'extérieur des cercles, on trouve, en effet, des urnes ayant contenu les cendres de corps incinérés. Cette forme circulaire a persisté jusqu'à la conquête romaine et même après celle-ci.

Pendant le deuxième âge du fer (de — 500 à la conquête romaine) apparaissent de petits enclos carrés (de 2 à 20 mètres de côté) ou rectangulaires (4 à 5 mètres sur 10 à 20 mètres et même plus) ayant, eux aussi, un usage rituel et funéraire. Mais les inhumations y sont plus fréquentes que les incinérations. De la même époque, datent de très grands enclos (100 à 200 mètres de côté), presque toujours simples, dont on pense qu'ils peuvent être des limites de champs ou des enclos à bestiaux, et les premières fermes repérables par l'emboîtement de plusieurs enclos. Les Gaulois ignorant l'art de la maçonnerie, les plans de maisons sont très rares : seuls les marquent des trous de poteaux ou des fossés joints. Mais il semble qu'il y ait déjà de grandes maisons de ferme rectangulaires, les « sodifics » de César. Et, exceptionnellement, des maisons rondes de 25 à 30 mètres de diamètre.

Avec les Romains, apparaissent camps, voies, temples, thermes et villas-fermes à sous-sollement de pierres. Plus d'un millier de ces villas ont été trouvés dans la Nord et la Picardie, que M. Agache surveille depuis plus de quinze ans. Chacune

de ces villas-fermes est construite selon le même principe : un rectangle de 200 ou 400 mètres de long d'un petit côté est occupé par toute sa longueur par une très grande « maison de maître ».

La cour intérieure est divisée en deux parties inégales : la petite, devant la « maison de maître », devait être le « jardin » ; la grande, la cour de ferme proprement dite. Sur le côté de celle-ci, une autre maison importante, un peu moins grande toutefois que la demeure principale, était probablement destinée à l'habitat dispersé s'étendant pendant près de quatre siècles, jusqu'aux grandes invasions.

La découverte de ces villas a bouleversé les connaissances admises : avant de les voir, on pensait que les grands domaines n'avaient pas existé, pendant le Haut Empire, dans la moitié nord de la France. En fait, il semble bien que dès le premier siècle de notre ère il y ait pratiquement pas de villages dans la campagne gallo-romaine. Pas même autour des ensembles monumentaux (théâtres, temples, etc.) que l'on a trouvés, par exemple, à Ribemont-sur-Ancre et que fouille M. Jean-Louis Cadoux.

Ben entendu, les traces révélées par la photo aérienne ne s'arrêtent pas à la fin de la période romaine. On trouve aussi de nombreux vestiges médiévaux (fortifications, fermes médiévales et non plus rectangulaires) et jusqu'aux vestiges de l'époque moderne, par exemple tranchées de la Grande Guerre et trous d'obus de la deuxième guerre mondiale.

YVONNE REBEYROL.

La part du nucléaire

Les crédits de recherche de l'ERDA passent globalement de 2 060 millions de dollars, en 1976, à 2 865 millions de dollars en 1977. Soit une augmentation de 40 %. Tous les secteurs de recherche y sont en augmentation, le record étant détenu par les études sur le cycle des combustibles nucléaires et les études de sûreté des réacteurs qui croissent de 73 %. Le graphique ci-contre résume les pourcentages d'augmentation dans chaque secteur.

Aux États-Unis, comme dans la plupart des pays industrialisés, l'énergie nucléaire occupe une très grande partie des crédits : 823 millions de dollars pour les études sur les réacteurs à fission, 347 millions de dollars pour le cycle des combustibles et les études de sûreté et 393 millions de dollars pour les recherches sur la fusion.

Mais ces grands programmes sont concurrencés par les études sur les énergies fossiles (essentiellement pétrole, gaz et charbon), 477 millions de dollars ;

PALAIS DE LA DÉCOUVERTE
Avenue Franklin-Roosevelt - 75008 Paris
Conférences en DÉCEMBRE les :

Samedi 4, à 15 h. : Nicolas TESLA (1856-1943), acteur insurrectionnel connu de Révolution économique mondiale depuis 1883, par Maurice FORTÉ, membre de l'Institut.

Samedi 11, à 15 h. : Problèmes posés par l'apprentissage du langage humain par certains chimpanzés, par Maurice BUNDEL.

Samedi 18, à 15 h. : L'univers est-il en expansion, par Jean-Claude PECKER.

Lucien Thiriet
L'ÉNERGIE NUCLEAIRE
Quelles politiques pour quel avenir ?

Le dossier complet établi par un expert appartenant au C.E.A. A lire par ceux qui ont compris qu'il était important de s'informer avant de se faire une opinion.

dunod

En France

SUPER-PHÉNIX : un risque pour l'équilibre du Commissariat à l'énergie atomique

PERSONNE ne nie que Concorde soit une belle réussite technique. Mais c'est un échec commercial. Le surproduit français Phénix est, lui aussi, malgré la panne qui l'immobilise actuellement, une très belle réussite technique. Mais l'avenir des réacteurs surgénérateurs dans le monde n'est plus aussi assuré qu'il paraissait l'être il y a quelques années. La France est actuellement le seul pays à avoir décidé d'aller de l'avant dans ce domaine. Super-Phénix sera-t-il le Concorde des années 80 ?

Bien que le résultat final puisse être finalement le même, les démarches qui ont conduit à la réalisation de Concorde et de Super-Phénix sont très différentes. Avec Concorde, la France et la Grande-Bretagne ont voulu défricher un terrain vierge et se lancer les premiers dans les vols supersoniques commerciaux. Les deux pays ont accepté de prendre des risques en choisissant une option originale. Avec Super-Phénix, le phénomène est inverse : la France (et les pays qui lui sont associés : l'Italie, et dans une moindre mesure l'Allemagne fédérale, les Pays-Bas, la Belgique et la Grande-Bretagne) n'a fait que suivre le consensus général de ces dernières années.

Une continuité remarquable

Tous les spécialistes s'accordent sur le schéma suivant : les combustibles irradiés dans les centrales nucléaires à eau légère étaient retraités dans des usines spéciales. Le plutonium, qui est une matière fissile, servait après extraction soit à la fabrication d'éléments combustibles de réacteurs surgénérateurs comme Phénix et Super-Phénix, soit, dans une période intermédiaire, avant que les réacteurs surgénérateurs ne soient industriels, à la fabrication d'éléments combustibles de réacteurs à eau légère (recycle) ou l'uranium-235 fissile est remplacé par le plutonium.

Le Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) est resté fidèle à cette politique, qui a été menée avec une remarquable continuité par son administrateur général, M. Giraud. Les recherches sur les surgénérateurs ont donc été poussées de manière à pouvoir utiliser le plus tôt possible le plutonium dans les meilleures conditions. L'usine d'extraction de plutonium de la Hague est la plus perfectionnée du monde (et la seule qui soit en état de fonctionner, bien qu'elle soit actuellement immobilisée par une longue grève). Mais, pendant ce temps, les autres pays technologiquement avancés ont

fait machine en arrière. La Grande-Bretagne hésite à se lancer dans la construction de son prochain réacteur surgénérateur. Aux Etats-Unis, l'extension du plutonium est arrêtée au moins pour quelques années. La construction d'un réacteur prototype est en cours à Clinch River, mais il ne s'agit que d'un réacteur de la taille de Phénix. L'équivalent de Super-Phénix est loin d'être décidé.

Le danger d'être seul

Ainsi, sans le vouloir, et en suivant les conceptions les plus classiques, la France se trouve seule en tête d'une course, alors que les autres ont abandonné. Il est, dans ces domaines, dangereux d'être seul, même si l'on a raison.

Un échec, même relatif, ou un retard dans le développement des surgénérateurs et du retraitement en France risque de perturber l'équilibre du C.E.A. Depuis plusieurs années, l'administrateur général conduit une politique de restructuration qui tend à transformer le C.E.A. en une holding possédant des sociétés filiales de droit privé — ce que les adversaires de cette politique dénomment « privatisation ». Chaque fois qu'une partie du C.E.A. devient rentable, elle devient une société anonyme qui s'administre elle-même. La dernière opération de ce genre concerne la direction des productions qui est devenue la COGEMA (Compagnie générale des matières nucléaires), et dont le capital se monte à la somme énorme de 4750 millions de francs. Ce capital devrait permettre à la COGEMA d'emprunter sur le marché financier, car elle est au départ peu endettée (550 millions de francs). Il est, en effet, exclu qu'elle puisse dans un premier temps s'auto-financer : sa gestion pour l'instant est juste équilibrée.

Des difficultés peuvent apparaître dans le domaine du retraitement : soit pour des raisons techniques (le retraitement des combustibles des réacteurs à eau légère est plus difficile que celui des combustibles des réacteurs graphite-gaz) ; soit pour des raisons syndicales (les employés des usines de la Hague et de Marcoule font grève pour s'opposer à leur transfert à la COGEMA, car ils craignent que la sécurité ne soit moins respectée dans une société privée) ; soit pour des raisons commerciales (le prix du plutonium baisse parce qu'il n'a plus d'utilisateurs). Le bilan de la COGEMA risque alors de devenir déficitaire.

Cette filiale du C.E.A. n'en reste pas moins solide. Elle dispose du secteur de l'extraction de l'uranium naturel, où, grâce à une politique de longue haleine suivie par M. Mabilie, ne l'accuse-t-on pas, sinon d'avoir organisé un « cartel de l'uranium » destiné à faire monter les prix de ce métal à un moment où ils étaient au plus bas, du moins d'y avoir participé ? On ne prête qu'aux riches. Elle possède en outre la part française dans Eurodif, l'usine de séparation isotopique par diffusion gazeuse, et participera à l'usine Comodit qu'il est prévu de construire après elle.

J.-L. L.

En toute logique CINQ PLIS

PROBLEME N° 81

Une feuille de papier à un format carré. Comment peut-on, en cinq plis et sans aucun instrument, faire apparaître un carré plus petit, dont l'aire est les trois quarts du grand ?

(Solution dans le prochain « Monde des sciences et des techniques ».)

SOLUTION DU PROBLEME N° 80

Voici quelques manières de pourvoir la suite 1 2 3 4 5 : 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100

Plus petit nombre de cubes nécessaires pour représenter n : 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100

Suite des nombres divisibles par chacun leurs chiffres : 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100

On voit qu'il n'a suffit même pas de préciser le deuxième terme pour lever l'ambiguïté.

PIERRE BERLOQUIN.

* Une erreur de numérotation a attribué le numéro 78 au problème « En toute logique » et le numéro 75 à la solution. C'est respectivement 80 et 79 qu'il fallait lire.

LE SAVOIR ET LES MACHINES

ASTRONOMIE

Faut-il craindre une invasion par les extra-terrestres ?

Entrer en contact avec une extra-terrestre est un vieux rêve. Plusieurs tentatives sérieuses ont déjà eu lieu pour y parvenir. Une plaque gravée représentant, notamment, un homme et une femme a, par exemple, été placée sur une sonde spatiale Pioneer qui a quitté le système solaire. Un éventuel extra-terrestre intelligent qui recueillerait cette sonde pourrait ainsi savoir comment nous sommes faits. Des émissions radio pouvant atteindre de très grandes distances ont été envoyées dans des espérances Américains à l'intention d'éventuels mondes lointains en se servant de l'antenne du radiotélescope d'Arecibo.

Un lauréat du prix Nobel de physique, Sir Martin Ryle (Grande-Bretagne), dans un appel à l'Organisation internationale pour l'étude de la vie, vient de mettre en garde les scientifiques contre de tels agissements. Il n'est nullement certain que les extra-terrestres intelligents capables de comprendre nos messages, ne soient pas tentés d'envahir la Terre une fois qu'ils auront appris qu'elle est habitée. Il est vrai que le danger n'est pas immédiat. Il n'y a sûrement

pas d'extra-terrestres intelligents dans le système solaire. Nos envahisseurs éventuels se trouvent donc à des dizaines d'années-lumière de nous. Même en voyageant très vite, il leur faudrait beaucoup de temps pour parvenir jusqu'à la Terre.

ENERGIE

Le remplacement du fuel léger

Le fuel-olé léger qui est largement utilisé dans les industries mécaniques ne sera plus vendu en France à partir du 1^{er} juillet 1977. Un certain nombre d'industriels devront donc se convertir soit au fuel lourd, soit au fuel domestique. Un grand nombre d'industriels opteront pour le fuel domestique, l'adaptation y est plus facile et moins onéreuse. Il suffit de supprimer le réchauffeur, de remplacer les brûleurs et de revoir les réglages. Mais le fuel domestique est plus cher que le fuel lourd. Ce dernier, en revanche, demande des modifications plus importantes des installations : remplacement des brûleurs, mise en place de réchauffeurs, d'un poste de régulation, etc. Ces modifications ne se justifient que sur les installations de grande puissance fonctionnant en continu. L'emploi du fuel lourd est d'autre part soumis à des restrictions réglementaires.

Pluton rétrécie

DÉCOUVERTE par C. Tombaugh, en 1930, Pluton est la plus lointaine planète du système solaire. C'est aussi la plus mal connue : son éloignement et sa petite taille rendent son observation difficile. On distingue usuellement deux groupes de planètes : Mercure, Vénus, la Terre, Mars et les astéroïdes, forment le groupe des planètes « terrestres », ce sont des blocs analogues à notre globe et dont la croûte solide contient surtout des silicates. Les planètes « joviennes » (Jupiter, Saturne, Uranus et Neptune) ont une composition très différente, à base d'eau, d'ammoniac, et de méthane plus ou moins gelés.

Plus petite que la Lune

L'observation de Pluton n'avait pas, jusqu'à présent, permis de la rattacher à l'un de ces groupes, et tant est qu'il faille le faire, car les particularités de sa trajectoire suggèrent que cette planète pourrait avoir une origine différente des autres. L'orbite de Pluton est inclinée de 17° sur l'écliptique, plan qui coupe l'axe de la Terre et pratiquement celle des autres planètes. Elle est aussi très elliptique puisque la distance de Pluton au Soleil varie entre 44 et 74 milliards de kilomètres : à son périhélie, Pluton est plus proche du Soleil que Neptune. On connaît très mal la masse de Pluton et son diamètre. Ce dernier était évalué à 5 900 kilomètres par certains observateurs, et à 6 800 par d'autres ; les mesures directes sont très difficiles et l'évaluation était fondée sur la quantité de lumière que renvoie Pluton. On supposait qu'elle était analogue

à celle des planètes « terrestres » dont elle a, en gros, la taille. Des mesures faites en mars 1976 ont permis de préciser le diamètre de Pluton à 2 300 kilomètres. Cette diminution de taille implique une forte diminution de masse. Cela explique que Pluton n'ait été découverte que fort récemment. Des irrégularités du mouvement de Neptune avaient suggéré l'existence d'une autre planète ; mais les calculs fondés sur ces irrégularités ne conduisent jamais au bon résultat, et le hasard eut un grand rôle dans la découverte de Pluton. Le raisonnement est maintenant clair. A cause de sa faible masse, Pluton perturbe peu l'orbite de Neptune et les observations étaient trop imprécises pour qu'on pût remonter de l'effet à la cause.

MAURICE ARVONNY.

GÉOPHYSIQUE

Trois forages dans l'Antarctique

Trois forages seront réalisés pendant l'été austral 1976-1977 par une équipe américaine dans l'ice-shelf de Ross, en Antarctique. Par ice-shelf, les géologues désignent les plates-formes de glace d'eau douce descendues du continent antarctique et flottant à la surface de la mer. L'ice-shelf de Ross couvre une superficie de quelque 512 000 kilomètres carrés (égale aux neuf dixièmes de la surface de la France) et son épaisseur dépasse 400 mètres. Un ice-shelf n'a donc rien à voir avec la banquise, glace d'eau de mer épaisse tout au plus de quelques mètres.

Le premier forage ne perçera pas complètement l'ice-shelf, puis qu'il s'arrêtera à la profondeur de 300 mètres ; le second traversera toute l'épaisseur de la glace ; et le troisième, après avoir percé l'ice-shelf de part en part, ira même carotier le fond de la mer, sur 30 mètres, espère-

t-on, après avoir traversé 250 mètres d'eau.

L'analyse des carottes de glace, fondus ou non, et de sédiments marins devrait apporter des renseignements d'ordre divers : âge de la glace, variations climatiques, circulation atmosphérique, vie marine. Des prélèvements d'eau de mer permettront peut-être de voir si des êtres vivants particuliers existent sur la face inférieure de l'ice-shelf ou dans l'eau froide et dépourvue de toute lumière (à l'exception de celle produite par des organismes luminescents) qui supporte cet énorme plateau de glace. En outre, une carte marine, regardant à la fois vers le haut et sur le côté, sera descendue par le troisième trou (de 30 centimètres de diamètre). Enfin, des filets, des pièges et des lignes serviront — éventuellement — à capturer des organismes marins.

Cette année, les travaux de ce programme de recherche, le RISP (Ross Ice-Shelf Project) devraient durer quatre mois. Mais des études complémentaires pourraient être entreprises au même endroit au cours de l'hiver austral 1977-1978.

EDITIONS MIR
TRADUIT DU RUSSE

NOUVEAUTÉS
RECUEIL DE PROBLÈMES DE PHYSIQUE MATHÉMATIQUE

par V. Vladimirov et Collectif
Relié sous jaquette, 264 pages 32 F

LA PHYSIQUE DES SEMI-CONDUCTEURS
par P. Kiréev
Relié sous jaquette, 730 pages 35 F

RECUEIL DE PROBLÈMES DE PHYSIQUE GÉNÉRALE
par I. Irodov et Collectif
Relié sous jaquette, 296 pages 30 F

CINÉTIQUE CHIMIQUE
par N. Emanuel et D. Khoré
Relié sous jaquette, 450 pages 32 F

INITIATION A LA THERMODYNAMIQUE CHIMIQUE
par V. Solonikov
Relié sous jaquette, 264 pages 32,50 F

RECUEIL DE PROBLÈMES DE THERMODYNAMIQUE CHIMIQUE
par M. Karapétian
Relié sous jaquette, 320 pages 32,50 F

EN VENTE TOUTES LIBRAIRIES
Importateur : LIBRAIRIE DU GLOBE, 2, rue de Suel
B.P. 79 - 75261 PARIS - CEDEX 06
CATALOGUE COMPLET SUR DEMANDE.

Le Monde de l'éducation

numéro de décembre

LES ENFANTS ET LES LIVRES

- Comment faciliter l'accès des enfants à la lecture ? Quels sont leurs ouvrages préférés ? Une enquête dans des bibliothèques enfantines.
- Patrick GRAINVILLE (Prix Goncourt 1976), Marc CHOLODENKO (Prix Médicis), et six autres écrivains (Gilbert CESBRON, Michel CHAILLOU, Tahar BEN JELLOUN, Joseph KESSEL, Jacques LANZMANN et Pierre de MANDIARGUES) portent des livres qui ont marqué leur enfance.
- Une sélection pour les écrivains.

LE TÉMOIGNAGE D'UN ÉTUDIANT FRANÇAIS EN CHINE

Un jeune chercheur français vient de passer un an dans deux universités chinoises (celles de Pékin et de Shenyang) pour étudier la littérature chinoise contemporaine. Il raconte la vie quotidienne, les discussions avec ses camarades, les professeurs et l'administration, l'enseignement.

Egalement au sommaire :

Grande-Bretagne : M. CALLAGHAN critique l'enseignement. Suisse : Les diplômés de l'université de Genève sont satisfaits. Aspects de l'enseignement supérieur à Bordeaux. La préparation à la retraite. Les métiers de la poste.

Le numéro : 5 F - Abonnements (11 numéros par an)


France : 50 F - Étranger : 68 F

5, rue des Italiens - 75427 Paris Cedex 09

CALENDRIER DES ORGANISATEURS DE CONCERTS

<p>THEATRE des CHAMPA- ELYSEES</p> <p>Mardi 8 décembre à 20 h. 30 (Valmisla.)</p>	<p>Unique concert à Paris PAUL YVES PASCAL MARIA DE LA PAU</p> <p>TORTIELIER</p> <p>Brabant, Franck, Beethoven</p>	<p>SALLE CORTOT</p> <p>Lundi 9 décembre à 20 h. 30 (Valmisla.)</p>	<p>Des Piano-Violon</p> <p>Andras SCHIFF Miklos SZENTHYI</p> <p>GRANDS</p>
<p>ELISIE ST-EVEREIN</p> <p>Mardi 9 décembre à 20 h. 45</p> <p>ELISIE SAINT-LOUIS- DES INVALIDES</p> <p>Vendredi 3 décembre à 20 h. 30</p>	<p>J.-S. BACH</p> <p>PASSION</p> <p>SELOUN SAINT JEAN.</p> <p>Orch. Univers. Paris-Sarcelles Eug. Vuyl Chac National Ses. C. PIETRI Ato A. RINGART Yto. L. PEZZINO Eug. S. JOLY</p>	<p>SALLE PLEYEL</p> <p>Lundi 9 décembre à 20 h. 30 Loc. : Salle, Dorand, 3 FRAC, agences (P.e.) Valmisla.)</p>	<p>Les Concerts Gerg orientent</p> <p>ORCH. DE CHAMBRE</p> <p>DE MUNICH</p> <p>Direction : Hans STADLMAN</p> <p>Sol. E. BITETTI</p> <p>(gitaro) Franz, Szondi, Vivrad, Stravinski</p>
<p>SALLE CORTOT</p> <p>Mercredi 1^{er} décembre à 20 h. 30 (Klagan.)</p>	<p>Direction : JACQUES GRIMBERT</p> <p>La pianiste carissime REGINA E. SCHUH</p> <p>Mozart, Schumann, Chopin</p>	<p>ELISIE DE LA TRINITÉ N^o Trinité</p> <p>Lundi 6, Mardi 7 déc. à 20 h. 30</p> <p>Loc. : Dorand et Cagier (Warner.)</p>	<p>BRAHMS REQUIEM</p> <p>Orchestra Ingolens Hans CLETA Bodo BRUNGMANN</p> <p>CHORALE MONTJOIE</p> <p>WISSENET COLORE Dir. : Johann von WEBSKY</p>
<p>THEATRE des CHAMPA- ELYSEES</p> <p>Mardi 2 décembre à 20 h. 30 (Warner.)</p>	<p>Pour la 1^{re} fois à Paris r</p> <p>ORCHESTRE du CAPITOLE de TOULOUSE</p> <p>Salvato. : PHILIPPE ENTRETEMONT</p> <p>Direction : MICHEL PLASSON</p> <p>Rossini, Saint-Saëns, Brahms</p>	<p>THEATRE DES ARTS- VENIZIET MARDIS MUSICAUX</p> <p>7 décembre à 20 h. 45</p> <p>(P.e.) Valmisla.) (A.A.L.)</p>	<p>Dimitry</p> <p>MARKEVITCH</p> <p>Jean-Claude</p> <p>AMBROSINI</p> <p>GRANDS Location : Dorand</p>
<p>INSTITUT NEEDLANDAIS</p> <p>121, r. Lille Joli Joli à 20 h. 30 (Valmisla.)</p>	<p>DEBUSSY</p> <p>Médios</p> <p>A. KNUYSEN, bayrou, N. 122, piano</p>	<p>GRAND AMPHI- THEATRE de la Sorbonne</p> <p>Joué 9 décembre à 20 h. 30</p>	<p>MOZART REQUIEM</p> <p>Chœur et Orchestre de l'Université Paris-Sorbonne</p> <p>Eug. C. PIETRI Ato. A. RINGART Yto. L. PEZZINO Eug. S. JOLY</p>
<p>THEATRE des CHAMPA- ELYSEES</p> <p>Vendredi 3 décembre à 20 h. 30 (Valmisla.)</p>	<p>Unique récital de la saison MAGDA TAGLIAFERRO</p> <p>Mozart, Chopin, Brahms</p>	<p>Loc. : Dorand, FRAC (P.e. Warner.)</p>	<p>Dir. : Jacques</p> <p>GRIMBERT</p>
<p>THEATRE de la MADELEINE</p> <p>Samedi 4 décembre à 17 heures (P.e. Klagan.)</p>	<p>Récital PIERRE BAUBET - GONY</p> <p>Schubert, Liszt, Mozart, Kachmannian, Beethoven</p>	<p>SALLE PLEYEL</p> <p>Dimanche 12 décembre à 21 heures (Valmisla.)</p>	<p>ENS. INSTRUMENTAL DE FRANCE</p> <p>Leader : L.-P. WALLEZ</p> <p>avec : RAMPAL</p> <p>Mozart - Strauss - Vivrad</p>
<p>CONCER- TEUR 22, bd de Palais 4, 5, 12 et 18 décembre à 17 h. 30 (P.e. Valmisla.) r. 22, Fr. 15</p>	<p>Amis Musique de Chambre</p> <p>TRIO STRADIVARIUS</p> <p>A. Fautel, H. Friedberg J.-P. Solenn, Bach-Dorand</p>	<p>THEATRE DES CHAMPA- ELYSEES</p> <p>Lundi 13 décembre à 20 h. 30 (Valmisla.)</p>	<p>CHOPIN par BYRON</p> <p>JANIS</p>
<p>HAENDEL</p> <p>INTEGRALE DES SORATES</p> <p>C. BONALDI, violon J.-L. CHARBONNIER, viol. G. L. SERIZZI, clavecin</p>	<p>THEATRE DES ARTS- VENIZIET MARDIS MUSICAUX</p> <p>14 décembre à 20 h. 45 (P.e. Valmisla.) (A.A.L.)</p>	<p>Des</p> <p>J.-P. WALLEZ B. RIGUTTO</p> <p>(Violon - piano) RECHYRON - POGODIEV SCHWANN Location : DURAND</p>	

CONCERTS



Radio France

PRESTIGE DE LA MUSIQUE

RADIO-FRANCE
diffusion
75
jeudi
décembre
20 h. 30

ORCH. NATIONAL DE FRANCE
Dir. K. KONDRACHIN
Solistes : V. TCHAIKOV
PROKOFIEV TCHAIKOVSKI

MUSIQUE DE CHAMBRE

RADIO-FRANCE
diffusion
75
jeudi
décembre
20 h. 30

F. SCHMITT - TON THAY THI
G. HUDON - JARACER
avec J. Castagnier, P. Hange
G. Carter, A. Carlier,
G. Mangin, J. Marzot,
E. Fautou-Blinche
Le Quartier Jassac

MUSIQUES SACRÉES

RADIO-FRANCE
diffusion
75
jeudi
décembre
20 h. 30

PURCELL - BRITTEN
Sol. J. PARTIDGE, C. KEY
Nouvel Orch. Philharmonique
et S. S. Singers
Dir. JOHN POOLE

NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE

RADIO-FRANCE
diffusion
75
jeudi
décembre
20 h. 30

Dir. Uri SEGAL
Solistes : L. VORDAROF,
WAGNER GLAZUNOV
MAHLER

ORCH. NATIONAL DE FRANCE

RADIO-FRANCE
diffusion
75
jeudi
décembre
21 heures
concert
à Gaité

Dir. WIM BOSKOVSKI
Sol. C. JANOWITZ, N. GEDU
SOPIRE VIMOUDES
Mozart, Brahms, Van Ockene
Lohr, J. Strauss, Jas. Strauss
E. Strauss, Romain

MUSIQUE AU PRÉSENT

RADIO-FRANCE
diffusion
75
jeudi
décembre
21 h. 30

ALEXANDER - VAILLANT
WEBERIN KEMAKIS
Solistes : A. RINGART
Ensemble instrumental du
NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE
Dir. J.-P. IZOUERD

CYCLE D'ORGUE

RADIO-FRANCE
diffusion
75
jeudi
décembre
21 h. 30

Jean LANGLAIS
Frank - Toussaint - Langlais

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Comédie-Française, 20 h. 30 : Lorenzaccio (abt C).
Chaillet, Gemier, 20 h. 15 : les Estivants.
Odéon, 20 h. 30 : Le roi se meurt.
Petit Odéon, 18 h. 30 : le Paradoxe sur le comédien.
Petit TEP, 20 h. 30 : Dialogues d'orties.

Les salles municipales

Châtelet, 20 h. 30 : Voie.
Nouveau Carré, 20 h. Parole de
femme (salle Papin); 21 h. 45 :
Jam Hoot (salle Papin).
Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : la
Visite de la vieille dame.

Les autres salles

Atelles, 21 h. : Moustique chassé.
 Biothâtre-Opéra, 21 h. : La Servante.
 Cartoucherie de Vincennes, Théâtre
 de l'Épée-de-Bols, 21 h. : Yuro.
 Centre d'Art, 21 h. : Les Amateurs.
 20 h. 30 : Sale qu'heure pour
 Speedyank et Coolswetty.
 Centre culturel du XV, 21 h. : Nous
 vaincrons sur un ring de corail.
 20 h. 30 : Les Amateurs.
 21 h. 10 :
 Boeing-Boeing
 Coupe-Chou, 20 h. 30 : Je n'imagine
 pas ma vie demain.
 Théâtre de la Sorbonne, 21 h. : Le Portrait de Dorian
 Gray.
 Édouard-VIII, 21 h. : Amphitryon 38.
 Galérie 53, 21 h. : Volpone.
 20 h. 30 : Les Amateurs.
 21 h. : Une
 aspirine pour deux.
 Gaby, 20 h. 45 : La Cantatrice
 chauve ; Le Lapin.
 La Bruyère, 21 h. : Pour 100 bragues.

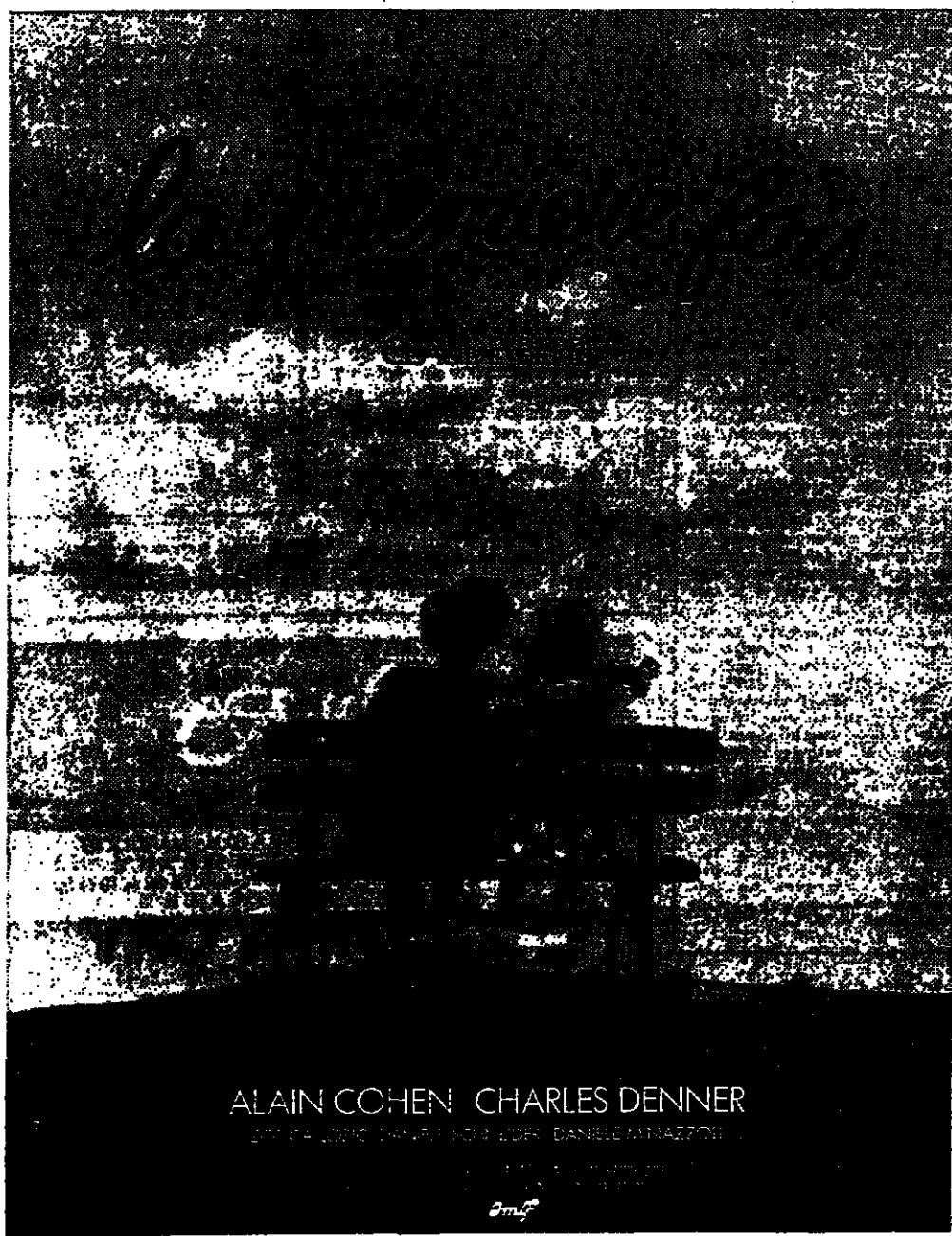
Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
- **LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES** -
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Mardi 30 novembre

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. :
Secs sans provision.
Dix-Heures, 22 h. 15 : Tu arois que
c'est mieux ailleurs.

SPECTACLES POUR ENFANTS

[illegible]**DEMAIN mercredi**

(Interdit aux moins de 13 ans.)

Musique
THEATRE
DE LA VILLE

20 h 30
lundi 6 décembre
concert présenté par
Harry Halbreich
AVANT-GARDE 1930
ARS NOVA
direction
MARIUS CONSTANT
PROKOFIEV - KRENEK - SOURIS
MARKEVITCH - WEILL
soliste
Pierre-Laurent Aymand
18 h 30
NICOLAI GEDDA
récitals annulés
2, place du Château
tel. 887.35.39

RECAMIER 

PHEDRE
de
Jean Racine

20 h. 30 : 1^{re}, 2, 3, 7,
10, 11 décembre.
17 h. : 12 décembre

**EN
ALTERNANCE**

**TOUT CONTRE
UN PETIT BOIS**
de JEAN-PIERRE LÉONARD

20 h. 30 : 30 novembre,
5, 6, 7, 14, 16, 18,
19 décembre
1982-83

JEAN-PIERRE LÉONARD

CHAILLOT

INFORMATION

Requiem pour une bourgeoisie exténuée

La salle Gémus accueille actuellement (du mardi au samedi, à 20 h. 15), la Comédie de Caen, avec « Les Soldats », d'après le roman de Louis de Berquin (français) de P. Stein et E. Strauss. « Michel Dubois fait ramener ma femme à la maison », comédie historique. « La beauté de chaque scène fait songer à Renoir... Travail très perliet... (Vision sur les arts) ». Le travail de M. Dubois et de la Comédie de Caen vaut le déplacement... On se laisse prendre à ce Requiem pour une bourgeoisie exténuée... (Le Folio).

Local, aux caisses, par correspondance et par téléphone (722-61-15).

PREMIÈRE LE 26

Schippel
ou "le prolétaire bourgeois"
de nos climats

Impression de la revue
du 25 provenir
du 18 décembre

Maître de la Comédie
93 André, 2000

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, Jeudi 9 décembre, 20 h. 30
récital
JANET BAKER
CAVALLI - BEETHOVEN - SCHUBERT - LISZT. Les Théâtres et Concerts

 au Théâtre de la
Porte Saint Martin
à partir du 17 novembre

LA DISPUTE

de Marivaux
mise en scène :
Patrice Chéreau

JUSTICE

Les projets d'E.D.F. critiqués en correctionnelle

Le cas de la centrale nucléaire des marais de Braud-et-Saint-Louis

De notre envoyé spécial

Bordeaux. — Quinze opposants à la construction de la centrale nucléaire de Braud-et-Saint-Louis (Gironde) ont comparu, lundi après-midi 29 novembre, devant la troisième chambre du tribunal correctionnel de Bordeaux. Les quinze prévenus, douze agriculteurs de la région du Gironde et trois militants des comités antinucléaires, étaient inculpés au titre de la loi anti-casseurs après deux manifestations. Le procès devait être celui du programme nucléaire. Une foule nombreuse, qu'un prétoire trop petit ne pouvait contenir, était venue assister. Après une interruption d'audience, celle-ci a eu lieu dans le calme.

Le 21 juin 1974, M. Daniel Douhet, alors président de la région Aquitaine, a présenté au cabinet du premier ministre, annonce le projet. Une centrale nucléaire sera installée au lieu dit La Borderie, dans les marais de Braud-et-Saint-Louis, un petit village de onze cents habitants, situé sur la rive nord de la Gironde. L'ampleur du projet, le secret qui l'entoure, le manque de tact de l'E.D.F., soulèvent des craintes de la part de la population, et bientôt son opposition. En novembre 1974, le SYDAM (syndicat des agriculteurs menacés) est créé. Le conseil municipal de Braud-et-Saint-Louis vote l'interdiction de construire sur cinq ans. Mais les premiers travaux commencent. Une antenne météorologique est installée, alors qu'aucun permis de construire n'a été délivré et que le décret d'utilité publique n'est pas encore publié.

Le 10 avril 1975, deux cent cinquante manifestants brisent des clôtures et des piquets et endommagent le système météorologique. Douze agriculteurs seront inculpés au titre de la loi anti-casseurs. Le 11 mai 1975, ils sont sept cents à défilé. La station météorologique est à nouveau mise à mal. Trois militants anti-nucléaires sont également inculpés pour avoir participé « à une action concertée, menée à force ouverte par un groupe », trois inculpés, selon le ministère public. Trois cent cinquante-neuf personnes demandent alors à être inculpées, solidairement.

Devant le tribunal correctionnel, les quinze prévenus sont venus dire qu'ils n'ont pas été « casseurs ». Ils ont parlé du bouleversement de leur village, de la peur du nucléaire, de la perte de leur outil de travail. Mais le président, M. Georges Marty, agacé, ne leur a guère laissé le temps de s'expliquer : « Vous n'êtes pas ici dans une réunion publique. L'audition des témoins fut expédiée de la même manière. Les avocats de la défense promirent même d'écouter leur plaidoirie si le tribunal voulait bien se donner la peine d'écouter les quinze personnes qu'il avait fait citer.

Comme le chemin de fer

M. Michel Mousel, secrétaire national du P.S.U., déplorait qu'on puisse s'exprimer moins facilement que dans les tribunaux militaires. M. Bernard Lambert, du mouvement des paysans travailleurs, amorça le procès de la SAPER (Société d'aménagement foncier et rural), qui contribuait à construire les « statuts » à l'installation de la centrale en laissant des terres à l'E.D.F. M. Jean-Pierre Mendiburu, chercheur en physique nucléaire au C.R.N.S. et M. Jean-François Letellier, biologiste dans le même établissement, dénoncèrent les dangers de l'atome : « La même centrale a été installée en Grande-Bretagne, où, là, il y a eu un véritable débat national. On ne sait toujours pas si les systèmes de protection pourront véritablement fonctionner. On ne sait toujours pas démontrer ce genre d'installations », a ajouté M. Mendiburu. « C'est moralement indéfendable et techniquement discutable », conclut le Père Béthéguel.

Le débat était à peine entamé, les cinq avocats de la défense le développèrent pendant près de deux heures. Après M. Philippe Marchand, du barreau de Saintes, Pierre Bergson et Daniel Gauthier, du barreau de Bordeaux, M. Michel Touzet s'étonna des « pleins pouvoirs » dont dispose l'E.D.F. qui se comporte « comme en pays conquis au mépris de toute légalité ». Un référendum, qui s'est déroulé dans la région de Marennes-Château-Oléon, explique-t-il, ne s'est-il pas prononcé à une forte majorité contre l'installation d'une centrale ? Un recours en annulation contre le décret d'utilité publique a d'ailleurs été déposé devant le Conseil d'Etat par le SYDAM. M. Henri Leclerc, de son côté, s'est attaché à démontrer que l'application de la loi anti-casseurs n'était pas justifiée.

Tout au long de l'audience, les débats ont échappé sur le point de savoir s'il fallait s'en tenir exclusivement aux faits, comme le souhaitait le tribunal, ou s'il fallait retenir une motivation profonde des inculpés. Puisque le débat sur le choix du nucléaire n'avait pas eu lieu avant les décisions, devait-il avoir lieu à cette tribune ?

Pour M. Gérard Dormoy, avocat d'E.D.F., parti civil, le tribunal n'a pas à se préoccuper de toutes les considérations techniques, philosophiques ou autres. Il n'a ni la vocation ni le pouvoir de se prononcer sur le bien-fondé de l'installation.

Les experts ayant chiffré les

dégâts à 887492 francs pour la destruction du 10 avril, et à 1018150 francs pour celle du 11 mai, il en demande réparation. En guise d'« avertissement », M. André-Camille Loubes, substitut du procureur de la République, réclama pour ceux « qui utilisent la violence pour faire triompher leur point de vue » des peines d'emprisonnement assorties du sursis, allant de huit jours à deux mois, et, pour la plupart des prévenus, une amende variant entre 500 et 1 000 francs. « En sera-t-il pour les centrales nucléaires comme pour le chemin de fer et l'automobile ? », s'est demandé M. Loubes.

Le jugement sera rendu le 30 décembre.

MICHEL BOLE-RICHARD.

UN MANDAT D'AMENER EST LANCÉ CONTRE LE CHANTEUR CHARLES AZNAVOUR

Un mandat d'amener a été délivré, lundi 29 novembre, contre M. Charles Aznavour par M. Freddy Faucé, doyen des juges d'instruction à Versailles. Chargé d'instruire l'information pour fraude fiscale ouverte il y a un mois par la section financière du parquet de Versailles, M. Faucé avait convoqué l'artiste, le vendredi 28 novembre à 15 heures. Il devait, ce jour-là, lui notifier officiellement son inculpation pour fraude fiscale. Or, sans fournir la moindre explication, ne serait-ce que par le canal de son avocat, M. Raymond de la Barrière de Paris, M. Charles Aznavour avait négligé de déférer à la convocation du juge. Les services de l'administration des finances reprochent à M. Charles Aznavour d'avoir, en 1972 et 1973, éludé le paiement de plus de 3 millions de francs d'impôts en dissimulant une partie importante de ses revenus : cachets, bénéfices de galas et autres. M. Charles Aznavour a affirmé qu'il n'avait jamais été touché par une quelconque convocation.

« Chaque fois que dans la précédente affaire (il) s'est agi de convoquer le chanteur à Versailles, a-t-il dit. Mais cette fois je n'ai reçu à mon domicile légal de Crans-Montana, aucune convocation. Tout ceci est grotesque. »

(1) L'artiste fait allusion aux trois auditions auxquelles M. Faucé avait procédé au cours de l'instruction pour fraude fiscale à la législation sur les changes et l'information douanière. Cette première inculpation avait été suivie, le 20 mars prochain, devant le tribunal correctionnel de Versailles.

Au Havre

DEUX RESSORTISSANTS ÉTRANGERS SONT INCUPEES DE VIOL ET DE NON-ASSISTANCE A PERSONNE EN DANGER

Le Havre. — Deux immigrés de nationalité marocaine, MM. Driss et Bazzet et Bonassia Perrouss, vingt-quatre ans, pensionnaires d'un foyer de travailleurs du Havre, ont été écroués, samedi 27 novembre, à la maison d'arrêt de la ville. La veille, ils avaient accepté de prendre dans leur voiture, pour les conduire à l'hôpital, deux jeunes filles : l'une d'elles, âgée de seize ans, était dans un état de semi-inconscience après avoir tenté de se suicider en absorbant des barbituriques. Au lieu de conduire leurs passagères à l'hôpital, les deux hommes les emmenèrent à 4 kilomètres de là. L'amie de la jeune malade parvint à s'échapper. Elle a été transportée au centre hospitalier du Havre, où son état a été jugé critique. Les deux hommes ont été inculpés de viol et de non-assistance à personne en danger.

DEVANT LE TRIBUNAL DE RENNES

Le droit de critique des associations de consommateurs

De notre correspondant

Rennes. — Quelle est la frontière séparant le dénigrement du droit de critique reconnu aux associations de consommateurs ? La question a été posée lundi 29 novembre devant la première chambre civile du tribunal de grande instance de Rennes. Lors d'un procès opposant la section de Fougères de la Confédération syndicale du cadre de vie (C.S.C.V., ancienne Association populaire des familles) à la société Schweppes et au Syndicat national des producteurs de sodas et de boissons gazeuses.

Le 14 juin dernier, dans le cadre d'une campagne nationale, la C.S.C.V. de Fougères avait distribué un tract sur les additifs aux portes de deux magasins de Fougères. Une partie de ce document consistait en une reproduction du Guide des additifs alimentaires, texte anonyme diffusé dans toute la France et qui portait le cachet de différents ministères. Cette affaire avait fait l'objet de démentis officiels. Le professeur Mathé, responsable de l'hôpital de Villejuif — établissement où avait été distribué le tract — avait déclaré que le Guide des additifs n'en pouvait qu'être l'œuvre d'un faux. La C.S.C.V. avait aussi distribué un tract (sans titre) intitulé « 250 (série critique) comme le plus dangereux, alors que celui-ci semble inoffensif. »

Il est contenu dans le lait

L'attentat contre un diplomate iranien LES CHARGES CONTRE LES DEUX INCULPÉS SEMBLENT S'AMENUISER

M. Guy Floch, premier juge d'instruction à Paris, doit fixer ce mardi 30 novembre les demandes de mises en liberté déposées par MM. Mohamed Reza Tabrizi et Nader Oskoui, les deux inculpés de l'attentat contre le diplomate iranien. Les deux inculpés ont été accusés de l'agression contre le diplomate, qui se sont montrés beaucoup moins catégoriques dans leurs déclarations. Ils ne l'avaient été à la préséable devant les policiers. Le brigadier Cornet, blessé lors de l'attentat, n'a vu qu'une ressemblance entre la silhouette du premier inculpé et celle de M. Tabrizi. Deux épiques du boulevard Saint-Michel sont également revenus sur certaines affirmations qu'on leur prêtait initialement. Ils ont déclaré que plusieurs autres témoins — une librairie et un garagiste du boulevard Saint-Michel — sont en contradiction avec les termes du rapport d'enquête.

On se rappelle que l'attentat d'envoie au président de la République un télégramme pour l'annulation de son séjour en France. Les deux inculpés ont été accusés de l'agression contre le diplomate, qui se sont montrés beaucoup moins catégoriques dans leurs déclarations. Ils ne l'avaient été à la préséable devant les policiers. Le brigadier Cornet, blessé lors de l'attentat, n'a vu qu'une ressemblance entre la silhouette du premier inculpé et celle de M. Tabrizi. Deux épiques du boulevard Saint-Michel sont également revenus sur certaines affirmations qu'on leur prêtait initialement. Ils ont déclaré que plusieurs autres témoins — une librairie et un garagiste du boulevard Saint-Michel — sont en contradiction avec les termes du rapport d'enquête.

Dans une question écrite à M. Michel Poniatowski, M. Jean-Pierre Cot, député de Savoie, a demandé au ministre de l'Intérieur de faire tout ce qui est en son pouvoir pour que les deux inculpés soient libérés. M. Cot a répondu que le ministre de l'Intérieur ne pouvait pas intervenir dans le déroulement régulier d'un procès, qui, seul, permettrait à la justice de faire toute la lumière sur cette affaire. Le bureau exécutif du parti socialiste dénonce la décision de la commission de la justice de faire toute la lumière sur cette affaire.

Le décret précise que, dans certaines conditions définies aux articles 98 et suivants du code des tribunaux administratifs (sursis à l'exécution), les plaideurs peuvent saisir cette commission sans délai.

Conseil d'Etat. Palais Royal, 75001 Paris.

(N.D.L.R. : Rappelons que les décisions des juridictions administratives ne visent, en principe, que l'Etat ou les collectivités publiques, c'est-à-dire, mais grossièrement, l'administration.)

UN EFFORT POUR FAIRE EXÉCUTER LES DÉCISIONS DES JURIDICTIONS ADMINISTRATIVES

Aux termes d'un décret en date du 22 novembre, publié au Journal officiel du 28 novembre, les plaideurs qui auront constaté qu'une décision de la juridiction administrative (Conseil d'Etat ou tribunaux administratifs) n'a pas été exécutée trois mois après qu'elle leur aura été notifiée pourront « signaler à la commission du rapport et des études du Conseil d'Etat les difficultés qu'ils rencontrent pour obtenir l'exécution de ce jugement ». Le décret précise que, dans certaines conditions définies aux articles 98 et suivants du code des tribunaux administratifs (sursis à l'exécution), les plaideurs peuvent saisir cette commission sans délai.

Conseil d'Etat. Palais Royal, 75001 Paris.

(N.D.L.R. : Rappelons que les décisions des juridictions administratives ne visent, en principe, que l'Etat ou les collectivités publiques, c'est-à-dire, mais grossièrement, l'administration.)

LA MORT DE MALRAUX

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

La longue marche

L'hommage à André Malraux a été unanime — ou presque. Tout au plus se nuance-t-il quand l'adresse au ministre plutôt qu'à l'historien de l'art, au militant plutôt qu'au romancier. Une vie n'est certes pas facile à retracer surtout lorsqu'elle conjugue à ce point réflexion et action. Photos, jugements, citations émaillent les pages des hebdomadaires. Il n'est pas si sûr qu'André Malraux ait aimé de telles hagiographies.

L'EXPRESSION consacre l'ensemble de son numéro à André Malraux. Françoise Giroud, ancienne directrice de la rédaction de cet hebdomadaire, écrit : « Engagé polémique sur toutes les routes où l'on peut s'égarer pour y rencontrer sa propre noblesse, Malraux fut grand sans jamais s'abuser. En lui, un homme de bon sens, il aurait pu jouer de ses dons et du pur exercice de son intelligence universelle. Mais il était l'homme du tragique, celui de la lucidité sans foi. Il lui fallait trouver un objet à son énergie. Il l'a trouvé dans son propre dépassement. »

Pour PARIS-MATIN, il était « témoin et visionnaire, combattant et commentateur, solitaire et soldat, jeté à l'action et hagar de contemplation, amant du silence et se plongeant au cœur des frusques du siècle, amoureux du peuple et attiré irrésistiblement dans l'orbite des titans de l'Histoire ». Malraux n'est pas un homme de lettres, mais un homme de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Avant d'affirmer qu'André Malraux ne peut être « le dernier des romantiques », ou « le dernier des humanistes », car « il n'y a jamais eu de dernier sur les terres de Malraux », Georges Frémery note dans L'UNITE, hebdomadaire du parti socialiste : « On aurait envie, devant (sa) disparition, d'en évoquer d'autres, de celles soulevées dans le cadre de ce procès. Il juge inconcevable d'imposer une obligation syndicale, une obligation d'objectivité. » Ce serait retarder deux Républiques. M. Bihl estime qu'il faut débouter les demandeurs.

La date du jugement n'a pas été fixée.

INFORMATIONS...

La peine de mort est, chacun en conviendrait, un problème moral difficile. Pour le résoudre, il faut choisir de satisfaire ou de satisfaire ses passions et ses adversaires ? C'est l'attitude que paraît avoir adoptée France-Sol, le 30 novembre pour annoncer le vote (hostile à la peine capitale) du congrès du Syndicat de la magistrature, dimanche 28 novembre.

Une première édition libre, en « une » sur nos colonnes, « Des juges contre la peine de mort », avec, en sous-titre, « Par 228 voix contre 9, le congrès du Syndicat de la magistrature a voté l'abolition de la peine de mort ». C'était exact. Mais dans l'édition suivante, sur cinq colonnes, le titre devient : « Les juges contre la mort », c'était faux, même en ajoutant en sous-titre : « C'est ce que représente le vote du Syndicat de la magistrature à la clôture de son congrès. »

Volonté de réduire la portée de ce vote, France-Sol reste d'ailleurs excessivement favorable au Syndicat. Car aux dires mêmes de celui-ci, ses adhérents ne sont que mille, alors que le corps judiciaire compte près de cinq mille magistrats. De plus, le vote de deux cent vingt-huit personnes, sur ce point, ne peut concerner qu'elles-mêmes. On est loin d'un « un sur quatre ». Et de toute façon, nul ne peut préjuger l'opinion des autres magistrats, affiliés ou non à un syndicat, à celui-là ou à un autre.

Ce journal n'en est pas pour la peine de mort, à son coup d'essai. En 1972, alors que chacun attendait la décision de la Cour Suprême, France-Sol proposa de Bujfet et de Bonfems, qui furent guillotins le 28 novembre, il publiait, le 25, en « une », un grand sondage favorable à la peine de mort. Sans doute était-ce déjà de l'information... — Ph. B.

● PRECISION. — Le rapport moral du secrétaire général du Syndicat de la magistrature a effectivement été voté par 260 voix alors que les indignations dans le « chapeau » consacré à ce congrès (le Monde du 30 novembre) et non par 260 voix comme cela figurait à la fin du compte rendu.

● Syndicat de la magistrature. — M. Jean Foyer, ancien garde des sceaux, au Syndicat de la magistrature. Le prononcé de l'arrêt de la Cour Suprême, le 29 novembre en raison de la maladresse d'un des conseillers (le Monde du 28 novembre).

« Il n'est ni maître ni disciple »

Après avoir souligné que « curieusement, Malraux n'est ni maître ni disciple », André Wurmser conteste la ressemblance d'André Malraux avec Maurice Barrès. Il affirme que Malraux n'est pas un homme de lettres, mais un homme de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Dans VALEURS ACTUELLES, Michel Mourlet affirme : « Son œuvre est une œuvre de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole. »

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole.

Malraux a souvent combattu sur le terrain de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus de la parole, de la parole qui s'élève au-dessus

	La ligne	La ligne 12
OFFRES D'EMPLOI	40,00	46,70
"Placards encadrés"	42,00	49,04
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	15,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne 12
L'IMMOBILIER	28,00	32,69
"Placards encadrés"	34,00	39,70
Double insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'ENTREPRISES
recherche pour sa filiale au NIGERIA

UN RESPONSABLE SERVICES ADMINISTRATIFS

EXIGES :

- Formation juridique (Licence ou D.E.S.)
- Expérience gestion
- Facile connaissance langue anglaise
- Age minimum : 30 ans

TRES APPRECIÉS :

- Expérience dans secteur TP ou bâtiment
- Connaissance droit anglo-saxon.

Envoyer avec photo et C.V. à No 86884, CONTEXTE PUBLICITE 20, Avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.



emplois régionaux

Importante Société spécialisée en Électricité et Instrumentation recherche pour son Agence du NORD un

Ingénieur d'Affaires confirmé

spécialisé en Postes, B.T., M.T. et en Électricité industrielle. Des notions en électronique seraient appréciées.

Le candidat aura, soit une formation ÉLECTRICITÉ (niveau Écoles d'Ingénieurs), soit plusieurs années d'expérience dans les spécialités indiquées.

Il justifiera d'une bonne connaissance de l'Entreprise et de sa capacité dans le développement des affaires.

Le poste est à pourvoir à DUNKERQUE.

Envoyer avec C.V., photo (rét.) et prêt s/réf. 814/M à SWEETS R.P. 289, 75424 PARIS CEDEX 08 qui transmettra.

directeur d'agence régionale

La filiale de distribution d'un grand groupe alimentaire français recherche, pour suivre son expansion, un Directeur d'Agence Régionale.

Sa responsabilité polyvalente couvre :

- L'animation d'une équipe commerciale.
- L'exploitation d'un important entrepôt.
- L'administration et la gestion de son budget.

Il jouit d'une grande autonomie et répond directement à la direction générale de la répartition de son exploitation.

Véritable chef d'entreprise, c'est un homme courageux, débrouillard, organisé, aimant l'improviser.

Agé de 35 ans minimum, il a obligatoirement fait ses preuves dans des fonctions similaires (branche indifférente).

Des postes sont offerts dans de grands centres à des hommes motivés par la réussite d'une nouvelle carrière, dans un poste vivant et dans un bon climat humain.

Adresser votre dossier complet avec lettre manuscrite, C.V. précis, photo, zone de rémunération, région souhaitée, à SED, 18, rue Turbigo, 75002 Paris, réf. 688 311, qui étudiera confidentiellement votre candidature.

URGENT BUREAU D'ETUDES U.S.A.
recherche

1) POUR L'ALGERIE :

UN INGÉNIEUR GÉOTECHNICIEN

Disposant d'une dizaine d'années d'expérience dans les études de fondations et de protection zones d'emprunt grands ouvrages d'hydraulique, notamment barrages terre et grandes adductions (conduites, canaux, refoulement).

UN INGÉNIEUR DE LABORATOIRE

Cinq à dix ans expérience mécanique sols.

UN INGÉNIEUR GÉOMÈTRE

Au moins cinq ans d'expérience et possible dans grands ouvrages d'hydraulique et connaissance photogrammétrie.

Pour ces trois postes anglais écrit, lu et parlé très souhaitable.

2) POUR MADRID (ESPAGNE) :

UN INGÉNIEUR

Formation ponts et chaussées/Paris ou équivalent spécialisé grands ouvrages (barrages terre ouvrages d'aqueduc, conduites grand diamètre, stations de refoulement, etc.).

UN INGÉNIEUR

Formation ponts et chaussées/Paris ou équivalent spécialisé études de répartition d'appels d'offres internationaux (O.P.S., O.P.C., bordures des prix, détails estimatifs, etc.). De grands ouvrages d'hydraulique type canal, poste et déversoir.

Anglais lu et écrit indispensables.

Pour deux postes connaissance de l'espagnol souhaitable mais pas indispensable.

Prévoir adresser C.V. à Apartado 36188 Madrid (Espagne) en indiquant projets étudiés et nature exacte participation personnelle, références avec noms, adresses et téléphones précédents employeurs, prétentions salariales et photo récente. Il ne sera pris contact avec les références citées qu'après accord de l'intéressé. Il sera répondu à toutes les candidatures.

RECHERCHONS pour travailler au Moyen-Orient

INGÉNIEURS ET TECHNICIENS SUPÉRIEURS EN ÉLECTRONIQUE, option TÉLÉVISION

MAINTENANCE, PRODUCTION VIDEO, ÉMISSION ET TRANSMISSION

Spécialités : Magnétoscopes, télévidéas, équipements de studios vidéo, émetteurs et faiseurs hertziens.

Conditions :

- NECESSITE CONNAISSANCE langue anglaise, sauf si pratique courante langue arabe.
- LOGEMENT ET TRANSPORTS GRATUITS assurés par employeur.
- SALAIRES NETS D'IMPÔTS.

Adresser candidature et curriculum vitae à ADETE, 50, rue Arago - 92800 FUTEAUX - Tél. : 775-64-64.

chef des ventes distribution physique **ABIDJAN**

La filiale d'un Groupe International Francophone Industrielle Alimentaire, recherche un Chef des Ventes spécialisé de la Distribution Physique pour lui confier l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique de commercialisation et de distribution dans la région d'Abidjan et pour grande responsabilité de centre de distribution (100 personnes - 35 camion).

Pour répondre à ce poste, il faut une formation supérieure ESSE, SUP ou DI en distribution, une expérience de 3 à 5 ans de la vente ou de la grande distribution, une pratique de la gestion et l'habileté de la direction des hommes.

Si vous êtes intéressé par ce poste, envoyer C.V., photo et prétentions sous références 6010-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, rue d'HAUTEVILLE - 75010 PARIS

IMPORTANT GROUPE recrute

ingénieurs informaticiens et analystes

diplômés Grandes Écoles ou Universités, ayant plusieurs années d'expérience en informatique.

Applications en batch, télétraitement ou temps réel (réf. 76186)

programmeurs expérimentés

connaissance Cobol et/ou assembleur (réf. 76187)

Tous ces postes sont à pourvoir à ORLÉANS (45)

Faire acte de candidature en adressant C.V. détaillé, photo et prétentions en mentionnant la référence du poste à :

Organismo

Conseil en recrutement 126, Bd Auguste Blanqui 75013 Paris

contrôleur de gestion sud-ouest

80 000 +

Une P.M.E. en développement (CA : 50 millions), spécialisée dans la fabrication et la distribution d'articles liés à l'habillement, a besoin de créer un poste de contrôleur de gestion pour lui confier la mission suivante : coordination et préparation du budget, contrôle et analyse des écarts, tenue du tableau de bord, contrôle de la gestion financière.

Pour réussir, il faut 27 ans minimum, une formation supérieure de type commercial et / ou comptable, des connaissances en informatique, une expérience de 4 ans minimum acquise dans un service financier ou de contrôle de gestion - Poste évolutif.

Résidence Bayonne.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la réf. : 61154/M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

responsable administratif et financier

Société de négoce de produits alimentaires, filiale d'un grand groupe français, dont le siège est implanté dans une importante ville côtière d'un pays d'Afrique francophone, recherche son Responsable Administratif et Financier.

Sous l'autorité du Directeur Général, il sera chargé de l'ensemble des questions comptables, administratives et financières : comptabilité générale et analytique, bilan, consolidation, relations avec les banques, paie et administration du personnel. Il dirigera un service d'une quinzaine de collaborateurs africains.

Ce poste conviendrait à un candidat titulaire du DECS minimum, ayant déjà eu la responsabilité complète de la comptabilité d'une P.M.E. Une expérience antérieure d'au moins 3 ans en Afrique est indispensable.

Rémunération : 90.000 F/an + avantages expatriation.

Adresser votre candidature avec cv. détaillé, sous référence 72621 à Havas Contact, 156, bd Haussmann, 75008 Paris.

IMPORT. GROUPE COMMERCIAL FRANÇAIS crée au PROCHE-ORIENT

une Filiale de Distribution de Produits du second œuvre

Nous recherchons

UN SPÉCIALISTE EN APPROVISIONNEMENT MATÉRIEL SECOND ŒUVRE

ayant une parfaite connaissance de la détermination et du choix de toutes les produits en fonction de la spécificité des marchés particuliers de cette région.

Une expérience de cabinet d'architecture constitue une bonne introduction.

Anglais courant.

Disponibilité pour voyages fréquents nécessitée par cette mission.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. à n° 86.930.

cabinet leconte 4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS

Grande marque française lubrifiant recherche :

Technico-Commercial

FORMATION TECHNIQUE SUPÉRIEURE MÉCANIQUE.

Sous la dépendance immédiate du Directeur Commercial et en liaison fonctionnelle avec la Direction Technique et la Direction des Ventes, il aura un rôle important de contact et de pénétration chez les constructeurs (V.L., P.L., T.P., etc.) et dans l'industrie ainsi qu'une mission d'assistance technique auprès de l'équipe de vente et de la clientèle.

• Poste susceptible d'évolution. • Expérience commerciale et des contacts à tous niveaux appréciée. • Connaissance anglaise souhaitée. • La formation spécifique lubrifiant pourra être assurée. • Résidence petite ville du Centre.

Adresser C.V. dét., photo et prêt. sous n°211 CENTRE DE PSYCHOLOGIE DU TRAVAIL, 3, bd René Levasseur, 72000 LE MANS, qui garantit la discrétion la plus absolue.

GROUPE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS en expansion, recherche

Délégué médical

(homme ou femme)

pour secteur : partie RHONE

Le candidat devra :

- avoir le baccalauréat (une expérience de 1 ou 2 ans),
- posséder une voiture personnelle,
- habiter sur le secteur.

Stage rémunéré, immédiat, d'une durée de 8 semaines.

Envoyer C.V. manuscrit et photo, sous réf. 49009 à Havas Contact, 156, bd Haussmann, 75008 Paris.

Société Métallurgique recherche pour l'ALGERIE

AGENT COMMERCIAL

Le candidat devra :

- avoir quelques années d'expérience de la vente et de l'après-vente de produits du bâtiment et de travaux publics ;
- être célibataire (ou marié sans enfants d'âge scolaire).

Il lui sera offert :

- de vivre à Alger ;
- une voiture et un logement de fonction.

Si vous avez le profil du candidat recherché, adressez votre curriculum vitae manuscrit, photo et prétentions, date de disponibilité, au n° 829.713, H.A.P., Hall Pettex Annonces, 7 X, 44040 NANTES CEDEX.

GLT SHARJAH UAE REQ.
mechanical engineer, machine operator over haul, building steel and heavy duty engines. Send C.V. salary reqd. Tel. : Abu-Dhabi, 1 st. St. Aliya, residence GUYMENER, LE CHESNAY, 78150.

Société française recherche agent de maîtrise sécurité avec expér. en milieu étranger. Libre de suite, avant notaires. Urgent. Tél. : 1 25-62-17.

Société d'Ingénierie Conçells recherche pour Mission de 18 MOIS ENVIROIN en AFRIQUE DE L'OUEST

EXPERTS EN ORGANISATION ET COMPTABILITÉ PORTUAIRES

ayant une expérience similaire hors d'EUROPE

Ecrire avec C.V. détaillé + photo et prétentions n° 4304 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 Paris, qui transmettra.

IMPORT. ETABLISSEMENT BANCAIRE MAROCAIN
recherche POUR SON SIEGE SOCIAL CASABLANCA

PSYCHO-TECHNICIENS

expérim. pr la prise en charge de fonction de secrét. et recrut. Ecr. n° 7 351 à R&P-Press 85 bd, rue Réaumur, Paris-2.

POUR IMPORTANTE SOCIÉTÉ AFRICAINE FRANCOPHONE

DIRECTEUR ADMINISTRATIF et FINANCIER

Ecr. s/réf. 619, SWEETS, R.P. 289, 75424 Paris Cedex 08 s. r.

ANNONCES CLASSEES TELEPHONÉES

233-44-21

Société de services à l'industrie leader dans sa branche recherche

RESPONSABLE RÉGIONAL AQUITAINE

Il sera basé à Bordeaux et il se verra confier l'animation et la gestion de neuf unités d'exploitation. Une expérience commerciale en milieu industriel et un tempérament d'animation sont nécessaires pour assurer cette fonction.

Adresser C.V. dét. et prétentions s/réf. 8261 à P. Lichau S.A., 10, rue Louvois 75003 Paris Cedex 02 qui transmettra.

Transformation des matières plastiques

La filiale, très performante, d'un Groupe industriel de très grande notoriété et largement diversifié, crée le poste

adjoint au directeur d'usine.

(150 personnes)

Cette unité est spécialisée dans la fabrication de conditionnements (soufflage).

Chargé plus spécialement au départ, de la mise en place de nouveaux investissements et de l'implantation de nouvelles techniques, il prendra progressivement les différentes fonctions qui l'amèneront à la Direction d'une unité de production.

Nous souhaitons rencontrer un jeune ingénieur (I.A.M. ou équivalent) ayant 2 ans d'expérience industrielle et connaissant si possible les techniques liées à la transformation des matières plastiques.

Lieu de travail : TOURAINE

Pour recevoir informations complémentaires écrire sous références 4181 A

egor 5, rue Meyerbeer 75009 Paris

emplois régionaux
emplois régionaux
emplois régionaux
emplois régionaux

IMPORTANTE FONDERIE D'ACIER
BOURGES
recherche pour mise en place et organisation d'une comptabilité industrielle

CADRE COMPTABLE
Formation D.E.C.S. ou Ecole Supérieure de Commerce.
Quelques années de pratique en comptabilité analytique industrielle de préférence.
Poste à pourvoir le plus tôt possible et pouvant déboucher sur Contrôle de Gestion.
Adresser C.V. détaillé et présent. sous réf. CA 78 à

PROFILS
5 bis, rue Koppler,
75116 PARIS.

CASAM
COOPÉRATIVE AGRICOLE
recherche

UN PROGRAMMEUR
— B.T.S. ou D.U.T. INFORMATIQUE;
— connaissances COBOL;
— expérience souhaitée 2 à 3 ans.

Adresser curriculum vitae et prétentions à :
AGENCE HAVAS, 50200 COUTANCES, n° 1051.

virax
LEADER EUROPÉEN DE L'OUTILLAGE POUR
TUBES recherche pour son Siège à Épernay

l'Adjoint du Responsable Marketing
• Formation commerciale supérieure type E.S.C.
• Connaissance de l'Allemand souhaitée.
Envoyer C.V., photo et prétentions à :
VIRAX - Responsable Marketing
B.P. 197 - 51321 ÉPERNAY.

IMPORTANTE ENTREPRISE PHARMACEUTIQUE
cherche pour son département
« Produits Pharmaceutiques »

UN AGENT DE VENTES
pour prospecter une clientèle de détail à l'étranger.
Basé en province, sa mission, après formation, consistera à :
• Animer, contrôler, développer nos activités en Sarre qui sera son terrain d'essai.
• Constituer un réseau complet de multicartes en F.R.A. L'animer, le gérer, le contrôler, le développer.
• Parallèlement, des missions ponctuelles lui seront confiées particulièrement en Afrique.
Le candidat doit être PARFAITEMENT BILINGUE ALLEMAND-FRANÇAIS, 25 ans min., excellent vendeur, capable d'assimiler les questions techniques, disponible pour voyages.
Le poste est à pourvoir immédiatement.
Les candidats sont priés d'envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions, sous le numéro 32.818, A :
J.R.P. 38, rue de l'Arcade, 75008 PARIS, qui transmettra.

MAGASIN MOBILIER CONTEMPORAIN
enseigne Nationale
recherche pour ville côtière de l'Ouest

VENDEUR (EUSE) CONFIRMÉ (E)
Il possède une solide expérience commerciale dans le meuble, un réel goût esthétique.
(27 ans minimum).
Envoyer C.V. et photo à NOËL CONSEIL,
n° R 107 - 52200 PLOURENCE.

Très importante Coopérative Laitière implantée dans une Préfecture de l'

Auvergne
fabriquant et distribuant du beurre et plusieurs variétés de fromages régionaux, recherche

DIRECTEUR COMMERCIAL
Mission : Il développera les ventes et améliorera les marges. Il assurera la force de vente composée de 35 personnes. Il assurera les contacts avec certains clients, tant en France que dans le Marché Commun.
Profil : 32 ans minimum. Formation AGRI ou Autodidacte, possédant une grande expérience réussie dans fonction et produits similaires. Très haut niveau de salaire.
O.C.S. Adresser curriculum vitae avec photo à :
37, quai Richelieu, 33000 BORDEAUX.

Le Groupe bancaire
crédit universel
offre les postes de

directeur
de sa deuxième agence LYONNAISE

directeur
de son bureau d'ANGOULEME

Ces opportunités ne peuvent être offertes qu'à des candidats de formation supérieure possédant une première expérience de l'exploitation bancaire et de l'encadrement d'une équipe commerciale.
Les candidats intéressés par d'autres régions peuvent également postuler.

Le PDG d'un cabinet international de conseil
en recherche de cadres, cherche, pour son bureau de LYON.

un consultant
ingénieur ou universitaire
prenant complètement (après formation) des recherches à tous niveaux. Une expérience de la vie industrielle, en relations humaines ou dans un service opérationnel est indispensable.
Ecrire sous référence 3130 LM.

EMPLOIS et CARRIÈRES
30 rue Vernef 75008 PARIS

Important cabinet
d'expertise du Languedoc
recherche Ingénieur A.A.
ou équivalent pour poste technico-commercial région Toulouse
Montpellier. C.V. et photo oblig.
Ecr. HAVAS BEZIERS 80465.

INDUSTRIES CHIMIQUES
DE VOREPPE
recherche

AGENT
TECHNICO-COMMERCIAL
pour vente de produits
Tensio-actifs dans région
Sud-Est Rhône-Alpes.
— Formation BTS ou IUT
— Expérience de la vente
produits chimiques et pr.
sive de la négociation avec
clients et travailleur social.
Ecrire avec C.V., photo
et prétentions à :
I.C.V. B.P. 12
28300 VOREPPE - GRENoble.
Société Commerciale France.
Recherche personnel et législa-
tion du travail nécessaire. Lire
rapidement. Tél. : 193 08-11-32
pour rendez-vous, M. Colombier.

INSTITUT DE FORMATION
D'EDUCATEURS
région Ouest recherche

1) **DIRECTEUR ADJOINT**
homme de 35 ans au moins.
• Expér. confirmée plus 5 ans.
• Titulaire de diplômes universitaires et travailleur social.
2) **COMPTABLE**
homme de 25 ans au moins.
• Titulaire du D.E.C.S. ou équiv.
• Expér. confirmée quant adm.
gestion, intendance, personnel.
Env. C.V., lettre man. photo à
REGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur Paris-2e et L.

Importante Entreprise Industrielle
DE STRASBOURG
recherche pour ses services d'études

UN INGÉNIEUR INFORMATICIEN
Il sera associé à une équipe ayant pour mission de faire l'analyse détaillée de la programmation et du support de mini-ordinateurs dans le cadre des études et de l'élaboration de la maintenance de ses systèmes téléphoniques.
Le niveau du candidat devra être celui d'une maîtrise en informatique ou d'une école d'ingénieurs avec une spécialité d'informatique.
Une expérience sur mini-ordinateurs en temps réel est souhaitable.
Une bonne connaissance en anglais est exigée.
Offre avec C.V., photo et prétentions sous n° 332.
HAVAS STRASBOURG.

ORGANISME
DU SECTEUR TERTIAIRE
Situé dans le SUD-EST de la FRANCE
recrute

1 CADRE
CHARGE D'ETUDES ADMINISTRATIVES
— Formation supérieure :
Licence Sciences-Eco. droit...
— Connaissances informatiques souhaitées :
NIVEAU MIAG
— Ayant 3 ans d'expérience dans un poste similaire
— Age 28 ans minimum
— Salaire annuel à partir de 70.000 F selon expérience.
Envoyer C.V. + photo + prétentions à n° 87.041
CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. 12.

SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION DU
SUD-OUEST
(1.700 personnes), recherche

2 COLLABORATRICES
1) **POUR SA DIRECTION MAGASINS :**
(DUT ou BTS Secrétariat)
— associée étroitement à l'organisation, à la prévision des activités du département. (Expérience de responsabilité en entreprise souhaitée.)
2) **POUR SA DIRECTION DES RELATIONS HUMAINES**
(Formation I.S.S.T. ou D.U.T. sciences sociales + connaissances secrétariat)
— Responsable de la section sociale (analyse - synthèse - préparation et diffusion de la documentation et de l'information sociale).
— Associée à l'organisation et à la planification des activités du département.
(Expérience d'entreprise très souhaitable.)
Candidature à adresser avec curriculum vitae, photo et lettre man. à M. CHAPELAIN D.R.E., La Ruche Méridionale, 2, r. J.-B.-Péris, 47000 Agen.

un nouveau service concernant l'emploi

Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

dessine chaque semaine le tableau récapitulatif des offres d'emploi encadrées, parues dans « LE MONDE », concernant chacune des fonctions ou professions suivantes :

- Direction générale, fonctions multipostes • Marketing, relations publiques, publicité • Informatique • Production, entretien
- Etudes, organisation et recherche • Direction financière et administrative • Comptabilité • Personnel formation, relations humaines et sociales • Direction commerciale, vente • Ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux.

C'est le moyen pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS
(Exemples de synthèses hebdomadaires pouvant être adressées à l'abonné à ce service)

direction générale

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
1 ^{re} semaine	28	29	57	74	90	105	119	132	144	155	165
13 semaines	40	74	114	155	199	238	274	304	328	349	369
26 semaines	70	126	199	259	315	365	416	462	504	542	577
52 semaines	128	234	342	444	549	638	714	782	844	898	950

direction commerciale

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
1 ^{re} semaine	28	29	57	74	90	105	119	132	144	155	165
13 semaines	40	74	114	155	199	238	274	304	328	349	369
26 semaines	70	126	199	259	315	365	416	462	504	542	577
52 semaines	128	234	342	444	549	638	714	782	844	898	950

bon de commande à découper
Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS
Je désire m'abonner à la synthèse hebdomadaire de la ou des fonctions suivantes :

1) Mettre une croix dans les cases correspondant aux fonctions retenues :

- ☐ Direction générale, fonctions multipostes
- ☐ Marketing relations publiques, publicité
- ☐ Informatique
- ☐ Production, entretien
- ☐ Ingénieurs
- ☐ Etudes, organisation et recherche
- ☐ Direction financière et administrative
- ☐ Comptabilité
- ☐ Personnel formation, relations humaines et sociales
- ☐ Direction commerciale, vente
- ☐ Ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux

2) Entourer, dans le tableau ci-dessous, le nombre de semaines retenu :

TARIF DES ABONNEMENTS (en France)

Nombre de fonctions demandées	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
1 ^{re} semaine	28	29	57	74	90	105	119	132	144	155	165
13 semaines	40	74	114	155	199	238	274	304	328	349	369
26 semaines	70	126	199	259	315	365	416	462	504	542	577
52 semaines	128	234	342	444	549	638	714	782	844	898	950

Le tarif de l'abonnement est la correspondance entre le nombre de fonctions et le nombre de semaines demandé.

INFORMATION-PROFESSIONS est adressé sous pli fermé soit au domicile soit au Siège de la Société de l'abonné.

(Le premier envoi sera assuré dès la semaine suivant celle de la réception du bon de commande.)

Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner au 874.72.05, ou écrire :
INFORMATION-PROFESSIONS « LE MONDE », 3, rue des Bateliers, 75006 PARIS

ou SOCIÉTÉ : _____ TEL : _____

NOM : _____

ADRESSE : _____

Joindre le règlement par chèque bancaire établi à l'ordre du « MONDE », ou chèque postal (C.C.P. 4.207-23 Paris).

OFFRES D'EMPLOI	La ligne 40,00	La ligne 10, 46,70
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonnes)	42,00	49,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX CUL		
PROPOSITIONS COMMERC	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne 28,00	La ligne 10, 32,68
"Placards encadrés"	34,00	39,70
Double insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,68

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

REPRODUCTION INTERDITE



GROUPE GAMMA
Un des premiers groupes de conseil
français (80 collaborateurs)
souhaite intégrer

CONSULTANTS

de très haut niveau (X, Centrale, Mines
exclusivement) disposant d'une solide
expérience du conseil dans les domaines
administratif, comptable, commercial et
production.

pour leur confier des missions
d'organisation au cours desquelles
ils mettront en valeur leurs qualités
d'autonomie, de contact, de
dynamisme et d'initiative.

32 ans sera considéré comme l'âge
minimum compte tenu des
responsabilités à assumer.

Adresser C.V. (réf. 3635 à
GAMMA SELECTION
9 bis rue de Valenciennes
75008 Paris

CONTROLE DE GESTION

CHARTRES

La filiale d'un groupe anglo-saxon dont l'activité est
en plein développement, employant en France 220
personnes, recherche son **MEILLEUR CHERCHÉ** COMPTABLE
GÉNÉRAL de gestion industrielle.

Dépendant du directeur financier, la fonction com-
pète à établir les budgets, à créer et mettre en
place des procédures comptables et détenir
des outils standards et analyser les coûts de revient
et contrôler et analyser les écarts afin de permettre
à la direction de prendre les actions correctives
nécessaires.

Ces applications seront à mettre en place sur un
matériel informatique à acquiescer.

Ce poste conviendrait à un très bon technicien
comptable, niveau minimum B.T.S., possédant des
notions d'anglais et ayant acquis une expérience
de la comptabilité de préférence anglo-saxonne,
et possédant également des connaissances dans ce
domaine.

Il aura en outre, des possibilités d'évolution
d'évolution pouvant être liées à un candidat
de valeur.

Les personnes intéressées
doivent adresser C.V., lettre
motivée, photo (récupé-
ration, soumise sous pli
scellé, 21-05 M. A. G. 198,
3 av. Foch, 75008 Paris.



**FILIALE FRANÇAISE
GROUPE INTERNATIONAL**
(Composants électroniques)
engagé

INGÉNIEURS ELECTRONICIENS

de la Direction
des Etudes Commerciales

Il aura une expérience approfondie
(4-5 ans) dans le domaine des semi-
conducteurs.

1^{er} poste : Circuits intégrés linéaires profession-
nels destinés à l'application professionnelle
et industrielle.

2^e poste : Circuits intégrés digitaux.

Il sera chargé de :

- Analyser les informations relatives à
la demande de composants ;
- Participer au choix de nouveaux produits ;
- Proposer la planification des fabrications
en France et dans les autres usines
du groupe ;
- Assurer les liaisons entre l'équipe de
vente et les différents unités de tra-
vail du groupe (production, développe-
ment...).

- Bonnes connaissances de l'anglais deman-
dées.
- Lieu de travail : PARIS.
- Possibilité de carrière rapide.

Adresser C.V. détaillé avec photo, soumise
photo et rémunération actuelle n° 32.963,
PUBLISCOPE ROGER ELRY,
101, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmet

Nous sommes un important
Groupe Industriel et Commercial Français
Nous recherchons

2 FUTURS CHefs DES VENTES

Ces postes conviendront à des
diplômés d'Etudes Supérieures Commerciales
pouvant justifier d'une expérience
d'encadrement dans le domaine de la vente
de produits industriels.

Il est indispensable d'être
géographiquement mobile.
Connaissances de l'Allemand ou
de l'Anglais appréciées.

Pour faire acte de candidature, adresser
lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions
sous référence 2294 à

31, rue BONNE NOUVELLE
75002 PARIS qui transmettra



TRÈS IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
PARIS RECHERCHE

EXPERT COMPTABLE POUR ACTIVITÉS DE CONSEIL ET CONTRÔLE DE FILIALES

Il s'agit d'assurer un rôle d'assistance
et de contrôle, sur les plans comptable,
financier, fiscal, pour un grand nombre
de filiales (50 à 70) qui sont des P.M.E.
à vocation commerciale, situées en France.
Ce poste implique des déplacements nom-
breux de très courte durée.

SITUATION INTERESSANTE PERMETTANT
DÉVELOPPEMENT ULTERIEUR DE CARRIÈRE
AU SEIN D'UN GROUPE DE PREMIER PLAN
POUR CANDIDAT AYANT

- une solide formation (niveau expert) ;
- une réelle expérience professionnelle et
si possible la connaissance des P.M.E. ;
- des qualités de contact, de dynamisme
et de rigueur.

Ecrire sous référence FR 272 AM.

IMPORTANT GROUPE NATIONAL 5.000
PERSONNES - SECTEUR TERTIAIRE - MET-
TANT EN ŒUVRE DES TECHNIQUES VARIÉES
ET ÉVOLUTIVES DANS UN DOMAINE EN
EXPANSION

OFFRE SITUATION INTERESSANTE
ET AVENIR A

CHEF DE SERVICE DÉVELOPPEMENT TECHNIQUE

Ce poste peut convenir à ingénieur diplômé
grande école, ayant 3 à 5 ans d'expérience
et des responsabilités de style « chef de
projet » ou « coordinateur de projet » et
l'habitude de la coordination et des
contacts extérieurs.

RATTACHÉ À UNE DIRECTION GÉNÉRALE
il aura une responsabilité de conception,
coordination, pilotage de projet. Une for-
mation aux techniques du Groupe sera
donnée.
Poste à pourvoir au MANS.

Ecrire sous référence RW 266 AM.

FIRME FRANÇAISE ÉLECTRONIQUE PROFES-
SIONNELLE DE RENOMMÉE INTERNATIONALE
DANS MATÉRIELS HAUTE FRÉQUENCE
FILIALE D'UN PUISSANT GROUPE - PARIS
recherche dans le cadre d'une expansion
continue

2 INGÉNIEURS COMMERCIAUX EXPORTATION

Ces postes peuvent convenir à
INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS DIPLOMÉS
I.S.E.P., I.S.E.N., S.U.D.R.I.A. OU NIVEAU
ÉQUIVALENT

28 ans minimum, ayant bonne expérience
technique dans le domaine haute fréquence
et si possible expérience des contacts
clients.

Des qualités marquées de contact, le sens
et le goût des négociations, une très bonne
maîtrise de l'anglais sont indispensables.

Nombreux voyages, un tiers temps, monde
entier - nationalité française ou pays
Marché commun.

Ecrire sous référence DS 262 AM.

GROUPE DE DIMENSION EUROPÉENNE PRO-
DUITS DE GRANDE DIFFUSION - LEADER
DANS SA BRANCHE

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

pour assurer au niveau
DE LA DIRECTION GÉNÉRALE L'ANIMATION
ET LA COORDINATION DE FONCTIONS
« ADMINISTRATION », « ORGANISATION »,
« PERSONNEL ».

Ce poste exige une très bonne formation
(B.C., B.S.S.C., S.C. PO ou équivalent)
et une expérience de 5 ans environ dans
une grande société.

Poste évolutif et attractif par la diver-
sité des tâches confiées à un jeune cadre
désireux d'assumer responsabilités et nom-
breuses relations sociales.

Résidence ville 140 km PARIS.

Ecrire sous référence ET 263 AM.

GROUPE CHIMIQUE FRANÇAIS
RECHERCHE POUR TRÈS IMPORTANT
COMPLEXE PÉTROCHIMIQUE AU MOYEN-
ORIENT

DIRECTEUR DE CHANTIER

Ingénieur très confirmé ayant une solide
expérience travaux de référence l'habi-
tude de travailler outre-mer. Il coordon-
nera l'activité de nombreux co-traitants
(effectif 2.500 personnes).

CE CANDIDAT, RECRUTÉ ET FORMÉ EN
FRANCE, SERA ENVOYÉ AU MOYEN-ORIENT
POUR UNE DURÉE APPROXIMATIVE DE 3
ANS. IL PARTICIPERA AU DÉMARRAGE DE
L'UNITÉ ET À LA « MISE EN PLACE » DES
DIFFÉRENTS SERVICES. IL POURRA ENSUITE
DÉVELOPPER SA CARRIÈRE AU SEIN DU
GROUPE.

La connaissance de l'anglais est nécessaire.

Ecrire sous référence FW 264 AM.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE - FILIALE GROUPE
SUISSE - LEADER MONDIAL DANS SA
BRANCHE (BIENS D'ÉQUIPEMENT DESTINÉS
À SECTEURS TRÈS VARIÉS)
recherche candidats OUEST PARIS

OFFRE DANS LE CADRE DE SON EXPANSION
CONTINUE POSTE DE

CADRE NÉGOCIATIONS

TECHNIQUES ET COMMERCIALES

Il s'agit de négocier avec
UNE CLIENTÈLE INDUSTRIELLE

Ce poste requiert une formation technique
de base (B.T.S. ou équivalent), bonnes
connaissances en électricité, 2 à 3 ans
d'expérience technique - commerciale des
qualités de vendeur et d'esprit d'équipe.

Ecrire sous référence DP 271 AM.

IMPORTANT SOCIÉTÉ FRANÇAISE
CONSTRUCTION ET ENGINEERING BIENS
D'ÉQUIPEMENT DESTINÉS À L'INDUSTRIE
LOURDE FILIALE TRÈS PUISSANT GROUPE
RECHERCHE POUR PARIS

INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN CONFIRMÉ

Il collaborera à l'élaboration et au suivi
de contrats importants (études, spécifica-
tions, liaisons avec les sous-traitants...).

POSTE ACTIF ET ÉVOLUTIF POUR CANDIDAT
diplômé grande école, ayant au moins 5 ans
d'expérience professionnelle lui ayant
donné une bonne expérience des équi-
pements de distribution (H.T. et B.T.), régu-
lation et automatisme dans l'industrie
lourde.
Connaissances de l'anglais nécessaires.

Ecrire sous référence GV 265 AM.



4 rue Massenet
75016 PARIS

discrétion absolue

Nous sommes une Société spécialisée dans l'emballage en carton et la vente
de systèmes de conditionnement (machines et fournitures) destinés aux
secteurs alimentaire, surgelés, brasseries et autres.

CONTROLEUR DE GESTION

80.000/100.000 F

Réf. 2286

Dans un souci constant de rentabilité, nous souhaitons mettre en place
actuellement un Contrôleur de Gestion dont l'activité sera, dans un premier
temps, orientée vers un nombre d'actions ponctuelles comme la gestion
des stocks, la révision des procédures de prix de revient, l'information
plus vers l'élaboration du budget et du plan, l'analyse des écarts et enfin
vers des fonctions plus larges de Direction financière.
Le poste est évolutif mais il est nécessaire au départ de faire la preuve
d'une première expérience des prix de revient, de la comptabilité analytique,
du contrôle budgétaire et de l'évaluation des stocks.
Une formation de type ESC complétée par un D.E.S. est souhaitable.

INGÉNIEUR DE PRODUCTION

80.000/100.000 F

Réf. 2287

Dans le même souci de rentabilité et de productivité, nous recherchons
également un jeune ingénieur qui devra progresser la qualité et la technicité
de nos produits. Cela implique, bien sûr, la mise en place de la politique
de fabrication et de son contrôle ainsi que la réalisation des programmes
stables, les délais, les écarts de qualité et les coûts.
Votre autorité naturelle devrait vous permettre de prendre en charge aisément
l'animation des équipes placées sous votre contrôle et votre diplôme Arts
et Métiers d'aborder nos problèmes techniques sans difficultés particulières.

Merci d'envoyer votre
C.V. en précisant la
référence du poste à

INTERNATIONAL
BUSINESS DRIVE

28, avenue de Massine

75008 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

IMPRIMERIE DE TELE-
COMMUNICATIONS, PARIS 13^e
recherche dans le cadre
de la mise en œuvre
d'un système informatique
de gestion :

INGÉNIEURS
INFORMATIQUES débutants
Formation Grande École
ou maîtrise informatique
Réf. : INF. 1

ANALYSTES PROGRAM-
MEURS
Titulaires d'un D.U.T. Informa-
tique et ayant 2 ans d'expérience
sur moyen système.
Connaissance bien le Cobol
Réf. : INF. 2

PROGRAMMEURS
COBOL débutants
Titulaires d'un D.U.T.
Informatique
Réf. : INF. 3
Adr. C.V. et prétent., sous réf.,
à A.O.J.P., S.P. 301, Paris 13^e.

Importante Société Industrielle
basilienne Ouest
recherche

CADRE ADMINISTRATIF
pour gestion commerciale et
administration des ventes.

- Diplôme Sup. de Co ou équiv.,
3 à 5 ans exp. poste mme nat.
- Solides notions en comptabilité
et informatique et bonnes
connaissances anglaises.

Env. C.V., lettre manuscrite +
réf. à Régle-Press n° 7 5688 à
45 bis, rue Réaumur, Paris-2^e.
(Discrétion absolue.)

PARIS-METRO, magazine
parisien publié en anglais, ch.
vendeur espace public av. expér.
Tel. : 857-54-17

IMPORTANT SOCIÉTÉ COMMERCIALE
PARIS-16^e, recherche

JEUNE COLLABORATEUR

pour service expert, matériel et matériels pour
construction. B.T.S., D.U.T. ou équivalent.
Quelques années d'expérience dans la fonction.
Anglais indispensables.

Adresser curr. vitae et prétentions à n° 87.187,
CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.



Société Industrielle Française
de biens d'équipement
en constante et rapide expansion
recherche
pour sa direction informatique

UN ANALYSTE

Il participera au sein d'une équipe jeune, au dévelop-
pement du système de gestion de production.
De formation Ingénieur, il aura eu une expérience
d'environ 2 ans en informatique de gestion.
Le poste est situé à PARIS.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à :

A.M.R.I. - Service du Personnel
50, av. Daumesnil - PARIS 12^e

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 72
"Placeurs encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	48,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	6,00	10,33
	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne 72
"Placeurs encadrés"	28,00	32,09
Double insertion	34,00	39,70
"Placeurs encadrés"	40,00	48,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,09

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

W
SOCIÉTÉ REPUTATION MONDIALE
ACCESSOIRES MACHINES - OUTILS
DE PRÉCISION
(proche Banlieue Paris)
offre situation de

DIRECTEUR COMMERCIAL

(France - Export)
— A Ingénieur A.M. ou similaire, minimum 35 ans, justifiant expérience Direction Commerciale (3 ans minimum) dans branche bien d'équipements mécaniques.
— Frère du P.D.G., il met en place, gère, organise, anime la politique commerciale de la société, veillant à défendre, à développer l'importante part de son marché national et international.
— Anglais et/ou Allemand indispensables.
Les candidats auront communication verbale avec conseil d'orientation des résultats de l'examen de leur dossier.
Le candidat définitivement choisi sera suivi et intégré par notre société pendant 6 mois.
Envoyer C.V. man. et dat. avec photo et prétentions sous référence 9095 TO à :

MORENO CONSEIL
17, r. Courbevoie, 9180 REIMS
4, cité d'Euville, PARIS (19)

chef de service commercial

35.000 env.
COMPOSANTS INDUSTRIELS - NEUILLY-S.-SEINE

VOUS avez un tempérament de négociateur et de leader, et vous savez déjà manager une équipe de vente et conduire des stratégies commerciales. Vous savez aussi organiser efficacement l'administration des ventes. Enfin vous avez une solide formation en électrotechnique.

NOUS sommes une société commerciale en expansion, agent importateur de grandes marques. Nous créons cette fonction rattachée au Directeur Commercial pour développer ou lancer plusieurs lignes de produits (avec 1 personne dont 2 ingénieurs - C.A. : 15 millions aujourd'hui, plus de 20 millions en 1977).

La connaissance de l'allemand (et de l'anglais) serait appréciée.

Envoyez-nous sous réf. 602/M, SWEETS, B.P. 260, 75424 PARIS CEDEX 08.

N° 2 mondial en nombre
d'ordinateurs installés
promoteur de « l'information temps réel »
avec les célèbres PDP
DIGITAL

a pour objectif de doubler son chiffre d'affaires tous les deux ans
et recrute des

ingénieurs commerciaux

- ayant une formation scientifique
- l'expérience de la vente des produits informatiques (matériel ou logiciel)
- la pratique de l'anglais courant.

DIGITAL vous propose de partager le succès d'une équipe jeune, raisonnablement agressive, où le désir de se dépasser n'exclut pas les échanges humains.

Adresser votre candidature à :
Direction du personnel VM 4
18, rue Saarinen - Silic 225
94528 RUNGIS cedex

digital

Premier Groupe Français
SPECIALISE EN SERVICES INDUSTRIELS
recherche

CHEF DE RÉGION

Paris

Pour diriger, animer, dynamiser une équipe commerciale soutenue par une structure administrative efficace.

Ce responsable, 30 ans minimum, excellent négociateur dont le goût de la vente est intact, doit avoir une expérience dans le domaine des Services.

UNE BONNE CONNAISSANCE DU MARCHÉ INTERMÉDIAIRE SERA À APPRÉHENDER.

Le poste exige : volonté, initiative, esprit d'équipe, capacités de gestionnaire.

SALAIRE DE DÉPART 84.000 F/AN + FRAIS

Envoyer lettre manuscrite, court C.V., réf. 65 à Michel TCHOWSKY

qui vous garantit réponse et discrétion.

ADC 6, rue Bray
PARIS 75017 PARIS

Actions pour le Développement Commercial

SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION HOTELIÈRE
recherche

UN CONTRÔLEUR DE GESTION

DE FORMATION SUPÉRIEURE

28 ans minimum.

FONCTIONS :

- analyse d'exploitation
- diagnostics financiers et de gestion.

Expérience indispensable : plusieurs années dans l'hôtellerie et/ou la restauration collective (exploitation - food and beverage - contrôle de gestion).

QUALITÉS : rigueur intellectuelle et goût de la recherche, esprit de synthèse, aptitudes à l'expression écrite et orale, capacités à « vendre » son point de vue.

Lieu de travail : PARIS.

Envoyer C.V., photo et prêt. à No 3671

CONTEXTE PUBLICITE 20, Av. Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 - qui trans.

PERSONNALITÉ D'ENVERGURE

Après une formation solide d'ingénieur vous vendez depuis 3 ans des systèmes organisés autour de calculateurs et ce dans le domaine bancaire.

Vos compétences, vos relations dans les banques, vos capacités d'initiatives et votre autonomie vous permettent maintenant de postuler à une fonction de promotion et de négociations de contrats importants au plus haut niveau.

NOUS SOMMES UNE PUISSANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
SPECIALISÉE DANS LES TELECOMMUNICATIONS

Concluons un contrat ensemble
et devenez.
INGÉNIEUR COMMERCIAL
chez nous

- Ce poste, disponible immédiatement, implique de fréquents déplacements en France et à l'étranger
- Son lieu d'attache est la proche banlieue Sud
- La rémunération sera composée d'un fixe élevé et d'un système d'intéressement.

Envoyez C.V., photo et prétentions sous réf. 6137

COFAP

40, rue de Chabrol 75010 Paris 10

directeur de
marque Pap enfant
directeur de
marque Pap féminin

PARIS

140 000 +

Notre entreprise crée et commercialise des articles de confection destinés à la femme et à l'enfant sous des marques différentes jouissant actuellement d'une bonne notoriété.
Notre développement est constant (C.A. : 55 millions). Soucieux de doter l'entreprise de structures modernes et dans le but de faire face à notre développement, notre Direction crée des postes nouveaux et veut confier la direction de chacune de nos marques à des hommes capables de travailler en liaison étroite avec elle pour adapter nos collections aux marchés, en définir les plans, restructurer et animer nos équipes de vente, développer l'export.
Pour réussir, il faut des qualités de jugement ainsi qu'une expérience similaire acquise dans l'habillement. Anglais et/ou allemand appréciés.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence : 62521/M (à mentionner sur l'enveloppe) à l'attention de J.P. VELLA - Responsable Secteur Habillement.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

1, RUE DANTON 75261 PARIS CEDEX 06

STE DE VENTE PAR CORRESPONDANCE

recherche

DIRECTEUR FINANCIER

- Expérience de la V.P.C., de l'informatique, de la gestion des stocks et des capitaux.
- Connaissance éprouvée des problèmes financiers et comptables.
- Étroite collaboration avec P.D.G.
- Salaire en fonction des aptitudes.
- Age minimum 28 ans.

Envoyer curriculum vitae à J.-P. CARTIER, VAL PUBLICITE - 12-14, rue de Rambervilliers, 75012 PARIS.

Importante société parfumerie et cosmétique recherche pour son siège social

ATTACHE A LA DIRECTION EXPORTATION pour l'EUROPE

Fonction : à l'occasion de nombreux voyages assurer les contacts avec les agents de distributeurs étrangers et assurer leurs équipes de vente, suivre l'évolution de ces marchés et élaborer avec la direction les plans d'actions.

30 ans minimum. Connaissance courante de l'anglais et de l'allemand. Expérience vente produits de grande consommation et préférence parfums, cosmétiques.

Connaissance des problèmes de distribution également indispensable.

Possibilité réelle d'évolution.

Adresser CV et prêt., sous réf. 11.506 M

HAVAS CONTACT 156, Boulevard Haussmann, PARIS 8ème.

Nous sommes filiale d'une Entreprise
de réputation Mondiale,
sous-traitante de l'industrie des transformateurs

nous recherchons

pour notre expansion sur le marché français

UN REPRÉSENTANT

pour la surveillance de l'industrie des transformateurs
et des entreprises d'électricité

Nous recherchons un élément jeune, dynamique et ambitieux, désireux de créer une situation d'avenir.

Il devra si possible entrer en fonction le 1^{er} janvier 1977.

La connaissance du secteur force-courant n'est pas obligatoire mais préférence sera donnée à candidat ayant une bonne expérience technique et des aptitudes à mener les négociations. Ce poste entraîne de fréquents voyages dans toute la France.

L'échange de correspondance avec le siège se fera en Allemand et la pratique courante de cette langue s'avère donc indispensable. De bonnes connaissances en Anglais seront appréciées.

Pour une adaptation sérieuse et enthousiaste, nous offrons une excellente rémunération, une voiture de fonction et à disposition.

Si vous répondez à notre profil et que notre offre vous intéresse, adressez votre candidature avec lettre manuscrite et C.V. à :

I.W.W. GMBH ADLERHEIDSTRASSE 15 - D-6200 WIESBADEN

Tél. : 15.49.6121-89 548.

FINANCIAL CONTROLLER

La filiale française de commercialisation d'une importante société américaine recherche pour la banlieue Sud-Ouest de Paris un Financial Controller. Dépendant directement du Directeur Général, il sera responsable de l'ensemble des opérations comptables, fiscales et financières. Il sera plus particulièrement chargé de l'établissement du reporting, de la préparation des budgets et des déclarations fiscales, des services de comptabilité générale ainsi que des problèmes de gestion de personnes.

Le poste convient à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur et possédant le DEC. Il doit avoir une expérience de plusieurs années à un poste similaire dans une société anglo-saxonne ou avoir travaillé dans un cabinet d'audit international.

Agé de 28 ans minimum, ayant une parfaite connaissance de la langue anglaise, il devra avoir les qualités humaines et la personnalité qui lui permettront de s'intégrer dans une équipe performante et efficace. Il sera offert une rémunération qui sera fonction de l'expérience du candidat.

Les candidats intéressés sont priés d'envoyer leur curriculum vitae et prétentions à C. Nguyen, 2, avenue Montaigne, 75008 Paris, sous référence M 6152. Discrétion assurée.

SERI RENAULT ENGINEERING
recherche

un conseiller commercial de haut niveau

pour sa division ORGANISATION AMÉNAGEMENT

• Le candidat aura une formation supérieure et une expérience indispensable de plusieurs années dans des sociétés ou services d'ingénierie, au plan de la vente d'études ou de conseil.

• Son action devra s'exercer auprès de responsables Industriels et porter sur la stratégie même de l'entreprise (technique économique humaine).

• Il travaillera en collaboration avec une équipe de techniciens avec laquelle il devra définir une politique de produits.

• Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire et celle d'une autre langue sera un atout supplémentaire.

• La rémunération proposée tient compte de la valeur du candidat et des exigences ci-dessus énoncées.

Envoyez C.V. détaillé manuscrit, photo, références et prétentions au

Service du personnel de la

SERI - B.P. 19

2, av. du Vieux Etang

75350 Bois d'Arcy

SERI
RENAULT ENGINEERING

هزارم النمل

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne TC
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	48,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX-OU PROPOSITIONS COMMERC.	8,00	10,33
	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne TC
"Placards encadrés"	28,00	32,69
Double insertion	34,00	39,70
"Placards encadrés"	38,00	44,37
L'AGENDA DU MONDE	40,00	46,70
	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

CORPORATE BANKING

BANQUE AMERICAINE PARIS 80000
La succursale française d'une des plus grandes banques américaines développe ses activités dans le domaine du corporate banking et recherche un Attaché de Direction.

Dans un premier temps il participera activement à l'analyse, l'étude et la mise en place de crédits et se familiarisera avec les procédures et politiques de crédit de la banque. Il sera ensuite intégré au sein d'une équipe chargée des relations commerciales. Ce poste offrira de réelles chances de développement dans une banque américaine et une connaissance de l'anglais sont exigées.

Ad. CV 42, à G.C. FULCONIS
A/N. M.5011 Tour Montparnasse
33, avenue de Mafin
75006 PARIS CEDEX 15

psychologue d'entreprise

PARIS

Actuellement, si la nécessité d'aller chercher à l'extérieur de l'entreprise un certain nombre de collaborateurs de qualité - en particulier des commerciaux - subsiste, l'activité d'un Service de Psychologie doit se tourner de plus en plus vers le personnel en place, afin d'évaluer ses potentialités, de l'aider, de pouvoir par mutations le plus grand nombre possible de postes et d'élargir la hiérarchie à optimiser ses équipes.

Pour cela il faut posséder une solide compétence à la fois dans le domaine de la connaissance de l'entreprise, des filières, des postes et sur le plan de l'évaluation des hommes. Si vous pouvez avancer une expérience réelle dans ce domaine, et que vous soyez intéressé par la possibilité de vous intégrer à une petite équipe agissant dans ce sens au sein d'un groupe employant 7000 personnes, écrivez en motivant votre candidature, sous référence 8207 à :

organisation et publicité
2 RUE MARIGNY 75001 PARIS / GUT TRANSMETRA

COLLABORATEUR COMMERCIAL

Elle a le cadre de ses activités liées à la formation professionnelle et à la permanence des métiers manuels, notre Association (500 personnes) réalise, grâce à ses ateliers, des ouvrages destinés à assurer la pérennité de ces métiers.

Elle souhaite confier à un collaborateur commercial la diffusion de ses réalisations. En d'autres termes, elle recherche un représentant commercial pour son réseau de vente.

Elle offre en contrepartie :
- Mettre en œuvre les moyens commerciaux appropriés ;
- Contribuer, par sa propre action de vente, à l'instauration d'une clientèle sensible à ces problèmes.

Ecrire avec C.V., photo et références sous réf. 528/M à :

SOCIÉTÉ SAFETY
fabrique de cartons de Tumbler
105, av. V. Hugo, 75116 PARIS.

UN COMPTABLE 2^e
poste convenant à tout homme ayant bachelier ou équivalent et diplôme comptable de 2^e année.

Expérience confirmée, comptabilité, informatique, sans contact humain. Poste assenti cadre.

Rémunération suivant aptitude du candidat.

Env. C.V., photo et réf. à :

Mlle HENRI SAFETY S.A.
C.V. Ed. Vallée
92107 Boulogne-Billancourt.

24 des Traductions techniques
cherche

TRADUCTEURS
anglais et russe.

Ec. n° 7 09072 N. Régie-Pressa
85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

RESPONSABLE SERVICE FORMATION COMMERCIALE

BSN-Gervais Danone recherche un diplômé d'études supérieures qui, après avoir pratiqué la vente sur le terrain pendant quelques années, se consacre depuis au moins 3 ans à la formation d'équipes de vente, de préférence dans le secteur de la grande consommation.

Nous lui proposons de prendre la responsabilité du Service Formation à la Direction Commerciale de Gervais Danone France. Il aura en charge la formation du réseau de vente et de distribution de cette Société : recensement des besoins, élaboration des plans de formation et des budgets correspondants, animation de sessions, suivi, contrôle et évaluation des actions. Son évolution pourra se faire par la suite soit dans le domaine commercial soit dans les relations humaines.

Le poste, basé à Levallois-Perret, nécessite des déplacements dans toute la France.

Adressez votre candidature, avec cv, détaillé, à :

Jean Burckel, BSN-Gervais Danone,
126/130, rue Jules Guesde, 92302 LEVALLOIS,
sous réf. J 21 M.

bsn.gervais danone

chef de produit grande consommation

Société Alimentaire, filiale d'un groupe Européen puissant, implantée en France depuis 6 ans et réalisant un C.A. de 150 Millions / an offre à un jeune chef de produit l'opportunité de créer et de prendre en charge le Marketing de ses produits.

En liaison directe avec le Directeur Général, ce cadre devra concevoir un plan d'action et une stratégie commerciale, qu'il mettra en œuvre tout en assurant la réalisation des actions promotionnelles destinées à dynamiser le marché de ses produits.

Diplômé d'une école supérieure de commerce le candidat doit avoir au moins 2 ans d'expérience dans le Marketing d'un produit de Grande Consommation, de préférence alimentaire.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence : 63147/M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75233 PARIS CEDEX 04

BANQUE AMERICAINE de premier plan recherche pour PARIS CADRE COMPTABLE CONFIRMÉ

Le candidat se verra chargé d'analyser et de gérer une petite équipe responsable de la préparation des états financiers adressés aux autorités de tutelle françaises.

Le poste conviendrait à un candidat possédant le DECS complet, familier de la comptabilité internationale. Une expérience bancaire serait un atout important.

La connaissance de l'anglais ainsi que des techniques américaines de reporting permettrait une évolution certaine au sein de la banque.

Adressez C.V., manuscrit et références à O.P.P. n° 946, 12, rue de l'Ély, 75008 PARIS, qui transmettra.

UN JEUNE DIPLOMÉ D'ÉDUCATION PHYSIQUE

Le département des relations humaines d'une importante Société de Services (100 km Nord-Est Paris) crée pour

le poste d'ANIMATEUR. Ce nouveau collaborateur aura pour mission l'intégration et la dynamisation d'activités sportives et culturelles au sein de l'entreprise.

Idéalement, il aura exercé une première activité en milieu scolaire et étendu son expérience à des domaines culturels (Maisons de jeunes, Clubs de loisirs, etc.).

Les candidatures de débutants ne sont néanmoins pas exclues.

Adressez votre dossier à Solange MONTEL, sous réf. 11512, à PLEIN EMPLOI, 10, rue du Mail, 75002 PARIS.

ÉTUDES INTERNATIONALES D'UNE DE SES DIRECTIONS TECHNIQUES (50 INGÉNIEURS) situées en région parisienne

UN INGÉNIEUR D'ÉTUDES 30 ANS MINIMUM

ayant une parfaite maîtrise de l'italien, de formation ENSI ou équivalente. Expérience dans le secteur mécanique automobile souhaitée.

QUALITÉS REQUISES :

- dynamisme ;
- sens du contact ;
- méthode.

Envoyer C.V., photo et références s/réf. 6-268, P. LICHOU S.A., 10, rue de Louvois, 75003 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

INGÉNIEUR MANUTENTION COMMERCIAL

Une société française assure la fabrication de systèmes de sécurité appliqués à la manutention et au pesage. Elle souhaite engager un ingénieur ayant plusieurs années d'expérience de la vente de moyens de manutention.

Adressez votre dossier sous n° 819, G.M. RECRUTEMENT, 124, boulevard Malesherbes, 75017 PARIS.

IMPORTANT CARTONNAGE PROVINCE recherche

COLLABORATEURS (TRIGES)

exclusifs pour développer ses ventes à clientèle industrielle PARIS et REGION.

- Contacts à haut niveau ;
- Expérience cartonnage et impression demandée.

Adressez lettre manuscrite avec C.V. et photo à HAVAS AVIGNON 2673, qui transmettra.

UN DES PLUS GRANDS GROUPES FRANÇAIS recherche pour son Siège à PARIS SON DIRECTEUR DU SERVICE INFORMATIQUE

Il lui sera demandé :

- d'être un professionnel de très haute compétence, d'assurer son autorité sur une double et importante équipe d'analystes et d'exploitants ;
- de pouvoir effectuer des missions d'organisation portant sur des domaines opérationnels variés.

Pour ce poste qui se situe à proximité immédiate de la Direction Générale, il sera offert un niveau de situation de premier ordre.

Adressez C.V. à N° 11184 EMPLOIS ET ENTREPRISES 19, r. Volney 75002 PARIS

PERKIN ELMER FRANCE recherche pour son département CHROMATOGRAPHIE CHEF DES VENTES de haut niveau

pour assurer la responsabilité totale des ventes du département chromatographie et traitement de l'information.

DÉPENDANT DIRECTEMENT du Président-Directeur Général, il animera une équipe d'ingénieurs de Vente placés sous son autorité.

IL BÉNÉFICIERA de la collaboration d'un grand nombre d'autres ingénieurs de Vente commercialisant toute la gamme de produits à travers la France.

LE CANDIDAT devra avoir une solide connaissance de base en chromatographie et une sérieuse expérience en marketing.

Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

La rémunération est fonction des compétences acquises dans la profession, elle est constituée d'un salaire de base plus intéressement.

Ecrire avec C.V. et photo au Président de PERKIN ELMER FRANCE

19, rue des Peupliers, 92270 BOIS-COLOMBES

IMPRIMERIE OFFSET COULEUR SITUÉE À PARIS recherche

JEUNE CADRE

ayant les aptitudes d'un futur chef de fabrication.

• Très bon niveau de compétence professionnelle ;
• Qualités d'organisation et de gestion ;
• Sens du commandement et des relations commerciales.

Ecrire n° 8006 « le monde » pub. 5, r. des Italiens 75421 Paris 9^e, qui transmettra.

La Maison Evolutive Cofra

recherche dans le cadre de son développement à PARIS et en PROVINCE

PLUSIEURS DIRECTEURS D'AGENCE réf.S.1

pour création nouvelles points de vente (Alsace, Lorraine, Centre, Ouest et Sud-Ouest)

Responsables sur les plans commercial, technique et administratif de la réalisation des objectifs fixés en accord avec la Direction des Ventes.

Formation supérieure commerciale ou ingénieur complétée par expérience professionnelle de 3 ans ou plus.

Intéressement aux résultats commerciaux.

1 CHEF COMPTABLE réf.T.1

(lieu de travail : PARIS)

Responsable sous l'autorité du contrôleur de gestion de la comptabilité générale jusqu'au bilan.

Services connaissances fiscales et droit des sociétés requises. Formation Sup. de Co D.E.C.S. ou équivalent et expérience pratique de 5 ans min.

1 INGÉNIEUR DES VENTES EXPORTATION réf.V.1

(résidence Paris)

Disponible pour voyager 50 % de son temps ou plus et capable de négocier contrats importants auprès d'une clientèle internationale.

Formation supérieure commerciale ou ingénieur. Anglais courant indispensable. Expérience exportation 4 ans ou plus.

1 INGÉNIEUR ADJOINT AU DIRECTEUR D'USINE réf.W.1

(lieu de travail : proche ORLÉANS)

Responsabilités initiales : ordonnancement, approvisionnement, achats, stocks.

Formation supérieure Ecole Supérieure du bois ou A.M. ou équivalent. Une expérience d'usine d'environ 5 ans est nécessaire, de préférence dans l'industrie du bois.

1 INGÉNIEUR D'ÉTUDES CONFIRMÉ réf.X.1

(lieu de travail : proche ORLÉANS)

Formation Ecole Supérieure du bois, T.P. ou autre école d'ingénieurs. Expérience de 3 à 5 ans de préférence dans l'industrie du bâtiment.

1 CADRE EXPERIMENTÉ réf.Y.1

(lieu de travail : PARIS)

Pour service devis et études sol et maçonnerie.

Expérience 10 ans ou plus des problèmes de mécanique des sols et gros-œuvre. Formation ingénieur ou assimilé.

1 RESPONSABLE FINANCEMENT CLIENTS réf.Z.1

(lieu de travail : PARIS)

Sous l'autorité du chef de service trésorerie, il sera chargé du contrôle des dossiers, des appels de fonds, des autorisations de lancement des travaux.

Expérience banque et financement immobilier indispensables. Formation supérieure commerciale, Sciences Eco ou équivalent.

1 INGÉNIEUR D'ÉTUDES DÉBUTANT réf.A.2

(lieu de travail : proche ORLÉANS)

Formation Ecole Supérieure du bois, T.P. ou autre école d'ingénieurs. Débutera sa formation dans une fonction de projet. Anglais ou allemand utile.

Pour tous ces postes de réelles perspectives d'évolution seront offertes aux candidats de valeur.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo en précisant références et prétentions à :

SELECOM
225 rue du Fr. Saint-Honoré
75008 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ Secteur Auto R.P.

REF. 001

INGÉNIEUR grande école

à 10 ans expér. marketing technique, rech. produits nouveaux.

REF. 002

INGÉNIEUR affaire électrique

à 10 ans expér. esprit vendeur.

REF. 003

INGÉNIEUR documentaliste

à 15-20 ans expér. réparations auto, esprit méthodique expér.

REF. 004

CADRE prospection

expér. Début. ou expérimenté. Ingénieur diplômé ou I.E.C.

Espeç. Supers pour courants à l'allemand ou espagnol. Déplacements fréquents.

Env. C.V., manuscrit et réf. à :

Métayer, 164, fr. St-Honoré, Paris-8^e. Réf. 426, qui transmettra.

FOURNITURES DE LÉGS TOUZART et MATIGNON recherche AGENTS

TECHNICO-COMMERCIAUX pour région parisienne

B.T.S. CHIMIE ou EXPR. FIXE + PRIMES + frais voit.

Env. C.V., réf. et photo, 3, rue ANYOT, 75008 PARIS

RECHERCHONS COLLABORATRICE SERVICES FINANCIERS (gestion trésorerie)

- Niveau min. I.U.T. gestion de 2 années et sciences économiques ;
- DACTYLO indispensable.

Adressez C.V. et prétentions (avec mention idéolog. personnel) à PROSERVICES (réf. F.C.), 11, rue Lazare-Hoch, 75014 BOULOGNE.

Importante société d'expertise comptable spécialisée dans AUDIT et études financières, recherche

EXPERTS COMPTABLES STAGIAIRES

- Libres rapidement ;
- Formation R.E.C. E.S.C. ;
- I.E.P. ; E.S.E.C.

Conditions impératives : DECS complet, libérés O.M., pas moins de 2 années d'expérience confirmées dans firme d'AUDIT ou entreprise (Direction comptable ou AUDIT interne). Les candidatures ne remplissant pas ces conditions ne seront pas examinées.

Ecrire avec C.V. et photo à : S. E. F. E. C., 12, rue Marguerite, 75017 Paris.

offres d'emploi

offres d'emploi

demandes d'emploi

demandes d'emploi

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

90 000 +
Un groupe de Sociétés commerciales à vocation européenne (en France 200 millions de F de CA) recherche un

JEUNE DIPLOME DE GRANDE ECOLE COMMERCIALE

(HEC, ESSEC...) pour lui confier la direction des services administratifs des différentes Sociétés du Groupe (administration des ventes, expéditions, informatique, services techniques, reprographie).
Ce poste demande une expérience de 5 ans au moins en organisation et en gestion dans une entreprise commerciale.
Le Groupe, très dynamique, permet une évolution rapide et diversifiée.

Ecrire à Mme PRISSARD, tél. 11.498 M
à PLEIN EMPLOI 10, rue du Mail 75002 PARIS.
(Joindre une enveloppe à votre nom)

IMPRIMERIE

Notre imprimerie, très implantée et en expansion constante, grâce à son dynamisme, recherche pour son bureau commercial :

ATTACHE (EE) COMMERCIAL (E)

pour
PARIS et REGION PARISIENNE
Sous ordres du Directeur Général.
Connaissance en imprimerie souhaitée. Situation d'avenir intéressante pour les hommes (femmes) possédant un moral de gagnier.
Discrétion assurée.
Env. photo avec C.V. au n° 8.007, « le Monde » Publi., 5, rue des Italiens, 75227 PARIS (9^e).

SOCIETE MULTINATIONALE

Leader dans sa branche recherche pour renforcer l'équipe AUDIT INTERNE

UN CADRE DEBUTANT

Qualités requises :
- un diplôme d'études supérieures orienté vers la gestion comptable ;
- une bonne connaissance de l'anglais (lu, parlé et écrit) ;
- le sens des contacts à tous les niveaux ;
- un esprit rigoureux et objectif.
Envoyer C.V. manuscrit et photo sous réf. 7262/M à P. LICHARD S.A., 10, rue de Valenciennes, 75003 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

RESPONSABLE ACHATS

PARIS
Société de la chemise pour homme, sous contrat à un homme jeune la relation suivante : négociation des marchés, planification des approvisionnements d'une unité de 50 personnes, gestion des achats sur informatique, recherche de nouveaux produits. Une formation commerciale, et si possible une expérience de 2 ans acquises dans l'habillement et la connaissance de l'anglais seront appréciées. Le poste mène à de réelles possibilités d'évolution.
Envoyer C.V., photo récente et résumés act. à la réf. 6119/M (à mentionner sur l'env.). Le secret absolu des candidatures est assuré par :
BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 PARIS CEDEX 06

ETABLISSEMENT IMPORTANT

Région Parisienne

UN JEUNE INGENIEUR PHYSICO-CHEMISTE

pour mener des études de sécurité sur produits
Ecrire avec C.V. et prêt. à n° 87.321, CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

IMPRIMERIE SUD DE PARIS

recrute
pour études approfondies des propriétés mécaniques de matériaux visco-élastiques

JEUNE INGENIEUR HAUT NIVEAU

(Centrale, Ponts et Chaussées, Doctorat d'Etat...)
Ecrire avec C.V. et prêt. à n° 87.509 CONTESSÉ Publ., 20, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er}

SOCIETE EN PLEINE EXPANSION

recrute

AGENTS TECHNIQUE-COMMERCIAUX

pour visite et prospection clientèle industrielle - Région Rhône-Alpes -
Formation technique. Voiture indispensable. Fixe + commission + participation frais déplacement
Ecrire Société RIVAY-SAMIA, 118-121, rue Victor-Gabriel, Villejuif, ou tél. : 696-12-84.

Centre de Formation Supérieure de Management

recrute

PROFESSEUR CONSULTANT

Experts en Sciences sociales appliquées au fonctionnement des organisations. 8 ans d'expérience min.
Adressez C.V. et prétentions au C.F.S.M., Grande-Vole des Vignes, 92290 CHATENAY-MALABRY.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL

recherche
CADRE COMPTABLE

Formation exigée grande école, option finances comptabilité, E.S.S.E.C., SUP de CO., E.S.C.A.E.

Réelles possibilités d'évolution de carrière.
Expérience de quelques années souhaitable.
Lieu de travail : Banlieue Nord-Est.

Ecrire avec C.V., photo (retourner) sous n° 87.238, CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

ENTREPRISE 150 PERSONNES

en expansion recherche

COMPTABLE

2^e ECHOLON
pour compt. générale et p.ale. C.V. et photo à : M. J. P. LICHARD, 10, rue de Valenciennes, 75003 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE

DE DISTRIBUTION
Membr. - Electronique - H.F., etc.
recherche

DIRECTEURS

DE MAGASINS
pour région parisienne et province.
Grande autonomie de gestion. C.V. et photo à : M. J. P. LICHARD, 10, rue de Valenciennes, 75003 PARIS, qui transmettra.

UN INGENIEUR

CALCULATEUR
ayant quelques années d'exp. du calcul scientifique assisté par ordinateur.
Formation souhaitée : licence M.A.P. et option informatique.
Env. C.V. et photo sous réf. 8214/M à P. LICHARD S.A., 10, rue de Valenciennes, 75003 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

COLLABORATEUR

25 ans minimum, formation juridique, libre, rapide, Sud. Lieu de travail : banlieue Sud. - Apte activités variées. - Not. statistique appréciée. - Ecr. lettre manuscrite avec C.V. et photo à : F.A.C.P.A., 30, rue de la Tour-d'Auvergne, 75001 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

INFORMATICIEN

pour concevoir et mettre en place un système de traitement d'informations basées sur C.A.S. - A.P.E. - Lieu de trav. : Paris. Adr. C.V. et photo à : P. LICHARD S.A., 10, rue de Valenciennes, 75003 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

ADJOINT CHEF COMPTABLE

pour un grand groupe de la région parisienne. - Apte activités variées. - Not. statistique appréciée. - Ecr. lettre manuscrite avec C.V. et photo à : F.A.C.P.A., 30, rue de la Tour-d'Auvergne, 75001 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

REDACTEUR

pour un grand groupe de la région parisienne. - Apte activités variées. - Not. statistique appréciée. - Ecr. lettre manuscrite avec C.V. et photo à : F.A.C.P.A., 30, rue de la Tour-d'Auvergne, 75001 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

REDACTEUR

pour un grand groupe de la région parisienne. - Apte activités variées. - Not. statistique appréciée. - Ecr. lettre manuscrite avec C.V. et photo à : F.A.C.P.A., 30, rue de la Tour-d'Auvergne, 75001 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

REDACTEUR

pour un grand groupe de la région parisienne. - Apte activités variées. - Not. statistique appréciée. - Ecr. lettre manuscrite avec C.V. et photo à : F.A.C.P.A., 30, rue de la Tour-d'Auvergne, 75001 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

REDACTEUR

pour un grand groupe de la région parisienne. - Apte activités variées. - Not. statistique appréciée. - Ecr. lettre manuscrite avec C.V. et photo à : F.A.C.P.A., 30, rue de la Tour-d'Auvergne, 75001 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

REDACTEUR

pour un grand groupe de la région parisienne. - Apte activités variées. - Not. statistique appréciée. - Ecr. lettre manuscrite avec C.V. et photo à : F.A.C.P.A., 30, rue de la Tour-d'Auvergne, 75001 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

REDACTEUR

pour un grand groupe de la région parisienne. - Apte activités variées. - Not. statistique appréciée. - Ecr. lettre manuscrite avec C.V. et photo à : F.A.C.P.A., 30, rue de la Tour-d'Auvergne, 75001 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

REDACTEUR

pour un grand groupe de la région parisienne. - Apte activités variées. - Not. statistique appréciée. - Ecr. lettre manuscrite avec C.V. et photo à : F.A.C.P.A., 30, rue de la Tour-d'Auvergne, 75001 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

REDACTEUR

pour un grand groupe de la région parisienne. - Apte activités variées. - Not. statistique appréciée. - Ecr. lettre manuscrite avec C.V. et photo à : F.A.C.P.A., 30, rue de la Tour-d'Auvergne, 75001 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

REDACTEUR

pour un grand groupe de la région parisienne. - Apte activités variées. - Not. statistique appréciée. - Ecr. lettre manuscrite avec C.V. et photo à : F.A.C.P.A., 30, rue de la Tour-d'Auvergne, 75001 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

REDACTEUR

pour un grand groupe de la région parisienne. - Apte activités variées. - Not. statistique appréciée. - Ecr. lettre manuscrite avec C.V. et photo à : F.A.C.P.A., 30, rue de la Tour-d'Auvergne, 75001 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

REDACTEUR

pour un grand groupe de la région parisienne. - Apte activités variées. - Not. statistique appréciée. - Ecr. lettre manuscrite avec C.V. et photo à : F.A.C.P.A., 30, rue de la Tour-d'Auvergne, 75001 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

REDACTEUR

pour un grand groupe de la région parisienne. - Apte activités variées. - Not. statistique appréciée. - Ecr. lettre manuscrite avec C.V. et photo à : F.A.C.P.A., 30, rue de la Tour-d'Auvergne, 75001 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

REDACTEUR

pour un grand groupe de la région parisienne. - Apte activités variées. - Not. statistique appréciée. - Ecr. lettre manuscrite avec C.V. et photo à : F.A.C.P.A., 30, rue de la Tour-d'Auvergne, 75001 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

REDACTEUR

pour un grand groupe de la région parisienne. - Apte activités variées. - Not. statistique appréciée. - Ecr. lettre manuscrite avec C.V. et photo à : F.A.C.P.A., 30, rue de la Tour-d'Auvergne, 75001 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

REDACTEUR

pour un grand groupe de la région parisienne. - Apte activités variées. - Not. statistique appréciée. - Ecr. lettre manuscrite avec C.V. et photo à : F.A.C.P.A., 30, rue de la Tour-d'Auvergne, 75001 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

REDACTEUR

pour un grand groupe de la région parisienne. - Apte activités variées. - Not. statistique appréciée. - Ecr. lettre manuscrite avec C.V. et photo à : F.A.C.P.A., 30, rue de la Tour-d'Auvergne, 75001 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

REDACTEUR

pour un grand groupe de la région parisienne. - Apte activités variées. - Not. statistique appréciée. - Ecr. lettre manuscrite avec C.V. et photo à : F.A.C.P.A., 30, rue de la Tour-d'Auvergne, 75001 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

REDACTEUR

pour un grand groupe de la région parisienne. - Apte activités variées. - Not. statistique appréciée. - Ecr. lettre manuscrite avec C.V. et photo à : F.A.C.P.A., 30, rue de la Tour-d'Auvergne, 75001 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

REDACTEUR

pour un grand groupe de la région parisienne. - Apte activités variées. - Not. statistique appréciée. - Ecr. lettre manuscrite avec C.V. et photo à : F.A.C.P.A., 30, rue de la Tour-d'Auvergne, 75001 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

LE MOYEN-ORIENT

C'EST L'AVENIR !
JE VEUX VOUS AIDER A PREPARER CET AVENIR.

CADRE POLYVALENT

D.E.C.S. - LICENCE SCIENCES ECONOMIQUES

• 30 ans, 8 ans d'expérience dans des postes clés à dominante comptable et financière avec sociétés internationales en Afrique et au Moyen-Orient.
• Parfaitement bilingue (anglais, français, arabe) et familier des diverses facettes commerciales et gestionnelles des entreprises à vocation internationale ainsi que de la spécificité des marchés arabes, mes motivations me portent vers des postes non routiniers, potentiellement évolutifs à court et moyen terme, et impliquant à possible des aspects éducatifs originaux ainsi qu'une marge d'initiative, de manœuvrabilité et de créativité.
• Lieu de travail indifférent. Mairie : ZAERBAI, 3, r. Notre-Dame-de-Bonne-Nouvelle, 75003 Paris ou 184 boulevard du 100-10-01, entre 9 h. et 14 h.

ATTACHE DE DIRECTION

Ingen. diplômé en électrotechnique. Grande Ecole. Allemand, 35 ans, français, anglais, allemand et arabe. Connaissance des marchés marketing, grand potentiel et facile d'adaptation.
• Plusieurs années expérience vente de systèmes électroniques et à base de mini-ordinateurs à l'étranger.
• Actuellement attaché de direction chargé du suivi d'une clientèle potentielle.

Recherche :
• Poste opérationnel au sein de la Direction Commerciale d'une Société Dynamique.
• Avec résidence en France, Allemagne ou Suisse. Etude de la situation potentielle.
Ecrire n° 8.004, « le Monde » Publi., 5, rue des Italiens, 75227 PARIS CEDEX 08.

UN JEUNE CADRE

24 ans, Nationalité Suisse (bilingue).
- Résident à Paris depuis 3 ans.
- Connaissance bien le Marché français Marketing et promotion des Ventes.
- Vous offre la possibilité d'être secondé efficacement.
DEMANDEZ ENSEMBLEMENT A VOTRE SECRETAIRE d'envoyer votre carte de visite.
Mettre d'écriture sous n° 87.489 M, REJOIE-PROSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2^e.

CHEF SERVICE INFORMATIQUE

37 ANS
13 ans expérience managériale et informatique (dont 8 ans dans la fonction).
(GE 55, EB 51/53 - 51-50).
Analyse et progr. en G. S.A.L. Mini Cobol, Cobol, APL sous CDS et miniv. 81.
Recherche poste stable Chef Service ou Analyste ou sous Chef Service.
PARIS ou Banlieue EST.
Ecrire à n° 8.187, COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 PARIS, qui transmettra.

CADRE DE BANQUE CLASSE V 35 ANS

Responsable de la gestion et du développement d'un portefeuille de crédits industriels et commerciaux.
- BAC - BP Banque - ITA.
Expériences bancaires 8 ans : Agence et Siège (contacts avec particuliers et sociétés).
Recherche poste Paris ou Province assorti de réelles perspectives d'avenir.
Ecrire n° 3804 « LE MONDE » Publi., 5, rue des Italiens, 75227 PARIS (9^e), qui transmettra.

JEUNE CADRE BIOCHIMISTE

Niveau de Sciences
(microbiologie, toxicologie, immunologie)
expérience non-nécessaire
cherche
POSTE RECHERCHE APPLIQUEE
INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE
ou ALIMENTAIRE
Libre sans délai.
Ecrire n° 87.682 M, REJOIE-PROSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS (2^e).

CONSTRUCTION IMMOBILIERE

HABITAT, BUREAUX, COMMERCES, INDUSTRIE

DIRECTION TECHNIQUE COMMERCIALE

Architecte D.P.L.G. 41 ans. Grande expérience. Actif. Sens du contact et de la négociation à tous les niveaux, cherche poste de responsabilité dans : Société de construction/investissement/vente.
Ecrire n° 2.747, « le Monde » Publi., 5, rue des Italiens, 75227 PARIS (9^e), qui tr.

MAISON GORVITZ-FAVRE

recherche beaux objets qualité, mobilier, de salon, lustres, bronzes, vitrines, céramique, porcelaine, argent, 200 av. de Saint-Lazare, 87-76.
Achat très cher bijoux, bijoux, argent, 200 av. de Saint-Lazare, 87-76.
Achat très cher bijoux, bijoux, argent, 200 av. de Saint-Lazare, 87-76.

ANNUAIRES CLASSES

TELEPHONES

233-44-21

POUR VOS PROMOTIONS ET CONTACTS AU MAROC

Ex-officier marocain du Service Matériel résident France cherche à se pourvoir au Maroc depuis Paris, possède expérience commerciale et sens du contact, bien introduit, haut niveau affaires financières marocaines.
Etude toutes propositions.
Ecrire n° 3.785, « le Monde » Publi., 5, rue des Italiens, 75227 PARIS (9^e).

JEUNE HOMME, 25 ANS

Licencié en Droit + DES
diplômé Sciences Po.
Collaborateur de députés.
Introduit dans milieu parlementaire. Sociétaire P.A.E.
Organisation professionnelle relations publiques. Expérience journalistique. Etudier toutes propositions. Ecrire n° 87.416 M, REJOIE-PROSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2^e.

Homme recherche poste Adjoint administratif ou chef comptable de Société Imparielle au Maroc. Libre de suite.
Ecr. n° 1754 M, Règle-Press, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2^e.
Ecr. n° 87.587, ConfeSSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

Homme recherche poste Adjoint administratif ou chef comptable de Société Imparielle au Maroc. Libre de suite.
Ecr. n° 1754 M, Règle-Press, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2^e.
Ecr. n° 87.587, ConfeSSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

Homme recherche poste Adjoint administratif ou chef comptable de Société Imparielle au Maroc. Libre de suite.
Ecr. n° 1754 M, Règle-Press, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2^e.
Ecr. n° 87.587, ConfeSSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

Homme recherche poste Adjoint administratif ou chef comptable de Société Imparielle au Maroc. Libre de suite.
Ecr. n° 1754 M, Règle-Press, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2^e.
Ecr. n° 87.587, ConfeSSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

Homme recherche poste Adjoint administratif ou chef comptable de Société Imparielle au Maroc. Libre de suite.
Ecr. n° 1754 M, Règle-Press, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2^e.
Ecr. n° 87.587, ConfeSSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

Homme recherche poste Adjoint administratif ou chef comptable de Société Imparielle au Maroc. Libre de suite.
Ecr. n° 1754 M, Règle-Press, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2^e.
Ecr. n° 87.587, ConfeSSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

Homme recherche poste Adjoint administratif ou chef comptable de Société Imparielle au Maroc. Libre de suite.
Ecr. n° 1754 M, Règle-Press, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2^e.
Ecr. n° 87.587, ConfeSSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

Homme recherche poste Adjoint administratif ou chef comptable de Société Imparielle au Maroc. Libre de suite.
Ecr. n° 1754 M, Règle-Press, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2^e.
Ecr. n° 87.587, ConfeSSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

Homme recherche poste Adjoint administratif ou chef comptable de Société Imparielle au Maroc. Libre de suite.
Ecr. n° 1754 M, Règle-Press, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2^e.
Ecr. n° 87.587, ConfeSSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

Homme recherche poste Adjoint administratif ou chef comptable de Société Imparielle au Maroc. Libre de suite.
Ecr. n° 1754 M, Règle-Press, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2^e.
Ecr. n° 87.587, ConfeSSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

Homme recherche poste Adjoint administratif ou chef comptable de Société Imparielle au Maroc. Libre de suite.
Ecr. n° 1754 M, Règle-Press, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2^e.
Ecr. n° 87.587, ConfeSSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

Homme recherche poste Adjoint administratif ou chef comptable de Société Imparielle au Maroc. Libre de suite.
Ecr. n° 1754 M, Règle-Press, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2^e.
Ecr. n° 87.587, ConfeSSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

Homme recherche poste Adjoint administratif ou chef comptable de Société Imparielle au Maroc. Libre de suite.
Ecr. n° 1754 M, Règle-Press, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2^e.
Ecr. n° 87.587, ConfeSSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

Homme recherche poste Adjoint administratif ou chef comptable de Société Imparielle au Maroc. Libre de suite.
Ecr. n° 1754 M, Règle-Press, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2^e.
Ecr. n° 87.587, ConfeSSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

Homme recherche poste Adjoint administratif ou chef comptable de Société Imparielle au Maroc. Libre de suite.
Ecr. n° 1754 M, Règle-Press, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2^e.
Ecr. n° 87.587, ConfeSSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

Homme recherche poste Adjoint administratif ou chef comptable de Société Imparielle au Maroc. Libre de suite.
Ecr. n° 1754 M, Règle-Press, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2^e.
Ecr. n° 87.587, ConfeSSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

Homme recherche poste Adjoint administratif ou chef comptable de Société Imparielle au Maroc. Libre de suite.
Ecr. n° 1754 M, Règle-Press, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2^e.
Ecr. n° 87.587, ConfeSSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

Homme recherche poste Adjoint administratif ou chef comptable de Société Imparielle au Maroc. Libre de suite.
Ecr. n° 1754 M, Règle-Press, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2^e.
Ecr. n° 87.587, ConfeSSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

Homme recherche poste Adjoint administratif ou chef comptable de Société Imparielle au Maroc. Libre de suite.
Ecr. n° 1754 M, Règle-Press, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2^e.
Ecr. n° 87.587, ConfeSSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

Homme recherche poste Adjoint administratif ou chef comptable de Société Imparielle au Maroc. Libre de suite.
Ecr. n° 1754 M, Règle-Press, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2^e.
Ecr. n° 87.587, ConfeSSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

SPORTS

VOILE

La course en temps réel continue sa progression

Pendant l'été dernier, Marseille, Plymouth, Kiel, Trieste avaient accueilli les One Ton Cup, 3/4 Ton Cup, 2 Ton Cup, 1/2 Ton Cup. Indifférent aux succès obtenus, établi à l'échelle mondiale, le programme des rencontres sera beaucoup moins favorable à l'Europe occidentale en 1977. Alors que la 3/4 Ton Cup se disputera à La Rochelle du 18 au 31 août, la 1/4 Ton Cup aura lieu en Finlande du 18 au 31 juillet. Trois autres grandes compétitions en temps réel (sans handicap) seront organisées très loin de nos côtes : la 2 Ton Cup au Canada, en septembre, la One Ton Cup en Nouvelle-Zélande au mois de novembre, la 1/2 Ton Cup en Australie au mois de décembre.

Fort heureusement, la Mini Ton Cup sera mise en jeu à La Rochelle du 30 juin au 14 juillet. Si cette confrontation ouverte aux voiliers de 18 pieds de jauge suscite une attention croissante, on ne saurait en dire autant de la 2 Ton Cup, qui n'a réuni, en Allemagne, que dix bateaux. Certains ont même proposé de n'organiser cette compétition que tous les deux ans. Cependant, on continue à parler d'une 3 Ton Cup, qui se situerait à un niveau d'au moins 40 pieds. Britton Chance a pensé à 43 pieds.

Le secret espoir des partisans d'une telle création est de voir cette formule adoptée par la Coupe de l'Amérique. La trophée légendaire s'ouvrirait ainsi à des voiliers de haute mer offrant des aménagements convenables et pouvant être utilisés en dehors des prestigieuses mais brèves rencontres de Newport. Il s'agit là d'un rêve. Le Yacht Club de New-York, qui défient — et très

solidement — la Coupe de l'Amérique, demeure attaché à ses 12 mètres (jauge internationale) magnifiques mais inhabitables, malgré leurs 20 mètres de long.

Élargissant l'éventail des rencontres, la Mini Ton Cup offre un double intérêt. D'une part, elle est beaucoup plus accessible sur le plan matériel que ses sœurs aînées : d'autre part, elle permet aux architectes navals et aux constructeurs amateurs de mettre aisément à l'épreuve leurs conceptions : il est évidemment plus facile de se livrer à des recherches sur une coque de Mini-Tonner — 8,50 mètres environ — que sur celle d'un Two Tonner de 13 mètres.

Créée en 1975, la Mini Ton Cup vient de se voir reconnaître, comme à ses devancières, le caractère de championnat du monde (pour les 16 pieds). Ce titre ne lui sera officiellement attribué qu'en 1978. Mais, dès 1977, des épreuves éliminatoires seront organisées dans plusieurs pays, et la rencontre de La Rochelle offrira, en juillet, un intérêt accru. Elle sera disputée selon des règles légèrement retouchées. Ainsi, le nombre des voiles d'avant autorisées sera réduit ; les concurrents ne pourront utiliser qu'un seul spinnaker au lieu de deux. D'autre part, la largeur des coques ne pourra dépasser 2,50 mètres afin de permettre un déplacement aisé. Cette dimension correspond, en le sait, au gabarit maximal admis partout sur la route dans les transports courants.

Pour les voiliers de dimensions modérées, la mobilité représente un atout précieux que l'on retrouvera, dans la Micro Cup, dont la première édition sera disputée au mois de septembre en Bretagne. Le règlement de la nouvelle compétition est maintenant connu. Ne pouvant utiliser la jauge IOR (International Offshore Rule), puisque celle-ci ne descend pas au-dessous de 18 pieds — champ d'action de la Mini Ton Cup — la Micro Cup s'appuiera sur des restrictions.

En particulier, les bateaux ne pourront mesurer plus de 5,5 mètres de long, 2,45 mètres de large, ni porter plus de 18,50 mètres carrés de voilure, avec un spinnaker de même surface. Le poids sera compris entre 450 et 550 kilos, le lest représentera entre 25 et 30 % du total. Le tirant d'eau est fixé à 1 mètre pour les bateaux à quille et à 1,10 mètre pour les dériveurs. Il y aura trois équipiers à bord et trois couchettes de dimensions déterminées.

Fait à noter : la Micro Cup suscite dès maintenant un intérêt particulier de la part des jeunes architectes navals. C'est de bon augure pour le succès et l'avenir de cette toute nouvelle compétition en temps réel.

YVES ANDRÉ

OMNISPORTS. — Au cours de sa session, à Nairobi, l'UNESCO a décidé la création d'un comité intermédiaire gouvernemental chargé des questions d'éducation physique et de sport, d'établir une charte internationale sur ce sujet, et de créer un fonds international pour le développement du sport.

AUJOURD'HUI

Fiscalité

VIGNETTE : DERNIER DÉLAI MERCREDI 1^{er} DÉCEMBRE

Les automobilistes ont jusqu'au mercredi 1^{er} décembre à valant pour acheter leur vignette.

À partir du 2, les vignettes ne pourront être obtenues qu'après des recettes locales ou des recettes des impôts. Leur prix sera simultanément majoré d'une indemnité de retard de 2 % pour le premier mois, puis de 1 % par mois supplémentaire de retard.

Journal officiel

Est publié au Journal officiel des 29 et 30 novembre 1976 :

UN DÉCRET

● Portant publication des accords de coopération entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Sénégal, signés à Paris le 29 mars 1974.

Chasse

« Tables rondes » à Châteauroux

De notre envoyé spécial

Châteauroux. — Réunir chasseurs, scientifiques et représentants de sociétés de protection de la nature, choisir pour thème « La chasse et la préservation de la faune sauvage », trouver un consensus sur certains points abordés, tels étaient les buts des organisateurs de la deuxième Journée nationale cynégétique qui s'est tenue à Châteauroux la semaine dernière, inaugurée par M. Servat, directeur de la protection de la nature. Ces objectifs ont été atteints : près de deux cents participants, un dialogue parfois vif mais toujours serin, des vœux émis en commun.

Après avoir entendu les exposés des représentants de l'Office national de la chasse, MM. Rimbaud, président, et Magnin, directeur, sur le rôle et les actions techniques en faveur de la faune de cet organisme, et celui de M. Raffin, secrétaire général de la Fédération française des sociétés de protection de la nature, les participants se répartirent en cinq « tables rondes ». À l'issue de leurs travaux, les présidents des commissions faisaient la synthèse et exposaient les vœux émis.

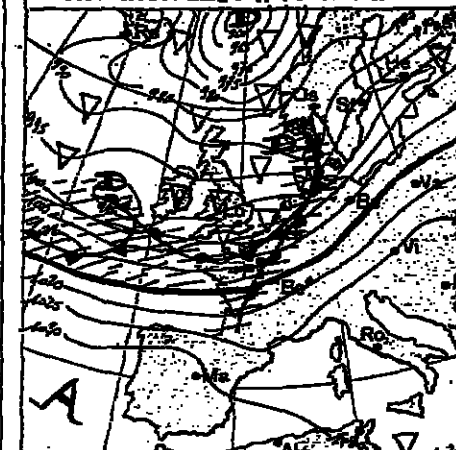
● **GRAND GIBIER.** — Éducation du public pour éviter la pénétration touristique incontrôlée en forêt, organisation et réglementation de la chasse photographique, aménagement de la circulation routière à proximité des passages de grand gibier, renforcement des sanctions appliquées aux braconniers, contrôle des enclos à sangliers, interdiction de la fabrication comme de la vente de chevrotines (dont l'utilisation est interdite), extension du plan de chasse au cerf et au chevreuil à tout le territoire.

● **GIBIER DE MONTAGNE.** — Application d'un plan de chasse à tous les massifs, interdiction de la vente des chevrotines, renforcement de la répression des infractions de chasse.

● **GIBIER D'EAU.** — Ratification par le gouvernement de la convention de Ramsar (sur les zones humides), études plus poussées de la prédation de modes de chasse et notamment de la chasse de nuit, renforcement de la coopération entre scientifiques et chasseurs pour la recherche en commun de données (atlas de la sauvagine Europe-Asie-Afrique, recense d'ailles...). À cette occasion

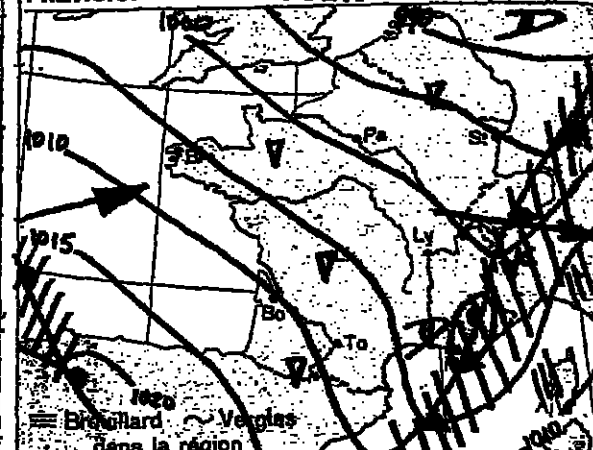
MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 30-11-76 À 0 h GMT.



Évolution probable du temps en France entre le mardi 30 novembre à 0 h et le mercredi 1^{er} décembre à 0 h.

PRÉVISIONS POUR LE 1^{er} DÉCEMBRE DÉBUT DE MATINÉE



0 heure et le mercredi 1^{er} décembre à 0 h.

Un très rapide courant perturbé paraterra de l'Europe à l'Europe sur la face nord des hautes pressions qui s'étendent des Açores au nord de l'Afrique. Les différentes perturbations affecteront la France, leur passage étant généralement accompagné de vents forts.

Mardi, une de ces perturbations achèvera de traverser l'est et le sud-est de la France le matin, où elle donnera un passage plusieurs heures en moyenne (montagne) et un renforcement assez sensible des vents sur la poursuite méditerranéenne.

Sur le reste de la France, le temps sera un peu plus frais que mardi, avec un ciel variable comportant quelques éclaircies passagères et des nuages, parfois accompagnés d'averses.

Les vents, qui seront orientés entre ouest et nord-ouest, seront encore assez forts, mais faibliront par l'ouest.

Mardi 30 novembre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au

niveau de la mer était, à Paris-1 Bourget, de 1004,2 millibars, soit 733,2 millibars de hauteur.

Températures de premier choix indiquent le maximum enregistré à cours de la journée du 29 novembre le second, le minimum de la nuit du 29 au 30 :

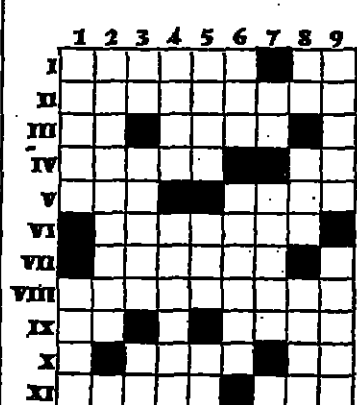
Ajaccio, 15 et 6 degrés ; Biarritz, 18 et 12 ; Bordeaux, 15 et 10 ; Brest, 11 et 8 ; Caen, 12 et 7 ; Chambourg, 10 et 5 ; Clermont-Ferrand, 10 et 5 ; Lille, 10 et 7 ; Lyon, 14 et 7 ; Marseille, 12 et 5 ; Nantes, 13 et 11 ; Nice, 15 et 6 ; Paris-Lo Bourget, 10 et 5 ; Pau, 18 et 7 ; Perpignan, 10 et 4 ; Rennes, 12 et 10 ; Strasbourg, 12 et 8 ; Tours, 12 et 8 ; Toulouse, 10 et 5 ; Poitiers-Pirre, 10 et 5.

Températures relevées à l'étranger :

Alex, 17 et 3 degrés ; Amsterdam, 4 et 4 ; Athènes, 15 et 5 ; Berlin, 10 et 4 ; Bonn, 10 et 5 ; Bruxelles, 10 et 4 ; Casablanca, 21 et 17 ; Coppenhague, 8 et 5 ; Genève, 12 et 5 ; Lisbonne, 17 et 11 ; Londres, 10 et 4 ; Madrid, 13 et 2 ; Moscou, 2 et 1 ; New-York, 8 et 1 ; Palma de Majorque, 17 et 2 ; Rome, 15 et 9 ; Stockholm, 6 et 3 ; Téhéran, 7 et 1.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1626



HORIZONTALEMENT

I. Un certain ascendant ; Pré-cède un nom hautement respectable. — II. Ne reste jamais longtemps vide. — III. Sujet familier ; Triomphales, chez Pin-née. — IV. Famillière à ceux qui travaillent dans la couture et les tissus ; Extrait de Ravel. — V. Nom d'un chien ; Pronom. — VI. Facilite grandement la cueillette des poires. — VII. Élément d'une baie. — VIII. Communiqués à nouveau ses impressions. — IX. Suit un titre ; Se montre peu intelligent. — X. Omphalote ; Hausser (épée). — XI. Généralement bornée ; Dans

l'eau, est heureux comme un poisson.

VERTICALEMENT

1. Convier à des débats d'une durée incertaine ; Pousser un cr de bête. — 2. Sur le point de passer. — 3. En pente ; Malheureux pilote ; Symbole. — 4. Les rives sont familières aux Égyptiens ; Reconstruit d'un certain corps. — 5. Se creuse avec le temps ; En éveil ; Fin de parti cipe. — 6. Orientation ; On ne s'installe pas dans leur salle. — 7. Nourit l'herminette ; Ravine. — 8. Symbole ; N'est qu'un parti chassée ; Vol non improvisé. — 9. Fils preux d'une certaine jouteuse ; Relève tout ce qui est plat.

Solution du problème n° 1625

Horizontalement :
I. Huile ; Vêtu. — II. Berruine. — III. Éraillé. — IV. Dinde ; All. — V. Tue ; Miss. — VI. II ; Famillière ; Triomphales, chez Pin-née. — VII. Et ; Rode. — VIII. Mélassé. — IX. Emises ; Al. — X. Ies ; Dlu. — XI. Salaisons.

Verticalement :
1. Héritière. — 2. Ue ; Nutt. — 3. Irène ; Miel. — 4. Lira ; Pressa. — 5. Eva ; Soie. — 6. A (synonyme) ; Midas. — 7. Villains ; Do. — 8. Enlucé ; Sain. — 9. Te ; Élus. — 10. GUY BROUTY.

Chez Bauknecht

on peut encore croire au Père Noël...

Mais oui, cette année Bauknecht a décidé de jouer au Père Noël... Quand vous choisirez votre cuisine parmi les 116 possibilités de cuisines originales, choisissez tout, sauf la hotte.

La hotte aspirante, c'est Bauknecht qui vous l'offre !

Chez Bauknecht, quand nous jouons au Père Noël, cela vaut le coup de jouer avec nous.

Les cuisines Bauknecht sont vendues, livrées et installées par des spécialistes qui vous conseillent avant mais vous assurent aussi le service après-vente.

En 15 jours seulement, vous pouvez avoir chez vous une cuisine complète Bauknecht, toute la gamme des stratifiés et un meuble en bois massif rustique.

A Paris, 5 concessionnaires Bauknecht vous attendent.

COMMERCELEC : 69, rue du Commerce
75015 Paris - tél. : 250.44.04

G.P.A. : 106, avenue Philippe-Auguste
75011 Paris - tél. : 371.09.19/371.05.13

CUISINES LAPEYRE : 43, rue Damrémont
75017 Paris - tél. : 606.24.30/254.97.25

CUISINES LAPEYRE : 6 boulevard Beaumarchais
75011 Paris - tél. : 700.84.46

BAUKNECHT-MONTPARNASSE
124, rue de Vaugirard - 75006 Paris
tél. : 548.71.64

Pour toute commande de cuisine, Bauknecht vous offre la hotte.

Offre valable jusqu'au 31 décembre 1976.

Bauknecht
Ce que l'homme veut, Bauknecht le fait.

هكذا من الأصل

L'ÉVÉNEMENT

LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

B IEN que, votée le 26 octobre 1976, la loi sur les accidents du travail n'est pas encore publiée, le texte, déjà critiqué par l'opposition, qui s'inscrit de la dilution des responsabilités et de nombreuses autres insuffisances, est mis en cause partiellement par des membres de la majorité qui ont exercé un recours devant le Conseil constitutionnel, se référant au principe de la personnalité des peines, ils estiment que l'un des articles de la loi, autorisant le partage des amendes entre l'employeur, personne physique,

et l'entreprise, personne morale, est anticonstitutionnel.

Au-delà de cette querelle, la loi comporte d'autres mesures paradoxales que le professeur Jean-Jacques Dupeyron analyse ci-dessous. Il comprend aussi des innovations intéressantes, notamment dans le domaine de la prévention, comme on pourra le constater ci-dessous également.

Les efforts à développer pour mieux assurer la sécurité des salariés sont d'autant plus

nécessaires et importants que le nombre des victimes du travail demeure élevé et s'est même accru en 1974.

Un accident du travail toutes les six secondes, un accident grave toutes les minutes, un mort toutes les heures, tel est le lourd bilan qui ressort des dernières statistiques officielles portant sur l'année 1974 : pour un effectif de 13 900 000 salariés, on a en effet comptabilisé 1 154 376 accidents avec arrêt, 119 786 accidents graves, soit, pour ces deux séries, une augmentation par rapport à

ceux observés les années précédentes — et 2 117 morts, soit un peu moins que durant les années précédentes (2 246 à 2 406). Mais ces statistiques ne concernent que le régime général de la Sécurité sociale. Si l'on tient compte des autres régimes, pour les seuls accidents mortels, y compris ceux survenus à la suite d'un trajet domicile-lieu de travail, la liste s'allonge considérablement : non plus 2 117, mais plus de 4 000, dont plus de 300 dans l'agriculture.

JEAN-PIERRE DUMONT.

Pour les salariés, améliorations et sujets d'inquiétude

D épassé par un wagon est sorti, il y a un an, la même affaire Chapron, nom de l'employeur inconnu, mais du nom de la victime, qui se souvient ? On lui rappelle l'aspect négatif du problème soulevé par les accidents du travail : le fait que le salarié ne peut pas se défendre devant le juge, qu'il est victime d'un système de détermination des peines, à tort ou à raison, par M. Chapron dénonçant avec la même vigueur le sort inéquitable, injuste et autrement dramatique que notre droit réserve aux victimes elles-mêmes.

Une ouvrière travaillant devant une machine qui, explosant, lui coupe quelques doigts et la blesse irrémédiablement au visage. Et on estime à 50 % la réduction de cette travasserie : ce qui signifie qu'elle a peu de chances de retrouver un emploi et si ses gains mensuels s'élevaient à 1 000 F, elle aura droit à une rente égale à 25 % — et non 50 % — de ces 1 000 F, soit 450 F par mois. Rien d'autre s'il n'y a pas, en fait, d'incapacité permanente pour le préjudice esthétique, quelles qu'en soient les conséquences. Pour une vie brisée, une amputation, alors que la victime n'a pas commis la moindre faute, si ce n'est de faire confiance au matériel que son employeur lui a ordonné d'utiliser.

Arrération juridique

Ce système de réparation « forfaitaire » est toujours celui qui fut adopté en 1898 — il y a près de quatre-vingts ans ! — par la première loi sur les accidents du travail, mais dans un autre contexte.

Au siècle passé, en effet, pour obtenir réparation d'un préjudice, il fallait établir la « faute » du responsable. Principe fondamental de la responsabilité civile, mais fort mal adapté aux risques professionnels. Aussi bien les auteurs de cette loi de 1898 ont-ils cherché un moyen plus simple de sortir de l'impasse de l'impossibilité effective d'empêcher l'infraction litigieuse ? L'occasion était trop bonne de s'en débarrasser : on a donc simplement dit : « Si, par une faute personnelle, on a causé un dommage, on est responsable. » Mais comment sera-t-il entendu ? Un échafaudage n'est pas conforme à toutes les exigences réglementaires : qu'il y ait une faute personnelle ? Il est à craindre qu'un processus « ascendant » ne vienne se substituer au précédent, les premiers mis en cause étant alors ceux qui ont construit l'échafaudage de leurs mains ; sauf à eux de démontrer, s'ils le peuvent, qu'ils se sont strictement conformés aux ordres reçus, que le matériel adéquat ne leur a pas été fourni, qu'ils n'ont pas reçu la formation nécessaire, qu'ils ont été contraints d'agir dans la précipitation, etc. En fait, sous couvert d'une plus grande justice, cette réforme risque de se traduire par une plus grande vulnérabilité des lampistes, auxquel les tribunaux répressifs ne réserveront pas forcément les mêmes égards qu'aux P.-D.G. Or, même pour des entreprises dont les activités et les effectifs sont identiques, la fréquence et la gravité des accidents sont extrêmement variables : rien de moins accidentel que l'accident... Cette

droit de demander à son employeur réparation du préjudice moral, esthétique, etc., et la réparation du préjudice résultant de la perte ou de la diminution de ses possibilités de promotion professionnelle. La réparation intégrale est en vue. Mais attention ! Il faut toujours que l'accident soit dû à une faute inexcusable (celle-ci se semble admettre chaque année par les tribunaux que dans quelques centaines de cas seulement) ; que cette faute soit imputable à l'employeur ou à un préposé ; et substituée à la direction ; que la victime soit atteinte d'une incapacité totale ou partielle, définitive.

Hors de ces trois conditions, si absurdes en 1976 qu'elles laissent une impression de radiographie point de salut : le droit à une réparation intégrale est exclu.

Remplacement du projeteur et passons du plan de la réparation à celui de la responsabilité pénale ou civile.

Responsabilité pénale d'abord. La jurisprudence de la Cour de cassation était sous-tendue par une idée-force : les responsables des infractions aux règles relatives à la sécurité doivent être ceux qui détiennent le « pouvoir » dans l'entreprise, ce sont les simples exécutants. Le chef d'entreprise, personnellement tenu de veiller au strict respect des dispositions relatives à la sécurité, est donc tenu pour responsable des infractions à ces dispositions, sauf à apporter la preuve que l'infraction a été réalisée dans un secteur dont il a « délégué » la direction à un autre : ce dernier est alors responsable à sa place, à condition toutefois d'avoir été réellement pourvu de la compétence, des pouvoirs et de l'autorité nécessaires pour veiller efficacement à l'observation de la loi et des règlements.

Le feu aux poudres

Ce processus « descendant » n'était pas parfait, loin de là. Peut-être aurait-il suffi de l'assombrir en donnant aux présumés responsables la possibilité de s'en sortir en démontrant l'impossibilité effective d'empêcher l'infraction litigieuse ? L'occasion était trop bonne de s'en débarrasser : on a donc simplement dit : « Si, par une faute personnelle, on a causé un dommage, on est responsable. » Mais comment sera-t-il entendu ?

Un échafaudage n'est pas conforme à toutes les exigences réglementaires : qu'il y ait une faute personnelle ? Il est à craindre qu'un processus « ascendant » ne vienne se substituer au précédent, les premiers mis en cause étant alors ceux qui ont construit l'échafaudage de leurs mains ; sauf à eux de démontrer, s'ils le peuvent, qu'ils se sont strictement conformés aux ordres reçus, que le matériel adéquat ne leur a pas été fourni, qu'ils n'ont pas reçu la formation nécessaire, qu'ils ont été contraints d'agir dans la précipitation, etc. En fait, sous couvert d'une plus grande justice, cette réforme risque de se traduire par une plus grande vulnérabilité des lampistes, auxquel les tribunaux répressifs ne réserveront pas forcément les mêmes égards qu'aux P.-D.G. Or, même pour des entreprises dont les activités et les effectifs sont identiques, la fréquence et la gravité des accidents sont extrêmement variables : rien de moins accidentel que l'accident... Cette

simple « constatation » met en évidence les effets heureux d'une gestion avisée, les conséquences détestables de l'incompétence, de l'indifférence, de l'inconscience, bref d'un « comportement général » de la direction. Une telle « constatation » radicale de la faute permettra-t-elle de rallier la violation « ponctuelle » de telle règle à ce comportement général ? C'est douteux.

Le législateur a toutefois voulu que le rôle du contexte ne soit pas totalement ignoré, et, à cette fin, a adopté une autre disposition qui a mis le feu aux poudres : lorsqu'une infraction aux règles de sécurité ayant causé un accident a été commise par un préposé, le tribunal pourra tenir compte des « conditions de travail » et des circonstances de fait pour décider que le paiement des amendes et des frais de justice seront mis en totalité ou en partie à la charge de l'employeur. Disposition peu orthodoxe certes, mais surtout inacceptable pour qui, justement, ne veut en aucun cas que ce contexte puisse être pris en considération. Telle est — soyons franc — la vraie raison pour laquelle cet effort (qui d'ailleurs se bornait à avaliser une pratique en cours dans bon nombre d'entreprises) a fait l'objet d'un recours devant le Conseil constitutionnel.

Une disposition abusive

Si ce dernier déclare inconstitutionnel l'article litigieux, il confortera la tendance à isoler le comportement de l'auteur « direct » de l'infraction et à en refouler sur lui toutes les conséquences. Cette tendance s'exprime d'ailleurs dans une disposition proprement abusive : en cas d'accident survenu « dans une entreprise où ont été relevés des manquements graves ou répétés aux règles d'hygiène et de sécurité », la juridiction saisie doit faire obligation à l'entreprise de prendre toutes mesures pour rétablir des conditions normales d'hygiène et de sécurité, et notamment de lui proposer un plan de réalisation de ces mesures ; à défaut, la juridiction peut elle-même imposer à l'entreprise un plan de nature à faire disparaître ces manquements. Bravo ! Mais, la juridiction ne doit faire obligation à l'entreprise de rétablir des conditions normales que si — et non pas, comme on s'y attendrait, « même si » — elle relève la ou les personnes poursuivies au plan pénal ! Une entreprise dont l'organisation est désastreuse au plan de la sécurité a donc « intérêt » à laisser (à faire ?) condamner un de ses salariés — sauf à indemniser largement ce bon émissaire — pour éviter de se voir imposer un plan de redressement ? Parce l'un est sanctionné, les autres seraient-ils moins exposés au danger constaté comme si les deux étaient miraculeusement apaisés par un sacrifice ? On croit rêver !

Sur le plan de la responsabilité

civile, là encore, la vulnérabilité des salariés est accentuée. Au cas de faute inexcusable, la Sécurité sociale se retourne contre l'entreprise pour lui demander le remboursement de la majoration des rentes versées à la victime ; et pour limiter l'entreprise à dépenser le maximum d'efforts de prévention, l'ancien système interdisait toute assurance contre les conséquences de telles fautes, l'auteur de la faute inexcusable restant responsable de ses conséquences sur son patrimoine personnel. Traduction : le chef d'entreprise se pouvait préempter par une assurance contre les recours de la Sécurité sociale, mais il pouvait, en théorie, se retourner à son tour contre le préposé fautif pour lui demander le remboursement du remboursement. Recours très rarement utilisé, semble-t-il, par les entreprises.

La nouvelle loi bouleverse quelque peu cet aménagement. Rappelons que, en lui imposant la réparation de tous les préjudices non indemnisés par les seules rentes, elle allonge sérieusement l'addition qui pourra être présentée à l'entreprise au cas de faute inexcusable. Or, seule désormais interdira l'assurance contre les conséquences de sa propre faute inexcusable, et l'on maintient la responsabilité de l'auteur de cette faute — qui, sauf dans la très petite entreprise, est presque toujours un salarié — sur son patrimoine personnel. Traduction : l'employeur ne peut s'assurer contre les conséquences de sa propre faute inexcusable, mais rien ne lui interdit désormais de s'assurer contre les conséquences des fautes « inexcusables » de ses salariés, de façon à obtenir le remboursement de tout ce qui va lui être réclamé.

Mais si, en fait, les entreprises ne se retourneraient pas elles-mêmes contre les fautes, les compagnies d'assurance n'auraient pas les mêmes poudres et le feront automatiquement. Sans doute la loi de 1930 sur l'assurance exclu-elle en principe les recours contre les membres de la famille ou les préposés de l'assuré, mais cette interdiction n'a été elle-même écartée par le principe, réaffirmé, selon lequel l'auteur de la faute inexcusable reste responsable sur son patrimoine personnel. Et cette réaffirmation rend également problématique la validité des clauses par lesquelles l'organisme d'assurance renoncera à ses recours contre des préposés.

De sorte que les salariés auteurs de fautes inexcusables risquent fort d'être invités à payer de leur poche une addition éventuellement très lourde. Ce qui n'était pratiquement jamais le cas auparavant — pour éviter de se voir imposer un plan de redressement, les cadres, plus solvables que les autres, et cela n'encouragera-t-il pas les tribunaux à « admettre l'existence de telles fautes que de façon restrictive ? Fautes reconnues de l'affaire Chapron !

JEAN-JACQUES DUPEYRON.

Du nouveau dans la prévention

O UTR, les mesures ambiguës ou contestées analysées ci-contre, la loi du 26 octobre 1976 sur les accidents du travail comporte une série d'innovations, de portée diverse, qui ont surtout comme objectif de renforcer et de coordonner la prévention.

● **Au stade de la construction des bâtiments**, la sécurité du travail sur les chantiers sera améliorée. Afin de réduire les accidents qui s'expliquent en partie par les multiples interventions de corps de métiers très différents, tout constructeur devra établir un plan d'hygiène et de sécurité et le communiquer à toutes les entreprises amenées à envoyer des salariés sur le chantier ; en outre, lorsque les travaux seront très longs et importants (les seuils seront fixés par décret), une commission patronale réunissant les entreprises intervenantes devra être instituée.

● **Lors de la création d'une nouvelle usine**, le constructeur devra, au moment de la demande du permis de construire, déposer une déclaration dans laquelle il affirme que le nouvel établissement respecte certaines mesures de sécurité (isolation phonique, thermique, etc.). Ces mesures seront précisées, selon les branches industrielles, dans un « cahier des charges » que devront établir diverses institutions spécialisées, dont l'Institut national de recherche sur la sécurité. L'objectif est de mieux intégrer la sécurité du travail dans la conception même des usines.

● **Pour les machines**, une même formule de cahiers des charges qui s'imposera aux fabricants sera mise en place ; elle s'ajoutera au système actuel d'homologation qui ne concerne que les machines dangereuses.

● **Quant aux produits nouveaux**, ils seront soumis, s'ils présentent un danger, à des conditions précises d'utilisation dans les usines. Face à des produits dangereux, l'inspecteur du travail pourra désormais demander à l'employeur de faire procéder à ses frais à une analyse.

● **Une obligation de formation à la sécurité** est d'autre part prévue pour tout salarié qui accède à un nouveau poste de travail, exerce une nouvelle activité ou reprend son travail après trois semaines d'absence et le médecin du travail l'estime nécessaire.

● **Le travail en équipes successives et les cadences** pourront être limités par les services du ministère du travail dans la mesure où ce type d'activité est de nature à porter atteinte à la sécurité des salariés ; de même, la rémunération au rendement sera interdite durant les deux premières semaines qui suivent la

modification, pour des raisons de sécurité, d'un poste de travail.

● **Le pouvoir des inspecteurs du travail est renforcé** : dans certains cas, lorsque les faits qu'ils constatent sont de nature à compromettre gravement la sécurité des salariés, ils pourront dresser directement procès-verbal, sans devoir, au préalable, présenter une mise en demeure comme la procédure les y oblige actuellement. En outre, le directeur départemental du travail, sur rapport de l'inspecteur, pourra procéder à des mises en demeure lorsque existe une situation dangereuse, même si la réglementation officielle ne fait aucune allusion à cette situation.

● **La protection et la surveillance de la sécurité des salariés agricoles** seront alignés progressivement sur celles qui existent dans le secteur industriel et commercial. L'inspecteur des lois sociales en agriculture pourra désormais engager des poursuites pénales.

● **Des offices paritaires de prévention des risques professionnels** seront créés auprès du ministère du travail. Organisme paritaire, il participera à l'élaboration des textes et veillera à l'application et « au suivi » de la politique de sécurité.

Enfin, la loi modifie le système des sanctions, en cas d'accident, selon des modalités de personnalisation et de cumul des peines vivement critiquées (article ci-contre). Au ministère du travail, on précise d'ailleurs que l'innovation consistant à faire payer une partie des amendes et frais de justice par l'entreprise, personne morale, ne remet pas en cause le principe de la personnalité des peines, puisqu'il s'agit des conséquences financières de la condamnation et non de la condamnation elle-même ; on ajoute que cette formule légalise une pratique courante et tend à démontrer que l'« entreprise » est en partie responsable des accidents du travail.

Face aux critiques, le ministère du travail s'efforce des allègements sur toutes les mesures nouvelles, qui devraient effectivement améliorer la prévention... et ces mesures sont appliquées. Encore faudrait-il accorder les moyens financiers suffisants aux services de l'inspection du travail pour veiller à leurs applications. Encore faudrait-il aussi compléter une loi qui n'apporte aucune innovation ou amélioration dans le domaine des maladies professionnelles, de l'autonomie des médecins du travail et des pouvoirs des représentants du personnel.

L'Amérique du Sud. Plus vite. Plus souvent.

Air France va en Amérique du Sud deux fois plus vite avec Concorde. Et assure, au départ de Paris, le plus de vols vers les 11 grandes places économiques du continent.

Le Brésil et le Venezuela en Concorde.

Chaque mercredi et dimanche, Air France gagne Rio en Concorde. Plus vite que le soleil. En 6 h 10. 5 h de moins que les subsoniques. De Rio, les correspondances sont immédiates pour São Paulo. Et chaque vendredi, Concorde rejoint Caracas en 5 h 10.

Et Caracas, Bogota, Quito, Guayaquil, Lima, Santiago, Cayenne, São Paulo, Rio, Buenos Aires et Montevideo.

Du Venezuela au Pérou et du Brésil au Chili, Air France exploite un réseau dense et bien structuré, assurant, en Boeing, 32 liaisons hebdomadaires avec les principales villes d'Amérique du Sud.

Pour être les premiers sur les marchés d'Amérique du Sud, adressez-vous à votre Agent de voyages ou à Air France, tél. 535.61.61.

EN COMPAGNIE D'AIR FRANCE

Au pied du Vieux Cannes, une prestigieuse résidence,

Le mercure

Place Henri Bergia

A quelques minutes à pied de la Plage du Midi. Commerces et voies de communication à proximité. Idéal comme résidence principale, secondaire ou placement locatif. Du studio au 3 pièces. Prix très modérés, fermes et définitifs. Crédit 80%. Garantie bancaire d'achèvement. Livraison été 1978.

Autres réalisations en cours: Paris, Côte Normande, Haute-Savoie

Renseignements 33, rue Shakespeare - 06400 Cannes

Tél. (93) 39.55.00.

13, bd. de Courcelles - 75008 Paris

Tél. 522.37.60.

Je désire recevoir sans engagement, votre documentation gratuite, en couleurs.

nom

adresse

LA VIE ÉCONOMIQUE

Le Monde THE TIMES Die Welt Europa
LA STAMPA

Libres opinions

L'Europe pour la démocratie

par FRANCIS DORÉ (*)

Si le débat sur la constitutionnalité de l'élection du Parlement européen au suffrage universel ne touche qu'un nombre très limité de Français, il convient toutefois de souligner l'importance de l'enjeu pour les peuples d'Europe. Il convient aussi, en essayant de répondre aux arguments qui ont été avancés, de tenir compte de l'inquiétude des voix qui s'élèvent et de ne pas ignorer leur légitimité. L'Europe ne se construira ni dans la division nationale ni dans le mécontentement, mais dans la plus large unité possible et dans la confiance. Si la démocratie est essentiellement l'écoute et le respect des autres, pratiquons-la d'abord entre nous ; elle en sera mieux assurée dans les constructions politiques qui appellent nos espoirs et nos efforts.

Les arguments avancés par Michel Debré portent essentiellement sur le fait de savoir si la Constitution de 1958 est limitative ou simplement énumérative. La discussion juridique n'est pas nouvelle. La position limitative se fonde sur le fait que tout ce qui n'est pas expressément mentionné est exclu et suppose, par conséquent, un amendement à la Constitution par l'insertion de prévisions explicites. Cette lecture des textes n'est jamais convaincante, car elle est proprement interprétative de leur contenu à l'encontre de la lecture énumérative, qui se contente, elle, de dire le droit. Quand la Constitution française dit que « la souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum » (article 3, alinéa 1), on ne voit pas pourquoi ces représentants ne seraient que les parlementaires nationaux et le président de la République, dont l'élection doit se faire selon les modalités prévues par la Constitution elle-même. Où est-il dit que le peuple français n'aura pas d'autres représentants désignés selon d'autres modalités ? Que sont, en effet, les représentants français à l'Assemblée des Communautés ? Celle-ci ne serait donc qu'une union interparlementaire des Neuf si l'on devait s'en tenir à l'interprétation limitative de la Constitution ? Cette position serait en contradiction formelle avec l'article 137 du traité de Rome, qui nous dit que l'Assemblée est composée des représentants des peuples des États de la Communauté.

Le fait que l'on passe d'une élection indirecte actuelle à une élection directe prévisible ne fait rien à l'affaire, puisqu'il s'agit bien dans les deux cas de représentants du peuple français désignés selon des modalités propres. Le suffrage universel n'appartient pas exclusivement à l'élection nationale, mais à l'ensemble des élections ; il appartient évidemment à chacun des Neuf de recourir aux modalités qui lui sont propres. Le Parlement français devra se prononcer.

Enfin, il ne faudrait pas non plus tout mélanger. Comme on l'a dit très justement (1), l'article 55 de notre Constitution, qui prévoit que « les traités ou accords régulièrement ratifiés ou approuvés ont, dès leur publication, une autorité supérieure à celle des lois, sous réserve, pour chaque accord ou traité, de son application par l'autre partie », doit être lu avec les références du préambule sur la réciprocité nécessaire des abandons de souveraineté. Mais les exigences de l'article 138 du traité de Rome sur l'adoption d'une procédure uniforme pour l'élection du Parlement européen au suffrage universel n'ont rien à voir avec de tels abandons ; elles ne se situent même pas, en l'occurrence, au niveau de l'application du traité, mais au niveau de la procédure préparatoire à cette application. Comment peut-on, dans ces conditions, opposer l'article 55 à la décision de Bruxelles ?

Il faudrait tout au moins que l'élection au suffrage universel n'ait pas lieu dans un des pays de la Communauté pour justifier ultérieurement ce recours. C'est faire de la prospective négative et destructive. En réalité, cette inquiétude juridique prétendue n'est qu'un des alibis d'une autre inquiétude, et presque d'une angoisse, celle-là fondamentale et politique, qui est de voir la France entraînée dans un processus qui la conduira progressivement à abandonner sa souveraineté. Et c'est bien pourquoi la ferme orientation confédérale qui doit être donnée à la poursuite de la construction européenne nous paraît désormais la meilleure, parce qu'elle seule répond à un souci essentiel dont on ne peut ignorer ni la force ni la profondeur. Dès lors, la question n'est pas de savoir si le Parlement européen élu au suffrage universel exercera davantage de pouvoirs, mais de déterminer les domaines dans lesquels ce Parlement pourra exercer une plus grande influence, un plus grand poids, de par sa nouvelle désignation auprès des organes de la Communauté et du Conseil européen sans envisager de modification fondamentale au traité de Rome.

Il convient, par l'élection du Parlement européen au suffrage universel, de rendre la coopération des souverainetés plus étroite et plus efficace ; voilà seulement ce qui la rend légitime et nécessaire. La démocratie appelle la démocratie, et la démocratisation des institutions de la Communauté devra conduire à une démocratisation plus complète et mieux adaptée de la vie des peuples qui la composent et des sociétés dans lesquelles ils s'insèrent ; tel est le véritable enjeu et le véritable débat dans la perspective renouvelée et proprement actuelle des rapports de forces nationaux et internationaux au niveau politique, économique, social et culturel.

(*) Agrégé des facultés de droit, professeur à Paris-XII, secrétaire national des républicains indépendants.

(1) Cf. notamment Jacques Robert, *L'Europe et le Droit*, Le Monde daté 21-22 novembre 1976.

Le déficit en viande de l'Italie

Comme une deuxième crise du pétrole...

Pour les Italiens, la pénurie de viande est comme une deuxième crise du pétrole : à la fin de cette année, ils en auront importé pour 2 000 milliards de lires, c'est-à-dire quelque 5,5 milliards de lires par jour. Le gouvernement se préoccupe, bien sûr, de cette énorme faille ouverte dans la balance commerciale, et il est en train d'étudier les mesures à prendre. Mais il lui faut agir avec prudence, car le bétail est désormais devenu un produit de consommation populaire, et, quoi qu'il fasse, il risque de s'attirer des critiques.

Les suggestions, d'origines diverses, ne manquent pourtant pas : rationnement, augmentation de la T.V.A. de 18 % à 34 % (mais c'est déjà le taux le plus élevé de toute la C.E.E.), fermeture périodique des boucheries... La première opposition est radicale : par chance, elle n'est pas encore nécessaire. Malgré la crise,

nous ne sommes pas encore en économie de guerre. La deuxième réduction certaine de la consommation, mais uniquement au détriment des catégories les moins fortunées. La troisième proposition, enfin, déplaît aux bouchers, qui devraient contribuer à la mettre en œuvre. Elle ne donnerait d'ailleurs peut-être même pas de résultats appréciables, beaucoup de familles possédant un congélateur peuvent faire des

provisions une fois par semaine.

En guise de ballon d'essai, le gouvernement a lancé un projet qui lui est propre : obliger les bouchers à vendre, une semaine par mois, uniquement de la viande congelée et des viandes non bovines (porcs, volailles, lapins). Mais cette proposition, elle aussi, rencontre l'hostilité des détaillants et offre de faibles garanties de succès.

Une surconsommation

En tout état de cause, et en considérant comme acquis le fait que le gouvernement devra bien, d'une façon ou d'une autre, limiter la consommation de viande par individu et le plus raffiné dans son exigence des morceaux de choix. Les Allemands et les Français, qui sont certainement plus riches que les Italiens, exportent dans notre pays les meilleurs quartiers postérieurs des bovins, en conservant pour leur consommation intérieure les quartiers antérieurs, moins onéreux.

Après la concession de 40 000 tonnes de viande congelée, que, du reste, le gouvernement italien ne sait pas comment vendre, la C.E.E. accordera peut-être quelques autres avantages à l'Italie. Les requêtes de Rome seraient d'importer encore de la viande congelée et de pouvoir acheter de la viande fraîche auprès de pays extérieurs à la Communauté, où les prix sont sensiblement inférieurs à ceux de la C.E.E. Peut-être serait-il possible d'arracher un « oui » sur la première demande, mais, pour ce qui concerne la

seconde, le « non » de la Communauté européenne est pratiquement assuré. L'Italie est un marché commun et avantageux pour l'abondante production de veaux français, allemands, hollandais, danois ; pourquoi devrait-on y renoncer ?

Après l'adoption de quelques mesures immédiates, mais de portée limitée, il ne reste à l'Italie qu'à affronter, de face, la crise zootechnique en développant l'élevage (et pas seulement celui des bovins, car beaucoup de porcs et de lapins arrivent également de l'étranger). Quelques chiffres suffisent à montrer le chemin qui reste à parcourir. En 1974, la C.E.E. avait atteint le chiffre le plus élevé de bovins à l'élevage (79,3 millions), redescendant l'année suivante à 77,4 millions. L'Italie se situe dans ce tableau avec un cheptel en nette diminution : de 10 millions de têtes en 1968 à 9,5 millions en 1974 et à 8,4 millions en 1975.

En l'absence d'une vigoureuse relance, la C.E.E. elle-même prévoit pour l'Italie un stationnement de la production de viande bovine, tant pour cette année que pour l'année prochaine.

Ce « désastre agricole » qui frappe d'Italie comme un cyclone est le fruit d'années d'impérialisme, pour ne pas dire d'impérialisme. La consommation a quadruplé de 1951 à 1971, mais rien n'a été fait pour augmenter le nombre des vaches (c'est-à-dire des « machines » qui fabriquent les veaux). Il est resté au niveau d'il y a soixante-dix ans : 3,5 millions.

Victime du Marché commun

Comment le développement de la zootechnie italienne a-t-il été sacrifié ? Les facteurs négatifs du tableau géographique (peu de plaines, beaucoup de montagnes et de collines, de faibles précipitations) et l'extension modeste des exploitations agricoles (80 % des étables abritent moins de dix têtes de bétail) ont joué. Mais sont surtout responsables une politique nationale erronée et la politique communautaire défavorable à l'Italie, car elle a toujours défendu les agriculteurs les plus riches au détriment des plus faibles. Un fonctionnaire de la Confédération — le syndicat des exploitants agricoles, qui connaît bien les mécanismes de la Communauté, nous disait avec amertume : « Chaque fois que nous réussissons à arracher à Bruxelles une augmentation de prix, nous croyons que nous avons gagné, et, au contraire, c'est pour nous une défaite. »

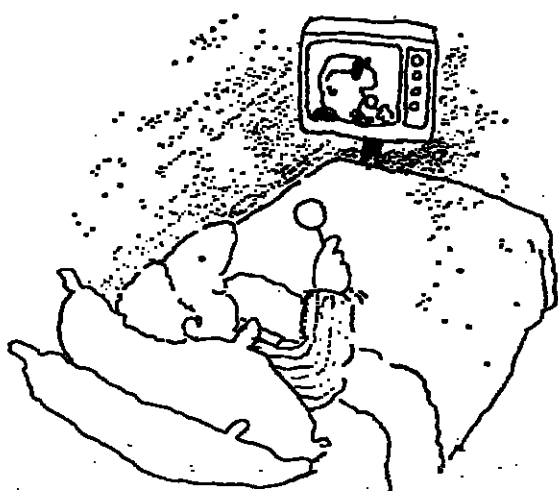
Il voulait dire que si un éleveur italien gagne 50, un allemand, un hollandais, un danois ou un français gagnent 100, parce qu'ils produisent à des prix moins élevés ; en conséquence, ils sont portés à produire toujours davantage, contribuant ainsi à développer la montagne de lait et de viande que la C.E.E. doit absorber à des prix garantis et que tous ses partenaires doivent ensuite payer.

Depuis trois ans, les gouvernements italiens annoncent des plans zootechniques, qui, régulièrement, sont appliqués, soit que le gouvernement ait chargé, soit que l'argent ait manqué... De cette façon, la situation s'aggrave, parce qu'on dépense toujours davantage les éleveurs, qui, par le passé, étaient déjà abandonnés à eux-mêmes. Le véritable échec de la zootechnie italienne s'est produit entre 1965 et 1971, lorsque les petites exploitations, qui fournissaient à elles seules 80 % de la viande de bœuf, ont diminué de deux cent mille unités, sans que leur apport ait été remplacé. Tout cela a eu lieu

en raison de l'absence totale d'une politique agricole. Ou, mieux, cela s'est produit parce que la politique qui a prévalait tendait davantage à recueillir des voix dans les campagnes qu'à produire des bœufs.

LIVIO BURATO,
La Stampa.

Si vous avez payé
pour regarder la télévision
dans votre chambre,



vous vous êtes trompé d'hôtel.
Dommage.

Chez Holiday Inn toutes les chambres sont équipées d'une télévision gratuite (en couleur dans la plupart des cas), de deux grands lits, d'une salle de bains privée, et de bien d'autres choses que le prix fort raisonnable de cet hôtel de première classe ne laissait pas supposer.

Il y a 1700 hôtels Holiday Inn dans le monde, dont plus de 50 en Europe. En France : Avignon, Lille-les-Quatre, Lille-Marcq, Lyon, Montecarlo, Strasbourg, Paris-Porte de Versailles, Paris-Orly, Guadeloupe. Ouverture prochaine : Paris-Roissy.



Holiday Inn
HOTEL

Bureau de réservations :
Hôtel Holiday Inn - Paris-Orly, 4, avenue Charles Lindbergh - 94150 Rungis
Téléphone : 696 50 87 - télex 204695.

E. LEVY, M. BUNGNER,
G. DUMENIL, F. FAGNANI

**Economie
du système
de santé
dunod**

96 F

Défense du Franc...

offrez du CHAMPAGNE !
toutes marques chez KIATOU
SIEGE : 44, rue du Bec et
SUCCURSALE : 6, rue de la
Renaissance (angle r. Murbeuf)
Commandes : 222-37-08

**L'offset de bureau :
un investissement
qui mérite
une consultation sérieuse.**



Offset de bureau : voyez un spécialiste
Paris/Courbevoie. Tél. 333.14.20
Lyon/Vaulx-en-Velin - Tél. (78) 84.45.81

Consultez-nous

CONTROL DATA

premier constructeur mondial de super-ordinateurs
forme, dans son Institut

PROGRAMMEURS

en 19 semaines

ANALYSTES

FONCTIONNELS

en 5 semaines

TECHNICIENS

DE MAINTENANCE

en 26 semaines

Pour conditions et dates d'interviews

Appelez dès maintenant M. Magnan

au 583.46.72 (en P.C.V. de province)

Vous pouvez aussi lui écrire ou venir nous voir

CONTROL DATA

INSTITUT PRIVE CONTROL DATA

46, rue Albert 75013 PARIS

Enfin un spécialiste
Photocopies de thèses,
mémoires, certificats...

Documentation A2 sur demande
imprimans 607 22 45

Goûtez et
achetez
les meilleurs vins
au carrefour
des lauréats
du salon
international de
l'agriculture

1.2.3.4
décembre
1976

DE 12 H A 21 H

ceg5

30 av. GEORGE V

75008 Paris

مكتبة الأنجلو

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONJONCTURE

La seule affaire de la politique française c'est le redressement économique

DÉCLARE M. BARRE

« Toute politique économique doit s'inscrire dans la durée et adapter la tactique à une stratégie à long terme », a souligné le premier ministre, M. Raymond Barre, au cours d'un

dîner-débat de quelques six cents convives présidé par M. J. Rozner et organisé le 29 novembre à Paris par le Club d'aujourd'hui, que patronne la Société générale et l'Union des assurances de Paris.

« L'usage excessif de la notion de plan en France correspond, a-t-il ajouté, à une tendance profonde, qui est la discontinuité de la politique économique. » A peine a-t-on engagé un plan de stabilisation que l'on pense au plan de relance suivant, qui compromet les résultats péniblement acquis par le premier, jusqu'au moment où il faut trouver une dénomination nouvelle pour un nouveau plan de stabilisation. Je tiens à vous dire qu'il n'y aura ni premier, ni second, ni troisième plan Barre, mais une politique que le conducteur sans dévier tant qu'il aura la responsabilité de la conduire. »

Le premier ministre a pour suivi : « Le gouvernement, sera attentif à porter remède au chômage, mais il ne fera pas par une relance globale de l'économie, qui ne pourrait qu'aggraver la hausse des prix et le déséquilibre de la balance commerciale. (Il) cherchera, au moyen de mesures sélectives, à encourager les investissements privés, à créer des emplois, à développer les investissements publics, en aidant

la restructuration des secteurs de notre économie en difficulté, à atténuer une croissance compatible avec la maîtrise de la situation intérieure et de l'équilibre des paiements extérieurs. Ainsi il ne recherchera pas une croissance à tout prix, qui détruirait les efforts faits pour réduire l'inflation. »

Affirmant une nouvelle fois sa détermination, M. Barre a précisé : « Le gouvernement ne se laissera pas détourner de la voie qu'il a choisie, après mûre délibération, par les critiques contradictoires, les dénégations et les surenchères inspirées par la défense de facilités et de privilèges qui ont été obtenus à la faveur de l'inflation passée. Il suffit, par ailleurs, de se souvenir la gravité des déséquilibres que connaît l'économie française pour comprendre l'aspect simpliste — quand il n'est pas tendancieux — des commentaires qui s'élèvent à l'égard de la politique engagée par le gouvernement. Il n'a pas encore réussi à réduire sensiblement le taux d'inflation ni le déficit du commerce extérieur. »

Pas de politique de l'indice

Évoquant la « dégradation sensible » des prix des produits manufacturés, le premier ministre a rendu hommage aux chefs d'entreprise. Quant aux prix des services, « la prolongation des tendances actuelles, a-t-il averti, conduirait le gouvernement à gérer le dispositif d'encadrement avec une sévérité accrue à partir du 1^{er} janvier 1977 ». Enfin, « les prix n'a pas pour but d'instaurer une politique de l'indice, largement pratiquée en d'autres temps. »

Dans le domaine politique, M. Barre a affirmé : « La grande affaire, et la seule à l'heure actuelle, c'est le redressement de la situation économique. Aussi tout ce qui pourrait nuire à la cohésion de la majorité présidentielle et qui risquerait de nous amener à un passé d'impunité est-il dans la conjoncture présente contraire à l'intérêt du pays. Les institutions de la IV^e République qui ont donné depuis plus de vingt ans l'exemple de la stabilité, de la continuité et de l'efficacité, ont été au chef de l'État, élu par le peuple, la charge de faire valoir, par-dessus les tendances partiales et momentanées, l'intérêt supérieur et permanent de la nation. »

« Le gouvernement qu'il a désigné assume ses propres responsabilités et compte sur la soutien loyal d'une majorité, qui doit rester unie dans sa légitime diversité et qui doit être ouverte à tous ceux qui sont fondamentalement attachés à une société de liberté, de justice et de progrès. »

Interrogé ensuite sur le fait que le blocage des prix instauré dans son plan était dénoncé dans le livre de M. Valéry Giscard d'Estaing, « Démocratie française », M. Barre a répondu : « Le président a écrit un ouvrage de doctrine. En ce qui me concerne, je suis aux prises avec la réalité. »

IMPRIMERIE

Les professionnels tentent de trouver une position commune sur la taxe parafiscale

La conférence nationale de l'imprimerie française, convoquée le 26 et 27 novembre à Paris à l'initiative de la Fédération nationale des syndicats patronaux de l'imprimerie et des industries graphiques, dont le nouveau président est M. Alain Samia, a jeté « bases d'une charte non octroyée, mais librement consentie », la formule employée par son délégué général, M. André Stour.

La synthèse des différentes suggestions sera faite le 28 janvier prochain lors de la réunion du comité central de la F.P.S.P.I. Sur fond, déclare le motion finale, « s'agit de permettre à l'imprimerie de disposer des moyens nécessaires pour résoudre les difficultés sociales, améliorer la compétitivité des entreprises graphiques sur les marchés français et étrangers et d'assurer la vie des huit mille entreprises imprimant de toutes dimensions

qui emploient plus de cent mille salariés. »

Mais le point noir de cette conférence nationale était, bien entendu, le vote défavorable émis par l'Assemblée nationale quelques jours auparavant, tendant à la suppression de la taxe parafiscale des imprimeries de journaux instituée en janvier 1976. Une majorité de députés a suivi, en effet, la recommandation du Comité national contre la taxe parafiscale de l'imprimerie que présidait M. Yves Giloux, tendant à sa « suspension pendant un an pour un examen sérieux de l'opportunité d'un véritable fond professionnel ».

La Fédération française des auteurs du livre (C.F.A.L.) a émis un mot d'ordre de grève vingt-quatre heures dans les « imprimeries de journaux » de la région parisienne le 29 novembre, pour « alerter l'opinion publique sur la situation de en plus difficile que connaît les trois graphiques ». Cette note, selon la C.F.A.L., ne est chaudière d'une semaine ou qui a lieu du 29 novembre au 3 décembre. Une manifestation se déroulera vendredi dans la chambre des représentants, boulevard Saint-Germain, à Paris.

Avant que les sénateurs ne se saisissent à leur tour du problème — une démarche devrait être faite auprès du rapporteur par M. André Stour pour recueillir le vote du Sénat, la délégué général a tenu, mardi après-midi 27 novembre, de rapprocher les points de vue opposés, considérant en particulier que la « suspension » de la taxe équivalait à sa disparition définitive. Une nouvelle réunion entre les deux courants antagonistes est prévue ce mardi 30 novembre.

SALAIRES

AUGMENTATION DU SMIC
LE 1^{er} DÉCEMBRE
8,94 F L'HEURE
(+ 16 % EN UN AN)

La hausse de l'indice officiel des prix ayant été très légèrement supérieure à 2 % au cours des deux dernières mois, une nouvelle augmentation du SMIC, la cinquième depuis le début de l'année, interviendra le 1^{er} décembre. Le salaire minimum de croissance devrait passer de 8,94 francs l'heure (depuis le 1^{er} octobre) à 8,94 francs (+ 2,95 %), soit un salaire mensuel de 1.551,96 francs pour une durée hebdomadaire de travail de 40 heures et 1.611,96 francs pour la durée moyenne observée, qui est de 41,9 heures.

En un an, l'augmentation est de 15 %, soit un gain horaire du pouvoir d'achat de 5,5 %.

Le SMIC, qui avait été porté à 7,99 francs le 1^{er} janvier, a augmenté de 12,2 % depuis, soit un gain de 4,6 % en pouvoir d'achat. Quant au minimum garanti, qui sert de base de calcul pour diverses allocations, il devrait passer de 5,51 francs à 5,53 francs.

« LES TAUX D'INTERÊT. — Il n'est pas bon que les taux d'intérêt soient inférieurs aux taux d'inflation. Ils ne servent pas à baisser de façon artificielle. Par ailleurs, la politique monétaire qui a permis de stabiliser le franc sera maintenue tant que des pressions s'exerceront sur la monnaie française. »

« LA COMPÉTITION INTERNATIONALE. — Il faut que la concurrence soit loyale et que les pays qui disposent d'avantages particuliers ne les utilisent pas de façon sélective. L'Europe que le Japon, qui exerce une pression suffisamment forte pour mettre en péril des pans entiers de l'industrie européenne, comprendra qu'il est de son intérêt de tenir compte des problèmes des autres et de l'efficacité de la C.E.E. Le problème restera grave au cours des dix années à venir. »

En conclusion, M. Barre a souligné que « toute renonciation à l'effort serait grave » après avoir indiqué à l'adresse de M. Chatelet, président de la C.G.C., qu'il espérait que celui-ci modérerait ses revendications. « Si la France veut continuer à jouer un rôle, il faut se ressaisir et se redresser. »

« GREVE DU PERSONNEL COMMUNAL À BREST. — Les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.O. du personnel communal de Brest ont invité les mille trois cents employés de la mairie à observer vingt-quatre heures de grève le mardi 30 novembre, pour obtenir notamment une prime de fin d'année de 500 F (au lieu de 300 F). Le maire, M. Eugène Berest (R.I.), a proposé une augmentation maximale de 100 F, ce qui représenterait, selon lui, une dépense supplémentaire de 520 000 F pour la ville.

D'autre part, le personnel administratif du C.R.T. avait perturbé lundi une réunion du conseil d'administration de cet établissement, que préside également M. Berest, et avait exigé la mise en œuvre de nouvelles conditions de travail. — (Corresp.)

SYNDICATS

Selon la C.F.D.T.

L'EMPLOI ET LE POUVOIR D'ACHAT DES SALAIRES AGRICOLES SE DÉGRADENT

« Le patronat agricole a fait une large utilisation de l'effort déployé afin de réaliser un certain nombre d'opérations de liquidation et de restructuration », a affirmé, lundi 29 novembre, la Fédération C.F.D.T. de l'Agriculture, qui a souligné la dégradation accentuée de l'emploi et du pouvoir d'achat des salariés agricoles. Le chômage a fortement progressé depuis deux ans, notamment dans les secteurs de la coopération — où de nombreuses restructurations et les difficultés des coopératives « mettent en cause près de 500 emplois » — des services techniques de l'agriculture et de la production.

Conséquence : l'exode rural, qui s'était ralenti depuis 1970, a repris depuis 1974, les départs ont augmenté de 6 % en 1975, touchant particulièrement les jeunes salariés et les travailleurs qualifiés.

La reprise de l'exode rural s'explique également, a précisé la Fédération, par la « politique à

courte vue du patronat agricole » et la baisse du pouvoir d'achat des salariés. Le syndicat a cité de nombreux exemples, montrant les « inégalités flagrantes » qui existent entre les salaires des ouvriers de l'agriculture et de l'industrie : en 1974, le revenu réel par ménage des salariés agricoles atteignait 22 000 francs contre 33 500 francs pour les ouvriers de l'industrie et 61 000 francs pour les exploitants agricoles.

La Fédération a décidé d'organiser des rassemblements régionaux de salariés et de s'adresser aux pouvoirs publics et au patronat agricole afin de demander une réunion tripartite sur les problèmes de garantie de l'emploi et de pouvoir d'achat. Elle réclame notamment une augmentation mensuelle de 250 francs par salarié, une amélioration de la couverture du chômage partiel, et une réduction de la durée de travail.

M. EDMOND MAIRE DEMANDE L'OUVREMENT DE NÉGOCIATIONS SUR LA DURÉE DU TRAVAIL

Dans des lettres adressées au premier ministre et au président du C.N.E.P., M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., réclame l'ouverture de négociations sur une « réduction massive » de la durée du travail en vue d'assurer le plein emploi. Elles porteraient aussi sur la création d'emplois et devraient s'engager à tous les niveaux.

M. Maire critique les récentes déclarations de M. Bouillon sur la possibilité de nouveaux licenciements dans les entreprises. Le gouvernement, estime le leader cédétiste, doit assumer « sa responsabilité en matière d'emploi en organisant la négociation ».

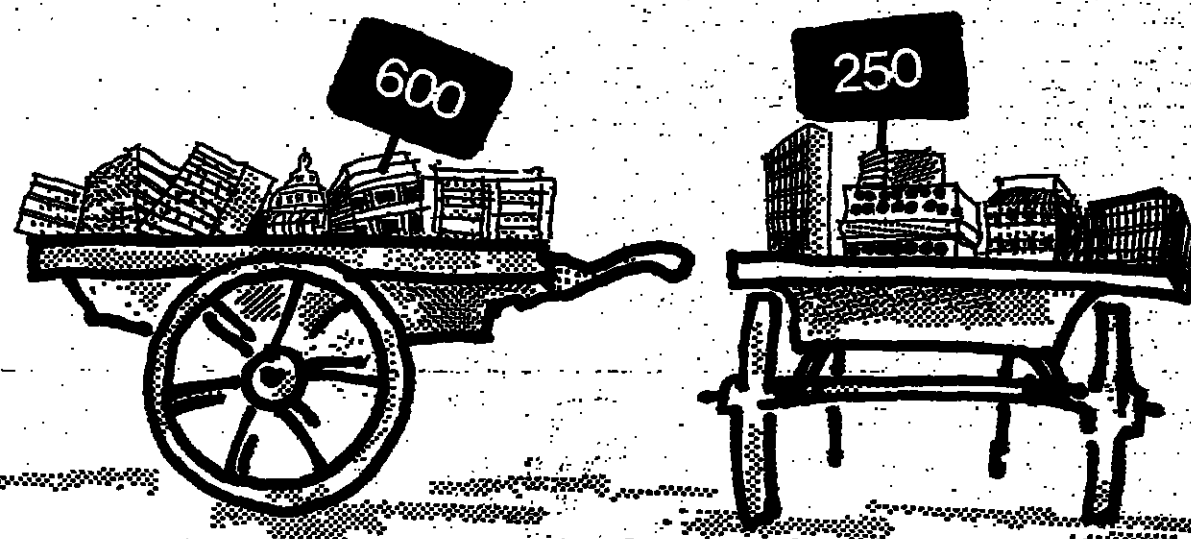
TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

M. NICOUX : les commerçants s'opposent aux contrôles fiscaux

M. Gérard Nicoux, secrétaire général du C.I.D.-UNATI, a déclaré le 29 novembre sur TF 1 :

« À partir d'aujourd'hui, les commerçants s'opposent aux contrôles fiscaux. Quand on arrive à un tel climat d'insécurité et d'arbitraire, nous ne pouvons pas tolérer cela. » M. Nicoux a qualifié de « goutte de sang qui fait déborder le vase » la mort d'une librairie de Rouen, considérée comme un suicide par le C.I.D.-UNATI.

En 18 mois nous avons commercialisé 134.000 m² de bureaux.



Vous nous connaissiez comme les spécialistes du bâtiment industriel? Vous nous croyiez avant tout parisiens? Il va falloir réviser sérieusement votre jugement. Notre activité « bureaux » occupe le second rang en France et nous faisons le tiers de notre chiffre d'affaires avec la province. Parce que, si tout le monde parle de la décentralisation, nous, en faisons une réalité. Aux 4 coins de l'hexagone (si on peut dire). D'importants groupes nationaux ou multinationaux nous ont fait confiance et nous les avons aidés à trouver la solution la mieux adaptée. Ils s'appellent par exemple Hachette, Renault, Thomson CSF en région parisienne, Porcher à Marseille, Airbus à Toulouse, Agfa Gevaert et Sopad-Nestlé à Lille, etc.

Cette année, notre activité bureaux a progressé de 25 % malgré un marché difficile et ce, en parfaite cohésion avec nos clients et en parallèle avec leur propre expansion. C'est un autre style. Celui d'un consultant moderne. Celui du premier cabinet d'ingénierie immobilière de France.

Délégations et filiales : Lyon, Marseille, Lille, Bordeaux, Toulouse, Sao Paulo. Représentations : Belgique, U.S.A., Canada.

Nous avons créé l'engineering immobilier.

CABINET
AUGUSTE-THOUARD

17, rue d'Astorg - Paris 8^e - Tél. 265.54.07 +

LA VIE ÉCONOMIQUE

ÉCHANGES INTERNATIONAUX

LA VISITE DE M. ROSSI EN SUÈDE

Un marché « lointain » pour les industriels français

De notre correspondant

Stockholm. — M. André Rossi, ministre français du commerce extérieur, termine, ce mardi 30 novembre, une visite officielle de deux jours à Stockholm, effectuée en compagnie d'une délégation d'industriels. M. Rossi s'est entretenu avec son homologue suédois, M. Burenstam-Linder, le ministre de l'économie, M. Bohman, et le ministre de l'industrie, M. Aasling. Il a également été reçu par le chef du nouveau gouvernement suédois, non socialiste, M. Thorbjörn Fälldin. Le but de ce voyage était de développer les échanges commerciaux et de renforcer la coopération économique entre la Suède et la France.

La balance commerciale entre les deux pays est régulièrement défavorable à la France. C'est déjà presque une tradition. Entre 1970 et 1974, le taux de couverture des achats par les ventes a varié entre 117 % et 145 %, à l'avantage des Suédois. En 1975, ce taux est revenu à 110 % ; mais, depuis le début de 1976, le déficit français s'est à nouveau creusé (1). Ce résultat s'explique en partie par le fait que la Suède, qui a subi la récession économique avec un certain retard, a « freiné » ses importations. Mais, parallèlement, s'est opérée une offensive de ce pays sur le marché français, où il est déjà d'ailleurs bien implanté. Actuellement, il n'est pas rare que l'homme d'affaires suédois parle français : d'ici à 1978, deux mille cadres d'entreprises apprendront notre langue.

En 1975, la France était seulement le huitième fournisseur et le septième client de la Suède. Sa part dans le total des importations suédoises a toujours été très modeste, se situant légèrement au-dessus de 4 %, à comparer avec les parts ouest-allemande (19 %) et britannique (11 %). En dépit de ses difficultés économiques, la Grande-Bretagne maintient ses positions.

Il semble que la Suède ait été jusqu'ici considérée par l'industrie française comme un marché « lointain, voire exotique », en tout cas, « méconnu et négligé ». Certes le client suédois n'est pas un client facile : il est très exigeant, demandant la qualité mais aussi le service, des livraisons ponctuelles et l'engagement

continu à long terme. Ces facteurs, auxquels l'exportateur étranger doit se soumettre — et qui d'ailleurs font la force de l'industrie suédoise à l'étranger, — jouent un rôle important. Les Allemands et les Britanniques se sont conformés à ces exigences, les Français les ont peut-être un peu trop négligées. C'est en tout cas un reproche qui leur est fait quelquefois. Il faut reconnaître à leur décharge que la concurrence est très forte, les autres pays nordiques étant aussi naturellement bien implantés.

La Suède souhaite, semble-t-il, diversifier ses fournisseurs. Le nouveau ministre des affaires étrangères, Mme Karin Söder, a notamment déclaré au Parlement en octobre que son pays se proposait « de renforcer la coopération avec les autres États nordiques et l'Europe de l'Ouest ». L'ancien gouvernement social-démocrate avait été plusieurs fois accusé de conduire une politique commerciale un peu trop favorable au COMECON. Bien que Mme Söder n'ait pas précisé plus concrètement sa pensée, il se pourrait qu'à l'avenir les échanges avec les pays de la Communauté européenne, principalement soient amenés à s'élargir.

ALAIN REBOVE.

(1) D'après les statistiques françaises, pour les sept premiers mois de 1976, le déficit s'est élevé à 1 020 millions de francs contre 615 millions durant la même période de 1975. Les importations françaises ayant augmenté de 23,7 % et les exportations de 6,2 % seulement.

Faits et chiffres

- M. DORNANO A LONDRES. — M. Michel Dornano, ministre de l'industrie et de la recherche, s'est rendu à Londres le 28 et le 30 novembre. Il a rencontré MM. Varley, secrétaire d'Etat britannique de l'industrie, et Benn, ministre de l'énergie. Les entretiens ont porté sur les secteurs industriels où les deux pays connaissent des difficultés, et sur le dialogue Nord-Sud, le pétrole, l'avenir des charbonnages et de l'énergie nucléaire.
- M. PAUL DIOUD, secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés, a visité, le lundi 29 novembre, le centre d'accueil de la main-d'œuvre étrangère des Rouillères du bassin du Nord-Pas-de-Calais, à Noyelles-sous-Lens (Pas-de-Calais), dans le cadre de la Quinzaine de rencontres France-immigrés. Il a souligné que seul le Maroc bénéficiait d'une dérogation à la suspension de l'immigration.
- LE POUVOIR D'ACHAT DES FONCTIONNAIRES. — Tout en soulignant qu'il n'y a pas

une politique de la fonction publique isolée de celle de la lutte contre la hausse des prix, M. Maurice Ligt, secrétaire d'Etat à la fonction publique, a indiqué, lundi 29 novembre à Nantes, que « si les circonstances s'y prêtent, des négociations pour une amélioration du pouvoir d'achat portant principalement sur les conditions les plus modestes de la fonction publique pourraient être envisagées ».

• CRITIQUES DU SECTEUR GÉNÉRAL DE L'OPAP. — L'Agence internationale de l'énergie, M. Ali Akbar, secrétaire général de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole a accusé, le 28 novembre, l'A.E.E. de mener « une guerre injuste » contre les pays exportateurs. « Cette campagne autour de la réunion de l'A.E.E. de reprendre en main les décisions concernant la fixation des prix des matières et ceux des produits manufacturés », a-t-il déclaré.

SIDÉRURGIE

Timide espoir de reprise pour 1977

La sidérurgie française, replongée au cœur de la crise avec une baisse de 40 % des carnets de commandes par rapport à 1975 et un taux de marche de 55 %, nourrit de timides espoirs pour 1977, a déclaré M. Jacques Ferry, président de la chambre syndicale, à l'occasion du lancement de l'emprunt de 700 millions de francs par le Groupement de l'industrie sidérurgique (GIS).

Bien que les investissements stagnent dans l'Europe entière, la conjoncture pourrait s'améliorer en Allemagne fédérale et aux États-Unis.

Cependant, a noté M. Ferry, au-delà du caractère cyclique que revêtent les crises de la sidérurgie, une véritable rupture de tendance s'est produite, le rythme de croissance étant appelé à se ralentir très fortement dans les années à venir. Il va donc falloir « aller plus loin dans la restructuration de notre appareil de production », afin de l'adapter aux nouvelles conditions qui prévalent désormais.

Tout en n'écartant plus la possibilité de licenciements, M. Ferry a rappelé qu'il existait d'autres façons de comprimer les effec-

tifs : des négociations ont déjà été engagées avec les pouvoirs publics pour examiner les procédures à appliquer.

Quant à une aide éventuelle de l'Etat, « si elle devait, pour un temps, se révéler nécessaire, elle devrait se justifier par la probabilité d'une restructuration intégrale de notre compétitivité au cours des prochaines années ».

La tâche sera difficile tant la situation de la sidérurgie française est préoccupante. Son endettement s'est encore accru de 6 milliards de francs, atteignant près de 33 milliards de francs, sur l'équivalent du chiffre d'affaires, et ses pertes dépasseront 1,7 milliard de francs, s'ajoutant à celles de l'an dernier (2,5 milliards de francs).

CONSTRUCTION

L'entreprise Dumont-Besson a déposé son bilan

L'entreprise de bâtiment Dumont-Besson (150 millions de francs de chiffre d'affaires, environ sept cents salariés), une des plus anciennes de la branche dans la région parisienne, a déposé son bilan le 22 novembre.

Affaire familiale depuis quatre générations, l'entreprise avait, il y a deux ans, cédé 70 % de son capital à une société hollandaise, familière elle aussi, la Verenigde Bedrijven Wilma, qui réalise plus de 1 milliard de francs de chiffre d'affaires et a une importante activité de promotion immobilière.

Cette déconfiture fait d'autant plus de bruit que le P.-D.G. de Dumont-Besson, M. Jean-Pierre Dumont, présidait depuis de nombreuses années la fédération parisienne du bâtiment, qui

regroupe six mille entreprises. Il a immédiatement démissionné de ces fonctions professionnelles.

Es qualité, M. Dumont avait, il y a un peu plus de quinze jours, lancé aux élus de la région parisienne un cri d'alarme : la profession a perdu 22 750 emplois au premier semestre de 1976 et on s'attend à une diminution de 30 % de l'activité sur l'ensemble de l'année.

Ne pouvant assurer ses échéances, la société Dumont-Besson, qui connaissait des difficultés depuis deux ans, n'a pu obtenir d'un de ses plus importants débiteurs, la Semis, société d'économie mixte du Sud-Est parisien, qu'elle s'acquittât d'une dette de 18 millions de francs, sur la construction d'une tour de trois cents logements en accession à la propriété à Vitry (Val-de-Marne), dont la commercialisation se révèle plus que difficile.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

UNION IMMOBILIÈRE

DE FRANCE

U.I.F.

Le conseil d'administration, réuni le 24 novembre 1976, a examiné la situation provisoire du bilan au 30 juin 1976, qui fait apparaître, après 2 513 000 F de provisions et d'amortissements, un résultat net de 24 028 512 F, contre 22 384 300 F en 1975.

Au vu des recettes locatives, qui s'élevaient à fin septembre à 49 199 821 F, contre 44 140 322 F pour la même période de l'année précédente, les prévisions de résultats d'exploitation pour 1976 sont nettement supérieures à celles de l'année précédente.

Au cours de la réunion, M. Etienne Gout, ayant atteint la limite d'âge, a remis son mandat de président à la disposition du conseil, qui l'a prié d'accepter la présidence d'honneur de la société.

Le conseil a nommé président-directeur général M. Michel Caldeira, précédemment vice-président-directeur général de l'U.I.F.

SIMCO

Le conseil d'administration s'est réuni le 18 novembre 1976 sous la présidence de M. Maurice Goudier. Il a procédé à l'examen des comptes de la société pour le premier semestre de l'exercice en cours ; le bénéfice d'exploitation s'est élevé à 30 806 338 F contre 28 678 235 F en 1975.

Les résultats prévisionnels de l'exercice, établis sur la base des loyers des onze premiers mois de l'année, devraient permettre une nouvelle majoration du dividende. L'immobilier de bureaux en cours de construction rue d'Antioch à Paris 19^e, sera livré au cours du premier trimestre 1977 ; des maintenant il fait l'objet d'un engagement de location à concurrence de 80 % de sa superficie. Les autres appartements construits dans le cadre de cette opération font eux-mêmes l'objet de réservations.

Le conseil a donné son accord pour que deux nouveaux programmes soient réalisés :

— Un immeuble d'habitation de seize-vingt appartements rue de l'Est, à Paris 20^e, livrable au cours du deuxième trimestre 1978 ;

— Un immeuble de bureaux situé à Saint-Quentin-en-Yvelines et ce sous réserve de la signature d'un engagement de location actuellement en cours de négociation.

COMPAGNIE LA HENIN

Assemblée générale ordinaire des actionnaires

le 9 décembre 1976 à 18 h
16, rue de la Ville-l'Évêque, 75008 PARIS*
dans les locaux de la HENIN-COGEFIMO

Pour répondre à un vœu de la commission des opérations de bourse, la Compagnie La Henin a publié un projet de rapport quinze jours avant l'Assemblée. Ce rapport qui ne deviendra définitif qu'après approbation par l'assemblée générale est à la disposition de tout actionnaire en faisant la demande.

A l'issue de celle-ci et dans le cadre d'une promotion commerciale de ses filiales, seront présentés et offerts aux personnes présentes les nouveaux produits du vignoble des Salins du Midi.

* parking assuré.

(PUBLICITE)

SOUS-TRAITANTS

La Banque Européenne d'Investissement construit son nouveau siège à Luxembourg (Kirchberg). Le bâtiment envisagé possède le caractère représentatif convenant au siège d'une institution européenne. La surface brute totale d'environ 32 000 m² (garage non compris) sera répartie entre des bureaux, des salles de réunion, des salles pour conférences ainsi que des services auxiliaires : bibliothèque, installation d'informatique, restaurants et zones sportives. Le projet comprend également les installations techniques, un garage souterrain pour environ 600 voitures ainsi que les aménagements extérieurs.

La Banque a déjà désigné l'entreprise générale, la Société Philipp Holzmann AG. Les architectes sont Denys Lasdon et Partners de Londres et les ingénieurs-conseils sont Scott Wilson Kirkpatrick & Partners associés avec Freytag S.A. de Bruxelles et H.T. Techniek de Munich. Les conseillers de la Banque désignent établir des listes de firmes compétentes susceptibles de participer à des procédures d'appel d'offres portant sur divers aspects techniques du marché. Les entreprises admissibles concourront avec la Société Philipp Holzmann AG un marché de sous-traitance. Tous les plans et spécifications relatifs au projet sont rédigés en anglais.

1. INSTALLATIONS TECHNIQUES

Il est prévu de confier la responsabilité de l'exécution de ces travaux à un seul sous-traitant. Pour être sélectionnés, les entreprises devront avoir fourni la preuve, au moyen de références, qu'elles possèdent l'expérience de projets analogues dans les domaines de chauffage, de ventilation, de conditionnement de l'air, des installations électriques et de la plomberie. Des installations spéciales, accessoires, et non-basiques, central des phoniques, installations d'interphonie, laboratoire de langues, équipement de cuisine et installation centrale de nettoyage par aspiration seront aussi en proie et pourront être incorporées dans la marché de sous-traitance décrit ci-dessus. Les entreprises intéressées devront transmettre tous les renseignements nécessaires à l'Architecte dont l'adresse figure ci-dessus avant le 5 décembre 1976.

- | | |
|---|---|
| 2. FENÊTRES
Quantité : 8 000 m ²
Qualité : aluminium selon plans
Livraison approx. : janvier 1978 | 3. PORCES
Quantité : 1 000 pièces
Qualité : bois dur, selon plans
Livraison approx. : mai 1978 |
| 4. CLAPOTS
Quantité : 6 000 m ²
Livraison approx. : mars 1978 | 5. ARMOIRES MÉTALLIQUES
Quantité : 4 500 m ² portes comprises
Livraison approx. : mai 1978 |
| 6. SERRURERIE
Quantité : pour 4 000 portes
Livraison approx. : mai 1978 | 7. PLAFONNEMENTS
Quantité : 8 500 m ²
Qualité : divers
Livraison approx. : mai 1978 |
| 8. CARRELAGES
Quantité : 3 000 m ²
Livraison approx. : octobre 1977 | 9. REVÊTEMENT DE SOL
Quantité : 22 000 m ²
Qualité : divers |
| 10. FINITIONS MÉTALLIQUES SPÉCIALES
Quantité : 14 000 m ²
Livraison approx. : septembre 1978 | 11. BALUSTRADES MÉTALLIQUES
Quantité : 2 000 m
Livraison approx. : avril 1978 |
| 12. RÉSILLES ET BÂLES
Quantité : 3 000 m ²
Livraison approx. : mai 1978 | 13. PAVEMENT EXTÉRIEUR
Quantité : 3 000 m ²
Livraison approx. : mai 1978 |
| 14. PORTES ET VOILETS SOUPLES
Quantité : 1 000 m ²
Livraison approx. : janvier 1978 | 15. ÉCRITAINS ET PLAQUES
SIGNALIQUES
Livraison approx. : mai 1978 |
| 16. ÉQUIPEMENT DE CLASSEMENT
Quantité : 1 000 m ²
Livraison approx. : janvier 1978 | 17. APPAREILS SANITAIRES ET INSTALLATION D'ÉVACUATION DES DÉCHETS |

Les firmes intéressées par l'un des lots ci-dessus (autres que les installations techniques) sont priées de la faire savoir, avant le 15 décembre 1976, à l'Architecte de la Banque à l'adresse ci-dessus en indiquant clairement le ou les numéros des lots qui les intéressent. Les candidatures devront comporter les renseignements suivants : nom, adresse, numéro de téléphone, numéro de fax, notes d'identité, photographique, chiffre d'affaires annuel, affectif permanent et des compagnons d'une liste de travaux comparables déjà réalisés, résumés à des projets d'installations similaires. Le site des entreprises et des installations admissibles à soumissionner sera établi d'un commun accord par les conseillers de la Banque et l'entreprise générale. Les entreprises seront priées de soumissionner en cours de l'année prochaine. Les demandes devront être rédigées en anglais.

Denys Lasdon & Partners
24 Queen Anne Street
LONDON W1M 0BB
TEL : 01-494 4741
Telex : 31044 Lasdon G



THE ARAB INVESTMENT COMPANY S.A.A. (RIYADH)

est une société par actions multinationale ayant son siège à Riyadh en Arabie Saoudite et des succursales au Caire et à Khartoum. Elle se propose d'ouvrir prochainement de nouvelles succursales dans les autres pays arabes. The Arab Investment Company S.A.A. a un capital social de 300 millions de dollars U.S.A. et ses actionnaires se composent des gouvernements de 14 nations arabes. La Société exerce ses opérations dans toute l'étendue du monde arabe et consacre principalement ses activités aux investissements et aux prêts de fonds destinés aux projets économiques et commercialement viables du monde arabe et à l'aide et à l'encouragement de ces derniers d'une manière générale, à l'exception des programmes d'infrastructure.

Il convient de ne pas confondre The Arab Investment Company S.A.A. avec les autres sociétés dont le nom est similaire. Pour éviter toute méprise, The Arab Investment Company S.A.A. fait figurer la suite de son nom, dans toutes ses communications destinées au public et dans tous ses documents officiels, le lieu de son siège (Riyadh), comme ci-dessus. The Arab Investment Company S.A.A. n'offre pas à l'heure actuelle, et n'a jamais offert dans le passé, que ce soit à titre public ou à titre privé, dans les marchés extérieurs au monde arabe, d'actions d'une certaine valeur, de parts de capital, de parts de gestion ou de la co-gestion d'offres ou de négociations de capital, ou autre forme d'y participer.

Pour savoir si The Arab Investment Company S.A.A. (Riyadh) participe à une offre de crédit ou d'actions, veuillez téléphoner au numéro suivant : 20011 Arabinvest (Arabie Saoudite) ou écrire en adressant la lettre comme suit : c/o Post Office Box 4009, Riyadh, Arabie Saoudite.

S DES SOCIÉTÉ

NEW-YORK

A l'issue d'une séance modérément animée, les investisseurs ont constaté un changement de météo, passant de 13 milliards à 6,57 points le Dow Jones, à parer d'un *bull market* à 990,05, innédi, à wall-street.

Certes, les 28 points de hausses accumulés sur ces deux derniers jours ne suffisent pas à inciter les investisseurs à des achats d'actions, mais à refuser à des ventes d'actions, surtout en baisse. En outre, une série de facteurs défavorables ont pesé sur le marché, à savoir : la baisse des prix des métaux, des prix de l'acier, donner le signal d'une reprise de l'inflation ; déception des résultats de la production, le taux de base par la Citibank, inquiétude sur l'indice global de la confiance en octobre. Selon les toutes probabilités, le marché continuera d'osciller en baisse. Enfin, l'annonce par le département du Commerce des Etats-Unis, d'un déficit des échanges en octobre (4,1 milliards de dollars, pour les dix premiers mois de l'année) a entraîné une baisse de 11 milliards un an plus tôt) a également pesé sur la tendance des

accumulés au cours des deux précédentes semaines ont initié les opérations à des désequilibres bénéficiaires. En outre, une série de facteurs défavorables ont pesé sur le marché, notamment la baisse des prix de l'acier donner le signal d'une reprise de l'inflation; déception à la suite du maintien de taux de base par la Citibank; inquiétude sur l'indice global de confiance; l'annonce d'octobre de la toute probabilité, celui-ci devrait encore s'inscrire en baisse. Enfin, l'annonce par le département du commerce d'un nouveau déficit des échanges en octobre de 4,1 milliards de dollars. Ces éléments ont entraîné l'impulsion de l'opinion, car le président

de 11 milliards un an plus tôt) a également pesé sur la tendance de la Bourse.

Le plupart des compartiments ont été exprimés et 812 titres ont balisé continue 620 en hausse.

Indices Dow Jones : services financiers, 161,99 (- 0,77); transports, 228,57 (+ 0,52).

VALEURS	COURS	
	26/11	29/11
Alcoa	54 3/8	53 5/8
AT&T	82 1/8	81 1/2
Bearing	71 1/2	74 1/4
Chrysler	71 1/2	72 1/8
Chrysler Bank	75 3/4	75 1/4
Eastman Kodak	38 1/2	37 3/8
Exxon	51 1/4	51 1/4
General Motors	56 1/2	56 1/2
General Electric	61 3/8	61 1/8
General Foods	39 1/2	39 3/8
IBM	77 1/2	77 1/2
Johnson & Johnson	38 1/2	38 1/4
Kaiser	27 1/2	27 1/2
IBM	274 1/8	271 3/8
Kennecott	28 1/4	28 1/4
Mobil Oil	80 1/2	80 1/2
Mobil Oil	80 1/2	80 1/2
Schlumberger	98 1/2	98 1/4
Telcel	26 3/8	26 3/8
Union Carbide	25 1/2	25 1/2
US Steel	48 1/4	47 3/8
Xerox	59 1/2	59 1/2

VALEURS	26/11	29/11
Alcoa	54 3/8	53 5/8
A.T.T.	62 1/8	62
Coca-Cola	44 1/2	44 1/4
Casco Mutual	44 1/2	44 1/4
Du Pont de Nemours	125 3/4	124 1/8
Eastman Kodak	86 3/8	85 3/8
Exxon	51 3/4	51
Ford	55 7/8	54 3/4
General Electric	86 1/2	81 1/8
General Foods	39 1/2	39
General Motors	78 1/2	71 1/2
Goodyear	23 1/2	23 1/4
I.B.M.	274 1/8	271 3/8
I.T.T.	32 3/8	32
Johnson	23 1/2	23 1/4
Mobil Oil	88 1/2	88 3/4

Pfizer	26 7/8	26 3/8
Schlumberger	98 5/8	96 1/4
Texaco	26 3/8	26
H.A.I. Inc.	25 1/8	26 5/8
Union Carbide	57 1/2	57 3/8
U.S. Steel	48 1/4	48
Westinghouse	15	15 3/4
Xerox	60 1/2	59 5/8

COURS DU DOLLAR A TOKYO		
	29 11	30/11
1 dollar (en yen) ..	236 85	235 52

Taux du marché monétaire

Taux du marché monétaire

VALEURS	%	% de	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
---------	---	------	---------	-------	---------	---------	-------	---------	---------	-------	---------

[illegible]

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des cotes dans la seconde mi-journée.

[illegible]

CHIFF.	COURS préc.	COURS 29/11	de gr. à gr. entre banques	MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 29/11
--------	----------------	----------------	-------------------------------	---------------------	----------------	----------------

CITE	COURS PRÉC.	COURS 29 11	de gr 5 gr marchés étrangers	MONNAIES ET DEVISES	COURS PRÉC.	COURS 29 11
.....	5 003	4 937	4 93			
.....	.....	4 942	5 03			
.....	2 625	267 580	266 75	Or fin (Kilo au barre).....	21075	20850
.....	.....	.....	.....	Dr fin (Kilo au Repari).....	18130	20890
.....	10 833	10 833	10 83	Pièces américaines (20 fr.).....	212	212
.....	82 095	13 594	13 45	Pièce française (10 fr.).....	128	150
.....	85 000	85 024	84 70	Pièces suisses (20 fr.).....	204	198
.....	.....	85 021	84 71	Pièces suisses (10 fr.).....	108	108
.....	8 281	8 286	8 40	Souverains.....	208	208
.....	5 783	5 777	5 680	Pièces de 20 dollars.....	1812	1810
.....	8 018	8 018	8 01	Pièces de 10 dollars.....	907	907
.....	139 526	139 525	139 75	Pièces de 5 dollars.....	448	448
.....	16 336	15 389	15 50	Pièces de 50 pesos.....	846	825
.....	119 420	119 420	119 42	Pièces de 100 pesos.....	204	205
.....	204 680	204 680	204 25			

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2-3. EUROPE
 - UNION SOVIÉTIQUE : un recueil de textes de M. Brejnev sur le « science de gérer » est publié à Moscou.
3. PROCHE-ORIENT
 - LIBAN : la Ligue retourne aux unités de la force armée de discussion.
- 4-5. AFRIQUE
 - DAIR : des « mardians » libanais « au Béria » (10), par J.-P. Langellier.
6. ASIE
 - LAOS : les relations avec la France traversent de nouveau une phase difficile.
- 6-7. AMÉRIQUES
 - CHILI : les différentes méthodes de torture utilisées par le régime.
- 8-11. POLITIQUE
 - La préparation des élections municipales.
 - A PROPOS DE... : le débat sur les transports en commun.
12. LES RÉGIONS
 - « Retour en Aquitaine : les industriels peuvent réussir à la campagne », par François Ceyrac.
- 14-15. RELIGION
 - TEMOIGNAGES : le souvenir de Jean Guitte.
 - Un document de l'épiscopat sur le culte des prêtres.

LE MONDE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

- Pages 17 à 19
- Archéologie aérienne : Les révélations de la photographie.
 - Aux États-Unis, les recherches pour l'indépendance énergétique coûteront plus cher que la conquête de la lune.
 - Le savoir et les machines.
 - Correspondance : La vie des chercheurs et le manque de moyens.
20. L'ACTUALITÉ MÉDICALE
 - 21 à 23. ARTS ET SPECTACLES
 - CINÉMA : Edward G. Robinson, la danse de la vie ; Butley.
 - MUSIQUE : la Traviata à Nancy.
 24. JUSTICE
 - Un procès à propos de la centrale nucléaire de Bugey-Saint-Louis.
 32. SPORTS
 33. L'ÉVÈNEMENT
 - Les accidents du travail.
 - 34 à 36. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
 - CONJONCTURE : la seule offre de la politique française, c'est le redressement économique, déclare M. Barre.
 - EUROPA : « L'Europe pour la démocratie », une libre opinion de Francis Dore.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (23)
Annuaire classé (25 à 31) : Carnet (10) ; Aujourd'hui (32) ; Journal officiel (33) ; Météorologie (34) ; Mots croisés (35) ; Sources (37).

Le numéro du « Monde » daté 30 novembre 1976 a été tiré à 612 272 exemplaires.

Rémy
32, rue Saint-Antoine
PARIS XII^e - 75004

Librairie Louis XVI
carré 0,80 x 1,50 ou 1,50 x 2,50
Réalité en son abîme : 150
Rue de la République, à la bibliothèque, tous styles, les surmarchés.
Liquors, et autres surprises.

Collection unique de commandes et de secrétaires
Véhicules copies exécutées sur modèles originaux

A B C D E F G

Une enquête est ouverte à propos de violences reprochées à six policiers parisiens

L'inspection générale des services de la police a ouvert une enquête après la publication, dans l'*Humanité* de mardi 30 novembre, d'un article relatant en cause des policiers à l'occasion de l'interpellation, le 29 novembre vers 11 h 30, de jeunes gens devant le centre de tri postal de Paris-Gare du Nord, boulevard de la Chapelle, à Paris (19^e).

Les deux jeunes gens, qui circulaient à vélo, avaient été interpellés par une ronde lorsque, affirme le journal, six

motards de la police survinrent et les rouèrent de coups avant de les attacher avec des menottes aux portières arrière de la voiture de police qui les entraîna jusqu'au centre de la Chapelle, puis les ramena à leur point de départ.

La préfecture de police s'est bornée à indiquer que deux cyclistes avaient été interpellés à l'heure dite à l'angle du boulevard de la Chapelle et de la rue de l'Amboise et qu'ils avaient été relâchés quelques minutes plus tard. Une enquête n'en a pas moins été décidée.

A Pékin

LES NÉGOCIATIONS SINO-SOVIÉTIQUES SUR LES PROBLÈMES FRONTALIERS ONT REPRISES

Pékin (A.F.P.). — Les négociations sino-soviétiques sur les problèmes frontaliers ont repris le mardi 30 novembre à Pékin après une interruption de dix-huit mois (le Monde a daté 28-29 novembre), à-t-on appris de sources diplomatiques situées dans la capitale chinoise.

Les entretiens sont dirigés, du côté soviétique, par M. Rytkov, vice-ministre des affaires étrangères, arrivé samedi à Pékin, et, du côté chinois, par M. Xu Chao, également vice-ministre des affaires étrangères.

Aucune précision n'a pu être obtenue sur le calendrier de ces entretiens ni même sur le lieu où ils se tiennent, le secret absolu étant gardé par les deux parties.

Mardi, aucune confirmation n'avait encore été fournie du côté chinois sur la reprise des négociations. L'arrivée de M. Rytkov à Pékin n'aurait même pas été mentionnée par la presse.

Près de Moscou

UN APPAREIL DE L'AÉROFLOT S'ÉCRASE AU DÉCOLLAGE

(De notre correspondant.)

Moscou. — Les autorités soviétiques ont confirmé, lundi 29 novembre, qu'un appareil des lignes intérieures d'Aérofлот s'était écrasé la veille, près de Moscou. Il s'agit d'un Tupolev-104, qui assurait la liaison Moscou-Leningrad. Aucun détail n'a été fourni sur le nombre des victimes : il est évalué à soixante-dix environ en raison des capacités de l'appareil. L'accident s'est produit à 19 heures, quelques minutes après la décollage de l'aéroport de Chermoukhovo. Les causes de l'accident ne sont pas connues.

Il s'agit du cinquième accident survenu à un appareil de l'Aérofлот depuis le début de l'année. Les Soviétiques n'annoncent pas de continuer les accidents d'avion que lorsqu'ils font des victimes étrangères ou lorsqu'ils se produisent à proximité des grandes villes. — J. A.

Doyen d'âge du Sacré-Collège

LE CARDINAL DA COSTA NUNES EST MORT

Cité du Vatican (A.F.P.). — Le cardinal José Da Costa Nunes, doyen d'âge du Sacré-Collège, est mort le 29 novembre à Rome à l'âge de quatre-vingt-seize ans. Sa mort réduit le nombre des membres du Sacré-Collège à cent trente-quatre.

(Né à Candelaria (diocèse d'Angers), aux Açores, en 1880, le cardinal José Nunes fut évêque de Macao, de 1903 à 1909, puis de 1909 à 1913. Il devint en 1913 vicaire apostolique de la région de Timor. Il fut nommé cardinal en 1961 et élu doyen du Sacré-Collège en 1963. Il fut élu cardinal de Macao, de 1963 à 1969, puis de 1969 à 1976. Il fut élu cardinal de Macao, de 1976 à 1980. Il fut élu cardinal de Macao, de 1980 à 1984. Il fut élu cardinal de Macao, de 1984 à 1988. Il fut élu cardinal de Macao, de 1988 à 1992. Il fut élu cardinal de Macao, de 1992 à 1996. Il fut élu cardinal de Macao, de 1996 à 2000. Il fut élu cardinal de Macao, de 2000 à 2004. Il fut élu cardinal de Macao, de 2004 à 2008. Il fut élu cardinal de Macao, de 2008 à 2012. Il fut élu cardinal de Macao, de 2012 à 2016. Il fut élu cardinal de Macao, de 2016 à 2020. Il fut élu cardinal de Macao, de 2020 à 2024. Il fut élu cardinal de Macao, de 2024 à 2028. Il fut élu cardinal de Macao, de 2028 à 2032. Il fut élu cardinal de Macao, de 2032 à 2036. Il fut élu cardinal de Macao, de 2036 à 2040. Il fut élu cardinal de Macao, de 2040 à 2044. Il fut élu cardinal de Macao, de 2044 à 2048. Il fut élu cardinal de Macao, de 2048 à 2052. Il fut élu cardinal de Macao, de 2052 à 2056. Il fut élu cardinal de Macao, de 2056 à 2060. Il fut élu cardinal de Macao, de 2060 à 2064. Il fut élu cardinal de Macao, de 2064 à 2068. Il fut élu cardinal de Macao, de 2068 à 2072. Il fut élu cardinal de Macao, de 2072 à 2076. Il fut élu cardinal de Macao, de 2076 à 2080. Il fut élu cardinal de Macao, de 2080 à 2084. Il fut élu cardinal de Macao, de 2084 à 2088. Il fut élu cardinal de Macao, de 2088 à 2092. Il fut élu cardinal de Macao, de 2092 à 2096. Il fut élu cardinal de Macao, de 2096 à 2100. Il fut élu cardinal de Macao, de 2100 à 2104. Il fut élu cardinal de Macao, de 2104 à 2108. Il fut élu cardinal de Macao, de 2108 à 2112. Il fut élu cardinal de Macao, de 2112 à 2116. Il fut élu cardinal de Macao, de 2116 à 2120. Il fut élu cardinal de Macao, de 2120 à 2124. Il fut élu cardinal de Macao, de 2124 à 2128. Il fut élu cardinal de Macao, de 2128 à 2132. Il fut élu cardinal de Macao, de 2132 à 2136. Il fut élu cardinal de Macao, de 2136 à 2140. Il fut élu cardinal de Macao, de 2140 à 2144. Il fut élu cardinal de Macao, de 2144 à 2148. Il fut élu cardinal de Macao, de 2148 à 2152. Il fut élu cardinal de Macao, de 2152 à 2156. Il fut élu cardinal de Macao, de 2156 à 2160. Il fut élu cardinal de Macao, de 2160 à 2164. Il fut élu cardinal de Macao, de 2164 à 2168. Il fut élu cardinal de Macao, de 2168 à 2172. Il fut élu cardinal de Macao, de 2172 à 2176. Il fut élu cardinal de Macao, de 2176 à 2180. Il fut élu cardinal de Macao, de 2180 à 2184. Il fut élu cardinal de Macao, de 2184 à 2188. Il fut élu cardinal de Macao, de 2188 à 2192. Il fut élu cardinal de Macao, de 2192 à 2196. Il fut élu cardinal de Macao, de 2196 à 2200. Il fut élu cardinal de Macao, de 2200 à 2204. Il fut élu cardinal de Macao, de 2204 à 2208. Il fut élu cardinal de Macao, de 2208 à 2212. Il fut élu cardinal de Macao, de 2212 à 2216. Il fut élu cardinal de Macao, de 2216 à 2220. Il fut élu cardinal de Macao, de 2220 à 2224. Il fut élu cardinal de Macao, de 2224 à 2228. Il fut élu cardinal de Macao, de 2228 à 2232. Il fut élu cardinal de Macao, de 2232 à 2236. Il fut élu cardinal de Macao, de 2236 à 2240. Il fut élu cardinal de Macao, de 2240 à 2244. Il fut élu cardinal de Macao, de 2244 à 2248. Il fut élu cardinal de Macao, de 2248 à 2252. Il fut élu cardinal de Macao, de 2252 à 2256. Il fut élu cardinal de Macao, de 2256 à 2260. Il fut élu cardinal de Macao, de 2260 à 2264. Il fut élu cardinal de Macao, de 2264 à 2268. Il fut élu cardinal de Macao, de 2268 à 2272. Il fut élu cardinal de Macao, de 2272 à 2276. Il fut élu cardinal de Macao, de 2276 à 2280. Il fut élu cardinal de Macao, de 2280 à 2284. Il fut élu cardinal de Macao, de 2284 à 2288. Il fut élu cardinal de Macao, de 2288 à 2292. Il fut élu cardinal de Macao, de 2292 à 2296. Il fut élu cardinal de Macao, de 2296 à 2300. Il fut élu cardinal de Macao, de 2300 à 2304. Il fut élu cardinal de Macao, de 2304 à 2308. Il fut élu cardinal de Macao, de 2308 à 2312. Il fut élu cardinal de Macao, de 2312 à 2316. Il fut élu cardinal de Macao, de 2316 à 2320. Il fut élu cardinal de Macao, de 2320 à 2324. Il fut élu cardinal de Macao, de 2324 à 2328. Il fut élu cardinal de Macao, de 2328 à 2332. Il fut élu cardinal de Macao, de 2332 à 2336. Il fut élu cardinal de Macao, de 2336 à 2340. Il fut élu cardinal de Macao, de 2340 à 2344. Il fut élu cardinal de Macao, de 2344 à 2348. Il fut élu cardinal de Macao, de 2348 à 2352. Il fut élu cardinal de Macao, de 2352 à 2356. Il fut élu cardinal de Macao, de 2356 à 2360. Il fut élu cardinal de Macao, de 2360 à 2364. Il fut élu cardinal de Macao, de 2364 à 2368. Il fut élu cardinal de Macao, de 2368 à 2372. Il fut élu cardinal de Macao, de 2372 à 2376. Il fut élu cardinal de Macao, de 2376 à 2380. Il fut élu cardinal de Macao, de 2380 à 2384. Il fut élu cardinal de Macao, de 2384 à 2388. Il fut élu cardinal de Macao, de 2388 à 2392. Il fut élu cardinal de Macao, de 2392 à 2396. Il fut élu cardinal de Macao, de 2396 à 2400. Il fut élu cardinal de Macao, de 2400 à 2404. Il fut élu cardinal de Macao, de 2404 à 2408. Il fut élu cardinal de Macao, de 2408 à 2412. Il fut élu cardinal de Macao, de 2412 à 2416. Il fut élu cardinal de Macao, de 2416 à 2420. Il fut élu cardinal de Macao, de 2420 à 2424. Il fut élu cardinal de Macao, de 2424 à 2428. Il fut élu cardinal de Macao, de 2428 à 2432. Il fut élu cardinal de Macao, de 2432 à 2436. Il fut élu cardinal de Macao, de 2436 à 2440. Il fut élu cardinal de Macao, de 2440 à 2444. Il fut élu cardinal de Macao, de 2444 à 2448. Il fut élu cardinal de Macao, de 2448 à 2452. Il fut élu cardinal de Macao, de 2452 à 2456. Il fut élu cardinal de Macao, de 2456 à 2460. Il fut élu cardinal de Macao, de 2460 à 2464. Il fut élu cardinal de Macao, de 2464 à 2468. Il fut élu cardinal de Macao, de 2468 à 2472. Il fut élu cardinal de Macao, de 2472 à 2476. Il fut élu cardinal de Macao, de 2476 à 2480. Il fut élu cardinal de Macao, de 2480 à 2484. Il fut élu cardinal de Macao, de 2484 à 2488. Il fut élu cardinal de Macao, de 2488 à 2492. Il fut élu cardinal de Macao, de 2492 à 2496. Il fut élu cardinal de Macao, de 2496 à 2500. Il fut élu cardinal de Macao, de 2500 à 2504. Il fut élu cardinal de Macao, de 2504 à 2508. Il fut élu cardinal de Macao, de 2508 à 2512. Il fut élu cardinal de Macao, de 2512 à 2516. Il fut élu cardinal de Macao, de 2516 à 2520. Il fut élu cardinal de Macao, de 2520 à 2524. Il fut élu cardinal de Macao, de 2524 à 2528. Il fut élu cardinal de Macao, de 2528 à 2532. Il fut élu cardinal de Macao, de 2532 à 2536. Il fut élu cardinal de Macao, de 2536 à 2540. Il fut élu cardinal de Macao, de 2540 à 2544. Il fut élu cardinal de Macao, de 2544 à 2548. Il fut élu cardinal de Macao, de 2548 à 2552. Il fut élu cardinal de Macao, de 2552 à 2556. Il fut élu cardinal de Macao, de 2556 à 2560. Il fut élu cardinal de Macao, de 2560 à 2564. Il fut élu cardinal de Macao, de 2564 à 2568. Il fut élu cardinal de Macao, de 2568 à 2572. Il fut élu cardinal de Macao, de 2572 à 2576. Il fut élu cardinal de Macao, de 2576 à 2580. Il fut élu cardinal de Macao, de 2580 à 2584. Il fut élu cardinal de Macao, de 2584 à 2588. Il fut élu cardinal de Macao, de 2588 à 2592. Il fut élu cardinal de Macao, de 2592 à 2596. Il fut élu cardinal de Macao, de 2596 à 2600. Il fut élu cardinal de Macao, de 2600 à 2604. Il fut élu cardinal de Macao, de 2604 à 2608. Il fut élu cardinal de Macao, de 2608 à 2612. Il fut élu cardinal de Macao, de 2612 à 2616. Il fut élu cardinal de Macao, de 2616 à 2620. Il fut élu cardinal de Macao, de 2620 à 2624. Il fut élu cardinal de Macao, de 2624 à 2628. Il fut élu cardinal de Macao, de 2628 à 2632. Il fut élu cardinal de Macao, de 2632 à 2636. Il fut élu cardinal de Macao, de 2636 à 2640. Il fut élu cardinal de Macao, de 2640 à 2644. Il fut élu cardinal de Macao, de 2644 à 2648. Il fut élu cardinal de Macao, de 2648 à 2652. Il fut élu cardinal de Macao, de 2652 à 2656. Il fut élu cardinal de Macao, de 2656 à 2660. Il fut élu cardinal de Macao, de 2660 à 2664. Il fut élu cardinal de Macao, de 2664 à 2668. Il fut élu cardinal de Macao, de 2668 à 2672. Il fut élu cardinal de Macao, de 2672 à 2676. Il fut élu cardinal de Macao, de 2676 à 2680. Il fut élu cardinal de Macao, de 2680 à 2684. Il fut élu cardinal de Macao, de 2684 à 2688. Il fut élu cardinal de Macao, de 2688 à 2692. Il fut élu cardinal de Macao, de 2692 à 2696. Il fut élu cardinal de Macao, de 2696 à 2700. Il fut élu cardinal de Macao, de 2700 à 2704. Il fut élu cardinal de Macao, de 2704 à 2708. Il fut élu cardinal de Macao, de 2708 à 2712. Il fut élu cardinal de Macao, de 2712 à 2716. Il fut élu cardinal de Macao, de 2716 à 2720. Il fut élu cardinal de Macao, de 2720 à 2724. Il fut élu cardinal de Macao, de 2724 à 2728. Il fut élu cardinal de Macao, de 2728 à 2732. Il fut élu cardinal de Macao, de 2732 à 2736. Il fut élu cardinal de Macao, de 2736 à 2740. Il fut élu cardinal de Macao, de 2740 à 2744. Il fut élu cardinal de Macao, de 2744 à 2748. Il fut élu cardinal de Macao, de 2748 à 2752. Il fut élu cardinal de Macao, de 2752 à 2756. Il fut élu cardinal de Macao, de 2756 à 2760. Il fut élu cardinal de Macao, de 2760 à 2764. Il fut élu cardinal de Macao, de 2764 à 2768. Il fut élu cardinal de Macao, de 2768 à 2772. Il fut élu cardinal de Macao, de 2772 à 2776. Il fut élu cardinal de Macao, de 2776 à 2780. Il fut élu cardinal de Macao, de 2780 à 2784. Il fut élu cardinal de Macao, de 2784 à 2788. Il fut élu cardinal de Macao, de 2788 à 2792. Il fut élu cardinal de Macao, de 2792 à 2796. Il fut élu cardinal de Macao, de 2796 à 2800. Il fut élu cardinal de Macao, de 2800 à 2804. Il fut élu cardinal de Macao, de 2804 à 2808. Il fut élu cardinal de Macao, de 2808 à 2812. Il fut élu cardinal de Macao, de 2812 à 2816. Il fut élu cardinal de Macao, de 2816 à 2820. Il fut élu cardinal de Macao, de 2820 à 2824. Il fut élu cardinal de Macao, de 2824 à 2828. Il fut élu cardinal de Macao, de 2828 à 2832. Il fut élu cardinal de Macao, de 2832 à 2836. Il fut élu cardinal de Macao, de 2836 à 2840. Il fut élu cardinal de Macao, de 2840 à 2844. Il fut élu cardinal de Macao, de 2844 à 2848. Il fut élu cardinal de Macao, de 2848 à 2852. Il fut élu cardinal de Macao, de 2852 à 2856. Il fut élu cardinal de Macao, de 2856 à 2860. Il fut élu cardinal de Macao, de 2860 à 2864. Il fut élu cardinal de Macao, de 2864 à 2868. Il fut élu cardinal de Macao, de 2868 à 2872. Il fut élu cardinal de Macao, de 2872 à 2876. Il fut élu cardinal de Macao, de 2876 à 2880. Il fut élu cardinal de Macao, de 2880 à 2884. Il fut élu cardinal de Macao, de 2884 à 2888. Il fut élu cardinal de Macao, de 2888 à 2892. Il fut élu cardinal de Macao, de 2892 à 2896. Il fut élu cardinal de Macao, de 2896 à 2900. Il fut élu cardinal de Macao, de 2900 à 2904. Il fut élu cardinal de Macao, de 2904 à 2908. Il fut élu cardinal de Macao, de 2908 à 2912. Il fut élu cardinal de Macao, de 2912 à 2916. Il fut élu cardinal de Macao, de 2916 à 2920. Il fut élu cardinal de Macao, de 2920 à 2924. Il fut élu cardinal de Macao, de 2924 à 2928. Il fut élu cardinal de Macao, de 2928 à 2932. Il fut élu cardinal de Macao, de 2932 à 2936. Il fut élu cardinal de Macao, de 2936 à 2940. Il fut élu cardinal de Macao, de 2940 à 2944. Il fut élu cardinal de Macao, de 2944 à 2948. Il fut élu cardinal de Macao, de 2948 à 2952. Il fut élu cardinal de Macao, de 2952 à 2956. Il fut élu cardinal de Macao, de 2956 à 2960. Il fut élu cardinal de Macao, de 2960 à 2964. Il fut élu cardinal de Macao, de 2964 à 2968. Il fut élu cardinal de Macao, de 2968 à 2972. Il fut élu cardinal de Macao, de 2972 à 2976. Il fut élu cardinal de Macao, de 2976 à 2980. Il fut élu cardinal de Macao, de 2980 à 2984. Il fut élu cardinal de Macao, de 2984 à 2988. Il fut élu cardinal de Macao, de 2988 à 2992. Il fut élu cardinal de Macao, de 2992 à 2996. Il fut élu cardinal de Macao, de 2996 à 3000. Il fut élu cardinal de Macao, de 3000 à 3004. Il fut élu cardinal de Macao, de 3004 à 3008. Il fut élu cardinal de Macao, de 3008 à 3012. Il fut élu cardinal de Macao, de 3012 à 3016. Il fut élu cardinal de Macao, de 3016 à 3020. Il fut élu cardinal de Macao, de 3020 à 3024. Il fut élu cardinal de Macao, de 3024 à 3028. Il fut élu cardinal de Macao, de 3028 à 3032. Il fut élu cardinal de Macao, de 3032 à 3036. Il fut élu cardinal de Macao, de 3036 à 3040. Il fut élu cardinal de Macao, de 3040 à 3044. Il fut élu cardinal de Macao, de 3044 à 3048. Il fut élu cardinal de Macao, de 3048 à 3052. Il fut élu cardinal de Macao, de 3052 à 3056. Il fut élu cardinal de Macao, de 3056 à 3060. Il fut élu cardinal de Macao, de 3060 à 3064. Il fut élu cardinal de Macao, de 3064 à 3068. Il fut élu cardinal de Macao, de 3068 à 3072. Il fut élu cardinal de Macao, de 3072 à 3076. Il fut élu cardinal de Macao, de 3076 à 3080. Il fut élu cardinal de Macao, de 3080 à 3084. Il fut élu cardinal de Macao, de 3084 à 3088. Il fut élu cardinal de Macao, de 3088 à 3092. Il fut élu cardinal de Macao, de 3092 à 3096. Il fut élu cardinal de Macao, de 3096 à 3100. Il fut élu cardinal de Macao, de 3100 à 3104. Il fut élu cardinal de Macao, de 3104 à 3108. Il fut élu cardinal de Macao, de 3108 à 3112. Il fut élu cardinal de Macao, de 3112 à 3116. Il fut élu cardinal de Macao, de 3116 à 3120. Il fut élu cardinal de Macao, de 3120 à 3124. Il fut élu cardinal de Macao, de 3124 à 3128. Il fut élu cardinal de Macao, de 3128 à 3132. Il fut élu cardinal de Macao, de 3132 à 3136. Il fut élu cardinal de Macao, de 3136 à 3140. Il fut élu cardinal de Macao, de 3140 à 3144. Il fut élu cardinal de Macao, de 3144 à 3148. Il fut élu cardinal de Macao, de 3148 à 3152. Il fut élu cardinal de Macao, de 3152 à 3156. Il fut élu cardinal de Macao, de 3156 à 3160. Il fut élu cardinal de Macao, de 3160 à 3164. Il fut élu cardinal de Macao, de 3164 à 3168. Il fut élu cardinal de Macao, de 3168 à 3172. Il fut élu cardinal de Macao, de 3172 à 3176. Il fut élu cardinal de Macao, de 3176 à 3180. Il fut élu cardinal de Macao, de 3180 à 3184. Il fut élu cardinal de Macao, de 3184 à 3188. Il fut élu cardinal de Macao, de 3188 à 3192. Il fut élu cardinal de Macao, de 3192 à 3196. Il fut élu cardinal de Macao, de 3196 à 3200. Il fut élu cardinal de Macao, de 3200 à 3204. Il fut élu cardinal de Macao, de 3204 à 3208. Il fut élu cardinal de Macao, de 3208 à 3212. Il fut élu cardinal de Macao, de 3212 à 3216. Il fut élu cardinal de Macao, de 3216 à 3220. Il fut élu cardinal de Macao, de 3220 à 3224. Il fut élu cardinal de Macao, de 3224 à 3228. Il fut élu cardinal de Macao, de 3228 à 3232. Il fut élu cardinal de Macao, de 3232 à 3236. Il fut élu cardinal de Macao, de 3236 à 3240. Il fut élu cardinal de Macao, de 3240 à 3244. Il fut élu cardinal de Macao, de 3244 à 3248. Il fut élu cardinal de Macao, de 3248 à 3252. Il fut élu cardinal de Macao, de 3252 à 3256. Il fut élu cardinal de Macao, de 3256 à 3260. Il fut élu cardinal de Macao, de 3260 à 3264. Il fut élu cardinal de Macao, de 3264 à 3268. Il fut élu cardinal de Macao, de 3268 à 3272. Il fut élu cardinal de Macao, de 3272 à 3276. Il fut élu cardinal de Macao, de 3276 à 3280. Il fut élu cardinal de Macao, de 3280 à 3284. Il fut élu cardinal de Macao, de 3284 à 3288. Il fut élu cardinal de Macao, de 3288 à 3292. Il fut élu cardinal de Macao, de 3292 à 3296. Il fut élu cardinal de Macao, de 3296 à 3300. Il fut élu cardinal de Macao, de 3300 à 3304. Il fut élu cardinal de Macao, de 3304 à 3308. Il fut élu cardinal de Macao, de 3308 à 3312. Il fut élu cardinal de Macao, de 3312 à 3316. Il fut élu cardinal de Macao, de 3316 à 3320. Il fut élu cardinal de Macao, de 3320 à 3324. Il fut élu cardinal de Macao, de 3324 à 3328. Il fut élu cardinal de Macao, de 3328 à 3332. Il fut élu cardinal de Macao, de 3332 à 3336. Il fut élu cardinal de Macao, de 3336 à 3340. Il fut élu cardinal de Macao, de 3340 à 3344. Il fut élu cardinal de Macao, de 3344 à 3348. Il fut élu cardinal de Macao, de 3348 à 3352. Il fut élu cardinal de Macao, de 3352 à 3356. Il fut élu cardinal de Macao, de 3356 à 3360. Il fut élu cardinal de Macao, de 3360 à 3364. Il fut élu cardinal de Macao, de 3364 à 3368. Il fut élu cardinal de Macao, de 3368 à 3372. Il fut élu cardinal de Macao, de 3372 à 3376. Il fut élu cardinal de Macao, de 3376 à 3380. Il fut élu cardinal de Macao, de 3380 à 3384. Il fut élu cardinal de Macao, de 3384 à 3388. Il fut élu cardinal de Macao, de 3388 à 3392. Il fut élu cardinal de Macao, de 3392 à 3396. Il fut élu cardinal de Macao, de 3396 à 3400. Il fut élu cardinal de Macao, de 3400 à 3404. Il fut élu cardinal de Macao, de 3404 à 3408. Il fut élu cardinal de Macao, de 3408 à 3412. Il fut élu cardinal de Macao, de 3412 à 3416. Il fut élu cardinal de Macao, de 3416 à 3420. Il fut élu cardinal de Macao, de 3420 à 3424. Il fut élu cardinal de Macao, de 3424 à 3428. Il fut élu cardinal de Macao, de 3428 à 3432. Il fut élu cardinal de Macao, de 3432 à 3436. Il fut élu cardinal de Macao, de 3436 à 3440. Il fut élu cardinal de Macao, de 3440 à 3444. Il fut élu cardinal de Macao, de 3444 à 3448. Il fut élu cardinal de Macao, de 3448 à 3452. Il fut élu cardinal de Macao, de 3452 à 3456. Il fut élu cardinal de Macao, de 3456 à 3460. Il fut élu cardinal de Macao, de 3460 à 3464. Il fut élu cardinal de Macao, de 3464 à 3468. Il fut élu cardinal de Macao, de 3468 à 3472. Il fut élu cardinal de Macao, de 3472 à 3476. Il fut élu cardinal de Macao, de 3476 à 3480. Il fut élu cardinal de Macao, de 3480 à 3484. Il fut élu cardinal de Macao, de 3484 à 3488. Il fut élu cardinal de Macao, de 3488 à 3492. Il fut élu cardinal de Macao, de 3492 à 3496. Il fut élu cardinal de Macao, de 3496 à 3500. Il fut élu cardinal de Macao, de 3500 à 3504. Il fut élu cardinal de Macao, de 3504 à 3508. Il fut élu cardinal de Macao, de 3508 à 3512. Il fut élu cardinal de Macao, de 3512 à 3516. Il fut élu cardinal de Macao, de 3516 à 3520. Il fut élu cardinal de Macao, de 3520 à 3524. Il fut élu cardinal de Macao, de 3524 à 3528. Il fut élu cardinal de Macao, de 3528 à 3532. Il fut élu cardinal de Macao, de 3532 à 3536. Il fut élu cardinal de Macao, de 3536 à 3540. Il fut élu cardinal de Macao, de 3540 à 3544. Il fut élu cardinal de Macao, de 3544 à 3548. Il fut élu cardinal de Macao, de 3548 à 3552. Il fut élu cardinal de Macao, de 3552 à 3556. Il fut élu cardinal de Macao, de 3556 à 3560. Il fut élu cardinal de Macao, de 3560 à 3564. Il fut élu cardinal de Macao, de 3564 à 3568. Il fut élu cardinal de Macao, de 3568 à 3572. Il fut élu cardinal de Macao, de 3572 à 3576. Il fut élu cardinal de Macao, de 3576 à 3580. Il fut élu cardinal de Macao, de 3580 à 3584. Il fut élu cardinal de Macao, de 3584 à 3588. Il fut élu cardinal de Macao, de 3588 à 3592. Il fut élu cardinal de Macao, de 3592 à 3596. Il fut élu cardinal de Macao, de 3596 à 3600. Il fut élu cardinal de Macao, de 3600 à 3604. Il fut élu cardinal de Macao, de 3604 à 3608. Il fut élu cardinal de Macao, de 3608 à 3612. Il fut élu cardinal de Macao, de 3612 à 3616. Il fut élu cardinal de Macao, de 3616 à 3620. Il fut élu cardinal de Macao, de 3620 à 3624. Il fut élu cardinal de Macao, de 3624 à 3628. Il fut élu cardinal de Macao, de 3628 à 3632. Il fut élu cardinal de Macao, de 3632 à 3636. Il fut élu cardinal de Macao, de 3636 à 3640. Il fut élu cardinal de Macao, de 3640 à 3644. Il fut élu cardinal de Macao, de 3644 à 3648. Il fut élu cardinal de Macao, de 3648 à 3652. Il fut élu cardinal de Macao, de 3652 à 3656. Il fut élu cardinal de Macao, de 3656 à 3660. Il fut élu cardinal de Macao, de 3660 à 3664. Il fut élu cardinal de Macao, de 3664 à 3668. Il fut élu cardinal de Macao, de 3668 à 3672. Il fut élu cardinal de Macao, de 3672 à 3676. Il fut élu cardinal de Macao, de 3676 à 3680. Il fut élu cardinal de Macao, de 3680 à 3684. Il fut élu cardinal de Macao, de 3684 à 3688. Il fut élu cardinal de Macao, de 3688 à 3692. Il fut élu cardinal de Macao, de 3692 à 3696. Il fut élu cardinal de Macao, de 3696 à 3700. Il fut élu cardinal de Macao, de 3700 à 3704. Il fut élu cardinal de Macao, de 3704 à 3708. Il fut élu cardinal de Macao, de 3708 à 3712. Il fut élu cardinal de Macao, de 3712 à 3716. Il fut élu cardinal de Macao, de 3716 à 3720. Il fut élu cardinal de Macao, de 3720 à 3724. Il fut élu cardinal de Macao, de 3724 à 3728. Il fut élu cardinal

EUROPE

Espagne

Le pays en campagne électorale

De notre envoyé spécial

Les électeurs espagnols ont devant eux, le 15 décembre, la question suivante : « Approuvez-vous le projet de loi de réforme politique ? » Il prévoit notamment l'instauration d'un système parlementaire bicaméral fondé sur le suffrage universel direct.

La proximité du scrutin a fait monter la fièvre dans les milieux politiques à Madrid.

M. Rodolfo Martín Villa, ministre de l'Intérieur, a déclaré que toute propagande en faveur de l'abstention — prévue par une partie de l'opposition — serait considérée comme illicite : le quotidien libéral El País estime qu'il s'agit là d'un retour aux méthodes autoritaires du franquisme. D'autre part, seuls les partis légalement déclarés auront accès à la télévision, ce qui exclut les formations de gauche.

Madrid. — L'annonce du référendum populaire sur la réforme politique fixée au 15 décembre fait monter la fièvre dans les milieux politiques. Les dirigeants des formations reconnues par le gouvernement en vertu de la loi sur les associations politiques, ainsi que les chefs des partis d'inspiration démocratique non encore légalisés multiplient les réunions et les colloques pour tenter de définir leur attitude.

Si la bataille du référendum est généralement considérée comme gagnée d'avance par le gouvernement, les dirigeants de l'extrême droite à l'extrême gauche, songent déjà, au-delà de la constitution, aux élections générales de l'année prochaine. Le référendum doit en effet entraîner la première transformation sérieuse des institutions franquistes. Il donnera le coup d'envoi de la campagne électorale la plus longue et la plus importante en Espagne depuis quarante ans.

La sérénité est totale dans les rangs du gouvernement de M. Suarez, dont même les adversaires se plaisent à souligner l'habileté. Homme du roi, mais élevé dans le sérail, M. Suarez a tenu aux Cortès, bastion du régime, le conte qui a commencé à déchirer la trame d'institutions considérées comme intangibles par les fidèles du Caudillo. Les ultras, mais aussi beaucoup d'Espagnols simplement respectueux du passé, n'ont pas de mots assez durs aujourd'hui pour dénoncer la « trahison » des « profrancistes ». Un sentiment qui compense peut-être encore lorsque ceux d'entre eux qui voudront poursuivre leur carrière dans un Parlement démocratique

se présenteront devant leurs électeurs.

La satisfaction n'est pas moins grande à la Zarzuela, dans l'entourage du roi Juan Carlos a été le premier anniversaire de sa proclamation comme souverain en recevant, entre autres, une délégation des militaires des trois armées. Le général Vallespin, chef du haut état-major, a exprimé à cette occasion « la loyauté inébranlable des forces armées ». Une adhésion qui a son plus au moment où l'Église, notamment par la voix du cardinal Tarazona, manifeste publiquement sa volonté de neutralité dans les batailles politiques de demain.

« Juan Carlos, affirme l'un de ses conseillers, a eu en fait, depuis son avènement, une seule préoccupation : ne jamais heurter les forces armées et tenir, au plus haut point, compte de leur sentiment. Le roi est d'abord un soldat. » La nomination du général Gutiérrez Mellado comme premier vice-président du gouvernement a illustré cette volonté de Juan Carlos de favoriser en sous-main l'évolution d'une armée dont les cadres supérieurs restent encore très marqués par la guerre civile. Le général Gutiérrez Mellado, réputé libéral et ami du général Mammel Díez Alejo, ancien chef du haut état-major et actuel ambassadeur au Caire, représente parfaitement le courant politique et professionnel de l'armée.

Autre indice de la politique des « petits pas militaires » de Juan Carlos, le général de division Antonio Aranda a été promu le 23 novembre lieutenant général de réserve par décret royal. Le général Aranda, âgé de quatre-vingt-neuf ans, avait été mis à la retraite d'office par Franco en 1949 pour avoir demandé avec insistance au Caudillo de laisser la place à une monarchie constitutionnelle. Fidèle de don Juan, père de Juan Carlos, le général Aranda est ainsi symboliquement honoré par le fils, qui montre librement à tous que la monarchie n'oublie pas les vrais amis des jours difficiles.

Don Juan, comte de Barcelone, paraît d'ailleurs avoir joué tout au long des derniers mois un rôle prépondérant de « conseiller politique » du roi Juan Carlos à renouer son père à plusieurs reprises depuis novembre 1975. Leurs relations n'ont jamais été aussi bonnes. On estime même à Madrid que la manière habile avec laquelle le jeune souverain a avancé ses pions depuis le printemps s'explique en grande partie par l'influence discrète mais efficace de don Juan.

paraissent en effet résolus à aller de l'avant, à prendre enfin part à un débat politique dont on les a exclus pendant quarante ans et à bâtir une démocratie raisonnable qui devrait, dans l'esprit de l'Espagnol moyen, préserver les importantes acquis économiques et sociaux du franquisme.

On ne cache pas cependant dans les milieux proches du gouvernement qu'il faudrait faire « quelque chose » avant le référendum pour les Catalans et surtout pour les Basques. Mais quel ?

Le retrait de la garde civile des provinces du Nord a été envisagé, puis abandonné. Le général Camacho, commandant des quatre-vingt mille hommes de la garde civile, a bien voulu voter « oui » aux Cortès sur le projet de réforme des polices, initiant ainsi les autres officiers d'active membres de l'assemblée franquiste. Sa « bonne volonté » ne va pas toutefois jusqu'à accepter ce qui serait une véritable dégradation de la « noria » à bien des chefs militaires.

Les problèmes délicats posés au pouvoir central par les régions les plus nationalistes d'Espagne prennent une acuité particulière pendant la campagne pour les élections générales. Il est probable que la règle des 5 % (éliminant les formations politiques ne pouvant justifier d'un nombre suffisant d'électeurs) devra être appliquée au plan régional et non pas national en ce qui concerne la Catalogne et le Pays basque. « En toute hypothèse, déclare un ancien ministre, cela ne donnera qu'une quarantaine de députés « nationalistes » basques et catalans dans la nouvelle Chambre. Ce n'est pas bien grave. »

Deux cent cinquante « partis »

« Le pays profond est revenu au centre droit », déclare un diplomate qui connaît parfaitement son Espagne. Est-ce parce qu'il en est persuadé que M. Fraga Ribera, qui a tenté de former un centre libéral lorsqu'il était ministre de l'Intérieur dans le premier gouvernement du roi, a décidé de droite, aux côtés de cinq anciens ministres très conservateurs de Franco, pour constituer l'Alliance populaire ? « Mes électeurs », dit M. Fraga, pour justifier une période qui sera son étoile dans l'opinion, sont dans le camp franquiste. »

L'approche du référendum et des élections générales favorise en tout cas les regroupements et les clarifications politiques. Le régime de tolérance relative qui s'est instauré de facto après la mort de Franco a facilité l'éclatement d'une multitude de petits groupes, de groupuscules, de rassemblements d'amis et de notables. On a recensé au printemps jusqu'à deux cent cinquante formations, dont quelques-unes auraient été créées par des militaires de vieille garde qui freinent autant qu'ils peuvent l'évolution de l'armée vers des positions totalement apolitiques.

À l'extrême droite, les ultras, qui ne peuvent pas voter, ont par conviction toute évolution. Pour eux, libéraux et démocrates chrétiens sont des « rouges » aux ordres de Moscou. Ils ont perdu de vue les responsabilités et les groupes de choc sont maintenant recherchés par une police qui leur était, hier, à peu près acquiescente. Ils disposent d'armes solides chez les militaires de vieille garde qui freinent autant qu'ils peuvent l'évolution de l'armée vers des positions totalement apolitiques.

À droite, les néo-franquistes de l'Alliance populaire, anciens notables du régime, ils présentent des programmes « démocratiques », mais ils veulent sauver ce qui peut l'être encore du régime, et leur idéal est une « démocratie musclée » qui refuse à l'avance socialisme, marxisme, communisme et gauchisme. Puis vient la droite libérale moderne, comme M. Pio Cabanillas, ou d'anciens ambassadeurs ayant lutté contre le franquisme, comme M. de Azavedo. Cette droite dite « civilisée », regroupée depuis peu dans le parti populaire, veut favoriser la formation d'un large centre englobant les cinq ou six formations démocrates-chrétiennes à la recherche de leur unité.

La droite « civilisée », allée ou non à un centre libéral et chrétien, admet en tout cas que la démocratie « restreinte » n'a pas de sens, qu'il faudra bien, tôt ou tard, accepter dans le jeu le parti communiste. Sur cette question capitale de la reconnaissance ou non du P.C.E. la frontière passe donc à la droite de l'Alliance populaire. Au sein même du gouvernement nombreux sont les ministres qui reconnaissent que cette question a beaucoup progressé à mesure que les passions s'apaisaient. Seules les réticences de l'armée, disent-ils, paralysent encore une évolution plus rapide. Mais on affirme de hauts cercles que des contacts discrets ont déjà été pris, et l'on ajoute que la législation du P.C.E. pourrait bien

intervenir d'une manière ou d'une autre après le référendum, et avant les élections générales, à temps pour qu'une véritable campagne électorale, avec l'accès de tous à la télévision, puisse être organisée. Ce n'est pas certain. Si bien des dirigeants, à droite comme à gauche, estiment en conséquence que « ce serait une folie d'organiser les élections générales au mois de mars 1977 », ainsi que le souhaiterait le gouvernement.

L'opposition démocratique, qui va des démocrates-chrétiens de M. Gil Robles aux communistes (illégaux, sinon totalement clandestins) et aux gauchistes (tantôt réprimés, tantôt tolérés), est toujours divisée sur la tactique à adopter pour le référendum. Elle est encore unanime sur un point : le P.C.E. ne peut rester hors du jeu. Le référendum, malgré les apparences, est donc une préoccupation relativement secondaire. L'essentiel, pour tous les partis membres de la Coordination démocratique, est de parvenir à une véritable négociation avec le gouvernement afin d'obtenir des garanties sérieuses de participation à la future campagne électorale.

Il reste que, au stade actuel de la réflexion, socialistes du P.S.O.E. (Parti socialiste ouvrier espagnol) et communistes ont adopté des positions « maximalistes » (formation d'un gouvernement démocratique provisoire, dissolution du Mouvement national et reconnaissance des statuts d'autonomie des régions avant le référendum) qui sont considérées comme « exorbitantes » par les formations modérées de l'opposition démocratique. « Si nous nous taisons maintenant », rétorque M. Simon Sanchez Monera, ancien du P.C.E., le gouvernement croira que nous acceptons sa politique réformatrice. Ce n'est pas possible. »

Le congrès du P.S.O.E., le premier à se tenir en Espagne depuis la guerre civile, devait avoir lieu en novembre. Il a été interdit par le gouvernement. Il devait d'ailleurs se dérouler du 4 au 8 décembre à Madrid. Une semaine avant le référendum, ce congrès, s'il est autorisé, pourrait permettre à la gauche espagnole, qui a nettement perdu l'initiative depuis quatre mois, de préciser et de clarifier ses positions.

MARCEL NIEDERGANG.
(Vendredi 26 novembre.)

République fédérale d'Allemagne

M. Egon Bahr est élu secrétaire général du S.P.D.

M. Egon Bahr, ministre de la coopération, a été élu par le comité directeur, le lundi 22 novembre, secrétaire général du S.P.D. par 23 voix contre 2. Il remplace à partir du 15 décembre, M. Bärner, qui a été élu le mois dernier ministre-président de Hesse.

Portrait

Le « pionnier » de l'Ostpolitik

Pour le S.P.D., M. Bahr est un peu un homme-miracle qui entretient des relations aussi bonnes avec le chancelier Schmidt qu'avec le président du parti, M. Brandt. C'est cette « qualité » qui a essentiellement contribué à son élévation au secrétariat général. Amateur de politique étrangère, M. Bahr aurait préféré conserver le ministère de la coopération, qu'il quitte, a-t-il dit, « le cœur lourd », mais le chancelier ne pouvait souffrir l'autre favori de M. Brandt, M. Horst Ehmke. M. Bahr s'est donc incliné.

Au lendemain de la démission de M. Brandt en 1974, il ne faisait pas partie de la première équipe de M. Schmidt. La chute de l'ancien chancelier, auquel il lie une amitié de quinze ans, l'avait profondément touché. Il fut le seul député social-démocrate à ne pouvoir contenir son émotion, ce jour de mai 1974 où M. Brandt expliqua les raisons de sa démission devant son groupe parlementaire. Deux mois plus tard, cependant, il était appelé à remplacer M. Heppner au ministère de la coopération, et, depuis, il est toujours parfaitement entendu avec M. Schmidt. Tous les mercredis, après le conseil des ministres, M. Bahr débouche avec M. Brandt pour le tenir au courant du travail gouvernemental. Dans ses nouvelles fonctions, il devra encore servir de trait d'union entre la chancellerie et le siège du parti.

Cet ancien journaliste, né en 1922 en Thuringe, aujourd'hui province de la R.D.A., est surtout connu comme le « pionnier » de la politique à l'Est.

Sa collaboration avec M. Brandt date de 1960. Il devient alors porte-parole du Sénat de Berlin-Ouest, dont le bourgmestre est justement le futur chancelier. Après la construction du mur, il vient à penser que la R.D.A. est une « réalité » dont il convient de reconnaître l'existence. De cette constatation sortira l'Ostpolitik de la coalition libérale-socialiste.

M. Bahr développe ses thèses pour la première fois en 1963 devant l'Académie évangélique de Tübingen où il parle de « changement par le rapprochement » et de « politique des petits pas ». S'il est déjà en contact avec les Soviétiques, ce n'est qu'à partir de 1966 que son patron devient ministre des Affaires étrangères et surtout à partir de 1969 après la formation de la coalition libérale-socialiste. « Il pourra mettre ses idées en pratique. Elles aboutissent de 1971 à 1972 à la signature des traités de Varsovie et de Moscou et à celle de traités fondamentaux entre les deux États allemands. »

Sur les problèmes de politique intérieure, M. Bahr « toujours » discret. C'est maintenant pour lui un avantage, car il est ainsi accepté par la droite comme par la gauche du S.P.D. Ses nouvelles fonctions exigent plus d'effort d'organisation que de fantaisie intellectuelle, et l'on comprend que M. Bahr se sente plus inspiré par les difficultés de l'Ostpolitik ou du dialogue Nord-Sud que par la « cuisine » de parti.

DANIEL VERNET.
(Mercredi 24 novembre.)

Union soviétique

La mort de Lyssenko

Trofim Denissovitch Lyssenko, le biologiste soviétique qui joua un grand rôle pendant la période stalinienne et sous Khrouchtchev, est décédé, le samedi 20 novembre, dans sa soixante-dix-neuvième année. La nouvelle a été

discrètement annoncée le 23 par les « Izvestia ». L'Académie des sciences de l'U.R.S.S. et quelques instituts où avait travaillé le biologiste ont publié des messages de condoléances.

Bénéficiaire des purges qu'il suscitait

Moscou. — Rien ne prédestinait le jeune Trofim Lyssenko à passer à l'histoire. Né en 1903 à Foklava, en Ukraine, il n'avait obtenu, vingt-sept ans plus tard, qu'un diplôme d'horticulture et le diplôme de l'Institut agricole de Kiev. Des 1929, après un passage dans quelques fermes expérimentales, on le retrouve cependant chercheur à l'Institut de génétique de l'université de Kiev.

Ce sont les purges stalinienues déclenchées dans les milieux scientifiques dès le début des années 30 qui allaient permettre à Lyssenko de commencer une longue carrière d'imposant. Plus expert en calomnie qu'en agronomie ou en biologie, il participe avec enthousiasme à la chasse aux sorcières lancée contre les savants « idéalistes » et « porteurs d'idées ennemies », c'est-à-dire coupables pour l'essentiel de tenir compte des recherches menées hors de l'Union soviétique. Dès 1933, il est élu président de l'Académie des sciences agricoles, dont le fondateur Vavilov est arrêté deux ans plus tard. Il mourra dans un camp en 1943.

Le généticien Vavilov n'est pas la seule victime. Ici et là : les rangs des agronomes et des biologistes sont décimés par Lyssenko et ses disciples, qui bénéficient de l'appui de Staline.

C'est ainsi qu'en quelques années les instituts du coton, de l'élevage, de l'agrobiologie, de la protection des cultures perdent leurs directeurs, de nombreux collaborateurs du commissariat à l'Agriculture, du Gosplan, de l'Institut des engrais chimiques sont aussi éliminés pour avoir mis en doute le système de jachère et de rotation des cultures prôné alors par Lyssenko. Cela rappelle en langage stalinien du « sabotage ».

Ce n'est cependant qu'après la guerre que Lyssenko va émerger comme le dictateur incontesté de la biologie et de l'agronomie « prolétariennes ». Son couron-

De notre correspondant

nement, si l'on peut dire, a lieu au cours d'une session spéciale de l'Académie agricole au cours de laquelle Lyssenko impose sa thèse fantaisiste sur l'existence d'une biologie prolétarienne et d'une biologie bourgeoise, l'hérédité mendélienne étant reléguée au rang des accessoires bourgeois. « L'homme nouveau » pouvait enfin paraître. Commentant cette séance, dont le compte rendu est digne de figurer dans les annales du surréalisme, Lyssenko devait écrire, peu après : « La situation au sein de l'Académie est à présent nettement changée, grâce à l'intérêt qu'y ont porté le gouvernement et le camarade Staline en personne. L'intérêt du camarade Staline pour les thèses aberrantes de Lyssenko était tel qu'il n'hésita même pas à lui sacrifier un autre célèbre théoricien du stalinisme, Janov. »

La fin du mythe

Inquiet par la montée de la puissance de Lyssenko, Staline avait proposé à Staline de désigner un nouveau président de l'Académie agricole. C'est alors qu'il subit une sorte de disgrâce. Il devait mourir peu après dans des conditions encore aujourd'hui peu claires. Staline accusa plus tard un groupe de médecins de l'hôpital du Kremlin de l'avoir assassiné.

La mort du dictateur, en 1953, aurait dû normalement entraîner la chute de Lyssenko. On put croire qu'il serait ainsi libéré de sa prison. Mais, en 1956, la présidence de l'Académie agricole fut confiée au biologiste, que certains Soviétiques présentent aujourd'hui comme le « Rasputine » de la science, se trouvant vite un nouveau protecteur en la personne de Khrouchtchev dont il était prêt à satisfaire toutes les velléités et tous les caprices en matière agricole. Khrouchtchev ce-

pendant n'était pas Staline, et le mythe Lyssenko commençait à s'effondrer, non seulement à l'étranger (où le biologiste s'effondrait) mais aussi en son pays. Staline avait été le grand patron de Lyssenko, mais aussi le grand ennemi de Staline. Lyssenko avait été le grand ennemi de Staline, mais aussi le grand ennemi de Staline.

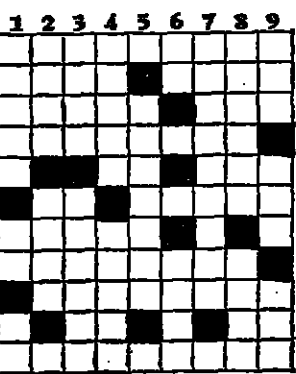
Le combat contre Lyssenko fut entamé dès 1953 par un groupe de jeunes scientifiques menés par Jaures Medvedev, aujourd'hui en exil à Londres, le frère jumeau de l'historien contestataire Bogdan Medvedev, qui vit toujours à Moscou. C'est à cette époque qu'un mémoire contre Lyssenko commença à circuler parmi la communauté scientifique soviétique. Il était, pour l'essentiel, l'œuvre de Medvedev. A la même époque, une autre voix se fit entendre contre Lyssenko : l'académicien Bakharov dénonça l'impopulaire dans une intervention devant l'Académie des sciences en 1954.

Quelques mois après, Khrouchtchev fut renversé. Lyssenko ne dura guère plus que son dernier maître. Mais les successeurs de M. « K » n'ont rien fait pour faire de la chute de Lyssenko. Ce serait faire aussi celui de Staline, ce dont il n'est plus question en Union soviétique. Ce refus d'assumer l'histoire explique pourquoi l'un des plus grands charismes du vingtième siècle est mort samedi dernier, toujours membre de l'Académie des sciences de l'U.R.S.S. Son décès n'a suscité aucun commémoratif officiel, à l'exception de quelques nécrologues dans les feuillets du mardi 23 novembre. Ce décès silencieux embarrasse en fait plus que bien des commémorations. Il laisse en effet un grand vide dans la science soviétique, car Lyssenko était un grand maître de la science soviétique.

JACQUES AMALRIC.
(Mercredi 24 novembre.)

LES MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1587



HORIZONTALEMENT

1. Avec elle, il est facile d'avoir pignon sur rue. — II. Tribunal ; lieu de retraite campagnarde. — III. Utilitaires ; Garni de pointes (épée). — IV. Avant les jambes pliées. — V. En pièces ; Pousse à des actions d'éclat. — VI. Sanctionnant un accord ; Pelage ou enveloppes. — VII. Mécontenté. — VIII. Nullement à la hauteur du décalité. — IX. Peut-être de l'avant-veille (féminin admis). — X. Pronom ; Dans le champ.

XI. Il n'est pas étonnant qu'on le rencontre dans le quartier.

VERTICALEMENT

1. Mis sur la voie ; Difficile à battre ; Accord de félibre. — 2. Embrasse le champ visuel d'un optimiste ; Jouis avec le feu. — 3. Coule en France ; Cachalot. — 4. Constantement quand elle devient fatale ; Coule en Normandie. — 5. Dignes de respect. — 6. Abréviation ; Habille une jolie fille. — 7. Catastrophiques. — 8. Famillière à ceux qui étaient voués aux galères ; Va des pieds à la tête. — 9. Abrège une citation ; Un point ; Devra donc arriver.

Solution du problème N° 1586

HORIZONTALEMENT

1. Mlle ; Beret. — II. Odorat ; Ur. — III. Times pro. — IV. Leu. — V. Etuves. — VI. Velus ; Blé. — VII. Iles ; Nous. — VIII. Deniers ; Népce ; Ec. — IX. Oct. ; Dé. — X. Us ; Tousse.

VERTICALEMENT

1. Mot ; Evian. — 2. Idiotes ; Loc. ; Bon ; Utiles. — 3. Rê ; Vos ; P.T.T. ; 5. Basses ; DC. — 6. Et ; Née. — 7. FL ; Bon ; De. — 8. Eure ; Latées. — 9. Troupeaux.

GUY BROUTY.

هنا ما زال

DIPLOMATIE

AMÉRIQUES

Le pacte de Varsovie

renforce ses structures

La session que les chefs de parti et de gouvernement de l'Est européen, réunis dans le cadre du comité politique consultatif du pacte de Varsovie, viennent de tenir à Bucarest illustre la relative détente qui s'est instaurée entre l'U.R.S.S. et certains de ses amis socialistes, notamment après les voyages que M. Brejnev vient de faire en Roumanie et en Yougoslavie.

La Roumanie, membre quelque peu récalcitrant jusqu'ici de l'organisation militaire du bloc de l'Est, a non seulement accepté mais appuyé une mesure qui vise à renforcer les structures du pacte de Varsovie : la création d'un comité des ministres des Affaires étrangères qui fera pendant au comité des ministres de la Défense, créé en mars 1969 à Budapest. Sans doute fait-on valoir à Bucarest que ce comité devrait accélérer la dimension politique du pacte, mais il donne une image d'un bloc qui n'est pas seulement un objet de donner un caractère plus officiel et régulier aux rencontres des chefs de la diplomatie de l'Est européen. Mais le développement de la concertation devrait déboucher sur une coordination plus étroite des politiques, et c'est aussi ce but que poursuit la mise en place d'un « secrétariat unifié », également annoncé à Bucarest.

Le geste est quelque peu surprenant dans la mesure où un secrétariat unifié avait déjà été créé il y a vingt ans et où un vice-ministre soviétique des Affaires étrangères, M. Mikhaïlov, assure les fonctions de secrétaire général du pacte depuis de nombreuses années. Il faut croire que ses fonctions sont élargies et ses services élargies.

A l'adresse de leurs partenaires européens neutres et atlantiques, les dirigeants du pacte de Varsovie ont adopté une déclaration générale qui, tout en saluant les progrès de la liquidation des séquelles de la guerre froide, réaffirme dans les termes traditionnels les « forces réactionnaires, militaristes et revanchardes » en Europe et relève les « grandes difficultés » auxquelles se heurte le processus de détente. Une nouvelle proposition est faite, visant à suspendre l'application des clauses qui, dans le pacte atlantique, comme dans le pacte de Varsovie, prévoient l'adhésion de nouveaux membres. Une manière de dire que, si l'U.R.S.S. et ses alliés ne sont nullement à recruter de nouveaux membres, la Yougoslavie, par exemple, les voudrait d'un nouveau côté une éventuelle adhésion de l'Espagne à l'OTAN.

La principale proposition faite à l'ONU, en matière de désarmement n'est pas nouvelle, puisqu'elle reprend une offre faite à plusieurs reprises depuis la guerre, à plus récemment en 1965 à l'ONU, pour la conclusion d'un traité interdisant l'emploi de l'arme atomique en premier. Mais lors que ce projet s'adressait aux seules puissances nucléaires, celui d'aujourd'hui est destiné aux deux camps.

La réaction des Occidentaux aux propositions de ce genre a toujours été négative, et il y a peu de raisons pour qu'il en aille autrement aujourd'hui. Sans doute un engagement de chaque Etat à renoncer à employer le premier, en aucune circonstance, un engagement nucléaire dénué de sens, une guerre nucléaire, mais il est tout à fait important d'empêcher toute agression. C'est notamment parce qu'ils redoutent et redoutent toujours la puissance des armées victorieuses classiques que les Occidentaux n'ont pas voulu s'engager à renoncer à employer éventuellement les premiers l'arme atomique.

Par ailleurs, les puissances nucléaires occidentales, seule la Chine continue de proclamer, à l'occasion de ses casus belli, qu'elle n'utilisera jamais l'atome en premier. Mais elle dispose de la masse de sa population, l'étendue de son territoire, d'autres facteurs de dissuasion, et ce n'est pas à elle que s'adresse la proposition de Bucarest.

(Lundi 29 novembre.)

Dans la foulée du pour des amis

UN CADEAU DURABLE

Offrez un abonnement d'un an au

Monde des philatélistes

France 22 F

Etranger 40 F

1, rue du Commerce, Paris (75)

C.C.P. 15 27-12 Paris

Spécimen sur demande

25 novembre au 1er décembre 1976

Sélection hebdomadaire du journal « Le Monde »

Page 5

La fin de la visite de Hassan II

Le roi du Maroc suggère une rencontre entre MM. Giscard d'Estaing et Mitterrand

La visite officielle du roi Hassan II du Maroc en France s'est achevée le jeudi matin 25 novembre par une conférence de presse au Grand Trianon à Versailles.

A cette occasion, le souverain a évoqué la situation politique intérieure française et il a insisté sur le fait que M. Giscard d'Estaing doit rencontrer M. Mitterrand. Le président de la République avait déclaré la veille que, « dans le monde actuel, les relations franco-marocaines étaient d'une qualité et d'une nature rares ».

Le roi Hassan II a confirmé qu'il avait étudié avec le chef de l'Etat français le projet de construction au Maroc d'une centrale nucléaire. Paris examinerait favorablement ce projet.

Dans le communiqué commun publié le 25 novembre les deux chefs d'Etat manifestent leur intention d'« approfondir davantage les rapports entre les deux pays ».

Les responsables français et marocains, commentant les déclarations du roi Hassan II et de M. Giscard d'Estaing, se félicitent de l'excellent état des relations entre les deux pays. L'accent est mis sur les liens personnels de confiance et d'amitié — la « copolité » — selon la formule du souverain — qui unissent celui-ci au président de la République.

A l'issue de la réunion élargie qui a mis fin aux entretiens officiels le 24 novembre, à l'Elysée, M. Giscard d'Estaing a tenu à souligner que, dans le monde actuel, la qualité des rapports franco-marocains était rare, s'agissant de deux pays, l'un développé, l'autre du tiers-monde, situés sur des continents différents.

Les dirigeants français ont toutes raisons de se montrer satisfaits de la façon dont s'est déroulée une visite officielle au sujet de laquelle ils pouvaient avoir quelques appréhensions.

On ne voulait pas, à Paris, que le séjour du roi puisse être interprété comme un soutien donné au Maroc dans le conflit qui oppose ce pays à son voisin algérien. Les relations avec le gouvernement du président Ben Boumedienne, qui d'ailleurs ont cessé de se dégrader depuis la visite à Alger de M. Giscard d'Estaing, en avril 1976, ne se sont guère améliorées ces dernières années. La France veut éviter qu'elle ne se détériore davantage. Hassan II a compris cette situation, et s'est attaché à ne pas mettre son hôte dans l'embarras.

Redresser la balance commerciale

« Nous ne mettrons jamais nos amis devant des choix difficiles », a-t-il déclaré le mardi 23 au château de Versailles, à l'issue du dîner dans la galerie des Glaces. Il a aussi affirmé que « tout homme intelligent doit essayer d'épargner à son peuple l'épreuve de la violence et de la brutalité ».

Ces propos allaient au-devant des vœux des dirigeants français. Paris souhaite que le problème du Sahara occidental soit réglé par des voies pacifiques, et juge avec faveur toutes les tentatives de médiation ou de négociation. Cette approche du problème et cette volonté proclamée officiellement de rester neutre sont d'autant mieux acceptées par le partenaire marocain que la balance entre les parties au conflit n'est pas aussi égale qu'il le paraît.

M. Giscard d'Estaing n'a pas caché qu'il ne croyait pas aux « micro-Etats », et la France n'a cessé de fournir à Rabat et sur tout à Marrakech, des armes et du matériel, tout en contribuant de façon importante à la formation des officiers et sous-officiers marocains et mauritaniens.

Il n'en demeure pas moins que Paris paraît plus soucieux depuis quelques mois de garder ses distances à l'égard d'une crise qui se prolonge, et qui pourrait connaître à plus ou moins long terme de graves prolongements. La situation prévalant au Sahara occidental et, d'autre part, au Proche-Orient, a incité M. Giscard d'Estaing à réaffirmer la vocation de son pays méditerranéen à répondre « aux mêmes, sans ingérence extérieure, les problèmes de leur région ».

Sur le plan pratique, la visite du souverain marocain n'a abouti qu'à des résultats limités. Cependant, l'entretien élargi du 24 novembre, M. Lecat, porte-parole de l'Elysée, a indiqué que les deux pays étaient décidés à intensifier leur coopération économique, technique et culturelle.

Des efforts seront faits du côté français, a-t-il dit, pour redresser la balance commerciale, déséquilibrée au détriment du Maroc. A court terme, seule l'augmentation des achats de phosphates serait de nature à atteindre ce résultat.

Dans un avenir plus lointain, il conviendrait d'étudier l'implantation au Maroc d'industries devenant non rentables en France. Il s'agirait de donner la préférence au Maroc, notamment pour des opérations de sous-traitance, au lieu de conclure des accords avec des pays avec lesquels la France a des liens moins étroits. Mais il s'agit là surtout de déclarations d'intention.

Il est acquis, d'autre part, que les industriels français participent à la construction de l'acierie

de Nador, d'une capacité de 850 000 tonnes, ainsi qu'à la réalisation de Maroc-Phosphore-II, dont la première pierre a été récemment posée, et qui permettra de doubler la production d'acide phosphorique et sulfonurique réalisée à Sidi El-Mouch en 1968. Cette production était déjà prévue, et les discussions restent ouvertes sur le point le plus délicat, les conditions de financement.

La caution du président

La France participera aussi à la réalisation d'un réseau d'électeurs hertziens pour la télévision marocaine. Cependant, le seul point véritablement nouveau paraît être la décision du souverain de « structurer une entente nucléaire destinée à produire de l'énergie. Paris ne refusait pas son aide pour cette réalisation, dont l'intérêt sur le plan économique n'apparaît pas, à première vue, fondamental. Il semble qu'il s'agisse surtout d'un acte à caractère politique, destiné à témoigner de façon spectaculaire du renforcement de la coopération franco-marocaine et de la volonté du Maroc de prendre place dans le monde moderne.

Dans le domaine de la coopération culturelle, les demandes marocaines concernant la qualité et le nombre des enseignants français s'ont toujours l'objet d'études, confiées à M. Elaby.

Le roi Hassan II n'en juge pas moins les résultats de son voyage satisfaisants. Sa visite est intervenue à un moment où, encore auréolé du succès de la « marche verte », il s'est engagé dans une politique de libéralisation et de démocratisation, illustrée par les récentes élections municipales. La caution que lui a apportée M. Giscard d'Estaing ne peut que l'aider à améliorer l'image de son pays auprès des démocrates occidentaux.

DANIEL JUNQUA.

(Vendredi 26 novembre.)

Nouveau président du Mexique

M. Lopez Portillo commence son mandat en pleine crise économique et politique

M. Lopez Portillo, nouveau président du Mexique, élu le 4 juillet, prendra officiellement ses fonctions le 1er décembre, remplaçant M. Luis Echeverria, qui est candidat au poste de secrétaire général de l'ONU. Cette succession, qui pour la plupart des observateurs entraîne un glissement à droite de la politique mexicaine, intervient dans des circonstances troubles. La crise économique aiguë que traverse le pays et la chute vertigineuse du peso coïncident avec une relance très sérieuse de l'agitation dans les campagnes.

A Mexico, des rumeurs circulent avec insistance sur l'éventualité d'un coup d'Etat militaire. A plusieurs reprises, M. Luis Echeverria a rejeté sur la « minorité des nantis » la responsabilité de cette brutale dégradation de la situation.

De notre envoyé spécial

Mexico. — Tout indique que le nouveau président, dont le mandat durera six ans, a mis au point un plan de redressement. Ancien ministre des Finances du gouvernement Echeverria, spécialiste des questions monétaires et de l'administration publique, M. Lopez Portillo espère restaurer une confiance fortement ébranlée. Mais, de toutes les rumeurs ayant circulé ces dernières semaines à Mexico, la plus préoccupante est celle d'un éventuel coup d'Etat militaire. Elle prend sans doute place parmi les grandes manœuvres qui marquent, en coulisse, la passation des pouvoirs.

Pour de larges secteurs de la droite et des milieux d'affaires, de plus en plus agacés par le caractère populiste du gouvernement Echeverria, il s'agit de faire pression sur le nouveau président afin de l'induire à une ligne politique plus traditionnelle et plus conservatrice.

Il reste que la crise économique, mise en évidence par les deux dévaluations de fait enregistrées par le peso mexicain depuis le 31 août, a déclenché la plus grave crise de confiance dans les institutions depuis le drame du soulèvement universitaire d'octobre 1968. Le système a vieilli. La révolution est sévèrement atteinte, alors que la moitié de la population a moins de quinze ans. Treize millions de Mexicains ont mis pendant le mandat de M. Echeverria, entre 1970 et 1976, dans ce pays déséquilibré par un taux de croissance démographique record de 3,7 %.

Mise en cause du président sortant, accusé par les milieux d'affaires de pratiquer une « politique socialiste », fuite massive des capitaux (400 millions de dollars par semaine vers les seules banques du Texas), dénonciation violente par le gouvernement de « groupes minoritaires voulant tirer le pays à l'étranger », mobilisation de milliers de paysans sans terre dans les riches Etats agricoles mexicains du Nord-Ouest, où M. Echeverria a décidé l'expatriation de grands domaines ; poursuites judiciaires contre M. Sada, président du patronat, pour « sabotage et trahison » ; grève d'ailleurs inégalement suivie, des commerçants et des industriels dans onze des trente et un Etats de la Fédération ; démissions hâtives sur les comptes de la nation au Congrès, où une vingtaine de députés du parti révolutionnaire institutionnel (P.R.I.) ont pris pour la première fois position contre le gou-

vernement. Les derniers jours du mandat de M. Echeverria ont, certes, été agités, et la presse mexicaine, qui ne craint pas le superlatif, dépeint un pays « oscillant entre le fascisme et le communisme ».

Cette agitation est en partie artificielle. Chacun des partenariats économiques et sociaux du système mexicain sait jusqu'où il peut aller trop loin. Banquiers, entrepreneurs, dirigeants des syndicats de la Centrale des travailleurs mexicains, leaders des organisations paysannes, tous connaissent les limites de leur rôle face à une administration qui arbitre, intervient et tranche. En secourant une tradition routinière ; en ouvrant plus largement les portes de la résidence présidentielle ; en offrant ouverture démocratique et dialogue à un pays traumatisé par les événements de 1968 ; en mettant l'accent sur l'aide aux paysans et aux secteurs les plus défavorisés ; en accroissant considérablement la part du secteur public et en adoptant des mesures de contrôle des investissements étrangers, M. Echeverria, qui a troublé le jeu traditionnel, s'est attiré l'hostilité de la bourgeoisie d'affaires.

Des efforts pathétiques

Celle-ci n'a pourtant pas trop à se plaindre. Les bénéfices des sociétés mexicaines ont été constants au cours des six dernières années. Les lois adoptées il y a trois ans sur le transfert de technologie et les investissements étrangers n'ont pas empêché les sociétés étrangères et les filiales mexicaines des multinationales de réaliser des profits de l'ordre de 20 %, si l'on en croit les statistiques du département du Commerce américain.

En revanche, la dette extérieure est évaluée à 22 milliards de dollars. La balance commerciale est déficitaire d'environ 3 milliards de dollars en 1976. La dévaluation de fait du peso, longtemps maintenu artificiellement à sa parité de 1954, était inévitable. Les causes de la détérioration économique sont intérieures, mais aussi extérieures : récession mondiale, décision du président Nixon de laisser, en 1971, flotter le dollar, crise énergétique, etc., et elles ont, au premier chef, poussé M. Echeverria à écrire l'« Echeverria Siempre » qui n'est pas tendre pour le président sortant, a regu en décembre 1970 une bombe à retardement : le processus de lente détérioration finan-

cière, politique et sociale. Reconnaissions que ces efforts ont été constants et pathétiques... »

« Il n'est ni juste ni honnête, déclarent les membres du gouvernement Echeverria, de fêter un mandat de six ans sur les trois derniers mois. D'abord, cette présidence a été exceptionnellement paisible, alors que les événements de 1968 pouvaient faire craindre une explosion généralisée. Les libertés publiques et la paix sociale ont été maintenues. Et les réalisations sont là : la production industrielle a doublé en six ans ; pour la première fois, le Mexique est un pays exportateur de pétrole ; la production d'acier est passée de 3 millions à 6 millions de tonnes, la construction de nouveaux complexes sidérurgiques laissant espérer une production de 10 millions de tonnes d'ici trois ans ; 7 millions d'hectares de terre ont été irrigués, soit le quart de ce qui a été fait en soixante ans dans ce domaine. Pour la seule année 1976, les crédits d'aide à l'agriculture atteignent 26 milliards de pesos. Enfin, l'adoption, par les Nations unies, de la charte des droits et des devoirs économiques des Etats a illustré la nouvelle diplomatie mexicaine, plus indépendante, plus soucieuse d'agir aux côtés des nations en voie de développement, sans renoncer aux alliances naturelles et traditionnelles... »

Le président sortant a terminé son mandat comme il l'a commencé, à un train d'enfer, prenant presque chaque jour l'avion pour se rendre aux quatre coins du Mexique. La semaine dernière, il a inauguré une école en Basse-Californie et le nouveau pont international de Nuevo-Laredo, à la frontière américaine, en compagnie de l'ambassadeur des Etats-Unis. Il a assisté à l'ouverture de la nouvelle et très moderne ambassade de Cuba à Mexico.

M. Carlos Rafael Rodríguez, premier ministre, s'était déplacé, apportant le salut de M. Fidel Castro à un homme qui a beaucoup contribué à rompre l'isolement diplomatique de La Havane. M. Carlos Rafael Rodríguez, vice-premier ministre, s'était déplacé, apportant le salut de M. Fidel Castro à un homme qui a beaucoup contribué à rompre l'isolement diplomatique de La Havane.

« L'une de mes fiertés, déclare M. Echeverria, est d'avoir accueilli plus de quinze cents exilés politiques chiliens au Mexique. » Il ajoute : « Le langage de critiques ne me préoccupe pas. C'est le jeu normal de la politique. En ce qui me concerne, je me suis juré de ne pas intervenir personnellement pendant le prochain mandat présidentiel. Je tiendrai parole... »

MARCEL NIEDERGAUG.

(Mercredi 1er décembre.)

AFRIQUE

Mali

La réconciliation nationale va permettre le retour à une politique normale

NOUS DÉCLARE LE COLONEL MOUSSA TRAORÉ, CHEF DE L'ÉTAT

Bamako. — Grand, affable mais réservé, le regard abrité par des lunettes teintées, le colonel Moussa Traoré, président du Comité militaire de libération nationale, chef de l'Etat et du gouvernement, n'a jamais habité, sur les hauteurs de Bamako, le palais de l'ancien président Modibo Keita, qu'il ren-

versa en 1968. Il nous reçoit en bonbon bleu dans un bureau aux sobres boiseries, situé au premier étage d'un bâtiment sans état, devenu le quartier général du Comité militaire. Entre comme enfant de troupe à l'école de Kati, puis dans l'armée française, il avait trente-deux ans lorsqu'il prit le pouvoir.

De notre envoyé spécial

tâche de mise en place des institutions est tout à fait loin d'être terminée. C'est une tâche qui revient au Comité militaire de libération nationale, et auquel il incombe de s'en acquitter dans le courant de la période transitoire prévue par la Constitution du 2 juin 1974.

Quant au fait que les responsables de l'ancien régime visés par l'article 76 de cette Constitution soient écartés de l'exercice de certaines responsabilités, il s'agit de préserver le climat de conciliation et d'entente si patiemment instauré dans le pays. Du reste, la mise à l'écart dont il s'agit est simplement provisoire ; elle ne s'étend, en fait, que sur dix ans, dont il faut d'ores et déjà soustraire plus de deux ans.

« Quel rôle assignez-vous à l'Union démocratique du peuple malien dont vous avez annoncé la création en septembre ? »

« Elle a pour rôle essentiel d'assurer la mobilisation et l'éducation de toutes les forces vives du pays en vue de consolider l'unité et la solidarité nationales sans lesquelles rien de concret

relations d'amitié et de coopération avec la France et d'établir entre nous des rapports privilégiés et féconds, qui reflèteront davantage le caractère spécifique des liens qui nous unissent et dont je vous parlais tout à l'heure. Beaucoup, assurément, a déjà été fait dans ce sens mais il convient de souligner que nous sommes loin d'avoir exploité toutes les possibilités de coopération qui s'offrent à nous et qui sont immenses. Au regard aux grandes potentialités que recèle notre pays.

« Nous devrions donc, de part et d'autre, ouvrir à l'échange, à la coopération, à la dynamique de cette coopération franco-malienne dont les fruits sont déjà fort bien appréciés par le peuple malien.

« Si nous plaçons justement, à ce propos, de grands espoirs dans la visite officielle que le président Valéry Giscard d'Estaing doit effectuer prochainement dans notre pays, car cette visite ne pourra que contribuer de façon exceptionnelle au renforcement de nos relations d'amitié et de coopération... »

Propos recueillis par Jean-Pierre LANGELLIER.

(Samedi 27 novembre.)

Le conseil des ministres se réunit à Lille

Diversions provinciales ?

L'automne déclinant est une saison propice aux initiatives provinciales du pouvoir. L'an dernier, le 24 novembre à Dijon, le chef de l'Etat faisait enfin sortir du mythe le grand projet Rhin-Rhône, rappelait son attachement à l'aménagement du territoire et chargeait M. Olivier Guichard de transformer par une « révolution tranquille » la vie communale. Douze mois après, jour pour jour, et à la veille de son voyage dans l'Est, M. Giscard d'Estaing a annoncé en bloc que le prochain conseil des ministres se tiendrait à Lille et que ce serait bientôt, au début de 1977, la tour de Babel d'être pour quelques heures la capitale politique de la France.

Pour qu'aucune des régions ne soit en reste, le président a rendu public que son intention de faire chaque mois un déplacement en province. Les grandes métropoles provinciales sont en effet désireuses d'accueillir le gouvernement pour ses réunions au plus haut niveau. « La province, disait déjà La Bruyère, c'est l'endroit où la Cour paraît une chose admirable ».

Tant de sollicitude à l'égard de la France profonde, et parfois silencieuse, rassure la série de discours jacobins selon lesquels les régions risquent de dresser des écrans bureaucratiques entre l'Etat et la démocratie vivante des communes, avaient été perçus à Lille, en Alsace, en Bretagne, en Corse, en Aquitaine, comme d'injustes accusations. Ils ont même encouragé des mouvements d'humour et de foule irrationnelle.

Mais une telle gerbe d'initiatives latrines également. Comment s'empêcher de se rapprocher des échelons municipaux de mars ? Comment ne pas penser que la vaste consultation des élus locaux dont a parlé à Strasbourg le président de la République participe de l'action de diversion, tandis que les communes se débattaient tous les jours dans les difficultés concrètes de l'emploi, des finances et de l'urbanisme ?

TARIF DES ABONNEMENTS PAR AVION

(Les prix ci-dessous sont nets et ne peuvent en aucun cas être majorés.)

	5 mois 1 an	(F.F.)
Europe, Turquie d'Asie, Chypre, Afrique, Caraïbes, Madère, Algérie, Maroc, Tunisie, D.O.M., Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo, Haute-Volta, Territoires français des Antilles et des Indes	58	108
T.O.M. (Guam, T.F.A.), République malgache, Piste aéroport, Etat Comores	73	136
Libye, Egypte, Arabie Saoudite, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Liban, Syrie	66	122
Allemagne, Brunei, Chine, Corée, Hongkong, Indonésie, Japon, Macao, Malaisie, Maldives, Philippines, Singapour, Taïwan, Thaïlande, Vietnam, Australie, Nouvelle-Guinée, Fidji, Nouvelle-Zélande, Laos, Cambodge	93	175
Canada, Amérique du Nord, Amérique Centrale, Amérique du Sud, autres pays d'Amérique d'Amérique et d'Asie	92	153

Nous recommandons à nos abonnés résidant à l'étranger d'utiliser des chèques bancaires libellés à notre ordre et adressés directement au journal « Le Monde ».

Thionville mérite autant d'être sauvée qu'un atelier qui vient juste de prendre racine dans les landes des monts d'Arrée. Du moins si l'on admet le principe élémentaire de l'égalité des Français devant le chômage, donc devant la solidarité nationale.

Cohérente, efficace et tenace pendant dix ans, la politique d'aménagement du territoire se morcèle, s'étiole et retombe peu à peu dans la dangereuse tentation du saupoudrage au gré des circonstances.

Le ministère de l'Industrie, en première ligne dans la crise, reprend ses droits et veut conduire lui-même sa politique régionale. En raison de l'ampleur de la déflation sélective dans l'Est, M. Giscard d'Estaing a demandé à M. d'Ornano de s'attacher à un « Monsieur Lorrain » alors que la DATAR « entretient » un commissaire à l'expansion industrielle à Metz. A Fougères, entant chéri mais turbulent de la DATAR, c'est le directeur général de l'industrie qui est venu le 28 novembre annoncer des implantations d'usines et des créations d'emplois. Le ministère de l'équipement et des transports qui gère des crédits considérables tient à garder la haute main sur les routes, les canaux, les ports et l'aménagement des villes. Quant aux services de l'agriculture, leur préoccupation prioritaire consiste à rester les premiers exportateurs de France et à gagner des devises en sauvegardant la compétitivité de nos exploitations rurales.

Lâché par ses alliés fidèles qui parlent de revanche, relégué au rang d'un ministère comme les autres, essouffé après tant d'années de dynamisme et de performances politiques, le département à l'aménagement du territoire aurait grand besoin d'une énergie reprise en main. Son budget pour 1977 (moins important que le milliard de la préfecture de police) accuse une chute brutale par rapport à l'an dernier. Les comités interministériels d'aménagement du territoire semblent préparés à la hâte et réunis à la saute entre un voyage présidentiel et l'hommage gouvernemental à André Malraux. Le plan pour le Nord-Pas-de-Calais, dont on fait grand bruit à la veille de la réunion de Lille, ne contient rien d'autre qu'un catalogue d'orientations et de vœux que tous les responsables régionaux connaissent fort bien pour les avoir eux-mêmes longuement élaborés.

D'un côté... de l'autre...

Il y a quatre ans, lorsque naquirent les régions, la DATAR a laissé passer l'occasion de s'engager dans une salutaire conversion. Les esprits pourtant s'y étaient préparés qui rapprochaient volontiers régionalisation et aménagement du territoire. M. Jérôme Monod, interrogé sur la célèbre formule des révolutionnaires de 1789 reprise depuis par tant de philosophes : « Si l'Etat est fort, il nous écrase ; si l'Etat est faible, nous périssons », disait : « Nous avons été centralisateurs par nécessité, nous serons décentralisateurs par vocation ». C'était la temps de l'expansion et les circonstances se prêtèrent alors aux transferts et aux redistributions des pouvoirs. Le risque était infime d'ouvrir la voie à l'éclatement de la nation, les garde-fous de la loi de juillet 1972 paraissent nombreux et solides. Mais les responsables de cette politique ont prêté lui garder un caractère centralisé et technocratique sans déguiser, par exemple, aux régions le moindre pouvoir pour l'emploi ou les implantations d'usines alors que le système actuel des primes à l'industrialisation démontre de jour en jour son inefficacité.

Aujourd'hui, pour affronter la crise, le gouvernement est nécessairement contraint à la rigueur et à l'autorité sans partage. Cette fermeté, on ne la retrouve malheureusement pas lorsqu'il s'agit de géographie volontaire, car sur ce chapitre la doctrine est hésitante, les choix fluctuants et l'action pusillanime.

Pour leur part, les régions qui se sont faites elles-mêmes comme des autodidactes en dépit d'un climat désemparé, débattent de plus en plus souvent sur des affaires d'importance nationale : l'autoroute Bourgogne-Lorraine, le canal Rhin-Rhône, les centrales nucléaires, la nouvelle voie ferrée Paris-Lyon, la façade atlantique. Elles ne sont pas prêtes à se saborder.

D'un côté, voilà l'Etat qui continue à contrôler les moindres détails de la vie publique. De l'autre, des régions qui se dressent contre l'Etat, leur bête noire, qui pas à pas trouvent leurs assises, cherchent à coopérer entre elles et commencent à acquiescer une légitimité politique.

D'un côté... de l'autre... c'est dans de telles natures que germent les affrontements.

FRANÇOIS GROSCHARD.
(Mercredi 1^{er} décembre.)

TOUT PEUT ARRIVER

(Suite de la première page.)

Mais non : le duel se livre au sein de la majorité, et l'opposition, assise au premier rang de l'orchestre, applaudit les meilleures répliques. Croit-on qu'avec une aussi énorme erreur de distribution la pièce peut tenir l'affiche pendant dix-huit mois encore ? La seconde vraie crise de la V^e République — celle qui s'ouvre par la chute du gouvernement — n'est pas fatale, mais elle peut se produire. Elle débouche inévitablement sur une dissolution, des élections anticipées. Cela peut arriver. Tout peut arriver.

Que de phénomènes intéressants, de virtualités nouvelles, en ce moment dans la vie politique nationale ! D'un côté, la dégradation continue du crédit et du prestige du président de la République et, parallèlement, le sursaut des comptes avec le giscardisme. En face, le lent recul électoral du parti communiste associé avec la progression constante du parti socialiste. Rivalités, affrontements, concurrences. Tout se passe comme si le changement inéluctablement invoqué, mais guère entrepris, débouchait soudain sur le mouvement, ce qui n'est pas du tout la même chose. Tout va bouger, tout bouge déjà, et en même temps. Oui, maintenant, c'est sûr, il va arriver quelque chose. Tout peut arriver.

PIERRE VIANSSON-PONTE.
(Mardi 30 novembre.)

LA GAUCHE APRES LES ÉLECTIONS PARTIELLES

II. — Le P.C.F. et la revanche des municipales

par THIERRY PFISTER

Tandis qu'au sein du parti socialiste chacun s'efforce de se placer en vue d'une prochaine arrivée au pouvoir, les communistes ressentent le goût un peu amer de la lente érosion électorale dont ils sont victimes (voir notre précédent numéro).

Les dirigeants du P.C.F. n'ont guère été surpris par les résultats des dernières élections législatives partielles. Dès avant le scrutin, M. Georges Marchais avait pris soin d'expliquer que les circonstances défavorables avaient été spécialement choisies par le pouvoir, et il avait dénoncé l'attitude partielle de la télévision. C'était une manière de préparer ses militants à des résultats décevants. Ils le furent, au moins partiellement, encore que les responsables communistes aient été reconfortés en constatant que, dans les Yvelines, leur candidat pouvait lui aussi bénéficier de la poussée de la gauche et du report des voix socialistes.

La bipolarisation de la vie politique, après avoir entraîné un reclassement de l'ensemble des formations en deux blocs, tend à privilégier, au sein de chaque ensemble, le parti qui paraît, localement, en situation d'assurer la victoire. Le risque pour le P.C.F. est d'être, à terme, encore plus régionalisé qu'il ne l'est actuellement.

C'est aussi pour lutter contre ce péril que les dirigeants communistes ont accepté de céder sur

la méthode de négociation au sein de l'union de la gauche pour les élections municipales. Ce qui compte pour eux, c'est qu'en définitive ils puissent multiplier leur participation à des municipalités et trouver ainsi la base d'une implantation plus solide, d'une implantation contre-balançant au moins en partie les effets du scrutin majoritaire actuel. De fait, si la poussée du P.S. se maintient en mars 1977 et si des listes d'union de la gauche peuvent être constituées dans toutes les communes, le P.C.F. a des chances d'apparaître comme le grand vainqueur du scrutin, en ce sens que c'est lui qui ferait son entrée dans le plus grand nombre de mairies nouvelles. Et les communistes entendent bien tout faire pour obtenir cette revanche.

Si à l'inverse de ce qui s'était produit après les élections législatives partielles de septembre-octobre 1974, ils n'ont pas engagé de politique publique avec le P.S., ils sont néanmoins décidés à ne faire à leurs alliés aucune concession. Les résultats des élections des 14 et 21 novembre ayant ravivé les appétits — déjà importants — du P.S., les négociateurs communistes ont choisi de freiner les discussions. Une exception toutefois, la Vienne, où le P.C.F. a conclu rapidement l'accord, mais avant les scrutins législatifs partiels, de crainte que les socialistes n'accroissent leurs voix.

Les dirigeants du P.C.F. ne se

sentent pour leur part absolument pas liés par la date-bute du 1^{er} décembre que les dirigeants du P.S. se sont imposés en matière de négociations pour les élections municipales. Ils estiment que rien ne presse plus, de toutes manières, les campagnes locales ne commenceront qu'avant les premières semaines de 1977 et que les négociateurs peuvent encore travailler. Si d'exceptions à la règle unitaire doivent intervenir, ils tiennent, tout cas, qu'il apparaisse clairement que l'initiative en revie au P.S.

Même dans le cas de Laville gagnée par Robert Bur avant qu'il ne rejoigne le parti socialiste et en grande partie grâce à sa notoriété personnelle, le P.C.F. n'est pas disposé à lâcher le terrain libre au P.S. On ne peut, localement, les dirigeants socialistes estiment que la malice qu'ils gèrent depuis le début, Robert Buron, risque d'être pe due pour la gauche si une loi comprenant des communistes est constituée. Cette analyse est partagée par une partie des responsables nationaux du P.S.

Dans un autre domaine également, les communistes sont désolés à ne pas lâcher de terrain face au P.S. : il s'agit de l'adoption du programme commun.

Il s'agit intérieurement la position actuelle de M. Mitterrand consiste à dire que ce document est très bien comme il est et qu'il n'y a pas lieu de le reprendre. Un simple exemple de la dissension nucléaire prouve que les partis de gauche ont été depuis 1973 et qu'il y a donc à élaborer une nouvelle synthèse ou de dégrader un nouveau compromis.

Si les dirigeants du P.C.F. se préparent à se montrer modérés, ils ne tiennent pas à compromettre un éventuel succès électoral de l'union de la gauche, ils se méfient absolument de laisser poser le problème de la nationalisation de la sidérurgie et de la automobile. M. Mitterrand a semblé-t-il, du mal à éviter, dans le cadre du comité de la son de l'union de la gauche.

Sur un point pourtant, les communistes ont modifié leur position en fonction des résultats des dernières élections législatives partielles. Ceux qui avaient proposé de conclure à l'occasion des élections municipales un accord national avec le P.S.U. semblent présentement décidés à abandonner leur tour les amis de M. Mitterrand. Compte tenu de la disparition d'un électeur P.S.U. autonome les accords entre cette formation et l'union de la gauche ne seraient qu'un coup par coup fonction des implantations locales.

Le P.S.U. ne pouvant plus servir à freiner le P.S., le mouvement des radicaux de gauche est déjà incliné, pour les négociateurs communistes, dans l'« enveloppe » du P.S., le P.C. cherche à présent à jouer à guillemets d'opposition en proposant d'en faire la « quatrième composante » de l'union de la gauche. Les dirigeants communistes sont sans doute sincères quand ils cherchent à mobiliser les électeurs gaullistes, mais n'est pas du tout exclu qu'un part de calcul tactique entre dans l'idée de cette « quatrième composante ».

Le P.C.F. peut, en effet, espérer que, au nom d'une déesse commune de l'indépendance nationale, d'une commune cri du processus d'intégration européenne, cette nouvelle famille retrouvée, souvent à ses débuts dans les négociations internes, la gauche d'autant que M. Mitterrand éprouve personnellement le plus grand mal à entreprendre de rallier les gaullistes en rupture de majorité.

La « quatrième composante » pourrait donc, aux yeux du P.C.F., contrebalancer les radicaux de gauche, qui sont de moins en moins en situation de pouvoir agir de manière autonome vis-à-vis du P.S.

(Jeudi 25 novembre.)

LE MONDE diplomatique

NUMÉRO DE NOVEMBRE
AFRIQUE AUSTRAL
De la lutte contre l'apartheid aux luttes de classes.
(René Lefort)

L'EGYPTE
ET L'OUVERTURE POLITIQUE
(Reportage de Marie-Christine Aulas)

Le numéro : 5 F
Publication mensuelle du Monde
à rue des Italiens, 75007 PARIS
CEDEX 10
(En vente partout.)

un nouveau service concernant l'emploi

Le Monde

INFORMATION-PROFESSIONS

Dresse chaque semaine le tableau récapitulatif des offres d'emplois encadrées, parues dans « Le Monde » concernant chacune des principales fonctions ou professions.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

bon de commande à découper
Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

Je désire m'abonner à la synthèse hebdomadaire de la ou les fonctions suivantes :

1) Mettre une croix dans les cases correspondant aux fonctions retenues :

<input type="checkbox"/> Direction générale, fonctions multiples	<input type="checkbox"/> Direction financière et administrative
<input type="checkbox"/> Marketing relations publiques publicités	<input type="checkbox"/> Comptabilité
<input type="checkbox"/> Informatique	<input type="checkbox"/> Personnel formation relations humaines et sociales
<input type="checkbox"/> Production entretien	<input type="checkbox"/> Direction commerciale vente
<input type="checkbox"/> Ingénieurs	<input type="checkbox"/> Ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux
<input type="checkbox"/> Etudes organisation et recherche	

2) Entourer, dans le tableau ci-dessous, le nombre de semaines retenues :

TARIF DES ABONNEMENTS (en Francs)

Nombre de fonctions demandées	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
5 semaines	20	39	57	74	90	105	119	132	144	155	165
13 semaines	40	78	114	148	180	210	238	264	288	310	330
26 semaines	70	136	199	259	315	368	416	462	504	542	577
52 semaines	120	234	342	444	540	630	714	792	864	930	990

Le tarif de l'abonnement est la correspondance entre le nombre de fonctions et le nombre de semaines demandé.

INFORMATION-PROFESSIONS est adressé sous pli fermé soit au domicile soit au Siège de la Société de l'abonnement.

(Le premier envoi sera assuré dès la semaine suivant celle de la réception du bon de commande.)

Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner au 874.72.08, ou écrire : « LE MONDE » INFORMATION-PROFESSIONS - 5, rue des Italiens, 75009 PARIS

NOM : _____ ou SOCIÉTÉ : _____

ADRESSE : _____ TEL : _____

Joindre le règlement par ch. bancaire à l'ordre du « Monde » ou ch. postal (CCP 4207-23 Paris) ETRANGER - envoi aérien : + 1 F. par fonction et par semaine

ÉDUCATION

La sélection à l'entrée dans l'enseignement supérieur

La sélection à l'entrée dans l'enseignement supérieur, vouée aux gémonies par les étudiants français et refusée par la gauche, surtout depuis mai 1968, est remise à l'ordre du jour par le gouvernement. La majorité et certains universitaires qui en sont proches, M. Charles Debbasch, président de l'université d'Aix-Marseille-III, a plaidé en sa faveur jeudi 25 novembre au cours de l'émission télévisée « Soixante minutes pour

L'opinion deviendrait-elle plus favorable à la sélection plus sévère à l'entrée dans l'enseignement supérieur et surtout dans les universités, qui n'exigent que le baccalauréat ? Différents faits amènent à se poser la question : les réponses à plusieurs sondages, l'attitude certains députés au cours du débat parlementaire sur le budget du secrétariat d'État aux universités, et même les prises de position ouvertes d'universitaires de gauche comme de droite. Il est difficile d'évaluer la portée de ces signes : les résultats des sondages sont contradictoires, et les questions ou les plaidoyers sont souvent plus ou moins inspirés par le gouvernement. Comme l'a souligné Mme Saunier-Sélit, secrétaire d'État aux universités, devant l'Assemblée nationale, chacun est pour la sélection, sauf quand ses enfants sont concernés. Ainsi le gouvernement lui-même paraît hésiter : il s'inquiète du nombre « excessif » des étudiants, relance l'idée, tourne autour, et paraît finalement y renoncer au nom de la « tradition ».

De fait, le droit d'entrer à l'université pour tout bachelier est profondément ancré dans les coutumes françaises. Il reposait avant tout sur l'existence d'un enseignement secondaire réputé sélectif. Contrairement à ce qui se passe aux États-Unis ou en Union soviétique, où une forte proportion d'élèves obtiennent un diplôme de fin d'études secondaires, la sélection était placée à la sortie de l'enseignement secondaire plutôt qu'à l'entrée du supérieur. Mais le résultat était le même : un nombre restreint de jeunes gens entrant à l'université.

Dès le début des années 60, l'accroissement de la « demande d'éducation » a détruit cet équilibre. La poussée de la scolarisation a entraîné à augmenter très vite la « capacité » des universités, à en créer de nouvelles (le nombre d'étudiants a triplé en France entre 1960 et 1970). Elle y a fait entrer beaucoup de jeunes gens dépourvus des références culturelles qui leur auraient permis de se couler dans le « moule ». Aussi y a-t-il eu, bien avant 1968, des craintes de la « sélection à l'entrée » parmi les universitaires français, et tous ne se recrutent pas parmi les conservateurs : l'exemple le plus connu en est M. Laurent Schwartz, mathématicien illustre, professeur à l'École polytechnique, signataire de l'appel des « 121 » sur le droit à l'inscription dans la guerre d'Algérie (et sanctionné pour cela). Leurs arguments tiennent en quelques points. L'enseignement

convaincre, sur la première chaîne. Selon un sondage effectué à cette occasion, 40 % des personnes interrogées y sont favorables (soit 3 % de plus qu'il y a six mois) et 42 % hostiles. Un autre sondage réalisé en septembre à la demande du secrétariat d'État aux universités dénotait 61 % de partisans d'un examen d'entrée dans les universités. Le 10 novembre, Mme Saunier-Sélit, au cours du débat budgétaire à l'Assemblée nationale,

de la première année, un quart avant la fin de la deuxième. Mais sur ces départs, peu sont dus à des échecs à l'examen. Surtout, en première année, la moitié des étudiants abandonnent sans s'y être présentés. Parmi ceux-là, combien n'ont pas réussi à suivre, combien sont venus chercher un complément théorique à des études professionnelles (ou un supplément d'âme à une préparation aux grandes écoles), combien ont été victimes de difficultés matérielles (nourriture insuffisante, charges familiales, impossibilité de concilier les études et un travail salarié) ? On ignore toujours à quel point réelles sont les raisons. — Et comment l'enseignement supérieur n'a pas été résolu. Ce n'est pas pour rien que l'on reproche aujourd'hui les arguments avancés d'un plus tôt, alors que le nombre d'étudiants a pratiquement cessé d'augmenter.

L'emploi et le statut

Mais aujourd'hui les enseignants, conservateurs ou progressistes, comme les hommes politiques ou les chefs d'entreprise, mettent l'accent sur les problèmes d'emploi : la restriction des débouchés (surtout dans l'enseignement et la recherche), les risques du chômage et la dévalorisation des diplômes. Les postes de haut niveau se raréfient, dit-on, le « chômage des diplômés » s'étend, et il importe d'en réduire la « production ». Le choc provoqué par la stagnation des recrutements et l'arrivée de « grosses » promotions de diplômés à partir de 1972 a amené à majorer fortement le phénomène : contrairement à ce que l'on affirme parfois, même sans diplôme, les anciens étudiants, malgré la crise, sont moins touchés par le chômage que les autres jeunes.

En fait, autant que la crainte du chômage, le plaidoyer pour la sélection tient le désir de préserver le statut social de certaines catégories de diplômés. L'université forme aujourd'hui essentiellement des cadres moyens — ce qu'elle refusait naguère. C'est que la multiplication des diplômés entraîne la « dévalorisation » relative et avive la concurrence entre leurs titulaires. Réduire dès le départ le nombre d'étudiants est la meilleure manière de préserver leur statut à la sortie de l'université. C'est ce que l'on a fait pour les ingénieurs, et le rapport du VIF Plan ne souhaite pas voir augmenter le nombre des maîtres de sciences et techniques. C'est

naïf, a déclaré, applaudit par certains députés de la majorité, que « la sélection, tabou dans le vocabulaire universitaire, semble recueillir un consensus non négligeable dans l'opinion ».

En revanche, le parti socialiste, à l'occasion d'une réunion d'universitaires à Paris, a réaffirmé son opposition à toute « sélection supplémentaire à l'entrée dans l'université ».

L'objectif du renforcement de la sélection prévu en médecine. Mais du côté des gouvernements et de l'administration, en France comme à l'étranger, l'une des principales motivations vise à réduire les dépenses d'enseignement supérieur. Celui-ci a cessé d'être prioritaire dans l'esprit des hommes politiques. D'abord parce que d'autres préoccupations ou d'autres intérêts sont venus le supplanter, dans le domaine de l'éducation (des classes maternelles, la formation continue) comme à l'extérieur (l'emploi, l'environnement). Ensuite, parce que l'on s'est aperçu que les relations entre la formation et l'emploi étaient plus complexes qu'on ne l'avait cru dans les années 60 : le développement de l'enseignement supérieur n'entraînait pas automatiquement la croissance économique. Enfin, l'inflation, après la hausse des coûts de l'enseignement supérieur, invite à « serrer les cordons ».

Un changement de priorités

Ce changement de priorités a été clairement formulé dans certains pays : en Suède, par exemple, dès 1968, en Grande-Bretagne, en Belgique. En France, on continue à le nier ou à le masquer. Mais l'insistance mise par Mme Saunier-Sélit à réduire les crédits d'heures complémentaires dans les universités est révélatrice. La préoccupation n'est d'ailleurs pas propre à la majorité actuelle. « Quand la gauche sera au pouvoir, elle devra effectuer des choix budgétaires », dit-il y a un an M. Louis Mèxandre, député du parti socialiste pour l'éducation. Il n'est pas sûr du tout que l'enseignement supérieur dispose de moyens supplémentaires.

Dans la plupart des pays européens, notamment en Suède, aux Pays-Bas, en République fédérale d'Allemagne, cette évolution s'est traduite par l'instauration d'un « examen d'entrée » à l'entrée de la plupart des filières universitaires, voire de la totalité (2). À l'appui de cette décision, le fait que l'enseignement supérieur continue de profiter surtout aux enfants des familles favorisées. Ouvrir plus largement l'enseignement supérieur ne le rendra pas forcément plus démocratique. La forte sélection sociale pratiquée au cours de l'enseignement secondaire se poursuit sous une forme atténuée dans l'enseignement supérieur, comme le montre le rapport de M. Le Penec, député (socialiste) du Finistère, sur le budget du secrétariat d'État aux universités. L'inverse, ce sont souvent les pays qui accordent une sélection très forte à l'entrée de l'enseignement supérieur qui accordent aux étudiants l'aide la plus importante.

Une sélection à l'entrée des universités ne serait donc pas nécessairement inégalitaire. Elle le serait peut-être moins que la situation actuelle, un enseignement secondaire qui reste sélectif, sinon « ségrégatif », et un système universitaire qui n'a pas de critères clairs de choix des étudiants. Mais elle ne le sera que si elle est associée à une réforme de l'enseignement secondaire, et le premier du supérieur : c'est ce qu'on discute actuellement.

Si l'on optait pour un contrôle supplémentaire à l'entrée de l'enseignement supérieur, qui choisirait les étudiants ? Les établissements eux-mêmes, ce qui s'accorderait avec l'autonomie des universités. Mais, en ce cas, il faudrait établir un équilibre entre les universités plus sélectives et celles qui le seraient moins. Pour résoudre ce problème, on pourrait envisager, comme le préconise M. Jean-Pierre Solé, lorsqu'il était secrétaire d'État aux universités, une « carte » de l'enseignement supérieur permettant de répartir les étudiants dans une même région des établissements de tous les niveaux dans tous les domaines. Mais cette formule a été abandonnée.

Dans ces conditions, on peut se demander si le mode d'accès à l'enseignement supérieur sera vraiment modifié. Plus que de changer la règle du jeu, il est vraisemblable que l'on se contentera de mesures plus économiques : resserrer la sélection là où elle existe déjà et limiter les redoublements dans le premier cycle.

GUILLERMO HERZLICH

(Jeudi 25 novembre.)

(1) Esprit, n° 3-6 (mai-juin), 1969.
(2) France Universitaire, n° 11 (octobre 1970).

RELIGION

Les évêques prennent la défense du mariage

La commission épiscopale de la famille et des communautés chrétiennes, présidée par Mgr Gilbert Duchêne, évêque de Saint-Claude (Jura), a rendu public, le 25 novembre, un document de quinze pages intitulé « Amour, famille et société », qui contient une réflexion sur les exigences chrétiennes face aux menaces qui pèsent sur la cellule familiale ; la deuxième, « Famille et Politique », est une énumération des droits et devoirs réciproques des familles et des pouvoirs publics.

Dans un texte nuancé, sur un ton serein et pastoral, les évêques veulent porter un regard positif sur l'amour conjugal, sans minimiser pour autant la vigueur des assauts qui subissent aujourd'hui l'institution du mariage. Elle est contestée à la fois de l'intérieur, au nom de l'amour authentique, de la liberté, de l'épanouissement humain, par ceux qui y voient un « cadre rigide qui brime les personnes », et de l'extérieur, par une législation toujours plus libérale sur la contraception, l'avortement, le divorce.

Rappelant que « l'amour est premier », même si « la fécondité est intimement liée à l'amour », l'accent est mis sur le fait que l'acte s'inscrit dans une dimension d'éternité à démontrer que, malgré les difficultés actuelles et l'éclatement du modèle traditionnel de mariage, la fidélité est nécessaire, et possible ; l'amour veut « du durable ».

A ceux qui refusent le mariage au nom de la sincérité, les évêques répondent : « Dire à quelqu'un : « Je t'aime », n'est-ce pas lui dire : « Quel qu'il arrive, tu pourras compter sur moi, je ne te lâcherai pas... » Il ne peut y avoir de mariage à l'essai « parce qu'il ne peut y avoir d'engagement à l'essai ni d'enfant à l'essai ».

Pour le chrétien, ajoutent les évêques, cette analyse humaine est renforcée par la foi, qui lui dit que la grâce reçue dans le sacrement du mariage l'aidera à tenir son engagement. C'est encore la foi qui permettra au chrétien de « pardonner même l'impardonnable ». L'impardonnable, pour les évêques, l'accent est encore nouveau : « n'est pas toujours l'adultère ou quelque autre faute particulière, mais plus souvent une certaine manière lente et imperceptible de s'éloigner soi-même jusqu'à devenir étranger à l'être avec lequel on a été une seule chair ».

Malgré cela, « les échecs de la vie conjugale sont nombreux », constate la note épiscopale, qui reconnaît que lorsqu'un puisse dire : « Je ne peux pas pardonner », bien que « son engagement comporte la promesse de la fidélité pour la vie ». Tout en réaffirmant que le divorce est « un échec que ne justifiera pas une nouvelle union ratifiée par la société civile », les évêques déclarent que « l'Esprit du Christ Sauveur est toujours à l'ouvrage. C'est pourquoi l'Eglise doit signifier l'espérance aux personnes qui vivent cet échec et qui ont toujours une place dans la communauté ecclésiale ».

Rien de nouveau, donc, en ce qui concerne la question brûlante de l'accès aux sacrements des divorcés mariés. On s'en tient à la pastorale.

ALAIN WOODROW

(Samedi 27 novembre.)

(1) Communiqués chrétiens et divorcés mariés, Ed. du Cent.

LA RÉVISION DU CONCORDAT ITALIEN

Le 5 octobre 1967, M. Aldo Moro, alors chef du gouvernement italien, obtenait un vote de confiance de la Chambre sur la promesse d'engager avec le Saint-Siège des négociations pour la révision du concordat. Le sujet semblait périlleux, propre à faire éclater la majorité de centre-gauche.

La nouvelle législation sur le divorce, l'échec du référendum sur son abrogation, l'apparition d'une nouvelle mentalité dans les masses italiennes, ont accéléré l'évolution du Vatican, tandis que le « dégelage » de Paul VI par rapport aux affaires italiennes dissipait chez ses partenaires tout esprit de méfiance et de polémique.

En tout autre pays que l'Italie, le Saint-Siège favoriserait la substitution au concordat d'accords pratiques qui assurent mieux la liberté des Eglises locales. Mais avec le gouvernement de Rome, la tradition historique et l'habileté des réalités exigent, pour quelques temps du moins, une solution fondée sur un pur pragmatisme.

Saint-Siège et Vatican sont donc conçus absolument distincts, quoique le langage commun les confonde. Le premier terme désigne le gouvernement de l'Eglise catholique, comme entité religieuse. Le second désigne à la fois le lien et la forme de droit international — l'Etat du Vatican — d'où ce gouvernement exerce pratiquement son pouvoir. C'est avec le Saint-Siège que le concordat du 11 février 1929 avait été conclu par Mussolini. Mais c'est le statut de l'Etat du Vatican qui déterminait le second document signé à cette date, le traité du Latran. Pie XI avait fixé un principe

(Samedi 27 novembre.)

vosre future résidence principale
ou déjà votre résidence secondaire

les Belles Terres à Nice

la plus belle résidence de la Côte d'Azur

- Une vue panoramique mer et montagne.
- 4 ha de parc naturel avec piscine, club house et tennis.
- Livraison juin 76.
- Du studio au 5 pièces, des appartements de grand standing conçus pour la vie au soleil.
- Prix fermes et définitifs avec un excellent rapport qualité/prix pour un investissement.

contactez-nous en écrivant à :
Les Belles Terres 234, avenue de la Lanterne 06000 Nice Tél. : 83 3188 - télex : 970 022

les Belles Terres
234, avenue de la Lanterne 06000 Nice

Nom _____

Adresse _____

Tél. _____

Pour bien préparer votre retour en France

مكتبة الأمل

MARS EXPLORÉ PAR VIKING

Un air de parenté avec l'atmosphère terrestre

Un sol très humide et inattendu

CHACUN sait que l'atmosphère terrestre se compose essentiellement d'azote et d'oxygène, avec 1 % d'argon. Cette composition, au contraire, est presque totalement dépourvue de gaz carbonique. On y trouve un peu d'azote d'argon, très peu d'oxygène, des traces de vapeur d'eau. Aucune ressemblance apparente avec celle de la Terre. Pourtant, si l'on va un peu au fond des choses, on constate une certaine parenté. Il est probable que les atmosphères initiales de Mars et de la Terre aient été très semblables, mais leur évolution a été différente. Sur les autres planètes, on admet que l'atmosphère s'est venue des volcans, mais la croûte terrestre, et sans doute aussi celle de Mars, ont connu une magma en fusion. En refroidissant, ce magma libère le gaz, émis par les volcans, les éruptions, qui ont constitué l'atmosphère primitive. Par ordre d'importance décroissante, l'atmosphère contenait de l'eau, du gaz carbonique, de l'azote et de l'argon.

Sur la Terre, l'eau s'est condensée et a formé les océans. Le gaz carbonique est dissous dans l'eau et s'est combiné au calcium de la croûte terrestre pour former le carbonate de calcium présent dans les roches sédimentaires. Il restait du gaz carbonique dans l'air, mais il en a été chassé par le développement de la vie. Pendant des milliards d'années, les seuls êtres vivants présents sur la Terre étaient des micro-organismes qui se bécotaient ou algues, en utilisant la photosynthèse. Ils ont sorti le gaz carbonique et libéré l'oxygène que nous respirons. L'azote et l'argon primitif, en revanche, ont formé notre atmosphère telle.

On peut évaluer quantitativement cette atmosphère primitive. On trouve 300 kilos d'azote, et il n'y a pas de relief l'océan recouvert uniformément la Terre et traitait un profond d'environ 100 mètres. D'après le contenu du sol en carbonates, on trouve

aussé 70 kilos de gaz carbonique. Enfin, il y a 1 kilo d'azote, essentiellement encore dans l'atmosphère, mais en partie dans la végétation, et 10 grammes d'argon.

Sur Mars, l'histoire a été différente. La planète étant plus froide, l'eau — qui a été liquide en des temps reculés, d'où les traces de rivières qu'on observe — est maintenant solide, dans le sol ou dans les calottes polaires. Elle n'a pu dissoudre tout le gaz carbonique, dont une part notable est restée dans l'atmosphère. Ce gaz n'a pas non plus été détruit par photosynthèse ; même s'il y a une vie sur Mars, elle est bien trop rare pour avoir joué le même rôle que sur la Terre. De fait, il n'y a pratiquement pas d'oxygène dans l'atmosphère de Mars.

Si on évalue, pour les quatre constituants de l'atmosphère primitive, la quantité encore présente sur Mars, on trouve par centimètre carré 70 grammes de gaz carbonique. Il est plus difficile d'évaluer la quantité d'eau, mais 300 grammes est un chiffre réaliste. On trouve aussi environ 20 milligrammes d'azote et 10 milligrammes d'argon.

La comparaison avec la Terre est éloquentes : pour l'eau, le gaz carbonique et l'argon, le chiffre martien est le millième du chiffre terrestre. Seul l'azote est en désaccord : il devrait y avoir sur Mars 1 gramme d'azote, et non 20 milligrammes, pour que la proportion soit respectée.

La fuite de l'azote

Mais il faut tenir compte d'un autre effet : la gravité martienne est bien plus faible que celle de la Terre, et Mars retient donc moins bien son atmosphère. En particulier, il a perdu beaucoup d'azote, gaz léger. Et une autre mesure faite par Viking vient corroborer cette idée.

Il existe deux isotopes de l'azote dans l'atmosphère. L'isotope le plus abondant est l'azote-14, ainsi

nommé parce que son noyau atomique contient 14 particules, 7 protons et 7 neutrons. L'autre isotope, plus rare, est l'azote-15 : il y a un neutron de plus dans son noyau. L'azote-15 est plus lourd, donc mieux retenu par la pesanteur martienne. Si l'azote a fui Mars, l'isotope lourd a dû fuir moins vite, et doit donc être plus abondant. C'est exactement ce qu'ont observé les sondes Viking. Il y a sur Mars 1 atome d'azote-15 pour 170 atomes d'azote-14. Sur la Terre, la proportion n'est que de 1 pour 265.

Il est possible de calculer le taux de fuite d'un gaz dans l'espace, et surtout le rapport de ces taux pour deux isotopes d'un même gaz. On peut alors remonter des quantités actuelles à celles qui étaient autrefois présentes. La plus grande proportion d'azote-15 sur Mars implique qu'il avait dû y avoir autrefois cinquante ou cent fois plus d'azote que maintenant. Cela explique — au moins en gros — qu'on trouve sur Mars cinquante mille fois moins d'azote que sur la Terre, alors que le rapport est mille pour l'eau, le gaz carbonique et l'argon.

Mais le résultat a une autre implication, majeure : s'il y avait autrefois plus d'azote, la pression atmosphérique était plus élevée et il devait en être de même de la température. Alors, l'eau était liquide, et les rivières martiennes s'expliquent tout naturellement.

Tout n'est pas encore parfaitement clair : les chiffres donnés ci-dessus ne sont que des évaluations grossières, et surtout qu'on les infère d'un sens ou dans un autre, l'image qu'on se fait de Mars est plus ou moins cohérente. Mais ces données confirment assez nettement l'idée d'une origine commune des atmosphères planétaires. Des mesures faites par les sondes qui ont exploré Vénus confirment que son atmosphère, elle aussi, était primitivement analogue à celle de la Terre et de Mars.

qu'une détermination directe n'est guère praticable. Les expérimentateurs ont procédé de manière indirecte, en comparant les informations envoyées par les deux sondes Viking à celles obtenues sur Terre. Les résultats figurent sur le tableau ci-dessous.

du poids de l'échantillon, ce qui est très supérieur à ce que l'on imaginait. Le désert martien est un désert très humide — ou plutôt un désert glacé, compte tenu de la température qui y règne. A proprement parler, il y a d'ailleurs peu de glace, les molécules d'eau formant

Les solides et les gaz	
Les tableaux ci-dessous donnent la composition moyenne des échantillons prélevés par les sondes Viking, et celle de l'atmosphère. Entre parenthèses, figure la marge d'erreur. Ainsi la proportion de magnésium est-elle comprise entre 3,8 % et 7,8 %.	
La somme des pourcentages n'est, pour le sol, que d'environ 90 %. Les éléments légers échappent, en effet, à la détection. Le sol contient certainement de l'oxygène, du carbone, du sodium, un peu d'hydrogène, mais les proportions en sont inconnues.	
Le sol	L'atmosphère
Silicium 19,5 % (1,3)	Gaz carbonique .. 98 %
Fer 13,5 % (0,7)	Azote 2,7 % (0,4)
Magnésium 3,8 % (2)	Argon 1,6 % (0,3)
Calcium 3,6 % (0,3)	Oxygène 0,15 %
Aluminium 3 % (1)	Krypton traces
Soufre 2,9 % (0,7)	Xénon traces
Chlore 0,6 % (0,2)	
Titane 0,5 % (0,2)	
Potassium : moins de 0,3 %	

L'abondance du silicium est tout à fait normale. En revanche, on trouve beaucoup de fer — par rapport à un sol terrestre — et peu d'aluminium. Avant la mission Viking, les géologues avaient imaginé plusieurs centaines d'échantillons de sol terrestre. Le sol de Mars ne ressemble à aucun d'eux. Il semble être d'origine volcanique, mais profondément altéré par des réactions chimiques, dues sans doute à la présence d'eau.

Les particules qui composent le sol sont en majorité très fines, moins de 0,1 millimètre de diamètre. Mais on trouve 10 à 30 % de grains plus gros, et bon nombre de rochers de formes et de dimensions très diverses. Aussi bien à Chryse, où s'est posée Viking-1, qu'à Utopia, où séjourne Viking-2. Mars apparaît comme un désert caillouteux et inhospitalier.

Les géologues ont bien du mal à décrire un sol si différent de ce que l'on connaît sur Terre, et donneraient beaucoup pour qu'on leur en rapporte un échantillon. Car, outre les mesures de fluorescence qui donnent la proportion des divers éléments dans le sol martien, ils disposent d'autres informations qui indiquent, en partie, comment ces éléments sont combinés entre eux, mais laissent subsister de larges zones d'incertitude. Les expériences biologiques, en particulier, suggèrent fortement la présence dans le sol de composés chimiques très oxy-

pour la plupart des hydrates avec les sels minéraux présents dans le sol.

S'il y a beaucoup d'eau dans le sol, il semble y en avoir aussi beaucoup dans les calottes polaires. La composition de ces étendues blanches qui recouvrent les deux pôles martiens était un débat ancien. L'atmosphère de Mars est essentiellement composée de gaz carbonique ; la pression atmosphérique étant de 6 à 7 millibars — contre 1 013 millibars en moyenne sur la Terre, — ce gaz carbonique se condense à -127° C. On supposait qu'aux pôles martiens la température était inférieure à cette valeur et que la calotte polaire était une couche de neige carbonique.

Or le compartiment orbital de Viking-2, après avoir largué la sonde vers le site d'Utopia, a modifié son orbite pour survoler la calotte polaire septentrionale. En analysant les infrarouges émis par cette calotte, on a pu déterminer la température superficielle ; les mesures ont donné des valeurs voisines de -70° Celsius. La calotte est donc trop chaude d'eau moins 50° Celsius pour être formée de neige carbonique ; il ne peut s'agir que de glace. L'épaisseur de cette calotte serait probablement de l'ordre de plusieurs mètres.

Au total, cela fait beaucoup d'eau à la surface de Mars — même si elle n'est presque jamais à l'état liquide. On observe cependant quelques nuages dans l'atmosphère, au

La vie sans êtres vivants

A mission Viking n'est pas terminée, et des découvertes sont encore possibles. Les expériences biologiques ont à mettre en évidence une vie martienne ont été faites à plusieurs reprises, sur les deux sites, et ont donné des résultats inégalement cohérents. Pour l'instant, on ne peut guère en attendre plus. On progressera sans doute à l'interprétation des expériences : certaines hypothèses ont été rejetées ou renforcées. Mais la vie martienne restera un mystère jusqu'à la prochaine mission à Mars. Six responsables des sciences Viking en ont largement débattu au début du mois, ont réuni ensuite une conférence de presse pour expliquer, ils n'avaient pu se mettre d'accord. Il y a sur Mars quelque chose d'inconnu, soit une chimie inconnue — et ceux qui penchent dans ce sens ont dans l'air reconstruit qu'ils manquent d'arguments convaincants pour imposer leur point de vue.

Chaque sonde Viking contient un laboratoire biologique et il a fait trois types d'expériences (le Monde du 21 juillet). première doit détecter la photosynthèse. De nombreux micro-organismes — et la plupart des animaux — utilisent l'énergie lumineuse pour dissocier le gaz carbonique présent dans l'atmosphère en carbone et en oxygène. Le carbone est rejeté, le gaz carbonique est en revanche, fixé et sert à synthétiser les divers composés chimiques qui constituent la matière vivante.

Les résultats de cette expérience sont des plus nets. Tous les échantillons de sol martien, après par une source lumineuse mise en présence d'une atmosphère contenant du carbone dissout, ont fixé le carbone. autre part, cette fixation ne se produit pas quand l'échantillon a préalablement chauffé à une température de 150° C, suffisante pour le « stériliser » — une telle température stérilise un échantillon de sol terrestre.

La seconde expérience porte sur une autre activité métabolique : l'organisme vivant se nourrit, et à dire qu'il oxyde des matières organiques et rejette le bon qu'elles contiennent sous forme de gaz carbonique. Cette réaction du carbone fournit l'énergie nécessaire à la vie.

Dans cette expérience, qui est presque l'inverse de la première, on a nourri l'échantillon avec des composés organiques marqués au carbone radioactif, et on cherche le carbone dans les gaz émis. Là encore, les résultats ont été positifs pour tous les échantillons — mais rien n'est observé si l'échantillon est chauffé à la température de stérilisation.

Il est hors de doute que, si ces deux expériences avaient seules été faites, tout le monde aurait conclu à l'existence d'une vie martienne. Elles portent, en effet, sur les deux phénomènes de base du métabolisme.

Mais la troisième expérience biologique a donné des résultats moins concluants. L'échantillon de sol, mis en présence de nourriture, libère plusieurs gaz, et surtout de l'oxygène. C'est là un résultat inattendu, qui n'a pas d'explication biologique simple. Une explication chimique est un peu plus facile, et les scientifiques ont généralement admis que cette expérience indiquait la présence dans le sol de composés très riches en oxygène — des superoxydes — qui peuvent libérer aisément ce gaz. Quant aux émissions d'autres gaz, on peut les expliquer facilement soit par la chimie, soit par la biologie. Et, là encore, un préchauffage inhibe les émissions de gaz. Les superoxydes qui contiennent le sol martien seraient donc des micro-organismes terrestres. Mais on peut très bien concevoir que se soit développé sur Mars une vie adaptée à cet environnement — de même que s'est développée sur Terre une forme de vie adaptée à l'oxygène atmosphérique, gaz qui nous est indispensable, mais qui tue de nombreux micro-organismes, en particulier ceux qu'on estime être les plus primitifs.

Ru sens inverse, les superoxydes, en catalysant certaines synthèses organiques, pourraient simuler la vie et expliquer chimiquement les résultats de deux autres expériences biologiques. Il est cependant difficile de comprendre pourquoi un chauffage, somme toute modeste, inhiberait leur action.

Il y a pourtant un point sur lequel tout le monde s'accorde. S'il y a de la vie sur Mars, il doit y avoir des composés organiques. On les a cherchés en vain. Au seuil de perception de l'appareillage, qui est de quel-

ques parties par milliards, il n'y a pas de composés organiques sur Mars. Et l'on ne peut pas accuser l'appareil de ne pas fonctionner. Outre qu'il a mis en évidence de l'eau et du gaz carbonique, il a trouvé quelques composés organiques : du méthylchlorure et des fluorocarbures ; ce sont les produits qui ont servi à nettoyer l'appareil avant son lancement, et les quantités mesurées, qui sont juste supérieures à la limite de sensibilité, correspondent bien à ce qu'on pouvait escompter. Seule possibilité d'incriminer l'expérience : le flux important de vapeur d'eau pourrait avoir masqué les composés organiques très légers, qui sont souvent les plus abondants. Mais les autres devraient être détectés.

Cette absence de composés organiques pose un sérieux problème. L'appareil détecte des matières organiques dans tous les sols terrestres, ceux des déserts et ceux de l'Antarctique. Il en détecte aussi dans les échantillons de roches lunaires et dans des météorites. Mars, comme la Lune, a été bombardé par des météorites qui ont apporté des composés organiques. On peut donc se demander pourquoi on ne peut pas détecter de composés organiques sur Mars et constater que la sensibilité de l'appareil est suffisante. Même si l'on admet qu'il n'y a pas de vie sur Mars, il reste donc un petit mystère.

Le résultat négatif de l'expérience n'exclut cependant pas une vie martienne. Car la sensibilité de l'appareil ne lui permet pas de détecter des micro-organismes vivants. Ce qu'on observe dans les sols terrestres, ce sont les composés qu'ont synthétisés plusieurs générations de micro-organismes. En un sens, c'est une accumulation de cadavres. Il suffit donc de trouver un mécanisme qui empêche cette accumulation. Les superoxydes, vraiment des matériaux à tout faire, pourraient jouer ce rôle. On peut aussi accuser les ultraviolets solaires, ou le rayonnement cosmique, que la faible atmosphère de Mars renforce plus qu'elle ne les arrête. Des prélèvements d'échantillons ont été faits sous des pierres, et n'ont rien donné de particulier. Mais il n'est pas certain qu'une pierre soit une protection suffisante contre les rayonnements.

Finalement, on ne peut guère retenir que deux hypothèses. La première est qu'il existe une vie

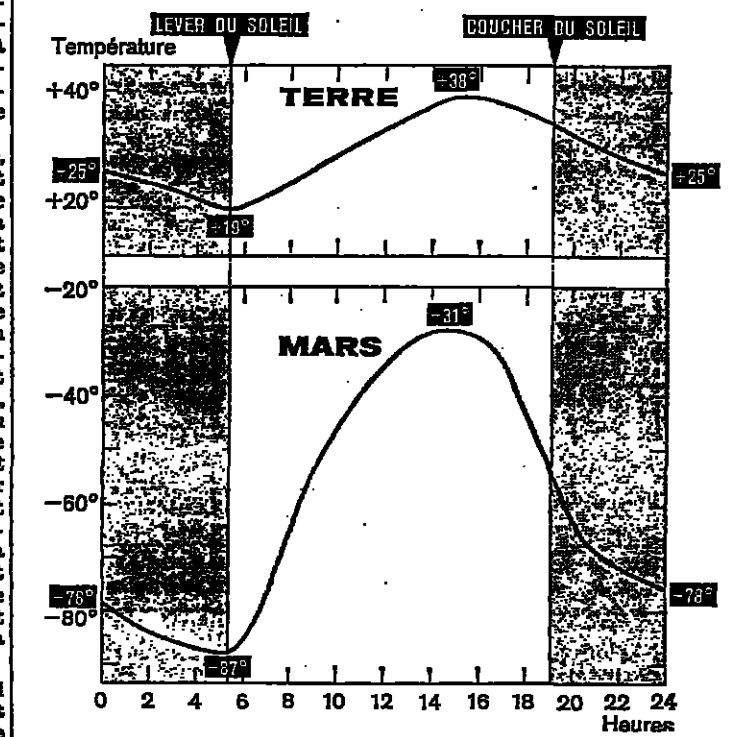
martienne, adaptée à la présence de superoxydes qui détruisent les matières organiques. La seconde est qu'il n'y a pas de vie, et que les superoxydes simulent les processus biologiques. Il n'est pas certain que ces deux hypothèses soient franchement distinctes. Les superoxydes, c'est-à-dire l'ensemble des composés chimiques très complexes, de composés chimiques à propriétés oxydantes que l'on regroupe sous ce vocable — pourraient représenter une étape de la biologie primitive.

A de nombreux points de vue, Mars est une Terre qui aurait évolué plus vite. La plus faible masse de Mars implique qu'à sa formation cette planète était moins chaude que la nôtre. Elle est aussi refroidie plus vite, et reçoit moins d'énergie solaire. Elle a perdu plus rapidement son atmosphère : la pression atmosphérique de Mars vaut seulement 0,7 % de celle que nous subissons, alors qu'elle est d'au moins 10 % de celle de la Terre. Les sondes Viking n'ont pas enregistré de séismes sur Mars, mais les sismomètres des sites de 25 kilomètres — deux sites qui attestent que la croûte de Mars est plus épaisse et moins fracturée que celle de notre globe. Les forces tectoniques sont moins agissantes : Mars est à la fois plus froid et plus figé.

Aussi peut-on se demander si ce qu'on observe sur Mars n'est pas un phénomène intermédiaire entre la biologie et la chimie, une sorte de prévie qui n'aurait pu se développer complètement. Mars a connu des climats plus favorables à la vie, avec une atmosphère plus dense, une température plus élevée, de l'eau coulant en abondance. Mais cette période a duré bien moins longtemps que sur la Terre. On peut imaginer que l'ensemble des processus qui ont conduit l'apparition de la vie sur la Terre ont connu sur Mars un début de réalisation, mais que l'évolution de la planète a interrompu leur développement. Ce qu'on observe actuellement serait une « chimie fossile », trace de cette évolution avortée.

Cette hypothèse, intermédiaire entre biologie et chimie, est sans doute celle qui est la moins en conflit avec les résultats des expériences. Cela ne prouve nullement qu'elle soit la bonne.

(Mercredi 24 novembre.)



La température sur Mars est bien plus basse que sur Terre mais ses variations au cours de la journée se ressemblent sur les deux planètes. La figure compare la température relevée en juillet sur le site de Viking-1 et celle d'une zone désertique de Californie, relevée à une époque où les heures de lever et de coucher du Soleil étaient les mêmes que pour les mesures martiennes. La plus grande amplitude des variations de la température martienne tient à ce que l'atmosphère de Mars est beaucoup plus ténue que la nôtre.

dants et tout à fait inattendus sur une planète dont l'atmosphère est de gaz carbonique et où l'eau est absente.

Car le sol de Mars est gorgé d'eau, il a été analysé par le « C.G.M.S. ». Ce sigle désigne un appareil d'une grande complexité, dans lequel le gaz que l'échantillon du sol libère quand on le chauffe sont d'abord séparés les uns des autres, par chromatographie, puis identifiés par un spectromètre de masse. L'appareil était essentiellement destiné à identifier d'éventuels composés organiques présents dans le sol de Mars. Il n'en a pas trouvé, et il a permis de mesurer la quantité d'eau présente dans le sol : près de 1 %

voisinage, en particulier, des volcans. L'abondance de l'eau résout un problème qu'élevait posé les photographies prises en 1971 par Mariner-9. Il y apparaissaient des vallées sinuées, très semblables à des lits de rivières. Manifestement, quelque chose avait coulé sur Mars, mais s'agissait-il d'eau ou de lave en fusion ? La seconde hypothèse apparaissait improbable, mais la première exigeait impérativement la présence... d'eau, en grande quantité. Cette hypothèse est maintenant levée.

Dossier établi par Maurice ARVONNY

BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 22 AU 28 NOVEMBRE 1976

ENLISEMENT

Le mouvement de repli s'est poursuivi presque sans interruption cette semaine à la Bourse de Paris et les différents indices ont encore fléchi de 1,5 %.

Sur de nouvelles ventes, liées à la mise en règlement judiciaire d'un petit établissement financier du Nord, la société Charles Poirier de Roubaix (six cents clients environ) spécialisée dans la gestion de portefeuilles, la baisse se réamorçait dès le 22 novembre, jour de liquidation générale. Une liquidation générale bien triste puisque à nouveau perdante de 3 % en moyenne, le compartiment bancaire faisait exception. Le lendemain, pour le début du dernier mois boursier de l'année, le marché se ressaisissait un peu. Pas longtemps. Le 24 novembre, l'effritement reprenait et allait se poursuivre jusqu'à la veille du week-end, si bien que la Bourse se retrouvait à son plus bas niveau de l'année.

« Cela aurait pu être pire », affirmaient les professionnels sous les colonnes du palais Brongniart. De fait, sans l'intervention discrète mais efficace des organismes de placement collectif, la baisse aurait probablement été plus importante.

En effet, l'actualité, une fois encore, a été défavorable à la Bourse. Outre les nombreux remous enregistrés au sein de la majorité, qui prennent l'allure d'une véritable bataille rangée, la crédibilité et l'autorité de M. Barre se sont brusquement affaiblies. D'abord avec le discours virulent prononcé par le premier ministre dans lequel il dénonçait l'« attitude suicidaire » des chefs d'entreprise, qui, mécontents, se refusent à investir. Ensuite avec le très mauvais indice des prix d'octobre (+ 0,9 %), premier mois de la mise en application du plan de lutte contre l'inflation. Enfin, avec la perspective du maintien, au-delà de la date prévue, du gel de certains prix si la hausse du coût de la vie ne se ralentissait pas. Ce qui paraît probable compte tenu du relèvement des tarifs de l'essence en novembre.

Aux valeurs étrangères, les allemandes se sont mises en vedette. Les pétroles internationaux ont aussi fortement monté. Les mines d'or, en revanche, se sont affaiblies et les américaines ont été irrégulières.

Sur le marché de l'or, où l'activité a décliné, le lingot a légèrement fléchi, perdant 15 F à 21 180 F. Repli également du napoléon à 229,30 F contre 233,90 F.

P. C.

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

La livre et le franc discutés

La semaine a été intéressante sur les marchés des changes, où l'on a enregistré tour à tour un fléchissement du dollar sur l'annonce d'une baisse des taux outre-atlantique, une reprise de la livre, une évolution du franc en dents de scie, et des interventions vigoureuses de la Banque nationale suisse pour stabiliser le dollar vis-à-vis des monnaies fortes.

Dès le 22, après l'abaissement du taux d'escompte américain, le dollar se mettait à faiblir. Une fois de plus, le vieux réflexe des cambistes jouait : toute détente des taux aux Etats-Unis affaiblit la monnaie américaine, d'autant que les taux allemands à court terme se sont tendus, l'écart avec ceux de l'euro-dollar se rétrécissant pour tomber en dessous de 1 %. Au surplus, la décision des autorités monétaires américaines, conjuguée avec les projets du président élu, en matière de relance, pouvait passer pour du laxisme.

Une part appréciable de son vigoureux redressement de la semaine passée, cette recrudescence a été provoquée par le gonflement excessif de la masse monétaire britannique, par les prévisions pessimistes de l'institut anglais Forex, qui pronostiquent un retour probable au cours de 1,55 dollar (contre 1,65 actuellement) et par les menaces de grève des mineurs. En fin de semaine, néanmoins, un rapport optimiste de l'institut national de la recherche économique et sociale prévoit un excédent de 1 milliard de livres en 1977 pour la balance des paiements, au lieu d'un déficit de 1,75 milliard en 1976.

Le franc français a évolué en dents de scie, légèrement mieux disposé un jour pour s'effriter le lendemain. Visiblement, il est entré dans une période d'équilibre instable, où chacun attend les résultats du plan Barre pour prendre position : suivant bien

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	\$ U.S.	Franc suisse	Franc belge	Mark	Franc néerlandais	Florin	Lire italienne
Londres...	1,6545	2,2883	4,9419	3,9790	68,8028	6,1593	1,4319	
	1,6545	2,2883	4,9419	3,9790	68,8028	6,1593	1,4319	
New-York...	1,6545	2,2883	4,9419	3,9790	68,8028	6,1593	1,4319	
	1,6545	2,2883	4,9419	3,9790	68,8028	6,1593	1,4319	
Paris.....	2,2883	4,9419	3,9790	68,8028	6,1593	1,4319		
	2,2883	4,9419	3,9790	68,8028	6,1593	1,4319		
Zurich....	4,9419	3,9790	68,8028	6,1593	1,4319			
	4,9419	3,9790	68,8028	6,1593	1,4319			
Frankfurt...	3,9790	68,8028	6,1593	1,4319				
	3,9790	68,8028	6,1593	1,4319				
Bruxelles...	68,8028	6,1593	1,4319					
	68,8028	6,1593	1,4319					
Amsterdam...	6,1593	1,4319						
	6,1593	1,4319						
Milan.....	1,4319							
	1,4319							

débouchant sur un regain d'inflation. C'est peut-être aller un peu vite : M. Carter fait preuve d'une prudence de serpent, esquissant avec son ami Arthur Burns, président de la Réserve fédérale, un petit pas de deux qui fait l'admiration des connaissances en chorégraphie politique. Toujours est-il que les cambistes, qui avaient « joué » précédemment une hausse des taux aux Etats-Unis, et donc une hausse du dollar, ont eu tendance à se dégarer.

Cette action a été vigoureusement contrecarrée par les banques centrales, notamment la Banque nationale suisse. Celle-ci, avec, dit-on, le concours de la Réserve fédérale, est intervenue délibérément pour faire remonter le dollar, son objectif étant, suivant certaines rumeurs qui n'ont pas été démenties, de stabiliser le dollar à des niveaux compris entre 2,4350 FS et 2,4550 FS. Pris à contrepied, les vendeurs de dollars à découvert ont dû racheter précipitamment, ce qui, par contrecoup, a contribué à raffermir le dollar vis-à-vis du deutschemark.

La livre sterling a été victime en début de semaine d'un nouveau accès de faiblesse qui fait perdre

des cambistes, notre monnaie devrait baisser, mais sait-on jamais ?

On relève une baisse appréciable du dollar canadien, affecté d'abord par la faiblesse de l'économie canadienne que par la victoire de M. Lévesque au Québec, qui a tout de même entraîné un certain exode des capitaux, notamment américains. Selon certains experts, le dollar canadien serait nettement surévalué.

Au Mexique, enfin, une crise monétaire aiguë a éclaté au début de la semaine. L'accélération des sorties de capitaux dans une atmosphère de véritable panique a contraint la Banque nationale à suspendre les opérations de change et à cesser d'acheter de soutenir le peso, qui, depuis sa mise en flottement le 1er septembre dernier, a perdu plus de 50 % de sa valeur.

Sur le marché de l'or, une poussée jusqu'au niveau de 134 dollars a été suivie par des ventes bénéficiaires qui ont ramené le cours de l'once à 130,25 dollars, sans changement sur la semaine précédente.

FRANÇOIS RENARD.

ÉCONOMIE

COMMERCE EXTÉRIEUR

LE VOYAGE DE M. ROSSI AUX PHILIPPINES

Ah! que l'Asie du Sud-Est pourrait être jolie...

De notre envoyé spécial

Manille. — Si nous n'étions pas si cher, si les Japonais n'étaient pas si agressifs, si les régimes politiques étaient les assurés de durer et si leurs administrations étaient plus rigoureuses... que l'Asie du Sud-Est serait donc jolie! Singapour et Hongkong sont en plein développement; la Malaisie, l'Indonésie, les Philippines, multiplient les projets industriels et d'équipement; la Thaïlande elle-même, dont les réserves de devises représentent six mois d'importations, envisage, depuis qu'elle se soit enrichie en gaz naturel, de construire des usines d'engrais, peut-être même de se doter d'une sidérurgie.

La France redécouvre un peu tard ce que ses concurrents japonais et américains savent depuis longtemps: qu'il existe en Asie du Sud-Est une main-d'œuvre abondante, peu qualifiée sans doute, mais habile et bon marché, que les besoins de ces pays en biens d'équipement sont importants, que l'ère de la consommation n'est pas si lointaine: qu'enfin la solvabilité de ces pays est assurée par des réserves très importantes de matières premières (étain, bois, caoutchouc, cuivre...) et d'énergie (pétrole et gaz).

Il n'est pas sûr qu'un pays en voie de développement puisse se payer le luxe d'une urbanisation coûteuse en même temps que d'une industrie naissante. Admettons pourtant que la Banque mondiale, dont les largesses ne sont pas sans contreparties, rappelle à temps les Philippines à plus de mesure et leur évite une déconfiture du genre de celle qu'endure encore l'Indonésie. Admettons.

Quels obstacles les industriels français devront-ils franchir pour atteindre leur but, c'est-à-dire empêcher quelques-uns de ces « jolis contrats » qu'on leur fait miroiter ici ? Westinghouse (U.S.A.) a déjà vendu — fort cher — une centrale d'électricité nucléaire d'une puissance de 500 mégawatts. Ce fut une affaire dont le succès a été voulu voir, sera, les 6 milliards de francs. Tout n'est pas dit malheureusement dans ce domaine, les Philippines étant constituées de trop d'îles, souvent fort éloignées les unes des autres, où qu'on puisse y transporter à partir de centrales géantes l'électricité nécessaire. Aussi les Chantiers de l'Atlantique espèrent-ils bien vendre de petites centrales de 125 mégawatts, à 1 milliard de francs l'unité, probablement mieux adaptées aux besoins locaux. Celles-ci seraient construites sur des berges flottantes qui pourraient éventuellement être déplacées. Problème à résoudre : les tremblements de terre, les raz de marée, les typhons et autres agressements des lieux. Décision dans un ou deux ans.

Les mêmes Chantiers de l'Atlantique pourraient fournir des centrales électriques diesel de quelques dizaines de mégawatts. Contrats à saisir : 800 millions de francs. Ces centrales seraient installées dans les îles du Centre et du Sud : les Visayas, Négros, Mindanao. Seule certitude actuelle : la centrale de l'île Cebu et un contrat de 300 millions de francs. Le gouvernement philippin envisage aussi d'équiper les chutes d'eau du pays pour produire de l'électricité. Il y aurait plusieurs milliards de francs de travaux à la clé. Mais là encore on en reparlera.

Si les premières trouvailles de pétrole et de gaz se confirment, le pays pourrait s'équiper pour produire de l'ammoniac et de l'urée, approvisionnant les autres pays du Sud-Est asiatique en engrais et en produits de la pétrochimie, quoique dans ce dernier domaine Taïwan et Singapour aient déjà pris beaucoup d'avance.

On parle aussi d'une sidérurgie — mais quel pays en voie de développement n'y songe pas, — d'importantes raffineries de cuivre, d'une industrie du bois. Encore faudrait-il pour cette dernière atteindre les essences précieuses dans une jungle épaisse et pour cela construire des routes, équiper les fluviaux de « gouyères » comme cela se fait au Canada et aux Etats-Unis pour y faire glisser les troncs coupés. Tous ces problèmes sont loin d'être résolus.

Les responsables philippins ont également parlé transports et télécommunications à M. Rossi. Un métro en plein air pourrait être construit à Manille; l'Alitalia intéresserait la compagnie nationale d'aviation; quant au Concorde, il a littéralement fasciné Mme Marcos, qui a demandé aux ingénieurs français qu'on la promène jusqu'à Hongkong avec l'avion supersonique. Juste pour voir.

Enfin l'île de Mindanao doit être reliée par téléphone à Manille pour les besoins de l'Etat, qui voudrait bien consolider l'unité politique du pays troublée par une rébellion musulmane dont personne ne sait

très bien quand elle finira. Pour affaire un contrat de 300 millions de francs environ qui n'a pas dû la concurrence, c'est le moins qu'on puisse dire, les typhons et les blemements de terre ayant effrayé plupart des entreprises étrangères. Telles ont été — avec le rattrapé cruel à force d'être insisté la cherté des prix lancés — constatations faites par M. J. Baucoup de promesses, mais à ment peu de contrats fermes. E faut-il bien connaître les usages pays : non pas seulement les chichis en usage (généralment aux Philippines), mais aussi les sommités influentes qu'il faut se son côté. A Manille, un certain de Urs, banquier italien, bien courtois de Mme Marcos, à bas la pluie et... presque le temps.

Toujours est-il que le pré Marcos, qui aime surprendre et ner, mais déteste en tout cas l'indifférence, a annoncé en septembre le 30 septembre dernier un gratin de la finance internationale réuni à Manille pour la réunion Fonds monétaire, la création d'un « club » où il y aurait des représentants de la finance internationale, et à la réunion de la Banque mondiale pour la réunion Fonds monétaire, la création d'un « club » où il y aurait des représentants de la finance internationale, et à la réunion de la Banque mondiale pour la réunion Fonds monétaire, la création d'un « club » où il y aurait des représentants de la finance internationale.

M. Rossi avait tout de même souri en quittant Manille : le qu'il retrouvait un certain calme, ne se méritait plus dans le néant, et les restaurants, comme s'équipaient, et l'accueil fait à la galle française avait été bon sourire était encore sur la voie l'aviation française à Hongkong disparu point lorsqu'on avait France avait été battue, et bien pour la fourniture des équipes du métro de la grande ville de

ALAIN VERNHOLE
(Jeudi 25 novembre.)

L'ombre de Pertamina

Après les expositions françaises de Kuala-Lumpur (1973) et de Singapour (1975) et avant celle de Djakarta l'année prochaine, M. Rossi, ministre du commerce extérieur, a voulu voir, à la chaise Manille parce que les Philippines n'ont jusqu'à maintenant fait l'objet d'aucune attention particulière de la part de la France. Ce que le ministre a constaté confirme à la fois la bien-fondée de grandes espérances, mais aussi les très réelles difficultés qui devront être surmontées.

Passons sur les risques importants que présentent des pays où l'on dépense un peu à tort et à travers sous prétexte de s'équiper. L'affaire Pertamina en Indonésie qui a entraîné si fort les milieux bancaires du monde entier, peut très bien se reproduire aux Philippines,

ont l'entrepreneuse épouse du président Marcos, qui est aussi gouverneur du Grand Manille, dépense des centaines de millions de dollars pour la « façade ». Des splendides hôtels se sont multipliés, des jardins et des squares, un palais pour les congrès, un autre pour la culture; des terrains ont été gagnés sur la mer (on ne manque pourtant pas d'espace là-bas) où seront édifiées de nouvelles usines, la famille Marcos se devant, comme les Soriano, les Ayala et autres familles illustres, de posséder « ses » rues et « ses » immeubles.

Il n'est pas sûr qu'un pays en voie de développement puisse se payer le luxe d'une urbanisation coûteuse en même temps que d'une industrie naissante. Admettons pourtant que la Banque mondiale, dont les largesses ne sont pas sans contreparties, rappelle à temps les Philippines à plus de mesure et leur évite une déconfiture du genre de celle qu'endure encore l'Indonésie. Admettons.

Quels obstacles les industriels français devront-ils franchir pour atteindre leur but, c'est-à-dire empêcher quelques-uns de ces « jolis contrats » qu'on leur fait miroiter ici ? Westinghouse (U.S.A.) a déjà vendu — fort cher — une centrale d'électricité nucléaire d'une puissance de 500 mégawatts. Ce fut une affaire dont le succès a été voulu voir, sera, les 6 milliards de francs. Tout n'est pas dit malheureusement dans ce domaine, les Philippines étant constituées de trop d'îles, souvent fort éloignées les unes des autres, où qu'on puisse y transporter à partir de centrales géantes l'électricité nécessaire. Aussi les Chantiers de l'Atlantique espèrent-ils bien vendre de petites centrales de 125 mégawatts, à 1 milliard de francs l'unité, probablement mieux adaptées aux besoins locaux. Celles-ci seraient construites sur des berges flottantes qui pourraient éventuellement être déplacées. Problème à résoudre : les tremblements de terre, les raz de marée, les typhons et autres agressements des lieux. Décision dans un ou deux ans.

SPORTS

L'AMATEURISME MIS AU BAN DES FÉDÉRATIONS ?

Guy Druet, l'homme en question

Invité de l'émission « L'homme en question » dimanche 28 novembre (France 3), Guy Druet a voulu expliquer une nouvelle fois les raisons qui l'ont poussé à devenir athlète professionnel et a commenté, encore une fois, la sanction de radiation

à vie prise contre lui par la Fédération internationale d'athlétisme. Pour y parvenir dans un délai de quarante-cinq minutes, Druet avait l'avantage de présenter un film tourné selon ses directives, puis de répondre aux questions des invités de l'émission. C'est-à-dire à

MM. Claude Collard, président du C.N.O.S.F., Hubert Morin, professeur d'éducation physique — et à ce confère de Guy Druet — Delfid de journaliste, et Jean-Claude Bont ancien champion de boxe.

La séquence filmée choisie par Guy Druet a d'abord laissé une mauvaise impression. On y voyait, pour l'essentiel, le champion olympique du 110 mètres haies dans une posture d'indolence, et on se méfiait à l'état d'autant plus grand que, de toute évidence, son caractère indépendant ne le prédisposait certainement pas à ce genre de comoromis. Druet a donc soigné la forme, mais, sur le fond, à propos du sport de haute compétition, il n'a rien changé.

« Ce qu'on appelle l'amateurisme n'existe plus, mais ça n'est pas tout à fait vrai », a-t-il déclaré. « Ce mot ne s'applique plus à l'homme en question », n'est-ce pas ?

Le mot de Druet a été interprété, dans sa reconvocation, à d'autres cordes à son arc.

Jean-Marie Carou, le présentateur de l'émission, a eu bien du mérite, par la suite, à conserver un minimum d'intérêt au débat qui devait, en principe, traiter du fond, c'est-à-dire de l'évolution dans la société contemporaine, du sport de haute compétition. Car c'est bien là que Guy Druet était assis, que l'on voit, ou contre, qu'on veuille lui faire procès ou lui donner raison.

Le débat entrerait enfin dans le vif du sujet. Le premier responsable du mouvement olympique français donnait ouvertement, et fermement, sa caution à l'établissement d'un statut de l'athlète de haut niveau. Il convenait qu'il fallait le rétribuer selon ses mérites, et préparer son insertion dans la vie, plutôt que de songer à prendre des sanctions.

Guy Druet a eu en M. Claude Collard le meilleur avocat possible, et sa plaidoirie, si besoin était, aurait été réhabilitée, en quelques mots, honnêtes et de bon sens.

Le « homme en question », qui s'est engagé politiquement, a été traité par M. Morin, professeur d'éducation physique comme Guy Druet. La passe d'armes n'a pas manqué d'intérêt, et on a compris que Guy Druet, souvent critiqué par les « profs de gym », en avait autant à leur service.

« Il y a des professeurs de gymnastique qui préfèrent les clubs de plage à l'enseignement », dit Druet. « Il y en a qui préfèrent ne jamais enseigner », répondit M. Morin. Pour dissiper l'équivoque, une fois pour toutes, Druet précise qu'il n'était jamais entré dans ses intentions d'exercer. « D'autres sont plus aptes que moi, dit-il, à apprendre les rudiments du basket ou du volley. Je serai certainement plus utile en m'occupant d'une dizaine d'athlètes. Parce

que le peu leur offrirait mon aide, de la compétition. » Ça, lui l'a donné tort et aller à contre de l'exploitation des tentes ?

Le Guy Druet « politique », y allé d'un couplet sur Jacques Rac, dont il a été le conseiller tit. « Jacques Chirac était si faire beaucoup de choses pour le sport », affirma Guy Druet. Puis ne lui a répondu que, depuis le sport français avait subi le privilège des promesses et pleurs intentions.

L'émotion a pris fin dans bonne humeur. « L'homme en question » s'est assez bien tiré d'affaire. Le Guy Druet serein et réfléchi, n'en pas douté tous les Guy briseurs de France.

Le débat entrerait enfin dans le vif du sujet. Le premier responsable du mouvement olympique français donnait ouvertement, et fermement, sa caution à l'établissement d'un statut de l'athlète de haut niveau. Il convenait qu'il fallait le rétribuer selon ses mérites, et préparer son insertion dans la vie, plutôt que de songer à prendre des sanctions.

Guy Druet a eu en M. Claude Collard le meilleur avocat possible, et sa plaidoirie, si besoin était, aurait été réhabilitée, en quelques mots, honnêtes et de bon sens.

Le « homme en question », qui s'est engagé politiquement, a été traité par M. Morin, professeur d'éducation physique comme Guy Druet. La passe d'armes n'a pas manqué d'intérêt, et on a compris que Guy Druet, souvent critiqué par les « profs de gym », en avait autant à leur service.

« Il y a des professeurs de gymnastique qui préfèrent les clubs de plage à l'enseignement », dit Druet. « Il y en a qui préfèrent ne jamais enseigner », répondit M. Morin. Pour dissiper l'équivoque, une fois pour toutes, Druet précise qu'il n'était jamais entré dans ses intentions d'exercer. « D'autres sont plus aptes que moi, dit-il, à apprendre les rudiments du basket ou du volley. Je serai certainement plus utile en m'occupant d'une dizaine d'athlètes. Parce

que le peu leur offrirait mon aide, de la compétition. » Ça, lui l'a donné tort et aller à contre de l'exploitation des tentes ?

Le Guy Druet « politique », y allé d'un couplet sur Jacques Rac, dont il a été le conseiller tit. « Jacques Chirac était si faire beaucoup de choses pour le sport », affirma Guy Druet. Puis ne lui a répondu que, depuis le sport français avait subi le privilège des promesses et pleurs intentions.

L'émotion a pris fin dans bonne humeur. « L'homme en question » s'est assez bien tiré d'affaire. Le Guy Druet serein et réfléchi, n'en pas douté tous les Guy briseurs de France.

Victime d'un tempérament

Druet à l'heure du dîner avait mis de l'eau dans son vin. Il est revenu au point de départ de sa radiation, c'est-à-dire à ses déclarations concernant les sommes qu'il avait touchées et à son jugement sur le sport dit « amateur ». Guy Druet a reconnu qu'il avait été maladroite, qu'il avait parlé trop vite, bref, qu'il avait été la victime, dans la vie, d'un tempérament qui est dans le stade celui des vainqueurs.

Ce Druet-là, plus conforme à l'authenticité que le champion en colère qui le redresseur de torts, s'est tout à fait montré à son avantage. Il a même voulu plaider, il a fait un effort pour expliquer ce que

Le débat entrerait enfin dans le vif du sujet. Le premier responsable du mouvement olympique français donnait ouvertement, et fermement, sa caution à l'établissement d'un statut de l'athlète de haut niveau. Il convenait qu'il fallait le rétribuer selon ses mérites, et préparer son insertion dans la vie, plutôt que de songer à prendre des sanctions.

Guy Druet a eu en M. Claude Collard le meilleur avocat possible, et sa plaidoirie, si besoin était, aurait été réhabilitée, en quelques mots, honnêtes et de bon sens.

Le « homme en question », qui s'est engagé politiquement, a été traité par M. Morin, professeur d'éducation physique comme Guy Druet. La passe d'armes n'a pas manqué d'intérêt, et on a compris que Guy Druet, souvent critiqué par les « profs de gym », en avait autant à leur service.

« Il y a des professeurs de gymnastique qui préfèrent les clubs de plage à l'enseignement », dit Druet. « Il y en a qui préfèrent ne jamais enseigner », répondit M. Morin. Pour dissiper l'équivoque, une fois pour toutes, Druet précise qu'il n'était jamais entré dans ses intentions d'exercer. « D'autres sont plus aptes que moi, dit-il, à apprendre les rudiments du basket ou du volley. Je serai certainement plus utile en m'occupant d'une dizaine d'athlètes. Parce

que le peu leur offrirait mon aide, de la compétition. » Ça, lui l'a donné tort et aller à contre de l'exploitation des tentes ?

Le Guy Druet « politique », y allé d'un couplet sur Jacques Rac, dont il a été le conseiller tit. « Jacques Chirac était si faire beaucoup de choses pour le sport », affirma Guy Druet. Puis ne lui a répondu que, depuis le sport français avait subi le privilège des promesses et pleurs intentions.

L'émotion a pris fin dans bonne humeur. « L'homme en question » s'est assez bien tiré d'affaire. Le Guy Druet serein et réfléchi, n'en pas douté tous les Guy briseurs de France.

LES RÉSULTATS

Basket-Ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION (dixième journée)

Villeurbanne bat Nîmes 80-78
Toulon bat Béziers 87-82
Bordeaux bat Pau 85-82
Cannes bat Clermont 88-85
Monaco bat Châlons 85-78
Orléans bat S.P. Evry 82-79
C.R.O. Lyon bat Toulon 85-80
Antibes bat Valenciennes 105-101

Classement : 1. Villeurbanne et 2. Toulon, 23 pts ; 3. Nîmes, 21 ; 4. Pau, 20 ; 5. Lens et Marseille, 18 ; 6. Béziers, 17 ; 7. Sain-Etienne, Valenciennes, 16 ; 8. Clermont, 15 ; 9. Monaco et 10. Châlons, 14.

Football

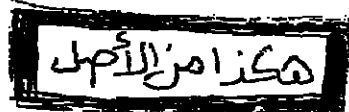
CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION (septième journée)

Grenoble bat Reims 3-2
Nantes bat Lorient 4-0
Bordeaux bat Lyon 2-1
Saint-Etienne bat Lens 2-0

Tennis de table

CHAMPIONNATS INTERNATIONAUX DE SUÈDE

Simple messieurs : — Kuo Yao (Chine) 3, Secrét (France), 21-10, 21-17.
Double dames : — Pak Tung (Chine) et Ward (Suisse) 3, Kuo Yao (Chine) et Secrét (France) 21-10, 21-12, 20-22, 21-18.
Double messieurs : — Liang Kuo (Chine) et Liang Kuo (Chine) 3, Kuo Yao (Chine) et Secrét (France) 21-17, 17-21, 21-15, 21-9.



ARTS ET SPECTACLES

L'ecomusée du Creusot

Les écomusées ne sont pas nées de rien. Ils ont un père spirituel, Georges-Henri Rivière, qui est aussi le père du Musée des arts et traditions populaires, et d'un autre, de différents types de musées qui s'opposent à la conception du musée d'art que défendent les historiens de l'art : des musées de folklore, ou d'arts et traditions populaires. Justement, dont les premiers exemples ont vu le jour dans les pays nordiques dans le dernier quart du dix-neuvième siècle (le musée de plein air de Stockholm installé dans un parc botanique et zoologique où l'on a reconstitué des fermes, des habitats ruraux et leurs intérieurs, et où sont pratiquées des activités traditionnelles) ; des musées régionaux ou musées de terroir (qui se sont développés en Allemagne sous le III^e Reich et dont le III^e a fait la pire utilisation), ou encore des musées-ateliers comme à Leire, près de Roskilde, où l'on a reconstitué tout un paysage et des villages avec les diverses occupations à l'époque préhistorique.

Toutes ces expériences tendent à conserver les témoignages du passé, reconstituent des ensembles naturels, protègent des milieux naturels et perpétuent des artisans disparus. Mais les écomusées n'ont jamais directement eu la protection des environnements naturels — une des préoccupations des écomusées, qui s'en distinguent aussi sur un autre plan, celui de la participation du public. Dans un écomusée, il ne s'agit pas de geler un milieu, de parquer des gens et de réduire une population à un rôle de simple figurant folklorique, mais d'obtenir une réelle coopération des habitants. C'est en tout cas ce qu'on essaie de faire au Creusot.

L'ecomusée du Creusot est « éclaté », sans guère. Il a des limites dépendant, celles de la communauté urbaine, soit 389 kilomètres carrés. Il a des collections, comme tous les musées, mais ces collections, ce sont tous les objets, meubles ou immeubles, à l'intérieur du périmètre de la communauté. Il n'acquiert pas, n'a pas besoin d'acquiescer : son fonds est là, qui s'est constitué depuis l'ère préhistorique, un ensemble humain, social, culturel, naturel. De conservateurs, il n'en veut pas. De public non plus, mais des habitants-spectateurs, la population de la communauté, cent dix mille personnes. Il a tout de même un organe central, un siège si l'on préfère, au château de la Verrerie, au Creusot, l'ancienne propriété des Schneider, rachetée par la ville, et qui se veut une sorte de laboratoire d'idées, que dirige une équipe permanente en liaison constante avec des antennes installées dans chaque commune.

L'ecomusée du Creusot est jeune. Il n'existe officiellement que depuis janvier 1974, après deux ans de préfiguration pendant lesquels le CRACAP (Centre de recherche, d'animation et de création pour les arts plastiques), qui, du Creusot, organisait, et organise toujours, mais avec une nouvelle équipe, des expositions, a mis sur pied le projet muséal, avec l'aide financière du Fonds d'intervention culturelle (aujourd'hui le financement est assuré essentiellement par des collectivités locales). Un projet auquel les habitants de la communauté sont associés et qui n'a de sens que par rapport à une population vivant depuis plusieurs générations les contradictions d'un monde à la fois rural et urbain, agricole et industriel. Une population qui a vécu en vase clos, sous l'emprise « paternaliste » des Schneider, maîtres de forges, et dont la main-d'œuvre ouvrière a été maintenue dans ses caractéristiques paysannes.

Si, dans ce projet, on trouve les préoccupations muséales habituelles — inventaire et conservation — si on invite la population à découvrir son patrimoine culturel, à le faire vivre sur les lieux, ce n'est pas pour chercher refuge dans le passé, mais « pour mettre en évidence à travers la radiographie de sa mémoire collective les facteurs positifs qui ont forgé sa personnalité, les facteurs négatifs qui ont bloqué son développement », pour citer Marcel Evard, le directeur de l'ecomusée.

Un beau projet, dont on a peine à croire qu'il puisse se réaliser. Et pourtant... Quantité de choses se font, se tissent, travaillent de Pénelope sans cesse ramés en question, rien pas linéaire avec objectifs fixes à plus ou moins long terme, mais selon un cheminement multiple qui admet, accepte les aléas du terrain, se repense avec et à partir d'eux. Prudemment. Il ne s'agit pas d'imposer, de brusquer les choses, et surtout pas de manipuler des hommes — le danger évident d'une telle entreprise — mais de leur donner le moyen de s'inventer, de leur permettre la petite distance, la dimension culturelle, pour pouvoir appréhender leur avenir.

On a commencé par dresser l'inventaire des objets d'art et traditions populaires, des outils, des machines ; un inventaire ouvert aussi à toutes les formes d'expression, de l'art des jardins à l'art contemporain. On a collecté et stocké des objets — témoins indispensables pour faire émerger l'histoire, le passé, mais en les laissant le plus possible à leur place. Tout objet inventorié fait moralement partie de la collection en général, et peut, si son propriétaire y consent, être mis en réserve et utilisé dans des expositions.

LA MÉMOIRE COLLECTIVE D'UN PAYS VERT ET NOIR

C'est le premier travail qui a été entrepris dans l'ecomusée, logiquement : c'était un moyen d'échanges, de connaissance, de contacts. Il se poursuit toujours, augmenté de l'inventaire des monuments historiques, du répertoire et de l'état des bâtiments industriels du siècle dernier qui pourraient être sauvegardés. Il y a urgence en ce domaine, car même les témoignages essentiels du passé industriel, au Creusot comme ailleurs, ne sont pas protégés.

Les exemples sont nombreux ici qui risquent de disparaître avec la construction de routes, de parkings, ou tout simplement parce qu'ils sont jugés inutiles et irréparables. C'est le cas notamment des logements ouvriers du début de l'industrialisation — ceux de la Combe-des-Mineurs construits en 1828 par un Anglais et qui, avec quelques vingt-cinq ans d'avance sur la conception du logement ouvrier en France, propose des solutions d'appartements proches de la maison individuelle ; c'est le cas, également, d'une « locaterie » (sorte d'écurie) du milieu du XIX^e siècle, de forges, de cokeries, de fours à chaux, de briquetteries et de bon nombre d'installations qui longent le canal du Centre. Pour l'ecomusée, il s'agit non seulement de faire qu'ils soient préservés, mais aussi de proposer qu'on les réutilise comme relais : pour la conservation des biens culturels en rapport avec les bâtiments, pour la diffusion et l'enseignement socio-pédagogique.

Ainsi, notamment dans la grande halle des grues et locomotives du Creusot, une formidable architecture de poutrelles de fer, on prévoit d'installer des pièces technologiques de grande taille, d'y reconstruire une forge, d'y présenter une locomotive, un marteau-pilon, une machine à vapeur, en même temps que d'y organiser des expositions temporaires. On prévoit aussi d'aménager les cités ouvrières, de les adapter aux besoins actuels, pour en faire des résidences destinées aux personnes âgées, aux étudiants, aux chercheurs, tout en gardant un air de logements témoins.

A toutes ces activités — dont fait partie l'inventaire de formidables archives, un ensemble d'informations sur l'évolution de la région et de la société industrielle en général — vient se greffer un projet scientifique, auquel on travaille actuellement beaucoup au Creusot. Le projet, c'est de réunir, sous la direction de l'historien Georges Duby, des ethnologues, des linguistes, des spécialistes d'histoire sociale, des sciences politiques, de géologie, de sociologie urbaine, d'histoire régionale... et de lancer sur le terrain des groupes de travail dépendant de personnes comme Lerol-Gourhan, G.-H. Rivière, Le Roy Ladurie, Lévi-Strauss. L'idéal, selon Marcel Evard, serait d'avoir, en permanence

sur le terrain et en contact réel avec la population, des étudiants préparant leur mémoire de troisième cycle ou leur thèse d'Etat. Ils donneraient une partie de leur temps à la formation permanente continue. Ce programme-là, bien que moins structuré que le programme écomuséologique, a déjà démarré depuis deux ans. En liaison avec les syndicats et les associations, des groupes de réflexion ont déjà été créés.

Une des difficultés pour l'équipe permanente du musée — une petite équipe constituée de jeunes de la région : un écologiste, un archiviste, un technologue, un architecte, un historien, autour de Marcel Evard, — c'est évidemment d'intéresser au projet du musée et de constituer des relais dans chaque commune. Cela suppose une vie en symbiose avec les habitants de la communauté. Rien de très glorieux, mais un travail quotidien de fond, une disponibilité à toute épreuve. Discrétion et modestie sont la règle d'or à la Verrerie, où l'on n'ose même plus employer certains mots, de crainte de « faire pédant ».

Comment mesurer l'implantation du musée ? Peut-on même parler de mesure ? Le programme est à très long terme et, de l'extérieur, seules quelques indications peuvent montrer que « ça marche ». Ici, une collecte réalisée par les habitants d'une commune, gosses de l'école en tête, a permis de monter une exposition. La municipalité a d'ailleurs, ensuite, demandé la création d'un relais. On sait aussi qu'il y a près de cent mille visiteurs annuels pour les expositions du château de la Verrerie : exposition permanente et évolutive scientifique comme aux A.T.F. sur l'espace de la communauté urbaine à travers les âges ; expositions temporaires (du genre *Compagnons en Bourgogne, Travail et Invention, l'Art, l'Homme et l'Oiseau*, qui a lieu en ce moment).

Et puis une association s'est créée pour un musée de la mine à Blanzay. Elle travaille déjà à la remise sur pied d'un chevalement et d'un carreau de la mine. C'est aussi à une initiative individuelle que l'ecomusée doit l'exposition *Cent ans d'écoles*, présentée à la Biennale de Venise.

Les actions menées à l'ecomusée sont toujours modestes, mais continues, et l'on peut parfois rester un an sur un thème. Cela n'a pas grand-chose à voir avec un type d'opérations ponctuelles du style maison de la culture, ni avec ce qu'on appelle communément *animation*, un mot qui, dans le périmètre de l'ecomusée, n'est jamais employé qu'entre les guillemets d'un sourire plein de réserve.

GENEVIEVE BREERETTE.
(Jeudi 25 novembre.)

D'UNE SEMAINE A L'AUTRE...

MARDI 23 NOVEMBRE

CARACAS. — La photographie des négociations d'armistice, l'un des auteurs présumés de l'attentat du 3 octobre contre un avion cubain ayant conduit la vie à soixante-trois personnes, au large de la Barbade, a identifié qu'il travaillait depuis 1970 pour le C.I.A. (agence centrale d'espionnage américaine), a déclaré son défenseur M^r Carlos del Solar.

LIMA. — Diverses personnalités de la « première phase » révolutionnaire du régime militaire péruvien, celle du président Velasco, ont signé un manifeste qui marque la création d'un parti socialiste révolutionnaire (P.S.R.). Elles se réunissent des réformes sociales durant les premières années du gouvernement des forces armées, qui ont signifié un profond changement dans l'économie, la structure de notre société. Mais, ajoute le manifeste, « le processus révolutionnaire » octobre 1968 a vu les premières fructifier par l'absence du peuple du pouvoir ».

MERCREDI 24 NOVEMBRE

ANKARA. — Quinze mois après le tremblement de terre de Sivas, un violent séisme a ravagé la province de Van, près de la frontière turco-arménienne. Le lieu du séisme est situé à 1300 kilomètres à l'est d'Ankara et à environ 1800 mètres d'altitude, ce qui rend les secours très difficiles. Selon les estimations, le tremblement de terre aurait fait au moins six mille morts.

LONDRES. — Le discours du trône, qui a ouvert la nouvelle session du Parlement de Westminster, n'a pas apporté d'éléments très nouveaux. Le reine a cependant insisté sur la nécessité, pour l'industrie britannique, de retrouver sa compétitivité. Le gouvernement travailliste donnera la priorité à la satisfaction des besoins matériels et financiers de l'industrie.

TRIPOLI. — La conférence qui réunissait les présidents Kadhafi, Boumedienne et Boumediène s'est terminée après la publication d'un communiqué indiquant que la Libye, l'Algérie et la Syrie ont décidé de renforcer leur coopération et d'instituer une commission permanente tripartite qui étudiera les modalités de cette coopération, notamment par la création d'entreprises mixtes. Le communiqué précise que cette coopération s'étendra à d'autres États de la région. Le colonel Kadhafi devait préciser ultérieurement qu'il représentait le peuple libyen et d'autres pays arabes.

VENTIANE. — L'organe officiel italien Elenco Pannofini a démenti les informations parues dans la presse

théologique et selon lesquelles un gouvernement thaïlandais en exil avait été formé à Vientiane (notre dernier numéro). Eleng Pannofini présente ces informations comme une « manœuvre » visant à faire croire en une intervention des États-Unis dans les affaires intérieures de son voisin.

JEUDI 25 NOVEMBRE

WASHINGTON. — La tentative de l'Organisation de libération de la Palestine d'ouvrir un bureau d'information à Jérusalem a échoué. Le département d'Etat a rejeté une demande qui lui avait été présentée par un représentant de l'O.L.P. M. Salim El-Jayy, arrivé le 25 novembre à New-York. Le rejet de la demande se fonde uniquement sur le fait que l'O.L.P. ne demande de visa pour les États-Unis. M. Jayy avait donné un rendez-vous à la secrétaire d'Etat, mais elle n'a pas eu le temps de se présenter.

VENDREDI 26 NOVEMBRE

Berlin-Est. — Le professeur Robert Havemann, chimiste et physicien de R.D.A. connu pour ses positions non conformistes, et ami de longue date de Wolf Biermann, a été assigné à résidence à son domicile de la banlieue de Berlin-Est. Dans une lettre que vient de publier l'hebdomadaire ouest-allemand Der Spiegel, le professeur avait demandé aux autorités de R.D.A. de laisser le chimiste revenir en Allemagne orientale. Les protestations contre les mesures prises à l'encontre de Wolf Biermann se multiplient. Une soixantaine d'écrits ont été envoyés à l'Assemblée de la R.D.A. par des députés, J.-L. Bory, Jean Guisou, M.-P. Fouchet, A. Lanoux, Robert Merle, Vladimir Forster, et parlant de la liberté absolue de création et d'expression, ils lancent un appel au gouvernement ouest-allemand pour demander l'annulation de ces mesures « nuisibles au socialisme ».

GENÈVE. — Après plusieurs jours de vives hésitations, la conférence de Genève sur la Rhodésie vient de sortir de l'impasse. Le Front patriotique des nationalistes noirs a accepté la date proposée par la Grande-Bretagne — le 1^{er} mars 1978 — pour la passation du pouvoir à la majorité noire. Jusqu'à ce jour, M. Mthembu, Union du peuple du Zimbabwe (Z.A.P.U.) et Mugabe insistent pour que cette date fut fixée au plus tard au 1^{er} décembre 1977.

MASCATE. — La première conférence des ministres des affaires

étrangères des pays du golfe Persique s'est achevée sur un constat d'échec.

NATIONS UNIES. — Onze jours après que les États-Unis eurent voté les résolutions du Conseil de sécurité pour empêcher le Vietnam d'être admis au sein de l'Organisation internationale, l'Assemblée générale a voté par 124 voix contre 1 (Israël) et 3 abstentions (Allemagne fédérale, Grande-Bretagne, Iran) une résolution exprimant son profond regret et sa profonde préoccupation à l'égard de l'attitude américaine dans cette affaire. Selon la résolution, l'Assemblée a condamné que le Vietnam devrait être admis au sein de l'ONU et a recommandé au Conseil de sécurité de reconsidérer la question favorablement.

SAMEDI 27 NOVEMBRE

LYON. — M. Louis Pradel, maire de Lyon, est décédé dans la nuit du vendredi 26 au samedi 27 novembre, à l'âge de soixante-deux ans. Hospitalisé le 23 septembre, M. Pradel avait repris ses fonctions le 1^{er} octobre, mais il avait dû interrompre ses activités au début de novembre. Il était en traitement à la clinique Saint-Jean.

LONDRES. — Quinze à vingt mille personnes ont participé à une manifestation organisée par le Mouvement des Jeunes pour la paix en Irlande du Nord. Pour la première fois depuis quatre ans, l'interdiction de tout rassemblement pour l'été avait été levée dans la capitale britannique.

NAIROBI. — La conférence générale de l'UNESCO, réunie dans la capitale du Kenya depuis le 28 octobre, a approuvé le projet de budget de l'Organisation présenté par le directeur général, M. Amintola Mawlia. L'Organisation disposera pour 1977 et 1978 de 224 600 000 dollars, ce qui se traduit par un accroissement de 4,2 % de ses activités par rapport à 1975-1976. Par ailleurs, le projet de déclaration sur l'information préparé par des experts de pays socialistes et du tiers-monde, qui a été le sujet le plus controversé de la conférence générale de l'UNESCO, a été renvoyé à la prochaine réunion de la conférence, dans deux ans.

DIMANCHE 28 NOVEMBRE

TOKYO. — Le parti socialiste et le Komito, parti d'inspiration bouddhiste, ont signé, dimanche 28 novembre, un accord en vue de coordonner leurs actions dans certaines circonstances au cours de la dernière semaine de la campagne pour les élections du 5 décembre.

Couple raffiné, aimant
vivre dans ambiance
originale, cherche
3 pièces avec
une espace.

Enfants m
cherche
raffiné
recep
tun

PERSPECTIVE 2
3 pièces

**Au tout 1^{er} rang
du Front de Seine**

Livraison immédiate. Bureau de vente sur place.
21 quai André Citroën, 75015 Paris, tél. : 577 94-77

**JOHN ARTHUR &
TIFFEN**
171 Bd HAUSMANN PARIS 8^e 921.93.33

M. _____
Adresse _____
Souhaite recevoir une documentation sur Perspective 2

LETTRES

L'art littéraire français, depuis la guerre, fait dans le tourment. Tout ce qui se publie, ou presque, est en quête d'originalité. On dirait que les auteurs y mettent un point d'honneur, non sans commodité.

Voici deux exceptions. Deux œuvres que l'écriture peut servir à chercher, à transmettre, un accord apaisé avec le monde, et que ce sentiment n'a rien d'une pacotille orientale.

La sérénité. Marc Bernard a du mal à la conquérir. Un cancer généralisé lui a enlevé la seule femme de sa vie, après trente ans d'un amour sans nuages. D'autres auraient tourné la page, on survécu dans l'odeur de clerges soufflés de souvenirs incommensurables. Lui a trouvé une vraie paix. Après la mort de sa femme (1972), *Au-delà de l'absence* nous dit comment.

Le secret ne veut pas seulement pour les lecteurs accablés par un deuil. Il modifie notre approche même de la mort, en crise comme tant d'autres notions en Occident. Pour échapper aux lieux communs qui guettent un si vieux sujet, il fallait la rencontre, devenue rare à ce point de nature, entre un cœur et un talent.

A façon dont on supporte la séparation d'un être cher dépend de celle dont on a vécu son agonie. Si Marc Bernard réussit à tromper le désespoir avec des souvenirs, y compris du temps de la maladie, c'est à répondre à sa suicide par respect de son propre corps et pour perpétuer le culte de leur amour, il supporte sans défaillance l'idée que la femme tant désirée pourrit au cimetière de Bagneux, c'est qu'ensemble ils ont occupé les cinquante semaines de vie commune à dévorer la mort de son horreur. Ensemble, ils ont appris à aimer jusqu'à la souffrance qui transfigurait la mourante en la défigurant.

Notre fin terrestre ne lui est pas apparue dans sa réalité terrestre, mais comme la promesse d'un paysage admirable, tout proche. En même temps que des portes se fermaient, d'autres lui semblaient s'ouvrir. Un

SÉRÉNITÉ « Au-delà de l'absence », de Marc Bernard « Le Sacré Corps », de Joseph Delteil

leur mystique prenait le relais de l'amour charnel, avec l'espoir indéfectible de retrouvailles.

EST-CE à dire que l'auteur croit en Dieu et en l'au-delà chrétien ? Pas exactement. Et tout l'intérêt du livre est dans l'entre-deux où il se tient à cet égard.

Croyant, il ne l'est pas au sens courant. Il n'a pas dressé de croix sur la dalle où doit disparaître. Il ne peut pas prier un Dieu qui « n'a jamais été ni ne sera jamais ». Il ne sait parler, dans l'absence, qu'à sa femme.

Si pourtant il s'adresse au Créateur, c'est qu'elle et lui semblent faits de la même substance, qu'ils ont la même manière de se manifester et de se dérober, d'être à la fois ailleurs et omniprésents, nulle part et partout. Puisque la survie mystique de l'être aimé s'appuie sur un vécu réel, il serait « étrange » que le « désespoir » ne pas atteindre Dieu, n'est pas sa « matrice » en dehors de nous.

PARALLELEMENT aux souvenirs d'amour auxquels elle se trouve liée, l'existence de ce Dieu se cherche des preuves. Moins du côté des théologiens que des croyants d'occasion : Gide, qui refuse d'exclure, sur son lit de mort, ce qui n'est pas rationnel ; Paulhan, à qui Dieu paraît « l'hypothèse la plus vraisemblable » ; Einstein, pour qui la plus belle émotion que nous puissions éprouver est « mystique ».

A l'occasion, la démonstration emprunte aux sciences, ou du moins à

leurs limites. Pourquoi la connaissance rationnelle refuserait-elle d'admettre comme possible ce qu'elle ignore encore ? Quand on parle de matière, sait-on seulement de quoi l'on parle ? L'homme serait doué de raison uniquement pour découvrir que l'univers n'en a pas ? L'absurdité que nous lui trouvons, n'est-ce pas plutôt l'ombre projetée de notre ignorance ?

Par
Bertrand
Poirot-Delpech

Marc Bernard ne juge pas plus déraisonnable de croire au surnaturel que de le nier d'emblée. Ce monde-ci est-il si naturel ? Il admet qu'on a aimé beaucoup de bûches au nom de l'autre monde, mais pas autant qu'un nom de celui-ci. Il se demande même si le mal de ce siècle n'est pas « d'avoir incliné vers la terre seule ce qu'il y a dans l'homme de plus profond, de plus puissant ».

Non seulement le rêve d'une divinité est de ceux auxquels l'humanité ne saura jamais renoncer, mais la métaphysique, purgée des superstitions et des fables, domine, selon lui, ses réflexions à venir.

INDIVIDUALISTE de l'espoir et « anarchiste de la foi », comme il se qualifie lui-même, l'auteur se rattache en fait à une longue tradition panthéiste, dont Giono a été l'un des derniers représentants. C'est la diversité et la splendeur de l'univers, sujet de sa pensée, qui l'ont conduit à une logique transcendant la nôtre, un point d'horizon qui se réduirait à une illusion, d'où la beauté prendrait un caractère universel, d'essence divine.

Mais ce panthéisme classique, outre qu'il est associé à la perpétuation d'une passion unique, amoureuse, tire sa singularité, et la qualité de son expression littéraire, de la manière dont il s'inscrit et se ressourse dans la nature.

A l'exclusion de toute autre circonstance, le contact avec la disparue et le Grand-Tout s'opère dans la solitude, loin des villes, des hommes gaspilleurs et criards, au-dessus de la crête de Montjoux, où il a connu ses instants de plus haut bonheur.

Plus précisément, c'est au couchant que l'accord avec le cosmos abolit sa solitude et le comble jusqu'à l'extase. A défaut d'éternité, le paysage donne alors l'illusion de temps suspendu, de beauté concentrée. Il suffit d'un usage soudain, ennuagé, de la mer rouge pour la fin d'un gracieusement d'été, d'un sig-sag de charrie-souris, pour que le monde lui paraisse chargé, mondé, de sens.

JOSEPH DELTEIL connaît et fait partager les mêmes états de grâce de meilleur futuriste. Quelques contes de Noël, une poignée de poèmes,

de préfaces et de portraits, bref, ce qui, chez d'autres, rassemblerait à des fonds de tiroir, et nous voilà, au cœur de ce *Sacré Corps*, comme au centre de l'univers.

On retrouve un peu le Dieu intuitif de Marc Bernard, écho de l'homme sur la terre, évidence naturelle saine à travers sa création. « Tes œuvres sont merveilleuses ! » s'exclame Delteil, à la suite des *Psalmes*. Mais il n'ajoute pas plus d'humour et de sensualité. L'un qu'on ne voit pas, l'autre qu'on sent, l'autre se contente de humer le sol. « Qui voit le chène dans le gland voit Dieu dans le chène. » Tel est son credo.

Enfin, Delteil l'est au-delà du temps. C'est mal dire qu'il se souvient de la création des *Albigens* : il y était. Sa mémoire enjambe les millénaires. Un morose de paléolithique se promène avec lui entre ses ceps du Languedoc, goûte la sève de son patac. S'il voit l'existence dans sa « nudité », comme Huxley dit que le peyotl permet de le faire, c'est que la durée s'écoule autour de lui à la façon d'un paysage, et le paysage à la façon d'un livre.

« Je me suis senti dans la littérature comme le porc dans les trilles. »

Tel est le secret, enfin, de son style. Si la prose de Delteil oscille à la fois le surréalisme et Miller, Céline et Péguy, c'est qu'elle se moque d'ajouter des phrases aux phrases. Il agit pour lui de charmer, de danser, de blaguer, non d'émouvoir. Ses mots, cois marges et soulèvements.

Ce qui signifie, et nous fait signe sous sa plume, c'est le rythme, le corps même du langage, l'odeur et la couleur de la parole, le cliquetis, le fric-fric, coupe de pouce et clins d'œil.

Le sens a retrouvé sa liberté et ses ailes. Il ne répond plus aux injonctions de l'oiseleur. Le voir qui peut, l'entend qui veut. Il court entre les lignes, comme une message dans les oliviers. (Vendredi 26 novembre.)

* Au-delà de l'absence, de Marc Bernard, Gallimard, 216 pages, 23 F. Le Sacré Corps, de Joseph Delteil, Grasset, 230 p., 25 F.

André Malraux et le communisme

par JEAN LACOUTURE

« L'homme est rongé par les masses comme il l'a été par l'individu » (Malraux, en 1948). Qui a écrit une phrase moins marxiste que celle-ci ? Il est à peine besoin de la citer pour vérifier ce qu'affirmait l'auteur de *L'Esprit*, en décembre 1944 : « Philosophiquement, je ne suis pas du tout marxiste. Est-ce à jamais ? » rompre avec le concept marxiste de la lutte des classes ? Comme l'écrit Gaston Fison en 1953, « Je ne l'ai jamais accepté comme tel », objectait Malraux en marge de l'essai de son ami d'alors.

Nulle part le concept de classe n'apparaît dans l'œuvre de Malraux. Les très rares prolétaires qu'on y aperçoit sont des terroristes ou des anarchistes. Ces révolutions sont faites par des

intellectuels sans patrie, dans un environnement social. Les seuls de ses personnages qui soient inscrits dans une qualité économique sont les personnages de l'escadillon de l'Esprit — et sont durement critiqués par l'auteur. Et quel essai historique de Malraux, même dans sa période « rouge », fit-elle la préface du *Temps du mépris*, siège du communisme, fait appel à d'autres moteurs de l'histoire que l'héroïsme individuel ou communautaire dressé contre une injustice beaucoup plus politique que sociale ou économique ?

Mais on peut être le moins marxiste des intellectuels de son temps — moins que Drieu, par exemple — et faire un excellent « compagnon de route » de la

III^e Internationale. Ce que fut Malraux de 1932 à 1939, environ. A cela plusieurs raisons : la première qu'il fait à la société bourgeoise, surtout depuis qu'elle a maltré en Indochine ; l'impact qu'a sur lui le romantisme révolutionnaire soviétique, qui s'incarne à ses yeux en Léon Trotski ; et une réaction très saine contre la montée des fascismes en Europe. Il faut y ajouter l'influence qu'exerce sur lui un homme auquel il voue l'admiration la plus sincère, Bernard Groethuyzen, philosophe hollandais, qui dirige chez Gallimard le département étranger, et qui, marxiste très convaincu et convaincant, partage la vie d'Alex Guillaumin, journaliste à l'Humanité.

La fréquentation de ce couple de personnages désintéressés et militants contribue à nourrir d'arguments, à la fois intellectuels et sentimentaux, ce qu'on pourrait appeler le projet de 1930 environ, le philocomunisme de Malraux.

C'est de décembre 1932 que l'on peut dater l'engagement de l'auteur. Malraux est le quartier général : il s'agit de l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires, l'une des organisations pro-soviétiques qu'anime en France Willi Münzenberg. Et bientôt le projet de pouvoir par les arts, en janvier 1933, la conduira plus avant dans cette voie : il participe, avec Gide, le comité international pour la libération du leader communiste allemand Thälmann et du dirigeant bulgare Dimitroff, prisonniers du régime hitlerien. Il participe, par ailleurs, à la fondation de la Ligue internationale de la culture, qui réunit d'écrits les contradictions dans de préceptes synthétiques, sa rencontre avec Trotski, à Royan, le 26 juillet 1933, ne fait que réaffirmer son admiration pour l'écrivain et les projets de la Ligue internationale. C'est aussi l'époque de la publication de *La Condition humaine*. Revenant à la préface, il écrit pour soutenir le rôle des communistes chinois qui ont tenu sa sympathie.

On en plus tard, à l'invitation de Gide, il est en 1933, au congrès des écrivains, et son intervention en faveur du parti de création lui vaudra une aide algérienne avec Karl Heller, ancien dirigeant du Komintern, devenu rédacteur des *Jeunes*, en attendant de disparaître dans les grâces purges staliniennes. Mais il rencontre le chef de l'émigration et s'efforce de sensibiliser et d'affirmer son adhésion intellectuelle pour tout ce que représente alors dans le monde le régime soviétique. L'année suivante, il sera, aux côtés de Gide et d'Aragon, l'un des animateurs du congrès des

écrivains antifascistes à Paris : pour la presse de droite de l'époque, il est devenu le type même de l'écritain « bolchevique ». En 1935, la publication du *Temps du mépris*, dédié aux victimes du nazisme, et qu'il assortit d'une préface qui est un hommage à la « fertilité » du communisme, lui vaut, pour la première fois, une approbation sans réserve de la critique communiste, d'Aragon à Nizan. Et dans une publication de la III^e Internationale, un certain Ombrowski écrit, non sans imprudence, qu'« entre Malraux et Trotski se crée dans la commune ».

Dès avant la formation du Front populaire, Malraux est de la plupart des comités de vigilance qui se forment à partir de 1934, et on le voit, les 14 juillet 1935 et 1936, défiler en tête de groupes d'intellectuels sous des bannières saluant la lutte populaire. Mais c'est en Espagne que se manifestent tout sa solidarité avec la III^e Internationale. Non seulement parce qu'il se bat aux côtés de la République et la tête de l'escadillon qu'il a formé, mais parce qu'il tient à donner à cette unité un caractère politique communiste, Paul Nizan, qui est son ami et son gendre, du côté du P.C.E. Tout ce qu'il dit et fait à cette époque, comme le livre qu'il publie dans une intention très militante, *L'Esprit*, témoignent du choix qu'il fait alors, et qu'on peut résumer ainsi : les communistes sont les seuls à s'engager véritablement pour la combat et à disposer de l'appui d'une grande puissance, c'est à leurs côtés qu'il faut se battre : la victoire dépend de ceux qui savent organiser l'apocalypse, et non de ceux qui ont été pendant l'été 1939 l'illusion lyrique.

Et pourtant, c'est de cette époque que date la fêture entre André Malraux et ses compagnons de lutte. Certes, il a désapprouvé la publication du *Récit d'Ulysse* d'André Gide, et, réunissant Bernanos à la fin de la guerre d'Espagne, il se dit encore communiste. Mais Gaston Fison, l'intellectuel de la III^e Internationale, le trouve plus tard, à l'égard de ses compagnons de combat, l'année suivante, en août 1939, c'est la signature du pacte entre Hitler et Staline. Il refuse à Raymond Aron, qui lui en fait la demande, de s'associer à une dénonciation publique du pacte, pour ne pas se déclasser des communistes alors qu'ils sont joints et potterisés. Mais la dénonciation par le P.C.F. de l'écritain Paul Nizan, son ami, qui a eu le courage de s'élever contre le soutien accordé par la plupart de ses camarades au pacte de Staline, ne peut que renforcer sa désapprobation et approfondir le différend.

C'est probablement à ces réserves, comme à l'espèce de désenchantement qu'a provoqué chez lui la défaite en Espagne, qu'il faut attribuer sa répugnance à s'engager d'abord dans la Résistance, parce qu'elle lui paraît trop marquée par l'influence et les initiatives communistes. Lors des contacts qu'il a, de 1932 à 1944, avec les clandestins, il constate que les représentants du P.C.F. assument des responsabilités beaucoup plus nombreuses et réelles que ne le fait croire l'organisation des réseaux. Sa méfiance s'en accroît et le rejette de plus en plus du côté de la Résistance expressément gaulliste, de l'Armée secrète (T.A.S.) : c'est sous ce drapeau qu'il se bat en 1944. Et quand, à la libération, il fait figure de leader de l'un des courants d'inspiration socialiste, il contribue, plus que personne, au congrès du M.L.N. (Mouvement de libération nationale) de janvier 1945 à empêcher la fusion des mouvements de résistance préconisée par le P.C.F., qui ne

peut qu'en tirer un surcroît d'influence.

Tout est prêt pour le ralliement de Malraux au gaullisme, ce qui ne signifiera sa rupture avec les communistes qu'à partir du printemps de 1947, quand ils sont rejetés dans l'opposition et quand de Gaulle fonde le R.P.F. dont l'anticommunisme fondamental ne cessera de s'approfondir jusqu'en 1963. C'est l'époque où l'Humanité le traite de fasciste, où l'un des plus célèbres intellectuels du parti le range aux côtés de Sartre et de Mauriac dans le camp des « fascistes ». C'est l'époque où il ne parle même de communisme qu'en tant que « séparatisme ». Et puis viendront les luttes pour l'indépendance nationale, la convergence entre gaullistes et communistes, les quelques interventions de Malraux contre la répression franquiste : ce sera, le 23 novembre 1976, le salut de l'Humanité au départ.

JEAN LACOUTURE (Jeudi 25 novembre.)

Les relations avec Charles de Gaulle

Malraux avait-il vraiment souhaité rejoindre la France libre en 1940 ? Son message à Londres ayant été intercepté, il s'enferma assez longtemps dans une sorte de neutralité jusqu'au moment où, vers 1943, son ami Orélie La Rochelle, qui était, on le sait, de l'autre bord, le découvrit « tombé dans le piège ».

En mars 1944, c'est dans un tel état d'esprit qu'il entre pour se battre et pour élever la libération comme une personnalité éminente de la Résistance non communiste.

La rencontre avec de Gaulle, dès lors inévitable, fut pittoresquement provoquée par le capitaine Guy, aide de camp du général, qui persuada chacun des deux hommes que l'autre souhaitait la rencontrer. Elle eut lieu le 10 août 1945 dans le bureau du chef du gouvernement, rue Saint-Dominique. Les deux interlocuteurs se comprirent sans qu'on puisse d'abord parler de coup de foudre. Ils vont travailler ensemble, Malraux assumant d'abord la tâche d'une sorte de conseiller culturel avant de devenir, en novembre, et pour deux mois, ministre de l'Information du général.

Après le brusque départ de de Gaulle, le 20 janvier 1946, Malraux ne sera pas l'un des plus ardents à lui conseiller de reprendre le combat et de former un parti d'opposition. Il est plutôt tenté de lui conseiller la prudence. Mais, quand le général fonde le R.P.F., en avril 1947, il se range aussitôt à ses côtés et milite avec une fougue tout entière comme délégué à la propagande du mouvement. On l'entend partout soutenir l'Union soviétique, dont le général déclare que l'armée n'est

qu'à « deux étapes du Tour de France cycliste » de Paris.

Pour des raisons de santé, mais aussi politiques, il est de ceux qui se détachent, les premiers, du R.P.F., vers 1950, sans pour autant formuler la moindre critique publique, alors qu'un homme comme le général Catroux laisse savoir que, s'il s'éloigne du R.P.F., c'est en raison de sa totale insatisfaction politique contre-cause.

Inventeur de la formule « la traversée du désert », Malraux vitait en chemin sans trop d'impudence apparente. Il a confié dans ses *André Malraux* que le retour au pouvoir du général en 1958 le surprit.

Il aurait alors souhaité se voir confier des fonctions beaucoup plus politiques que celles de ministre des affaires culturelles. Mais il affiche une fidélité sans réserve au régime et à l'homme qu'il sert, aussi bien à propos de l'Algérie jusqu'en 1962 que de la politique proche-orientale du général, qu'il trouve trop anti-léonard, sans le faire publiquement savoir. Il signe noblement à la droite du chef de l'Etat, dont il recevait, on le sait, un hommage solennel qui n'a pas, sans le surprendre. Le jour où parut le dernier tome des *Mémoires* de Charles de Gaulle, il courut chez lui avec une joie d'enfant pour lui lire le passage où le chef de la France libre saluait son « ami général ».

Tout naturellement, le général disparu, il se refait, déclarant rester ministre sous Pompidou, c'était dit « comme devoir colonial de la garde civile sous la République espagnole si nous avions gagné la guerre ! » — J.L.

Vient de paraître

Romans
ANDRÉ HALIMI : *Une nouvelle aventure*. — Deux nouvelles, mais sous-jacentes de la production de radio et de télévision, autour du film *Chansons sans l'occupation*. (La Table ronde, 256 p., 40 F.)
POÉSIES
ANDRÉ LAURE : *Vers le matin des vers*. — Le lyrique d'André Laure, et l'humour pour les distiches, une poésie concise et épurée sans cesse le plaisir des mots. (Bibliothèque de la Pléiade, 62 p., 20 F.)
ESSAIS
MICHEL ROBERT : *Lettres ouvertes aux femmes politiques*. — L'ancien ministre des affaires étrangères de Georges Pompidou s'adresse à Jeanne d'Arc, comme à Brigitte Bardot, à Golda Meir, comme à Margaret Thatcher, mais ignore ou oublie Françoise Giroud. (Albin Michel, coll. « Lettres ouvertes », 178 p., 25 F.)
LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE
ROALD DAHL : *A la recherche*. — Des nouvelles très originales, très humoristiques par l'usage de l'humour. *Beauvoir, Kierkegaard et la Grande Esthétique* récemment publié en français chez Gallimard, et dont Pierre Klossowski a traduit ces pages. Le 1^{er} octobre. Né en pays de Galles, Roald Dahl vient d'obtenir le vingt-cinquième Grand Prix de l'Académie française. (Gallimard, coll. « L'Imaginaire », 224 p., 32 F.)
ANNAÏS NIN : *Un tiers d'été*. — Après la *Maison de France* et

le *Cloche de verre*, les Editions des Femmes continuent, avec ces trois œuvres nouvelles, la publication de l'œuvre romanesque de l'écrivain. Traduit de l'anglais par Elisabeth Jaurès. (Editions des Femmes, 235 p., 35 F.)
HISTOIRE
PIERRE MONATTE : *La Lettre grecque*. — Recueil d'articles d'un des figures les plus importantes du mouvement syndical français, dans les années de l'entre-deux-guerres, fondé en 1909, de la *Vie ouvrière* et en 1923 de la *Revue prolétarienne*. Rédigé par Charles Chaboud. (Maspero, coll. « Bibliothèque socialiste », 320 p., 45 F.)
DOCUMENT
MOHAMMED REZA PAHLAVI : *Shah d'Iran. Le Lion et le Soleil*. — Entretien avec Olivier Wozniak. — Trente-cinq ans de règne dans un pays peuplé presque sans tradition du Moyen Âge à l'ère nucléaire. Les mille et une Nuits racontées par les médias et les peuples. (Stock, 260 p., 38 F.)
CRITIQUE LITTÉRAIRE
PIERRE BARBERIS : *A la recherche d'un*. — Pierre Barberis complète son essai *Chateaubriand, une révolution en silence* moderne publié dans la collection « Thèmes et Textes » de L'Arrière par une volumineuse étude, « Malraux, la vie, l'œuvre », des œuvres et de l'histoire, il propose une nouvelle lecture de Chateaubriand où il trace les contours d'un monde. (Gallimard, 750 p., 195 F.)

